



Treize à table ?

Les Douze vont-ils devenir Treize ? La Turquie a déposé ce mardi 14 avril à Bruxelles sa demande d'adhésion à la CEE. Cette démarche n'a rien d'incongru puisque le traité de Rome prévoit que tout Etat européen peut demander à devenir membre de la Communauté. Elle aura sans doute pour premier effet de faire prendre conscience à plus d'un Européen que l'Europe s'étend loin en Asie Mineure, et que la Turquie est à la fois membre du Conseil de l'Europe, et depuis associé à la CEE.

Mais à une question qu'Ankara se préparait depuis longtemps à poser la réponse est déjà connue : « Il est trop tôt », disent en substance les membres de la CEE, tout en observant, pour reprendre la formule de M. Jean-Bernard Raimond, une attitude « non décourageante ».

Il n'est pas possible en effet d'opposer une fin de non-recevoir pure et simple à un pays à ce point sensible à ses relations avec l'Europe et qui tente une très délicate synthèse entre l'Islam et l'Occident : à un pays dont l'importance stratégique est de surcroît cruciale pour l'alliance atlantique.

Cependant, ces obstacles sont de taille. Les Européens disent qu'ils n'ont pas encore digéré l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, qui ont dû faire antichambre pendant dix ans. Certains s'abriteront derrière l'opposition catégorique de la Grèce qui les dispensera d'avoir à exprimer trop publiquement la leur. La Turquie, en fait, n'est ni économiquement ni politiquement pour entrer dans le club communautaire. Ses structures économiques sont celles d'un pays en voie de développement. Inapte pour l'instant à s'intégrer au Marché commun. Le revenu par habitant est de loin inférieur à celui du Portugal et, avec 50 millions d'habitants et une démographie galopante, elle pèse beaucoup plus lourd que les partenaires les plus pauvres de la CEE.

L'autre obstacle majeur est d'ordre politique. Certains membres de la CEE feront valoir que la Turquie, avant de prétendre entrer dans la Communauté, devra adhérer à la notion européenne des droits de l'homme, ce qui implique de changer une Constitution qui punit le délit d'opinion et entrave notamment la liberté syndicale et le droit d'association.

Prenant ces objections à rebours, M. Turgut Ozal, le premier ministre, affirme que la candidature de son pays engage une dynamique qui aura précisément pour effet de les écarter : pour lui, elle donnera un élan à l'économie, elle consolidera le processus de démocratisation.

M. Ozal, dans cette démarche, a derrière lui, à peu de temps des législatives, une écrasante majorité de Turcs qui perçoivent son geste comme un défi national à une Europe traditionnellement hostile. Il n'en reste pas moins que l'ambiguïté de la vision gouvernementale, insistant sur les avantages matériels en évitant d'aborder les questions de fond, a été récemment soulignée dans la presse turque.

L'habdomadaire «Yeni Gundem» relève tout à la fois les différences radicales existantes entre la Turquie et les autres pays du Moyen-Orient, et les disparités entre une société de tradition islamique et un héritage européen fondé sur les valeurs individuelles. «On arrive à la porte de l'Europe», écrit un commentateur, le gardien nous demande une pièce d'identité, et nous ne pouvons que répondre : l'ancienne n'est plus valable, mais je n'ai pas encore la nouvelle.

(Lire nos informations page 4.)

Désigné en dehors des clivages politiques

Un groupe de « sages » va préparer la réforme de la Sécurité sociale

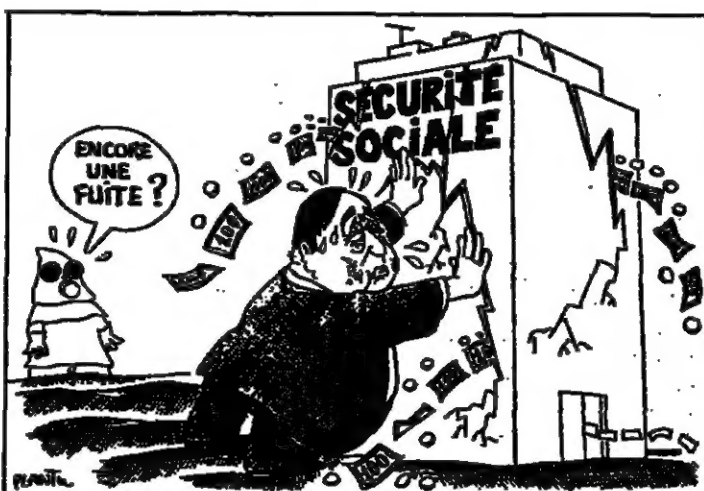
Le gouvernement, réuni le 14 avril en conseil de cabinet extraordinaire, a décidé de sa stratégie pour préparer les états généraux de la sécurité sociale et engager ainsi une réflexion nécessaire à la réforme en profondeur de la protection sociale en France.

Un groupe de « sages » désigné en dehors des clivages politiques, et dont plusieurs sont proches de la gauche, doit réaliser une expertise de la situation et mettre en forme les solutions possibles. En 1987, le déficit du régime général serait de 30 milliards de francs.

Désigner les guides, baliser l'itinéraire et planter le décor de l'expédition engagée avec les Etats généraux de la Sécurité sociale : c'est ce qu'a fait, ce mardi 14 avril, le conseil de cabinet extraordinaire réuni à Matignon. Pour mettre en œuvre la suite de la consultation entamée par le ministre des affaires sociales et le secrétaire d'Etat, chargé de la sécurité sociale, qui ont reçu fin mars les partenaires sociaux, le gouvernement a prévu de désigner un petit groupe de « sages ». Ceux-ci devraient d'abord présenter une « expertise » de la situation actuelle de la Sécurité sociale : une analyse des problèmes à moyen et long terme, mais aussi le constat de la nécessité de mesures d'urgence (et éventuellement des propositions).

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 33.)



Lire nos informations page 33 ainsi que notre page « Débats »

Economie à la dérive, affrontements sociaux, désagrégation régionale...

Voyage à travers la crise yougoslave

BELGRADE de notre envoyé spécial

Pour l'instant, je vis sur mes réserves. Ma voiture peut encore durer, mon vieux frigo aussi, mais après, s'il n'y a pas de changement, je serai incapable de les remplacer. Cette remarque d'un professeur croate, qui en Yougoslavie ne pourrait la prendre à son compte ? Qui, de Bitola à Janina ou de Dubrovnik à Subotika, pourrait dire de quoi demain sera fait dans un pays qui lui-même vit sur ses réserves.

« Ça va péter, je vous dis que ça va péter », reconnaît, sans s'embarrasser de nuances, un diplomate européen. « Bien sûr, semble lui répondre cet intellectuel slovène, que tous les éléments sont là pour que le système s'effondre. Mais, depuis la création du pays, on dit que celui-ci va écarter, qu'il ne vit que par miracle, alors que nous sommes habitués au miracle. »

Une chose est certaine, quelles que soient les conséquences qui pourraient en découler, rarement la situation aura été si préoccupante.

C'est peu de dire que l'économie yougoslave bat de l'aile. Tous les principaux indicateurs sont ou franchement mauvais ou véritablement catastrophiques. L'inflation à trois chiffres – autour de 130 % ! – et les 20 milliards de dollars de dette extérieure sont les symboles les plus parlants de ce naufrage.

Il faudrait citer aussi la chute des exportations, la mauvaise qualité des investissements. Mais comment se fier à des chiffres « moyens » dans cette mosaïque ? Comment mettre dans la même colonne statistique les revenus d'un ingénieur slovène, dans le nord du pays fortement industrialisé et relativement riche, et celui d'un employé macédonien, dans le Sud, qui ne reçoit plus de salaire depuis quelques mois ?

Plusieurs républiques sont, sans qu'on l'admette, en état de cessation de paiement. La crise économique a ainsi encore creusé le fossé séparant les différentes régions du pays. Cette nouvelle coupure Nord-Sud s'est ainsi ajoutée à toutes les autres raisons de morcellement.

On raconte encore que Nehru, alors grand ami du maréchal Tito,

disait à ce dernier que son pays était encore plus compliqué que l'Inde. Et d'ajouter : six républiques, cinq nationalités, quatre langues, trois religions, deux alphabets. « Un seul Parti communiste ! », concluait Tito. Et comment ne pas tomber dans ce cliché, tant de fois reproduit, d'un pays qui peut être berce à la même heure par les échos naillards des mezzanins du Monténégro et le son sigillet des cloches de la cathédrale de Zagreb.

« N'oubliez jamais : c'est ici que Byzance et Rome se séparent », note un cinéaste, tandis qu'un autre précise : « La bigamie est interdite dans la Constitution mais autorisée par une des trois religions du pays. » Une étudiante slovène, pourtant membre de la Ligue des communistes, n'a pas pu rester plus d'une année à Belgrade. « J'étais considérée comme un objet exotique », raconte-t-elle. Que doit alors penser l'ouvrier monténégrin ou macédonien « émigré » dans le Nord ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.
(Lire la suite page 32.)

M. Chirac songe à reporter son voyage à Moscou

Le premier ministre trouve que les Soviétiques mettent bien peu d'empressement à accepter les dates qu'il a proposées pour sa visite...

PAGE 36

Gary Hart candidat à la Maison Blanche

L'ancien sénateur du Colorado part favori dans la course à l'investiture démocrate

PAGE 6

Session de l'Assemblée chinoise

Luttes de sérial derrière un calme de façade

PAGE 7

La mort de René Hardy

Deux fois accusé d'avoir livré Jean Moulin, deux fois acquitté

PAGE 38

« Sur la guerre », de David Rousset

Un livre analysé par Claude Cheysson

PAGE 3

Le sommaire complet se trouve page 36

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Un nouveau traitement du SIDA

Les grands hôpitaux universitaires californiens se lancent dans une voie entièrement nouvelle pour le traitement du SIDA. Leurs responsables plaident dans cette technique les plus grands espoirs, que justifient, semble-t-il, les premiers résultats obtenus.

Il s'agit non de détruire le virus lui-même, mais de rénover le système immunitaire qui se chargera de cette tâche. A cette fin, des facteurs particuliers, ou hormones de l'immunité, dont la découverte est très récente, sont utilisés.

Ils s'inscrivent dans une lignée thérapeutique qui pourrait représenter, dans le décennie à venir, une véritable révolution : celle des lymphokines, dont l'une, l'interleukine 2, a permis déjà d'obtenir des résultats surprenants pour le traitement de certains cancers.

La Californie est l'état du monde le plus tourmenté frappé par le SIDA et c'est là, à Los Angeles, que fut identifiée la maladie pour la première fois.

D.E.L.

(Lire nos informations pages 13 et 15.)

A propos des incidents nucléaires

La peur de communiquer

par Pierre Drouin

Les maladroits du gouvernement finiront par faire passer dans le dos des Français des frissons... en chaîne. Une fois de plus, il ne sait par quel bout prendre l'atome civil. Qu'un incident survienne à l'usine Comburg de Pierrelatte, puis un autre à Creys-Malville, selon la curieuse loi des séries, et il faut attendre plusieurs jours pour savoir de quoi il retourne exactement, que l'origine des fuites n'a pu être repérée, qu'il n'y a aucun risque, que l'exploitation doit continuer comme si de rien n'était, etc.

Déjà, après Tchernobyl, on avait constaté cette peur de communiquer... qui finit par communiquer la peur. EDF et le CEA sont des bastions où l'on n'a

jamais vraiment appris que l'opinion (« comme la reine du monde », disait Pascal) devait être servie la première et qu'elle n'était plus en 1986 ou 1987 prête à admettre n'importe quoi, comme du temps où les médias étaient dans l'enfance. Toujours ce comportement un peu militaire des responsables. On en a vu à la SNCF, à l'éducation nationale les résultats récents.

Et pourtant, quelle chance ont nos gouvernants d'avoir un peuple aussi bien disposé sur le terrain nucléaire ! La loi de programme militaire que le Parlement examine en ce moment permet à la France d'exprimer, une fois de plus, un rare consensus. Dans le domaine de l'énergie, notre pays est celui qui a pu développer le

plus au monde par tête d'habitant la fourniture de courant électrique d'origine nucléaire. Sans doute, y a-t-il ici et là quelques manifestations d'écologistes, dont celle de Creys-Malville en 1976, à propos du réacteur Superphénix a été précisément la plus grave. Mais cette opposition des Verts n'a jamais eu l'ampleur de celle qu'ont connue l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark ou la Norvège, par exemple.

Après Tchernobyl, dans de nombreux pays, on a décidé de ne plus ouvrir de nouveaux chantiers. Dès avant la catastrophe, la France avait déjà pressenti le suréquipement nucléaire en l'an 2000.

(Lire la suite et nos informations page 12.)

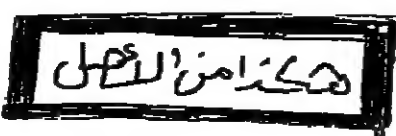
ANDRÉ FROSSARD

“N'oubliez pas l'amour”

La Passion de
MAXIMILIEN KOLBE

La vie et la mort héroïque du petit franciscain polonais, martyr à Auschwitz, dont Jean Paul II a fait un saint, par l'auteur de « N'AYEZ PAS PEUR »

ROBERT LAFFONT



Débats

SÉCURITÉ SOCIALE

Un conseil de cabinet se tient, ce mardi 14 avril, afin d'arrêter les modalités des états généraux sur la sécurité sociale. Jean-Jacques Dupeyrou demande que chacun soit à même de savoir ce qu'on lui prélève réellement, et le professeur Emile Papiernik propose un système institutionnel d'évaluation des pratiques médicales.

Evaluer l'efficacité des pratiques médicales

La plupart des praticiens ont compris qu'il fallait mieux mesurer leurs prescriptions. Les patients aussi. Qu'attend le gouvernement ?

par EMILE PAPIERNIK (*)

Le gouvernement de M. Chirac découvre à son tour le trou de la Sécurité sociale. Il démontre en même temps son inaction réelle jusqu'à présent.

Tout le monde a dit, tout le monde va dire encore, et plus que les pays voisins, que les médecins sont trop nombreux et que les nouvelles techniques médicales coûtent trop cher et qu'il n'y a pas de solution miracle, pas de bouche-trou tous sages.

Dans le précédent gouvernement, le secrétaire d'Etat à la Santé, M. Edmond Hervé, avait bien compris qu'une partie du problème tenait à la pratique médicale et que ce problème devait être abordé. Il avait proposé la création d'une « fondation » pour l'évaluation des pratiques et des techniques médicales. Mais cette entreprise collective n'avait pu voir le jour avant les élections de 1986, du fait du désaccord d'un syndicat médical. Le nouveau gouvernement, très sensible à l'amicale pression d'un des responsables de ce syndicat, avait aussitôt déclaré qu'il ne fallait certainement pas créer d'institution chargée de l'évaluation, du fait de l'opposition des médecins.

En réalité, la plupart des médecins ont bien compris qu'il était désormais nécessaire de mieux mesurer leur action. Ils sont devenus tout à fait conscients qu'on ne peut pas continuer à prescrire autant d'examen complémentaires qu'on le veut, ni autant de médicaments qu'on le fait actuellement. Les patients eux-mêmes se rallient à ce point de vue.

Il faut cependant bien comprendre que le corporatisme médical a gagné une grande victoire sur le terrain de l'évaluation en l'évacuant et la rejetant « pour l'instant ». Il est tout à fait certain que la médecine y a perdu, c'est-à-dire à la fois la bonne pratique médicale et l'intérêt bien compris des usagers de la médecine.

Il est très étonnant de constater que le partenaire qui s'était montré le plus réticent avait été la Caisse nationale d'assurance maladie, en la personne de son président, M. Derlin. En effet, dans tous les pays évolués du monde développé, ce sont les systèmes d'assurances qui ont le plus encouragé ou même imposé à la profession médicale la néces-

sité d'évaluer clairement ses actions. Cela est aussi vrai des systèmes publics non lucratifs que des systèmes d'assurances privées.

Les pays à système de sécurité sociale obligatoire du nord de l'Europe, comme la Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, ont tous des systèmes très précis et institutionnels d'évaluation des pratiques médicales. En Allemagne, les comités de discussion permanente entre les associations professionnelles médicales et les caisses régionales d'assurance se sont tous dotés d'organes techniques leur permettant une évaluation précise des pratiques médicales.

La France, pays sous-développé

Aux Etats-Unis, les systèmes publics médicaux Medicare et Medicaid ont encouragé très vivement, et avec de très gros moyens, les divers systèmes d'évaluation des pratiques et des techniques médicales. Les assurances privées possèdent des organismes analogues ou font faire des expertises adaptées pour connaître l'efficacité réelle des techniques médicales nouvelles comme de certaines pratiques médicales anciennes.

De fait, la France fait bien partie, avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, de cette Europe du Sud qui ne possède rien d'analogue au niveau institutionnel. C'est pour les « sous-développés » que le bureau d'Europe de l'Organisation mondiale de la Santé à Copenhague vient d'ouvrir une branche spécialisée pour aider à la constitution d'institutions se consacrant à l'évaluation des pratiques et des techniques médicales.

Le gouvernement actuel ne propose rien avant les prochaines élections. Et le gouvernement précédent n'avait rien pu faire à cause de la proximité des élections de 1986. Quand allons-nous prendre les dispositions pour gérer véritablement l'assurance-maladie ? Comme d'habitude, on attendra que la catastrophe s'installe et on fera une révolution. Il est possible que nous payions cher l'imprévoyance...

(*) Professeur à la faculté de médecine Kremlin-Bicêtre, chef de service de gynécologie-obstétrique.

D'abord faire la clarté sur les cotisations

Les intéressés ne pourront adopter une attitude responsable tant qu'ils n'auront pas pris conscience de ce que leur coûte réellement la Sécurité sociale

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

DANS le courant de cette année se tiendront donc des « états généraux de la Sécurité sociale ». Même si l'on peut s'attendre à un formidable festival de langue de bois, le projet de Philippe Séguin est louable si un grand tapage, à défaut de grand débat, conduit les Français à prendre une plus exacte conscience des problèmes de leur Sécurité sociale. Surtout si l'on entend leur donner la maîtrise des grands choix : c'est bien ainsi, je pense, qu'il faut entendre la formule percutante du même ministre le 8 mars à l'Assemblée : « Si les Français préfèrent manger des médicaments plutôt que de la viande rouge, je ne vois pas pourquoi je le leur interdise. Je leur demande seulement d'assumer leur choix ».

1. Avant de revenir sur ce choix, il convient tout de même de rappeler que, depuis un an, le gouvernement ne cesse de prendre lui-même toutes les décisions et que ces décisions vont trop souvent dans de mauvais sens.

Politique familiale ? Lorsque la crise financière est aiguë, chaque centime compte. Or la récente loi sur la famille a supprimé certaines prestations réservées aux plus modestes pour en créer d'autres, distribuées à tous, même aux plus fortunés. Fallait-il, par exemple, rembourser le frais de garde - à hauteur de 2 000 F par mois - à des foyers disposant de revenus considérables ? Il faut choisir : on ne peut pas gaspiller ostensiblement, et, en même temps, tenir un discours pathétique sur l'état de la famille.

Politique de la santé ? Parions alors de l'alcool, le mal français. Pas encore assez de morts, pas encore assez de grands handicaps, pas encore assez d'alcooliques dans les hôpitaux psychiatriques et autres ! Et qu'importe l'incidence sur les comptes de la Sécurité sociale ! M. Léotard a

enfin compris qu'il faisait fausse route en autorisant la publicité pour la bière, sur les chaînes de télévision publiques. Tant mieux ! Mais cette péripétie lamentable n'est pas moins révélatrice d'une surprenante inconscience.

Rappelons également que la prescription des cotisations de Sécurité sociale a été ramenée, elle aussi, de cinq à trois ans : c'est le fameux « amendement Giscard », sévèrement jugé - mais voté - au sein du RPR. Le moins qu'on puisse dire est que cette façon d'encourager la fraude ne tombe pas au meilleur moment !

Mais le plus grave est ailleurs. Toitables ou excessifs, les prélèvements obligatoires - impôts et cotisations sociales - ont dans notre pays une structure totalement atypique. Le poids de notre impôt sur le revenu, rapporté au PIB, est dérisoire au regard de ce qu'il est dans les pays comparables, alors que, à l'inverse, celui des cotisations sociales est monstrueux. Ce n'est pas un hasard... L'impôt sur le revenu frappe en principe tous les revenus et de façon progressive, alors que les cotisations sociales ne frappent que les gains professionnels et parfois, dans la limite d'un plafond, pour les gains excédant ce plafond, elles sont alors dégressives. La sagesse voudrait que l'on commence, très doucement, à rééquilibrer. La petite bête poursuit imperturbablement son irrésistible ascension (1), alors que, côté impôt sur le revenu, c'est la démolition que l'on sait : la réduire encore, à tout prix ! Par hypothèse, cette dérive continue accuse l'extravagance de nos prélèvements obligatoires et fausse tout.

Philippe Séguin envisagerait d'en revenir au « 1 % Delors ».

Solution certainement préférable à un alourdissement des cotisations. Mais il est peu probable qu'on osera l'appliquer aux profits tirés de la pure spéculation, actuellement imposés de façon symbolique. De toute façon, cette solution de fortune, provisoire, laisserait entier le problème immense des grands rééquilibres.

Un camouflage

2. Demain ? Mettre les intéressés en face de leurs responsabilités, c'est certainement la bonne direction, mais l'affaire est malaisée.

D'abord qui sont les intéressés ? Les Français doivent choisir entre les médicaments et la viande rouge... mais qui doit choisir ? Les actifs ou les inactifs, les bien-portants ou les malades ? Et comment exactement ? Questions incontournables et très difficiles : il faut y réfléchir.

Mais surtout, il est évident que les intéressés, quels qu'ils soient, ne pourront adopter une attitude responsable tant qu'ils n'auront pas pris conscience de ce que leur coûte réellement la Sécurité sociale. Or cette prise de conscience est rendue impossible par un camouflage : celui qui consiste à baptiser cotisations « patronales » des contributions qui ne sont que des retenues à la source sur les salaires. Sans en tirer les conséquences, la loi elle-même, après tous les économistes, vient de le dire à son tour, et c'est une sorte de révolution : les cotisations, salariales ou patronales, sont prélevées sur la rémunération globale (loi du 18 août 1986, art. 10)...

Les régimes complémentaires soulèvent des problèmes spécifiques, mais en ce qui concerne le

régime général il faut en finir avec ce camouflage et ne plus parler que de cotisations « salariales ». Autrement dit, le salaire brut doit inclure les cotisations « patronales » et les retenues effectuées sur ce salaire doivent toutes être qualifiées de cotisations « salariales ». Ainsi, chacun saurait exactement ce qu'il lui en coûte ou coûte à son ménage. Les pensions ayant été ainsi remises à l'heure, par la suite, il faudrait en rester à l'alternative cotisations des assurés ou impôt, selon la nature des dépenses à couvrir.

Il est vrai que, d'un point de vue technique, cette « requalification » est un casse-tête, et que d'un point de vue politique la perspective d'une telle « opération-vérité » a toujours suscité l'effroi, car elle permettrait justement aux Français de réaliser qu'ils paient en cotisations sociales trois ou quatre fois plus que ce qu'ils paient en impôt sur le revenu, et ce dans des conditions d'incohérence et d'injustice abominables : la Sécurité sociale au sens large coûte plus de 4 000 F par mois à un ménage de soudeur... La cotisation allocations familiales retienne sur un gain professionnel de 50 000 F par mois est, du fait du plafond, « inférieure » à la cotisation supportée au même titre par un ménage d'ouvriers, gagnant chacun 5 000 F par mois.

Mais c'est un préalable : tant que l'on continuera de travestir la réalité, les tintamarres risquent fort d'être vains. Il est vrai que, à la rentrée de septembre, le gouvernement aura surmonté le désir de « jouer la montre »...

(1) En 1986, augmentation de 0,7% de la cotisation d'assurance-vieillesse et de « tous d'espérance » des cotisations des régimes complémentaires ; en 1987, augmentation pratiquement certaine des cotisations du régime général.

Egalité ou efficacité

(...) Il est bon de rappeler, en matière de sécurité sociale, qu'il s'agit avant tout d'un choix politique.

Toute la question, en effet, est de savoir si l'on entend faire une priorité de l'égalité ou de l'efficacité ; ou, disons, pour ne pas être manichéen, de l'égalité de l'accès aux soins à une médecine aussi efficace que possible, ou de l'efficacité médicale avec le moins d'inégalité sociale possible. Car il y a bien incompatibilité. Les systèmes les plus élitistes resteront toujours plus efficaces. Les systèmes les plus égalitaires accuseront toujours un retard technologique par rapport aux médecines de pointe réservées à un petit nombre.

Dr ELIE ARIÉ (Paris).

Payer ce que l'on consomme

Le Monde du 1^{er} avril contient en même temps un long et justifié gémissement de M. Godet sur le poids des prélèvements obligatoires et une information suivant laquelle les voyageurs de la SNCF refusent de couvrir plus de 50 % du coût de leur transport.

Un problème est posé, et sa réponse est donnée. Il sera impossible de réduire les prélèvements obligatoires aussi longtemps que le contribuable refusera les conséquences de ses choix économiques, c'est-à-dire de payer ce qu'il consomme, sans aucune subvention. Alors la demande de biens et de services s'établira au niveau voulu. Comme on paie son bifteck, on paiera son logement et son transport. Les moins favorisés doivent être aidés par des prestations en argent,

allocations, bourses et autres. Le total de ces prestations sera moins élevé que les subventions actuelles, ne serait-ce que parce que, une fois confrontés aux vrais prix, les consommateurs, même ceux qui recevront les allocations, diminueront leur demande de services.

On s'apercevra alors que même l'économie d'une opération qui semble aussi évidente que la TGV est complètement faussée par la stimulation artificielle de la demande causée par l'abaissement du prix du billet.

J. GROSODIER DE MATONS (Washington)

« GUERRES SECRÈTES AU LIBAN », d'A. Laurent et A. Basbous

Sous l'écorce du cèdre

« ENCORE un livre sur le Liban, mais j'ai déjà tant lu... » serait-on tenté de répliquer. Mais l'auteur du livre qui s'embrasse quand même à bord de *Guerras secrètes* l'a écrit pour ceux qui croient savoir beaucoup sur le conflit libanais qui défigure depuis 1975 la montagne aux cèdres et il se trouve dans un univers inconnu, bien plus effrayant que le Beyrouth tétrévisé quotidien ; empoigné par une série de personnages cinématographiques, de Yasser Arafat à Hafez El-Assad, d'Amine Gemayel à Ariel Sharon, il les verra dans des rôles où il ne les aurait jamais imaginés ; enfin il se retrouvera, la dernière page tournée, un peu sonné, se frottant les yeux pour savoir s'il vient de traverser un mirage ou la réalité.

Rien ne secoue plus son homme en effet que d'être abandonné soudain par les clichés et autres idées reçues dans lesquels il est si confortable de rester bloqué ; la désinformation est un art qui consiste notamment à vous faire des injections de miel pour que

vous ne sentiez pas le fil. Annie Laurent et Antoine Basbous, deux auteurs d'état en science politique à Paris-II ont entrepris, eux, de débarrasser le champ de bataille libanais des verres déformants à travers lesquels on nous a habitués à le voir.

La tâche était presque suicidaire, d'autant plus qu'Antoine Basbous, journaliste libanais, a récemment changé son fusil d'épaule en acceptant de représenter à Paris la milice chrétienne des Forces libanaises et que celle-ci pouvait faire craindre un ouvrage partisan. Disons tout de suite que si les deux chercheurs penchent en faveur d'un Liban libanais, indépendant de tous ses voisins, ils ne se départent pas de leur liberté d'appréciation à l'égard des forces libanaises, qui ne sont pas les dernières à être mises sur la sellette.

En revanche, *Guerras secrètes*, à l'aide de documents inédits et de références, de témoignages de responsables ou de victimes glanés

jusqu'en Amérique du Nord, rétablit la vérité sur les premiers morts de la guerre, tous des civils chrétiens, sur l'absence d'appel chrétien libre pour l'intervention syrienne, sur le jeu occulte d'Israël à l'antichrist, sur l'islamophilie systématique du Quai d'Orsay.

Les chapitres les plus palpitants, les plus novateurs, sont sans doute ceux qui mettent à nu l'époustouflante maîtrise du pyromane-pompier syrien, jamais pris sur le fait, toujours le cœur sur la main, comme on en a encore l'illustration ces jours-ci à Beyrouth-Ouest.

Les auteurs ne se contentent pas de nous administrer sources inédites et éclairantes sur l'actualité, ils nous apportent dans les grands cas traités ce qu'il faut d'indications historiques, religieuses, ethnographiques. Sur le sujet des ultra-minoritaires aleoutes (10% de la population) au pouvoir à Damas depuis 1970, il était indispensable de connaître

leur martyre lent sous la botte sunnite pour mieux comprendre leur « masque musulman » d'aujourd'hui, leur alliance avec l'Iran ou leur aversion à l'égard des Palestiniens.

Ce sont probablement les Occidentaux qui sortent le moins gagnants de ce livre tonique et ardent, où l'éclat d'humour des pires situations est toujours attrapé au vol. Mais le lit spécial qu'on préparait pour le voyage de de Gaulle au Liban en 1970 ne peut faire oublier l'Oncle Sam et le Coq qui se laissent rouler dans la farine syrienne, palestinienne ou israélienne. Au confiant « la Syrie m'a informé de sa volonté de retirer ses troupes du Liban » de Ronald Reagan fait écho le verset coranique prémoniteur : « Que Dieu anéantisse les chrétiens (...) ils sont tellement stupides ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

* A. Laurent et A. Basbous, *Guerras secrètes au Liban*. Coll. « Au vu du sujet », Gallimard, 372 pages, 95 francs (avec dix cartes).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-04-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts.

Rédacteur en chef : Daniel Veruet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montheney, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde (USPS 705-910) is published daily, except Sundays for 6 400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 48-48 35 th street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint, 48-48 35 th street, L.C.L., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse, déficits ou

provisions : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant la date de leur dernière

bande d'envoi à tous correspondants.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

Imprimé à Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

150

Etranger

... Le Monde • Mercredi 15 avril 1987 3

La visite à Moscou du secrétaire d'Etat américain

M. Shultz discute avec M. Gorbatchev les modalités d'un accord sur les euromissiles

Au moment où M. Shultz ouvrait ses conversations à Moscou, l'entourage de M. Reagan s'est montré optimiste sur la perspective d'un sommet soviéto-américain. « Je ne serais pas surpris qu'une sorte de décision (à ce sujet) sorte de ces conversations », a dit lundi 13 avril à Santa-Barbara (Californie), où le président passe ses vacances, M. James Baker, secrétaire général de la Maison Blanche.

Parlant du désarmement, M. Caracci, président du Conseil national de sécurité, a précisé sa pensée sur les relations à établir entre les missiles intermédiaires (FNI) et les

engins à plus courte portée (SRINF) en Europe : « Nous n'utilisons pas le mot bien. (...) Ce que nous avons dit, c'est qu'un accord sur les FNI doit traiter des SRINF. Il faut un plafond global sur le nombre de SRINF, qu'on reconnaisse notre droit d'en déployer et que des négociations s'ouvrent à leur sujet. Que ces négociations aient lieu après celles sur les FNI ou simultanément, comme l'a proposé vendredi [10 avril] M. Gorbatchev importe peu. »

M. Caracci a également confirmé une information rapportée par la presse améri-

caine selon laquelle Washington demanderait maintenant une option « zéro compte » sur les engins FNI, c'est-à-dire que les deux superpuissances renonceraient à conserver cent ogives de portée intermédiaire (en Asie pour l'URSS et sur le territoire américain pour les Etats-Unis), comme il avait été discuté à Reykjavik. Cela « a toujours été notre position », a dit le conseiller de M. Reagan, ajoutant que cette option zéro compte a aussi l'avantage de « rendre la vérification plus facile ». — (AFP.)

MOSCOU
de notre correspondant

Le sort d'un nouveau sommet soviéto-américain avant la fin de l'année se joue probablement ces jours-ci à Moscou. M. George Shultz devait, en effet, rencontrer M. Gorbatchev mardi 14 avril en milieu d'après-midi au Kremlin. Le secrétaire d'Etat américain devait plaider trois dossiers : euromissiles, éventuel sommet aux Etats-Unis avant la fin de l'année, droit des juifs soviétiques à l'émigration. Les deux premiers sont intimement liés.

La signature dans les mois qui viennent d'un accord de liquidation ou de démantèlement total des SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière basés en Europe ouvrirait vraisemblablement la voie à une rencontre entre les deux dirigeants sur le sol américain. Celle-ci avait été annoncée dès novembre 1985 pour... « l'année suivante » (1).

Arrivé lundi matin à Moscou venant de Helsinki, où un membre du gouvernement israélien l'avait informé du dernier état des nombreux contacts soviéto-israéliens en cours, M. Shultz a eu sa première journée chargée. Il a eu au total sept heures d'entretiens, interrompus par un déjeuner de travail, avec le ministre des affaires étrangères M. Chevardnadze.

Ces conversations ont eu lieu dans l'hôtel particulier que possède ce ministre rue Alexei-Tolstoï, près du boulevard circulaire de Moscou. Dans les jardins de ce bâtiment stationnait le camion spécial apporté des Etats-Unis par M. Shultz. Ce véhicule est capable d'abriter des liaisons « sèches » avec Washington ainsi que de servir de cadre à des conférences en petit comité à l'abri des oreilles électroniques indiscrettes.

M. Shultz était entouré d'une délégation fournie, comprenant notamment le secrétaire adjoint à la défense, M. Richard Perle; un vétéran des négociations sur le désarmement, M. Paul Nitze, ainsi que l'actuel directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armements, M. Kenneth Adelman. Du côté soviétique, M. Anatoli Dobrynine, ancien ambassadeur à Washington, qui dirige au comité central le département des relations internationales, a participé à tous les entretiens.

Rien n'a filtré des conversations entre MM. Shultz et Chevardnadze. Un responsable américain a seulement indiqué que le secrétaire d'Etat avait d'emblée et longuement évoqué « les problèmes créés par l'espionnage soviétique » contre les bâtiments et le personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou et du consulat à Leningrad.

Les médias soviétiques ont très brièvement annoncé l'arrivée de M. Shultz pour une visite qualifiée « de travail ». Tass a confirmé que MM. Shultz et Chevardnadze avaient abordé « les conditions de travail dans leurs ambassades et missions diplomatiques respectives ». L'agence indique en outre qu'ils ont « examiné les perspectives de l'élaboration d'un accord entre l'URSS et les Etats-Unis sur la liquidation des missiles à moyenne portée (SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière) en Europe ».

La célébration de la Pâque juive

M. Shultz a participé, lundi soir, en compagnie d'une quarantaine de réfugiés, à la célébration de la Pâque juive à la résidence de l'ambassadeur américain. La tête couverte de la calotte rituelle, le secrétaire d'Etat est allé de table en table, écoutant les récits des réfugiés présents. « N'abandonnez jamais, n'abandonnez jamais, leur a-t-il dit, visiblement ému. Vous êtes présents dans nos esprits et dans nos cœurs. Nous pensons à vous et prions pour vous. »

M. Shultz a remis à M. Vladimir Slepak une photo de ses petits-enfants qui vivent aux Etats-Unis.

La célébration dans le secteur occidental du 750^e anniversaire de Berlin

M. Erich Honecker ne sera pas de la fête

C'est officiel, M. Erich Honecker, chef du Parti communiste et de l'Etat est-allemand, n'assistera pas, le 30 avril prochain, aux cérémonies marquant l'ouverture des festivités du 750^e anniversaire de Berlin dans la partie occidentale de la ville.

Pour justifier son refus de répondre à l'invitation de M. Eberhard Diepgen, bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Honecker fait état d'une lettre adressée le 4 juillet 1986 par M. Diepgen à tous les chefs de gouvernement régionaux de RFA. Cette missive, publiée en entier par le journal conservateur *Berliner Morgenpost* dans son édition du 12 avril, demandait aux responsables politiques des Länder de s'abstenir de participer à des « actes d'Etat » ou à des cérémonies officielles à Berlin-Est. Ces manifestations, selon M. Diepgen, n'ont pour objectif que de conforter le point de vue de la RDA, qui considère Berlin-Est comme sa capitale, en contradiction avec le statut quadripartite de la ville...

Le prétexte avancé pour rejeter l'invitation ne trompe personne : M. Honecker avait eu connaissance de cette lettre bien avant sa parution dans la presse, ce qui ne l'a pas empêché de la laisser, jusqu'au dernier moment, planer le doute sur son éventuelle présence à Berlin-Ouest.

L'insignifiance elle-même des raisons invoquées par M. Honecker pour expliquer son absence peut même, paradoxalement, apparaître comme un signe d'aveu en direction de Bonn, laissant ouverte pour l'avenir toutes les possibilités. En effet, si M. Diepgen répondait, comme il en a le droit, à l'invitation de son homologue de Berlin-Est, M. Eberhard Dieckhoff, de participer, le 23 octobre prochain, aux cé-

monies du 750^e anniversaire dans la partie orientale de la ville, il annulerait par la même le sens de sa lettre du 4 juillet 1986.

On l'entend d'ailleurs bien ainsi dans la capitale de la RFA, où le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Norbert Schäfer, a déclaré lundi 13 avril, que l'attitude de M. Honecker ne doit pas être interprétée comme le signe d'une « détérioration des relations inter-allemandes » et n'empêche pas des « développements positifs » dans ce domaine.

La théorie des trois entités

La RDA sera tout de même représentée le 30 avril prochain de ce côté-ci du mur : les bourgmestres de Magdebourg et de Rostock, deux villes importantes de la RDA, ont annoncé qu'ils assisteraient aux cérémonies.

Les milieux politiques et la presse ouest-allemande estiment que l'absence du numéro un est-allemand à Berlin-Ouest est due essentiellement au veto soviétique, l'URSS craignant un renforcement des liens entre Berlin-Ouest et la RDA, alors que l'on s'en tient toujours à Moscou à la théorie des trois entités sur le sol allemand : RFA, RDA et Berlin-Ouest.

On peut également penser qu'au sein même de la direction du parti est-allemand des points de vue divergents se sont manifestés sur cette question. Au mois de mars dernier, en effet, le numéro deux du parti, M. Horst Sindermann, avait déclaré, lors d'une visite au Japon, que la présence de M. Honecker à Berlin-Ouest serait une « imboldität ». LUC ROSENZWEIG.

« Sur la guerre », un livre de David Rousset

Pour une résistance planétaire au nucléaire militaire

par Claude Cheysson
commissaire européen,
ancien ministre
des relations extérieures

La guerre, la guerre nucléaire... La réflexion doit être globale, souligne David Rousset, porter sur les données technologiques et militaires, mais aussi sur la force économique des pays concernés, sur l'état de leur opinion, sur la position politique des deux Super-Grands dans le monde, sur leur capacité planétaire. Un conflit nucléaire entre les deux principales puissances ne peut être que planétaire; d'entrée de jeu, en effet, il faudra atteindre, simultanément, la cible européenne — accesseur d'après David Rousset — et surtout les sites de lancement répartis à travers le monde; il faudra désorganiser le commandement, paralyser les communications en frappant partout, dans l'espace et tout autour du globe (l'intérêt passionné américain pour certains pays d'apparence modeste s'expliquerait par l'importance de ces relais).

L'exigence de la présence planétaire est évidemment à une forme d'impérialisme mondial, aucun des deux Grands ne peut donc limiter le déploiement de son réseau de commandement et de communication sous peine de risquer d'être surpris ou de se trouver incapable d'agir à partir d'une position favorable.

La dimension de temps est essentielle dans l'utilisation de l'arme nucléaire, dont l'effet persistera pendant des années, voire des siècles, mais dont la frappe doit être instantanée, simultanée sur tous les objectifs qui contribuent à la capacité nucléaire de l'adversaire. Il y a une dissymétrie fondamentale entre celui qui crée la surprise et celui qui ne pourra ensuite que réagir. C'est dire que l'arme nucléaire n'est adaptée qu'à un conflit planétaire, que toute autre guerre est impossible entre les deux puissances nucléaires planétaires; la riposte graduée n'a pas de sens; car, s'il y a vraiment guerre, chacun des deux aura hâte de porter le premier des coups fatals. S'il y a guerre entre eux, elle sera nucléaire et elle sera courte. Il ne faut donc prendre en compte que ce qui existe avant la première frappe. Le nucléaire élimine la bataille.

Or, poursuit l'auteur, quand on réfléchit à l'emploi de cette arme spécifique, sans précédent, on est dans le supposé et non dans le réel.

On doit concevoir la mise en œuvre planétaire d'un arsenal infiniment complexe dans des conditions qui n'ont jamais été expérimentées; on doit supposer aussi que le nucléaire ne connaît aucune imperfection. Ainsi, la guerre nucléaire apparaît clairement comme impossible, non seulement parce qu'elle créerait un « désordre monstrueux », parce que l'effroi simultané de centaines de mégatonnes déclencherait l'hiver nucléaire et parce que des flots de radioactivité, encore renforcés par la destruction de dizaines de centrales nucléaires, déferleraient sur le monde, mais aussi parce que l'on ne sait pas grand-chose de l'adversaire et qu'on n'est pas certain de la fiabilité de son propre arsenal.

L'initiative de défense stratégique (IDS) ne change pas le raisonnement : on disposerait de cent quatre-vingts secondes pour détruire des milliers de fusées balistiques dans la première phase de leur parcours, la fiabilité des équipements devrait être encore plus grande, l'incitation à tirer le premier serait encore plus forte pour passer à travers les créneaux dus à l'imperfection inévitable du réseau de l'adversaire. La seule conséquence évidente de l'initiative du président Reagan sera de donner à une administration centralisée une puissance financière considérable et, donc, de confirmer les tendances au dirigisme étatique.

Deux réflexions s'imposent à un Européen, à un Français en particulier, en regard de cette impressionnante démonstration :

David Rousset traite de la guerre nucléaire, bien plus que de la dissuasion; il s'occupe de la préparation, la mise en œuvre, les conséquences d'une telle guerre. Il cite McNamara, mais il néglige l'argument principal : « Les armes nucléaires sont totalement inutiles, sauf à dissuader l'adversaire de les utiliser. » Cette observation est particulièrement importante pour les puissances nucléaires autres que les deux grandes, à partir du moment où celles-ci se paralysent mutuellement. Le faible, pour convaincre le fort de ne pas attaquer, n'a pas besoin d'un déploiement planétaire; il ne lui est pas nécessaire de garantir la destruction totale de son adversaire. Si son égalité nucléaire dans

l'alliance n'entraîne pas la subordination, sa dissuasion nucléaire reste crédible.

Il serait regrettable, cependant, de s'arrêter là. D'autres observations pertinentes de David Rousset méritent d'être prises en compte.

La crédibilité nucléaire américaine dans la protection de l'Europe existe, écrit-il, tant que le sanctuaire



américain est inviolable. A défaut, elle disparaît. Et de souligner qu'alors la dépendance militaire, volontiers acceptée par l'Allemagne tant que cette crédibilité existait, devient problématique. Dans une alliance conventionnelle, les armées allemandes représenteraient en Europe l'essentiel; l'Allemagne accepterait-elle alors le commandement d'un autre, fût-il américain ?

Des évolutions possibles

Il ne faut pas non plus sous-estimer l'habileté et la capacité d'initiative et d'audace de M. Gorbatchev, dont le premier souci est vraisemblablement dans la période actuelle d'assurer à l'Union soviétique une longue période de paix afin, à l'intérieur, d'organiser son économie et de valoriser son potentiel humain, et, à l'extérieur, de pouvoir traiter séparément avec chacun des partenaires importants de l'Ouest et de l'Extrême-Orient. Qui oserait assurer que le Kremlin ne tentera pas demain de jouer de la fierté nationale allemande justement

recouvrée et de l'instinct historique qui pendant des siècles a placé ce peuple dans une situation d'ouverture et d'équilibre entre l'Est et l'Ouest ?

Il ne s'agit là que d'hypothèses, bien sûr; mais la lecture de David Rousset amène alors à envisager des évolutions possibles.

Certes, un début de fusion dans la Communauté européenne, ou tout au moins dans le noyau franco-allemand, au point où les intérêts vitaux de la France seraient intégrés avec ceux des Allemands et ne pourraient plus être dissociés, modifierait nécessairement le champ couvert par la dissuasion nucléaire française. Mais cela voudrait dire que nous serions auparavant allés loin au-delà du Marché commun et même du grand marché de 1992, loin au-delà de l'entente occasionnelle entre nous pour faire face à des agressions commerciales extérieures, loin au-delà de la concertation diplomatique courtoise actuelle entre les Douze.

Cela signifierait que des parties vitales de nos économies, de nos sociétés reposeraient sur une armature commune. Il en est ainsi de l'agriculture; je souhaiterais que cela fût étendu à tout le monde rural dans la perspective des mutations profondes qu'il va connaître. Je pense aussi que dans la période d'abaissement totale actuelle de l'économie de marché, alors que la violence économique se déchaîne dans le monde, tous les moyens d'action devraient être mis en œuvre solidement, et d'abord qu'un système monétaire commun fort (doit intégrer le *deutschemark*), géré par un consortium des banques centrales nous donnerait la capacité qui nous manque pour dominer les crises répétitives et pour retrouver la croissance, chez nous et chez ceux du tiers-monde auxquels nous sommes liés.

Nous en sommes loin et la volonté de faire un tel bond en avant n'apparaît guère. Or, si cette entité politique indissociable n'existe pas rapidement, si nous ne parvenons pas vite au point où un pays ne pourra plus envier un autre sans devoir défendre l'autre au titre de ses propres intérêts, nous entrerons dans une perspective différente. Ceci ne comporterait d'ailleurs pas que des conséquences sinistres. La possibilité de relations plus riches et diverses avec des pays d'Europe de

l'Est serait intéressante, et d'ailleurs conforme aussi à des enseignements de l'histoire.

Mais la coopération entre Européens de l'Ouest s'inscrirait alors dans des cadres différents et aurait des contours différents selon les domaines. Sur le plan de la défense, par exemple, le sort de nos voisins allemands se distinguerait du nôtre; et cela devrait plaire singulièrement aux Soviétiques. Qui peut d'ailleurs exclure que le Kremlin propose un jour à l'Allemagne fédérale (et par conséquent à l'autre Allemagne aussi) un statut de neutralité conventionnelle armée, tandis qu'il reconstruirait à la France le droit de disposer d'un arsenal nucléaire moderne important qui la différencierait ainsi nettement de l'Allemagne ?

Dans le feu de sa démonstration, David Rousset conclut que aucun enjeu ne méritait les cataclysmes que déclencherait un conflit nucléaire, il faut opposer une « résistance planétaire » au

nucléaire militaire et parvenir à une gestion mondiale de l'industrie nucléaire, tandis qu'une négociation également planétaire permettrait de définir un ordre politique mondial contrôlé et géré par « un pouvoir politique toujours planétaire ».

Je me suis bien gardé de le suivre aussi loin. Mais j'ai retenu l'affirmation de l'auteur : Reagan n'a pas de programme, pas de perspective, « et l'échec de sa politique est patent », tandis que l'URSS soviétique est actuellement hors d'état, militairement et politiquement, de profiter de la carence américaine. L'Europe et le Japon doivent profiter de la situation embarrassée des uns et faibles des autres pour reprendre leur liberté.

A partir de ces hypothèses, j'ai moi aussi joué avec quelques idées. Cet article n'a pas eu d'autres ambitions.

★ Sur la guerre, de David Rousset. Ed. Ramsay, 484 pages, 145 F.

Annie LAURENT
Antoine BASBOUS

Guerres secrètes
au Liban

« Une mine d'informations qui a le double
mérite de la clarté et de l'exactitude »
François d'Aleçon / La Croix

au Vif du Sujet

GALLIMARD nrf

Europe

TURQUIE

Ankara attend
de sa demande d'adhésion à la CEE
la « consolidation de la démocratie »ISTANBUL
de notre correspondant

tout le monde s'y attendait d'ici à la fin de l'année. M. Ozal, le premier ministre turc, avait annoncé son intention de déposer une demande d'adhésion à la CEE, comme le prévoit le traité d'association signé à Ankara en 1963.

Désireux de prévenir d'éventuelles dispositions visant à écarter sa candidature, Ankara a décidé de la présenter mardi 14 avril, pour qu'elle soit examinée par le Conseil des Douze lors de sa session du 27 avril et transmise pour consultation à la Commission européenne. La Belgique, présidente en exercice de la Communauté pour la première partie de l'année, est connue pour ses dispositions favorables à l'égard de la candidature d'Ankara. Il n'est pas de même des trois pays qui lui succéderont et qui auraient pu retarder de deux ans une demande de l'Etat turc : le Danemark, la RFA et la Grèce. Attendre la réunion suivante du conseil aurait fait courir le risque d'un vote en mai du Parlement européen décidant de suspendre l'élargissement de la Communauté.

Persone ne se fait d'illusions à Ankara sur les chances d'être acceptée avant l'an 2000. L'essentiel est la mise en marche d'un processus dont on attend l'affermissement de la stabilité politique, qui, en retour, développerait la confiance des investisseurs étrangers. Selon des milieux proches du premier ministre, « deux milliards de dollars attendent cette stabilité pour s'investir sur un marché de cinquante millions de consommateurs ». On attend de ces investissements privés, « et non des fonds communautaires », le financement nécessaire au développement, maître mot de la politique de M. Ozal.

Il permettrait à la Turquie, en raison du bas coût de sa main-d'œuvre, de devenir une « base de production avantageuse pour les produits européens », à proximité des marchés moyen-orientaux avec lesquels la Turquie entretient des rapports privilégiés. La moitié des capitaux investis servirait à l'achat de biens d'équipement euro-

péens, les travailleurs turcs employés sur place cesseraient d'être candidats à l'émigration. Avec cette inépuisable disparition d'un des derniers obstacles à l'entrée de la Turquie dans la CEE.

La dynamique lancée par le dépôt de candidature permettrait d'atteindre « un point de non-retour dans la consolidation de la démocratie » : on attend de « son grand impact psychologique dans une population désireuse de s'intégrer à l'Europe » l'affaiblissement des extrémismes, religieux en particulier, et, partant, l'impossibilité du recours au coup d'Etat militaire.

A plusieurs reprises, ces derniers temps, le gouvernement a fait savoir qu'il était prêt à prendre les mesures législatives nécessaires pour répondre aux critères européens dans le domaine des droits de l'homme, en particulier à supprimer le moment venu, les articles du code pénal qui limitent les libertés politiques et syndicales.

MICHEL FARRERE.

Madagascar

Violences
à Tananarive

Des affrontements entre groupes de jeunes et forces de l'ordre, qui se sont produits dimanche soir 12 avril, à Tananarive, ont fait, selon un bilan officiel, 43 blessés (37 civils et 6 militaires) ; 18 personnes ont, d'autre part, été arrêtées. Ces incidents, qui ont éclaté à l'issue d'un match de football au stade de Mahamasina, opposent une équipe malgache à une équipe kenyane, se sont poursuivis dans la nuit de dimanche à lundi. Des coups de feu et des explosions de grenades ont été entendus, et une douzaine de magasins ont été pillés.

Après les émeutes dirigées, en février et mars derniers, contre la communauté indo-pakistanaise (les

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

Le Zimbabwe a-t-il passé commande à l'Union soviétique de douze avions militaires de haute technologie Mig-29, qui commencent à lui être livrés à partir de la fin 88 ? C'est, du moins, ce qu'écrit le journal britannique *The Sunday Telegraph* sur la foi d'informations recueillies par les services secrets américains. Le montant de ce marché d'environ 2 milliards de francs, conclu en mars lors du voyage à Moscou du ministre zimbabwéen des finances, aurait été, en partie, réglé.

Sans modifier de fond en comble, le rapport des forces en Afrique australe, cette entrée en lice de Mig-29, si elle se confirme, ne manquera pas d'inquiéter le régime de Pretoria. Depuis longtemps, M. Robert Mugabe, le premier ministre zimbabwéen, cherche à « contrer

l'agression sud-africaine » autrement qu'en paroles.

Née de l'amalgame des factions de tous bords qui avaient été mêlées à la guerre d'indépendance, l'armée zimbabwéenne connaît, en 1980-1981, des débuts difficiles. C'est ainsi que le Pakistan se chargea de remettre sur pied l'armée de l'air, décimée par les défections massives des Rhodésiens blancs qui la composaient.

Aujourd'hui, l'armée zimbabwéenne a, entre autres missions, celles de réduire la « dissidence » dans la province trouble du Manicaland et d'épauler les troupes mozambicaines en lutte contre les « bandits » de la Résistance nationale du Mozambique (RNM). Aussi, dans le budget 1986-1987, les dépenses consacrées à la défense nationale ont-elles augmenté de 26 % et représentent-elles 16 % de l'ensemble des dépenses publiques.

En juillet dernier, M. Mugabe avait annoncé la création d'une « 6^e brigade », unité d'élite ouverte

Afrique

ZIMBABWE : pour « contrer l'agression » de Pretoria

Harare s'armerait auprès de l'Union soviétique

aux jeunes de seize à vingt ans. En février, il avait exprimé l'intention d'instituer, avant la fin de l'année, un service militaire obligatoire pour tous les élèves du secondaire, garçons et filles.

L'Union soviétique paraissait être la mieux placée pour répondre aux commandes militaires d'un pays qui s'est engagé sur le voie du « socialisme scientifique, basé sur les principes du marxisme-léninisme » et qui — par hasard ? — vient de nouer des relations diplomatiques avec l'Afghanistan. Mais il fallut du temps pour que Moscou se fasse pardonner d'avoir soutenu, pendant la guerre d'indépendance, la ZAPU, le parti de M. Joshua Nkomo, le « frère ennemi » de M. Mugabe.

Le premier ministre zimbabwéen ne fit sa première visite officielle à Moscou qu'en décembre 1985. Il en profita pour solliciter une aide militaire, sans obtenir satisfaction sur le champ. « Nous verrons bien ce que l'Union soviétique est disposée à nous offrir », conclut-il. En octobre dernier, une forte délégation, notam-

ment composée des ministres d'Etat pour la défense et pour la sécurité, se rendit, à son tour, à Moscou. Un mois plus tard, un accord aérien était signé entre les deux pays.

Quant à la « guerre économique » contre le régime de Pretoria, annoncée en août dernier par M. Mugabe, elle n'a pas encore été déclarée. La question est, semble-t-il, toujours en discussion, dans les instances gouvernementales, au sein desquelles un groupe de travail a été créé pour évaluer les conséquences d'éventuelles sanctions contre l'Afrique du Sud.

Les voisins de l'Afrique du Sud ne sont, en effet, pas très chauds pour partir seuls au front, et souhaitent que les grandes puissances engagées le fassent les premières. M. Mugabe vient, toutefois, d'indiquer qu'il était en train de procéder à « certains arrangements » avant de se lancer dans cette bataille et a invité les hommes d'affaires locaux à profiter de ce délai pour s'armer leurs armes.

JACQUES DE BARRIN.

A TRAVERS LE MONDE

Karanes), les manifestants ont, cette fois-ci, indiscrètement attaqué des magasins appartenant à des Malgaches, des Chinois ou des Européens. Le calme semblait revenu lundi matin dans les rues de la capitale.

Ces affrontements, qui sont traditionnels à Madagascar à l'issue des matches de football, ont pris cependant une ampleur inhabituelle en raison de la dégradation continue des conditions de vie dans la grande île, et notamment à Tananarive. — (AFP, AP.)

Paraguay

Plusieurs personnalités
de l'opposition
ont été arrêtées

Asuncion. — Moins d'une semaine après la levée de l'état de siège dans

la capitale, la police a procédé, dimanche 12 avril, à l'arrestation de sept personnalités de l'opposition, parmi lesquelles M. Juan Carlos Saldivar, ancien dirigeant du Parti libéral radical (PLRA). M. Manuel Benítez Florentin, actuel président du PLRA, a précisé que les sept hommes sont détenus au secret au siège central de la police à Asuncion.

Les forces de l'ordre sont d'autre part intervenues lundi pour disperser brutalement les participants à un chemin de croix dans les rues d'Asuncion. Plusieurs personnes qui participaient à cette cérémonie ont été blessées et un séminariste arrêté.

La principale station de radio indépendante, Radio Narandú, devant, elle, tenter de reprendre ses émissions mardi, en dépit d'un décret récent interdisant ses émissions. La station avait dû cesser d'émettre le 14 janvier, après un brouillage de sept mois. — (AFP, Reuters.)

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : le renforcement
de l'état d'urgenceLe gouvernement « est devenu fou »
déclare l'archevêque Desmond Tutu

Défiant ouvertement le gouvernement sud-africain, qui a récemment pris de nouvelles mesures interdisant toute campagne en faveur de la libération des milliers de personnes actuellement détenues sans jugement (le Monde du 14 avril), l'archevêque anglican Desmond Tutu a appelé, lundi 13 avril, au cours d'un service religieux à la cathédrale du Cap, à la libération des détenus politiques. Attaquant vivement un gouvernement qui, a-t-il dit, « est devenu fou », Mgr Desmond Tutu a estimé qu'il fallait exiger ces libérations, « quelles qu'en soient les conséquences ».

Prenant la parole devant environ six cents personnes, dont l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Edward Perkins, et des diplomates représentant plusieurs pays occidentaux, dont la France et la Grande-Bretagne, l'archevêque a lancé : « Prenez garde lorsque vous vous en prenez à l'Eglise de Dieu. D'autres ont essayé et sont tombés ».

Dans la matinée, un porte-parole du ministre de la loi et de l'ordre avait indiqué que ce service religieux n'était pas officiel, montrant à la fois la volonté d'apaisement des autorités mais aussi leur embarras devant la levée de boucliers qu'a

entraîné le renforcement de l'état d'urgence (le Monde du 14 avril). L'ambassadeur des Etats-Unis a apporté un soutien important aux protestations du clergé sud-africain, d'abord en se rendant à ce service religieux, ensuite en condamnant l'interdiction de faire campagne pour la libération des détenus. Les autorités ont d'ailleurs partiellement reculé : le chef de la police sud-africaine, le général Johan Coetzee, a, en effet, exclu les « prières » de la liste des manifestations interdites.

D'autre part, à Soweto, dans la banlieue de Johannesburg, où, depuis cinq semaines, quinze mille cheministes noirs poursuivent une grève, neuf trains ont été incendiés et plusieurs wagons brûlés, dans la journée de lundi. Ces incidents se sont produits dans six gares de l'agglomération. Enfin, un membre présumé de l'ANC (Congrès national africain), Robert McBride, âgé de vingt-trois ans, a été condamné à mort, lundi, par la cour de Pietermaritzburg (Natal), notamment pour sa participation à un attentat à la bombe, près de la plage de Durban, en juin 1986, qui avait provoqué la mort de trois personnes. (AFP, Reuters, UPI.)

A propos de la démocratie sénégalaise

Une mise au point
du gouvernement de Dakar

A la suite de la réponse de M. Abdoulaye Wade, principal représentant de l'opposition sénégalaise, aux propos du président Abdou Diouf (le Monde des 24 mars et 1^{er} avril), le ministre sénégalais de l'information et porte-parole du gouvernement, M. Djibo Ka, nous a adressé une longue mise au point, dont nous publions les extraits suivants :

« Le Tchad. — Le Sénégal a toujours condamné l'agression du Tchad et l'occupation de son territoire par la Libye, et demandé à ce pays de retirer ses troupes du nord du Tchad. Cette position est fondée sur le principe simple suivant : « Toute agression et toute occupation d'un pays par un autre sont inacceptables ». L'affirmer et le défendre chaque fois qu'il est violé est, pour le gouvernement sénégalais, obéir à une certaine éthique sans laquelle les relations entre Etats n'offriraient aucune garantie de paix ni de possibilité de coopération basée sur leur égale dignité. Il ne souffre d'aucune « arrière-pensée ».

« La situation intérieure sénégalaise. — Nous ne nous pas qu'il y ait des débrayages de temps à autre.

L'essentiel est que le gouvernement n'a jamais caché les difficultés de la conjoncture aux Sénégalais, d'abord aux travailleurs. Régulièrement se tient, autour du chef de l'Etat, une concertation tripartite entre l'administration, les employeurs et les travailleurs pour examiner ensemble nos problèmes et leur trouver des solutions internes.

Quant au programme de redressement économique, ses résultats se résument en quelques chiffres qui se passent de tout commentaire : 4,6 % de taux de croissance économique en 1986 (négligeant en 1983-1984), 7,5 % de taux d'épargne (négligeant pendant des années), 12 % de taux

d'investissement (insistant il y a un an).

Ces chiffres traduisent de nets progrès par rapport aux prévisions que le groupe consultatif de la Banque mondiale sur le Sénégal, réuni à Paris du 31 mars au 1^{er} avril 1987, a salués — je cite : « Les représentants ont pris acte des progrès considérables accomplis par le Sénégal dans l'adoption du programme d'ajustement à moyen et long terme ». Ils ont rendu hommage aux courageuses mesures de réformes financières et budgétaires appliquées par les pouvoirs publics.

« Les élections de 1983. — Nous affirmons qu'elles se sont déroulées dans la plus grande transparence. Depuis l'indépendance du Sénégal, en 1960, c'était la première fois qu'il y avait des élections législatives avec huit partis engagés et une élection présidentielle avec plus d'un candidat en compétition, au terme d'une campagne électorale radio-télévisée, sous le contrôle de la Cour suprême. Comme la loi leur en donnait la possibilité, certains candidats malheureux ont soumis à la justice un recours en annulation. Ces recours ont été examinés et rejetés par la Cour suprême.

« L'inculpation de M. Wade. — M. Wade continue de soutenir que le président Diouf a porté plainte contre lui. En réalité, il n'est pas sans savoir que le parquet, représentant la société, peut demander l'ouverture d'une information susceptible d'aboutir à l'inculpation de l'incriminé dans des circonstances précises. C'est ce qui s'est passé dans son cas. Pour le gouvernement sénégalais, il s'agit d'une question qui relève exclusivement de la justice.

[NDLR. — Le Monde, qui a successivement donné la parole au président sénégalais, au gouvernement et à l'opposition, considère que cette polémique, dans ses colonnes, est close.]

L'AFRIQUE POIGNARDEE PAR L'OCCIDENT

LE CAS
DE LA
CÔTE D'IVOIRE

Le système économique international, contrôlé par les pays occidentaux condamne-t-il les Etats africains à une éternelle servitude financière ? C'est la question que l'on est en droit de se poser quand on connaît les difficultés économiques actuelles de la Côte d'Ivoire.

AFRICA
international

le mensuel de l'Afrique noire francophone

Dans le mensuel AFRICA international d'avril (n° 193). Vente en France, Suisse, Belgique. Abonnement annuel : 150 FF. Rgt AFRICA BP 1826 Dakar ou 10 rue des Pyramides 75001 Paris.

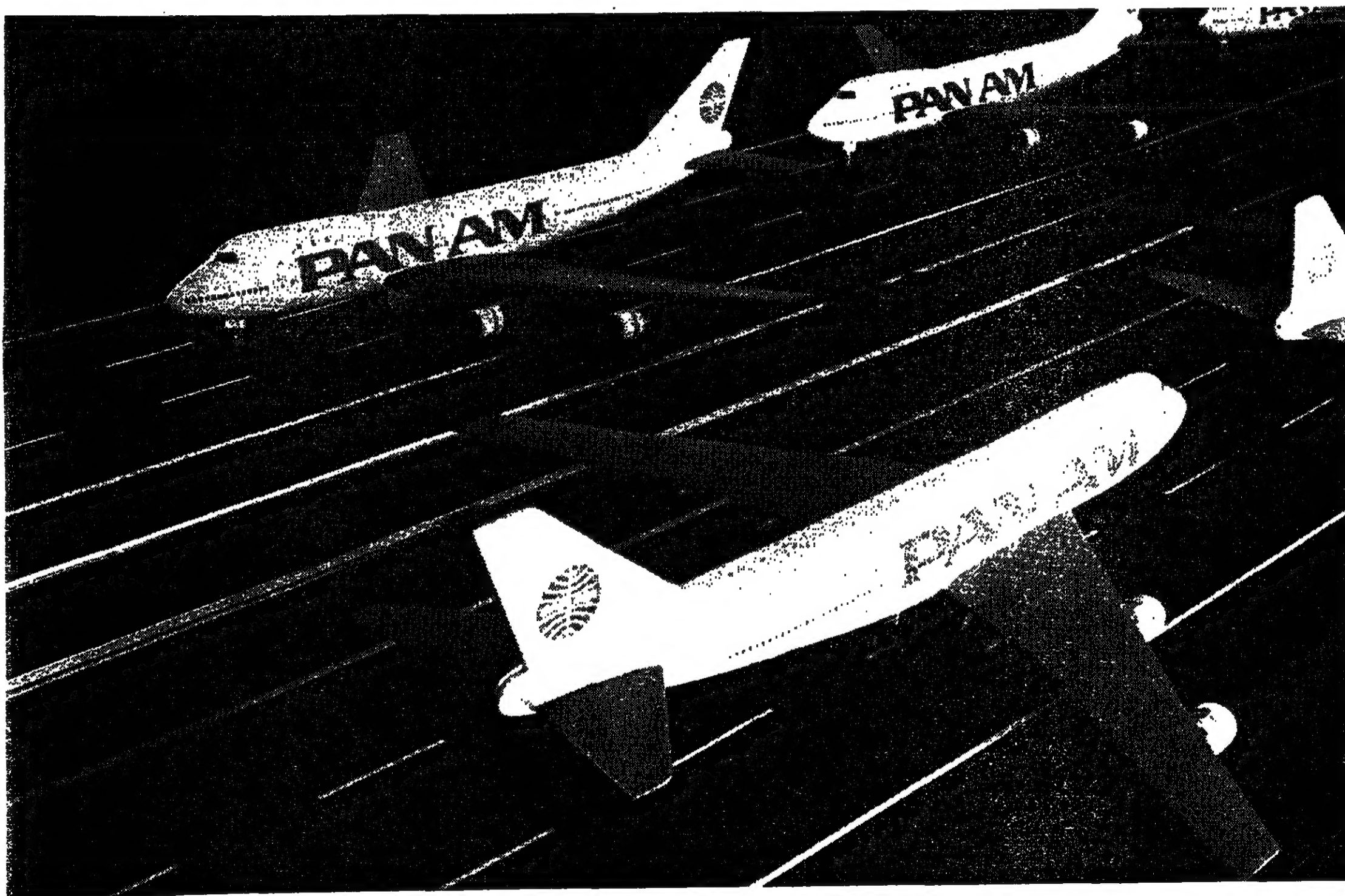
150 FF

صكزا من الاصل

... Le Monde • Mercredi 15 avril 1987 5

Autoroute céleste. Deux places pour le prix d'une sur Paris-Washington.

Jan & Marmain



A partir de 4580F partez à deux pour Washington.

Pour tout achat d'un billet adulte en classe économique, Pan Am offre un second billet pour une personne voyageant avec vous. Offre valable sur les vols aller et retour Paris-Washington sans escale entre le 12 juin et le 11 juillet 1987. Dès votre arrivée à Washington profitez du Pass Pan Am qui vous fera découvrir les U.S.A. à partir de 1500 F. Pour plus d'informations contactez votre agent de voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.



Pan Am
Si vous en voulez plus.

OFFRE SOUMISE A L'APPROBATION GOUVERNEMENTALE ET A DES CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE.

Proche-Orient

L'aggravation de la tension en Cisjordanie

- Un étudiant palestinien tué à Bir-Zeit
- Une quinzaine de sympathisants de l'OLP arrêtés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les jours se suivent et se ressemblent pour le pire des temps-ci en Cisjordanie. Un étudiant palestinien a été tué lundi 13 avril et quatre autres ont été blessés par balles au cours d'un affrontement avec l'armée sur le vieux campus de l'université de Bir-Zeit, au nord de Ramallah. La victime, Moussa El Hanafi, vingt-trois ans, était originaire du camp de réfugiés de Rafiah dans la bande de Gaza. Après ces nouveaux troubles, l'administration militaire a pris une mesure d'une sévérité sans précédent : la fermeture pour quatre mois de l'université.

A Bir-Zeit, lundi, l'enchaînement des violences a suivi un scénario désormais classique. Vers 9 heures, plusieurs centaines d'étudiants ont mené une marche de protestation dans les rues du village de Bir-Zeit, jouxtant le vieux campus, lequel continue d'abriter l'une des quatre facultés de l'université. Ils voulaient d'abord marquer leur solidarité avec quelques centaines de détenus de sécurité qui observaient une grève de la faim depuis trois semaines dans les prisons de Cisjordanie (parmi eux figuraient d'ailleurs d'anciens étudiants de Bir-Zeit). Cette grève s'est achevée lundi soir après que les détenus eurent reçu une lettre du commissaire de prison s'engageant à améliorer leurs conditions d'incarcération.

La réunion du Conseil national palestinien à Alger

M. Arafat annonce la décision du Fath d'abroger l'accord d'Amman

ALGER
de notre correspondant

MM. Yasser Arafat et Georges Habache, qui ne s'étaient pas rencontrés depuis trois ans, ont eu l'occasion de se voir à deux reprises dimanche 12 avril. Le matin d'abord, alors qu'il était reçu, en compagnie des autres secrétaires généraux des organisations palestiniennes présentes à Alger, par le président Chadli, puis tard dans la soirée en tête à tête.

M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), avait pris ses distances à l'égard du président du comité exécutif de l'OLP après que ce dernier ait amorcé un rapprochement avec l'Egypte au lendemain de l'évacuation de Tripoli au Liban.

L'accord d'Amman, conclu entre M. Yasser Arafat et le roi Hussein de Jordanie, le 11 février 1985, avait creusé le fossé séparant le Fath de M. Yasser Arafat et le FPLP, en même temps qu'il accentuait les divergences interpalestiniennes et éloignait d'importantes organisations, comme le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatme, qui n'avait pas rencontré M. Arafat depuis deux ans.

Il se sont entretenus dans la nuit de samedi à dimanche et leur entrevue a été décisive. C'est à ce moment que la réunion préparatoire au Conseil national palestinien (CNP) - parlement en exil - a été fixée fermement au lundi 13 avril. Comme prévu, elle s'est ouverte, à la

mi-journée, dans un grand hôtel de la proche banlieue d'Alger, par une brève allocution de M. Arafat qui a solennellement déclaré, au nom du peuple palestinien, que « le djihad (guerre sacrée) se poursuivra jusqu'à ce que le drapeau palestinien flotte sur les minarets et clochers de Jérusalem, la capitale de la Palestine indépendante ».

M. Arafat, entouré du président du CNP, Cheikh Abdelhamid Sayeh, du numéro deux du FLN, Mohamed Cherif Messadia, et du responsable du comité de soutien et d'assistance aux peuples, Sadek Zouaden, chargé des dossiers palestiniens et libanais au sein du FLN, a également appelé à l'unité des rangs palestiniens, car « le peuple est resté uni dans les camps au Liban et dans les territoires occupés, indiquant ainsi la bonne voie à ses dirigeants ».

Après, dans la matinée, M. Arafat, au cours d'une réunion avec les responsables des formations présentes, avait lui-même annoncé la décision du Fath d'abroger l'accord d'Amman, précisant toutefois que le comité exécutif de l'OLP (la plus haute instance palestinienne) devrait se réunir dans les deux jours pour rendre « officielle et publique » cette décision qui apparaît comme une concession du Fath au FPLP qui en avait fait une condition sine qua non pour sa participation au CNP.

Les discussions préliminaires ont également permis à toutes les fractions de se mettre d'accord sur la dénomination du CNP du 20 avril en le baptisant « session de l'unité nationale de la résistance des camps et des territoires occupés ».

Huit fractions participent à cette réunion préparatoire : le Fath de M. Yasser Arafat, le FPLP de M. Georges Habache, le Front de libération populaire de la Palestine (FLPP) de M. Samir Ghoché, le Fath - Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal représenté par son porte-parole M. Atef Abou Bakr, le Parti communiste palestinien (PCP) représenté par un membre du bureau politique, M. Souleimane Nejab, ainsi que le Front de libération de la Palestine, représenté par MM. Talaat Yaakoub et Aboul Abbas qui a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la justice italienne après le détournement de l'Achille Lauro au mois de décembre 1985.

Il est également recherché par les autorités américaines qui avaient déjà demandé à l'Algérie de le leur livrer alors qu'il assistait, en février dernier, au congrès des écrivains et journalistes palestiniens. Comme en février, M. Aboul Abbas est l'hôte de l'Algérie. Il déjeunait vendredi dernier dans un restaurant du littoral algérien réputé pour ses spécialités de poissons, à une table voisine de celle de l'ambassadeur d'Italie.

FREDERIC FRITSCHER.

Il s'entendaient ensuite dénoncer la vague d'arrestations survenue la nuit précédente en Cisjordanie et à Jérusalem. Les autorités avaient en effet appréhendé une quinzaine de sympathisants de l'OLP, plaçant la majorité d'entre eux en « détention administrative » (sans procès) pour une durée de six mois. La plus connue de ces personnalités est M. Fayçal Hussein, président de la Société d'études arabes de Jérusalem.

Que s'est-il passé alors à Bir-Zeit ? Comment d'habitude, les versions données par l'armée et par les étudiants divergent très largement. Selon le porte-parole militaire, un millier de manifestants ont brûlé des pneus et érigé des barricades dans les rues du village puis jeté des pierres vers les soldats : ceux-ci ont essayé de refouler les étudiants vers le campus avec des grenades lacrymogènes et des balles de caoutchouc avant d'ouvrir le feu. Tel n'est pas le récit fourni par M. Gabi Barak, vice-président de l'université, et par les étudiants rencontrés notamment dans les couloirs d'un hôpital de Jérusalem où ils attendaient des nouvelles de leurs camarades blessés.

On affirme côté palestinien que les soldats n'ont pas respecté les sommations d'usage, qu'ils ont utilisé indistinctement les balles en caoutchouc et les balles réelles et qu'ils ont « tiré pour tuer », sans interruption pendant une quinzaine de minutes. Moussa El Hanafi s'est effondré, atteint à la gorge. Il est mort peu après. Inscrit en quatrième année d'histoire, il était l'un des meilleurs élèves de sa promotion. Trois des quatre autres étudiants hospitalisés souffrent de blessures de moyenne gravité. Le quatrième a dû subir une assez longue opération. Pendant toute la journée, l'armée a bouclé le campus et tenu les journalistes à quelques kilomètres de distance. Grâce à l'entremise du Comité international de la Croix-Rouge, les étudiants ont pu être évacués sans incident du campus en fin d'après-midi.

L'armée contre les étudiants

Une chose est sûre : en décidant d'organiser une manifestation en dehors du campus, les étudiants s'exposaient à une violente riposte de l'armée. En pareille circonstance, les forces de sécurité n'hésitent guère avant de tirer. On l'avait déjà vu le 4 décembre 1986 lorsque deux manifestants, eux aussi originaires de Gaza, furent tués dans des conditions analogues.

L'armée, d'autre part, a renforcé ses effectifs en Cisjordanie, a reçu des consignes de fermeté alors qu'elle est fermement critiquée pour son « laxisme » par le lobby des « colons » juifs après l'attentat ayant coûté la vie le week-end dernier à un Israélien résident à Kalleya (le Monde du 14 avril). Des groupes de civils patrouillaient dimanche et lundi à Ramallah, d'autres ont été vus avant les incidents aux abords du campus.

La fermeture de Bir-Zeit pour quatre mois est une décision draconienne. Depuis sa création en 1972, l'université a été close onze fois par l'administration militaire pendant une période totale de quinze mois. La sanction la plus dure, une fermeture de trois mois, remonte au début de 1984. L'armée a également ordonné lundi la fermeture « préventive » pour une semaine de l'université de Bethléem où certains étudiants avaient commencé une grève de la faim. L'université Al-Najah de Naplouse, la plus grande de Cisjordanie, a décidé par solidarité de fermer ses portes pour cinq jours.

Parmi les personnalités incarcérées lundi figurent, outre M. Hussein, M. Mamoun Sayed, ancien rédacteur en chef d'Al Fajr, et M. Hafez Nachschibi, un syndicaliste issu d'une des plus grandes familles de Jérusalem. M. Hussein passe, à quarante-sept ans, pour l'un des leaders de l'OLP en Cisjordanie. Descendant du plus prestigieux des clans de Jérusalem auquel appartenait notamment l'ancien grand mufti, il est le fils du légendaire Abdelkader Hussein qui s'illustra contre les juifs et mourut pendant la guerre de 1948.

Après la déportation l'an dernier du journaliste Akram Haniyeh, M. Hussein était soudain apparu sur le devant de la scène. Etant résident de Jérusalem, les Israéliens n'ont pas les moyens juridiques de l'expulser. Ils ont choisi de le neutraliser en l'emprisonnant, au risque de relever sa stature politique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Aux Nations unies

Les représentants des Cinq Grands ont tenu une réunion de travail sur une éventuelle conférence de paix au Proche-Orient

New-York (Nations unies) (AFP). — Des représentants des Cinq Grands ont participé, pour la première fois, à une réunion écrite de travail avec le secrétaire général des Nations unies sur la préparation d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, a-t-on appris, lundi 13 avril, de sources sûres à l'ONU.

Rien n'a filtré de cette rencontre exploratoire organisée vendredi dernier à l'initiative du secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, et qui a réuni autour de lui les ambassadeurs des Etats-Unis, d'URSS, de Chine, de France et de Grande-Bretagne. Dans les milieux officiels et diplomatiques de l'ONU, on se refusait même lundi à en confirmer la tenue.

La relance du processus de paix au Proche-Orient fait depuis quelques semaines l'objet de grandes manœuvres diplomatiques accompagnées de multiples déclarations de dirigeants politiques en faveur d'une conférence internationale de paix. Dès l'an dernier, l'URSS avait officiellement proposé la convocation d'un comité préparatoire à la conférence avec la participation des Cinq Grands, et cette proposition figurait explicitement dans la déclaration commune Mitterrand-Gorbachev de juillet 1986.

Pour sa part, M. Perez de Cuellar devra publier d'ici à la fin mai un rapport faisant le point sur les chances de convocation d'une conférence internationale de paix. Aussi a-t-il entamé depuis une quinzaine de jours une série de consultations de toutes les parties concernées. Le fait d'avoir demandé aux Cinq Grands de participer ensemble, pour

la première fois, à une réunion de travail consacrée à la préparation de la conférence démontre le cadre de ces consultations bilatérales et revêt une importance allant au-delà des symboles, estime-t-on.

La présence des Etats-Unis à cette séance de travail, aux côtés de l'URSS, confirme l'évolution de la position de l'administration Reagan à l'égard d'une conférence de paix, à laquelle elle était naguère totalement hostile.

Malgré les signes de dégel de la situation, les experts diplomatiques du Proche-Orient à l'ONU restent profondément pessimistes quant aux possibilités de « percée réelle ». Un abîme continue, en effet, à séparer les parties concernées, celles-ci donnant à une conférence internationale de paix des définitions fondamentalement différentes. Les Nations unies, d'après la définition donnée par l'Assemblée générale de 1983, appellent à une conférence à laquelle participeraient Israël, les pays arabes, l'OLP et tous les membres du Conseil de sécurité. Cette conférence aboutirait au retrait israélien de tous les territoires occupés en 1967 et à l'exercice du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

A l'opposé, l'actuel chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Peres, qui a l'appui de Washington, a suggéré qu'une conférence internationale soit mise sur pied pour faciliter des négociations directes entre parties au conflit. Dans son esprit, toute négociation avec l'OLP est exclue et la participation de l'URSS dépend d'une normalisation entre Moscou et Jérusalem.

Liban : trois mois après l'enlèvement du journaliste

Le père de Roger Auque lance un appel pour obtenir des nouvelles

Le père de Roger Auque, journaliste enlevé il y a trois mois au Liban, a lancé l'appel suivant :

« Notre fils a été enlevé le 13 janvier, voici trois mois. Si sa mère n'est pas à mes côtés aujourd'hui, c'est parce qu'elle est très fatiguée, pas encore remise du choc de ce lâche enlèvement.

Notre fils est un journaliste neutre, impartial, seulement soucieux de présenter au public, verbalement ou par écrit, les événements auxquels il assistait.

Il n'appartient à aucun groupe politique et il était admis dans tous les milieux pour effectuer ses reportages.

Dès le début de son enlèvement, nous avons reçu de multiples témoignages des autorités compétentes (Palais de l'Elysée, Hôtel Matignon, Quai d'Orsay, ambassades, Croix-Rouge), nous assurant de leur participation à notre peine, et nous assu-

rant que tout était mis en œuvre pour retrouver sa trace. Et, à ce jour, nous vivons tous, sa mère, ses frères, sa sœur, moi-même, dans une cruelle angoisse. Sans aucune nouvelle, car contrairement aux autres otages, nous n'avons vu aucune revendication, aucun message.

Nous ne doutons pas, je ne doute pas, un seul instant des efforts entrepris par les responsables du gouvernement. Mais maintenant, après trois mois, 91 jours d'angoisse, d'incertitude, nous en arrivons à nous demander : tout a-t-il été fait ? N'y a-t-il aucun espoir d'obtenir, sinon sa libération, tout au moins de ses nouvelles, verbales ou écrites.

Je demande instamment aux personnalités concernées d'accroître leurs efforts afin qu'il n'y ait pas de quatrième mois sans nouvelle de notre fils.

Merci... »

Amériques

ETATS-UNIS : préparation de la campagne présidentielle

M. Gary Hart part favori dans la course à l'investiture démocrate



WASHINGTON
de notre correspondant

Si l'on en croit les sondages, la deuxième tentative sera la bonne. Pratiquement inconnu au début d'une campagne qui avait pourtant bien failli, en 1984, le voir remporter l'investiture, M. Gary Hart est aujourd'hui le grand favori des électeurs de son parti pour l'élection présidentielle de 1988 à laquelle il s'est officiellement déclaré candidat, lundi 13 avril.

Non seulement près d'un démocrate sur deux souhaite qu'il soit choisi pour briser la succession de M. Ronald Reagan, mais aucun de ses rivaux, en piste ou potentiel, ne semble en position de le menacer. Le seul d'entre eux à passer la barre des 10 %, le pasteur Jackson, est aussi populaire dans la communauté noire qu'inquietante — parce que Noir et populiste — aux yeux d'une forte proportion de Blancs. Aucun des autres n'est encore parvenu à dépasser les 5 %. L'homme qui aurait pu prendre la tête du peloton, M. Cuomo, le gouverneur de l'Etat de New-York, a finalement renoncé à se présenter, pour l'instant en tout cas.

Des atouts moins évidents

Rien ne paraît donc pouvoir arrêter la marche de M. Hart. Ses chances des démocrates étant bonnes de reconquérir la Maison-Blanche, le prochain président américain pourrait parfaitement être cet homme de cinquante ans à la silhouette élancée et au visage tourmenté qui déclarait, lundi, dans son bref discours de candidature : « Les idées ont un pouvoir ; gouverner, c'est avoir tout des idées ».

Le fait est, toutefois, que bien peu de gens dans le monde politique croient à cette éventualité. Ce scepticisme, il est vrai, quelque chose d'encourageant pour M. Hart puisqu'il n'a d'égal que celui auquel il s'était heurté, en 1984, jusqu'au moment où il avait créé le coup de théâtre en remportant la première des primaires contre M. Mondale, le grand favori de l'époque.

Il n'en reste pas moins que les atouts qui avaient fait son succès, il

y a trois ans, sont moins évidents dans cette nouvelle campagne. En 1984, tous les autres candidats démocrates appartenaient — à l'exception de M. Jackson — à une génération identifiée au pouvoir de l'après-guerre, c'est-à-dire à une période que l'Amérique voulait révoquer.

M. Hart était lui, par contraste, le jeune homme de la bande, un symbole presque physique de renouveau. Aujourd'hui, l'impulsion ayant été donnée, et l'heure de la relève étant vraiment arrivée, seuls deux des principaux autres candidats sont plus âgés que lui : le sénateur de l'Illinois, M. Paul Simon, 58 ans, et le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, 53 ans. Tous les autres sont plus jeunes et l'un, M. Albert Gore, sénateur du Tennessee, n'a que 39 ans.

Deuxième handicap pour M. Hart : alors qu'il s'était imposé hier en s'identifiant à des « idées nouvelles », peu précises, mais dont le brossage était devenu profond dans l'opinion, à peu près tous ses rivaux d'aujourd'hui sont favorables à un « recentrage » du Parti démocrate. Mais tous n'ont pas les mêmes idées. Certains sont pour le protectionnisme, d'autres, contre. Certains sont pour le maintien d'une priorité aux besoins de la défense et d'autres, dont M. Hart, disent qu'il ne faut pas être préoccupé par l'affrontement des superpuissances au point de négliger les « authentiques besoins humains » des Américains les plus défavorisés.

Les différences sont importantes et les contours des coalitions visées par chacun vont rapidement se préciser. Mais la tendance générale vise à réconcilier les idéaux de solidarité sociale avec le regain de faveur des vertus du marché, les minorités qui ont socialement progressé et celles qui ont stagné, les bastions ouvriers en perte de vitesse et les laboratoires des technologies montantes.

La démarche se cherche, mais, pour son malheur, M. Hart a été un précurseur entendu. On se bouscule sur son « cratère ». Dès lors que la bataille ne se joue plus entre le nouveau et l'ancien, mais entre deux nouveaux, la personnalité des candidats va peser plus encore que dans toute élection de l'ère télévisée.

Or, sur ce terrain, M. Hart est faible. Il garde un parfum « gauchiste » pour avoir dirigé, en 1972, la campagne présidentielle de M. George McGovern. L'homme auquel toute l'Amérique contestatrice des années 60 s'était identifiée. Il a, dans le même temps, une forte image d'adversaire des syndicats, en raison de son opposition au protectionnisme et pour avoir violemment reproché à M. Mondale, en 1984, de trop s'appuyer sur eux.

M. Hart, enfin, a encore à expliquer, de manière définitive et satisfaisante, pourquoi il a voulu abandonner son vrai nom de Harpence et changer son âge — d'un an. Rien de cela n'est criminel, mais pour avoir voulu le cacher, cet ancien étudiant en théologie a fait naître un soupçon sur sa force de caractère.

Dans la course où il s'engage, M. Hart est favori, non sans raisons, mais la ligne de départ n'est pas encore tracée.

BERNARD GUETTA.

HAÏTI

Un magistrat nommé au Conseil national de gouvernement

Port-au-Prince. — M. Luc D. Hector, président de la Cour de cassation de la République d'Haïti, a été désigné lundi 13 avril par le président du Conseil national de gouvernement (CNG), le général Henri Namphy, comme troisième membre de cette instance en remplacement de M. Jacques A. François, décédé le même jour. Originaire de la ville de Jacmel (à 100 kilomètres au sud-est d'Haïti) et âgé de soixante-neuf ans, M. Luc D. Hector est un magistrat de carrière.

Selon beaucoup d'observateurs, sa nomination renforce le courant « légaliste » du général Namphy, qui a par exemple tenu l'armée à l'écart du dernier référendum constitutionnel. Le général de brigade Williams Régala, le deuxième homme du CNG, qui occupe également les fonctions de ministre de l'Intérieur et de la Défense, est considéré comme plus « conservateur ».

Le rôle du « troisième homme » du CNG, qui, depuis le départ de Jean-Claude Duvalier, a toujours été un civil, a connu une évolution lors de la démission de M. Gérard Gourgue, président de la commission des droits humains haïtiens. Considéré comme un symbole du changement, il avait été remplacé par Jacques A. François, un notable de Cap-Haïtien, situé au nord de l'île. Diplômé de formation, Jacques A. François était un homme modéré et effacé. Il ne semblait pas détenir un réel pouvoir au sein du CNG et

n'intervenait guère dans la lutte féroce qui oppose les deux militaires au sein du Conseil national de gouvernement.

La nomination de son successeur intervient au moment où approchent plusieurs échéances électorales : les élections législatives et municipales en juillet, et la désignation au suffrage universel, le 7 novembre prochain, du futur président de la République haïtienne, qui prendra officiellement ses fonctions le 7 février 1988. Alors que les principaux prétendants à la magistrature suprême sont actuellement désignés par leurs partis respectifs, la population manifeste contre les fermures d'entreprises défectueuses, comme la principale fabrique sucrière. — (AFP, Reuter, UPI.)

● CHILI : Jean-Paul II condamne les incidents de Santiago. — Le pape a qualifié, lundi 13 avril, de « très basse provocation » les incidents qui ont troublé la messe qu'il célébrait au stade O'Higgins, le 3 avril dernier, à Santiago du Chili. S'entretenant avec des journalistes dans l'avion qui le ramenait à Rome, le Saint Père a souligné « la réaction très positive » des fidèles et « leur grande dignité face à une action organisée, violente et brutale ». Mais Jean-Paul II n'a pas précisé quels étaient, selon lui, les instigateurs de ces provocations. — (AFP.)

La République populaire de CHINE de 1949 à nos jours

Marie-Claire Bergère

Loin et inaccessible jusqu'alors, la Chine nous impose désormais ses réalités et semble être sur la voie d'une relative libéralisation économique et politique.

95 F

Récemment paru : L'Empire du Milieu Populations et société en Chine, P. Troller et J.P. Béja, 106 F

ARMAND COLIN

1504-1505

Asie

CHINE : la session de l'Assemblée nationale populaire

Luttes de sérail derrière un calme de façade

La session annuelle du Parlement chinois vient de s'achever, dans un festival de « démocratie, unité, d'harmonie et de vitalité », selon les termes du *Quotidien du peuple*. Les députés de l'Assemblée nationale populaire (ANP) et de la conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) se sont séparés après avoir approuvé l'accord sur la restitution de Macao à la Chine en 1999 par le Portugal — signé, lundi 13 avril, à Pékin, par les chefs de gouvernement des deux pays, — l'adoption du rapport annuel du premier ministre, M. Zhao Ziyang, et ratifié la nomination des quatre nouveaux ministres (sécurité publique, santé, industrie légère et restructuration économique).

ÉKIN
le notre correspondant

Après les bouleversements des derniers mois, la session parlementaire a été l'occasion de manifester le calme et l'unité retrouvée. Elle avait été préparée comme un véritable exercice de « transparence » destiné à rassurer Chinois, étrangers et « compatriotes » de Hongkong.

Jamais la presse étrangère n'avait autant été à la fête : elle eut droit à de multiples conférences de presse montrant que la Chine n'a pas dévié l'un pouce de sa politique d'ouverture, en dépit de la campagne contre le « libéralisme bourgeois ».

MM. Deng Xiaoping et Zhao ont été toutes les occasions pour faire les déclarations habituelles. Celui qui beaucoup voit ici le futur premier ministre, M. Li Peng, considéré comme plus conservateur et plus favorable à l'URSS que M. Zhao, a profité d'une de ces réunions de presse pour présenter l'image la plus assurée possible. Pour la séance d'ouverture de l'ANP, M. Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC (le parti communiste), a été nommé président de la session, en remplacement de M. Zhao, qui avait fait une réapparition, toujours au nom de cette unité retrouvée.

Les choses ne se sont pourtant pas passées tout à fait comme prévu : l'ordre du jour de la session parlementaire comportait l'adoption de deux textes gouvernementaux, la loi sur la gestion des entreprises et celle sur les comités de village (administration locale).

Le premier a été rejeté avant même la session par le comité permanent de l'ANP, présidé par M. Peng Zhen, un des plus puissants « vétérans » conservateurs. Le second a été adopté à titre expérimental, l'ANP se réservant le droit de le modifier. Avant de se séparer, avec deux jours de retard sur le programme prévu, les députés ont amendé dans un sens plus conservateur le rapport de M. Zhao, pourtant un modèle de concessions faites à gauche comme à droite.

Gérard
la crise

Ainsi, le gouvernement a-t-il été obligé d'accepter, au nom de la démocratie, un renforcement du contrôle parlementaire — en fait celui du comité permanent de l'ANP, refuge des vieux conservateurs. Il devra aussi faire preuve de plus d'« esprit d'économie et de travail dur » et accorder encore plus d'importance à la culture des céréales, leitmotiv de l'économiste conservateur Chen Yun. Le consensus de fait respecté jusqu'ici par M. Hu a volé en éclats avec la violente attaque — la première publique — lancée par M. Peng. Sur la photo de la réunion de clôture de l'ANP, le siège de M. Hu est resté vide.

Les réformistes pragmatiques regroupés autour de M. Zhao, et qui bénéficient de l'appui de M. Deng, semblent avoir été contraints, une fois de plus, à céder du terrain face à des conservateurs plus discrets et habiles qu'auparavant, mais tout aussi déterminés.

Derrière le calme de façade, les luttes de sérail se sont faites plus intenses et se poursuivront sans doute jusqu'au prochain congrès du PCC à l'automne. Un groupe présidé par le conservateur Deng Ligu, qui lance la campagne contre la « pollution spirituelle » en 1993, serait en train de rédiger un rapport idéologique pour le congrès.

M. Peng Zhen a montré qu'il fallait toujours compter avec lui, en dépit de ses quatre-vingt quatre ans. Vieux rival de M. Deng, il s'est fait une base de pouvoir autour de l'Assemblée, généralement docile dans les régimes communistes. De là, il peut forcer ses adversaires à prendre en considération son point de vue par le biais du renforcement du contrôle parlementaire.

Parlant à la presse de Hongkong, M. Peng s'est défendu d'être conservateur. « Je ne suis pas candidat au

comité permanent du politburo... sauf si c'était absolument nécessaire... », a-t-il ajouté. Des cinq membres de ce comité qui dirige en fait le pays, un est en fort mauvaise santé physique (M. Chen Yun), un autre (M. Hu) est des plus zélés en point politique, et il est de notoriété publique, ici, que M. Peng a mal accepté d'en être écarté. Il s'est acharné sur les « fautes » de M. Hu : dans une première période, « son travail a été convenable, bien que pas sans insuffisances » ; mais après, il semble n'avoir fait que des erreurs, en particulier en n'écoulant pas assez « les vieux camarades », a-t-il dit. Après un tel jugement, la reconduction au comité permanent du politburo est fort compromise.

La session de l'ANP a montré que les dirigeants chinois savent mieux qu'auparavant gérer une crise, l'empêcher de dégénérer comme les campagnes de masse de l'ère maoïste. Mais elle a aussi montré que, derrière l'« ouverture », les rivalités demeurent fortes. La position de M. Zhao, tout en étant sensiblement affermie depuis deux mois, demeure précaire. Nommé à la tête du parti à titre « temporaire », aura-t-il le temps de se constituer une équipe ?

et de faire prévaloir ses idées pragmatiques réformistes face à des conservateurs pressés par le temps ? C'est peut-être parce qu'il ne se sent pas absolument sûr de lui qu'il a récemment confié au premier ministre adjoint, s'il avait le choix, il préférerait le poste de premier ministre à celui de secrétaire général du parti, fonction pourtant plus influente.

Un débat
très animé

Le durcissement idéologique n'a pas empêché un débat parlementaire très animé, mieux rapporté toutefois par les médias en anglais destinés aux étrangers que dans la presse en langue chinoise : le *China Daily* est le seul à annoncer que plusieurs députés ont voté contre ou se sont abstenus lors de l'approbation des quatre nouveaux ministres.

Le poste le plus important était celui de ministre de la sécurité publique, son titulaire depuis deux ans, M. Ruan Chongwu, un jeune modéré proche de M. Hu et auquel on reproche son manque de fermeté lors des récentes manifestations étudiantes, a été remplacé par un homme qui a fait une partie de sa carrière dans la police et a été procureur au procès de la « bande des quatre ». Le nouveau président de la commission d'État pour la restructuration économique passe au contraire pour un réformiste. L'équilibre de la vie politique chinoise demeure précaire.

PATRICE DE BEER.

Remaniement ministériel : M. Wang Feng, secrétaire du parti pour la province du Zhejiang, remplace M. Ruan Chongwu comme ministre de la sécurité publique ; M. Chen Minzhong, vice-ministre de la santé, est nommé ministre à la place de M. Cui Yueli ; M. Zeng Xianlin, vice-président des commissions d'État au plan et pour les sciences et les techniques, remplace M. Yang Bo comme ministre de l'industrie légère ; M. Li Tiesing, ministre de l'électronique et membre du comité central du PCC, devient président de la commission d'État pour la restructuration économique, poste qui était détenu par le premier ministre, M. Zhao Ziyang.

PHILIPPINES

Nouveau complot déjoué

Au moins quatre cents soldats conduits par des sous-officiers auraient été impliqués dans un nouveau complot militaire déjoué au cours du dernier week-end à Manille, a rapporté, lundi 13 avril, l'agence gouvernementale de presse philippine (PNA). Citant des informations émanant des services de renseignement, l'agence a affirmé que l'objectif du complot était de s'emparer de deux chaînes de télévision, d'une station de radio et d'une école fréquentée par des enfants étrangers, et qu'il s'est évité lorsque la hiérarchie a conquis la troupe dans ses casernes. En outre, l'état-major de l'armée a lancé, lors également, des mandats d'arrêt contre trois officiers en fuite, dont le général José Zúñiga, soupçonné d'avoir pris part à l'attentat à l'académie militaire des Philippines, à Baguio, le 18 mars (le Monde du 19 mars) (AFP).

NÉPAL

Succès de l'opposition aux élections municipales

Katmandou (AFP). — Les candidats soutenus par le Parti du Congrès, interdit, ont été déclarés vainqueurs dimanche 12 avril, vainqueurs d'une série d'élections municipales au Népal, ce qui représente le succès le plus marquant de l'opposition depuis un quart de siècle dans le royaume himalayen.

En particulier, MM. Haribol Bhattarai et Tirtha Ram Dangol, qui n'ont pas pu faire campagne au nom du Parti du Congrès, mais dont tout le monde savait qu'ils en étaient les candidats, ont été respectivement

élus, à une confortable majorité, maire et adjoint au maire de la capitale. Les dirigeants du parti ont dénoncé la fraude électorale qui, selon eux, les a privés de la victoire dans de nombreuses localités, causant, en certains endroits, des violences.

Le succès du Parti du Congrès, qui revendique l'instauration du multipartisme, représente le plus sérieux défi qu'ait connu le « système Panchayat », en vigueur au Népal depuis vingt-six ans, qui proscribit l'existence des partis.

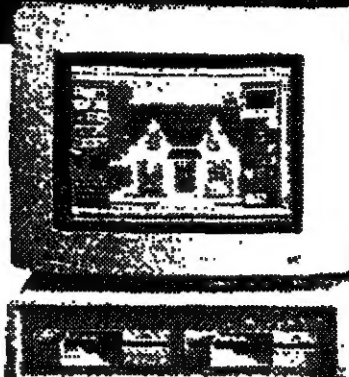
INFORMATIQUE - BUREAUTIQUE - VU AU SICOB

ESSAYEZ DE TROUVER MOINS CHER -7%



AMSTRAD ORDINATEURS COMPATIBLES

PC 1512 SDM	512K, 1 lecteur disquette 5.25" (360K), écran monochrome, et le tout en plus...	F.T.T.C. 5 926
PC 1512 SDC	512K, 1 lecteur disquette 5.25" (360K), écran couleur, et le tout en plus...	8 171
PC 1512 DDM	512K, 2 lecteurs disquette 5.25" (360K), écran monochrome, et le tout en plus...	7 459
PC 1512 DDC	512K, 2 lecteurs disquette 5.25" (360K), écran couleur, et le tout en plus...	9 713
PC 1512 HD20M	512K, 1 lecteur disquette 5.25" (360K), écran couleur, et le tout en plus...	11 848
PC 1512 HD20C	Voir compatible, 512K, 1 lecteur disquette 5.25", un disque dur 20 Mega, écran couleur, et le tout en plus...	14 101



ORDINATEURS TRAITEMENT DE TEXTE

PCW 6256	256K, 1 lecteur disquette 5" (360K), imprimante et logiciel pour traitement...	F.T.T.C. 4 740
PCW 6512	512K, 2 lecteurs disquette 5" (360K), imprimante et logiciel pour traitement...	5 926

ATARI ORDINATEURS 16/32 BITS

1040 STFM	1 Mega de RAM, 1 lecteur disquette 3.5" (720K) - écran monochrome haute résolution...	F.T.T.C. 6 990
1040 STFC	1 Mega de RAM, 1 lecteur disquette 3.5" (720K) - écran couleur...	8 490
1040 STFM BUR	Offre spéciale bureau : le 1040 STFM avec un plus 4 logiciels (TST, Tableur, Base, et calculateurs de bureau)...	7 990
1040 STFC BUR	Offre spéciale bureau : le 1040 STFC avec un plus 4 logiciels (TST, Tableur, Base, et calculateurs de bureau)...	9 490

ZENITH ORDINATEURS COMPATIBLES PORTATIFS

En cadeau gratuit avec le Z 171 logiciel tableur MULTIPLAN (valeur 659 F.T.T.C.)

IMPRIMANTES

AMSTRAD DMP 3000	Matrice 9 aiguilles, d'échelle horizontale, impression 105 cps, 480 caractères...	F.T.T.C. 2 290
AMSTRAD DMP 4000	Tout nouveau, matrice, rapide 200 cps en normal et 50 cps en NLD, large (138 caractères), et seulement...	3 990
LX 86	La meilleure double, capotable 9 aiguilles, 80 caractères, 20/24 cps, et seulement...	3 546
FX 800	La référence, matrice 9 aiguilles, 80 caractères, 35/40 cps, et seulement...	5 918
FX 1000	La FX 800 en version large, 138 caractères...	7 104
LQ 800	La perfection du matériel 24 aiguilles, quatre courbes ajustables, 80/100 cps, 80 caractères, et seulement...	8 456
LQ 1000	La LQ 800 en version large, 138 caractères...	9 476
LQ 2500	Matrice 24 aiguilles, tout de gamme, 80/200 cps, 5 points de caractères en normal, allongés des lignes sur écran couleur, et même la couleur par option...	14 220
GO 3500 LASER	La dernière née EPSON, alternative et rapide (6 pages par minute), et une perfection d'impression...	25 973



SOPABRI, Département, 416, rue Saint-Honoré, 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.61.82.03 - Téléc. : 212 185 "CINTEL"

Spécialiste de la vente des ordinateurs, imprimantes, logiciels, par correspondance, notre énorme volume de ventes nous permet de vous faire une remise générale de -7% sur tous les prix indiqués sur cette page. La remise est à déduire des prix indiqués directement sur le bon de commande ci-dessous. Cette offre exceptionnelle sera maintenue aussi longtemps que possible, mais n'attendez pas, elle peut être retirée à tout moment après la fin avril 87. Elle s'applique sur toute commande reçue accompagnée d'un règlement comptant, ou pour enlèvement à nos bureaux de Paris ou nos antennes de Sarcelles (95).

Expéditions sur stock dans toute la France Métropolitaine moyennant un forfait de 200 F.T.T.C. par envoi, ou dans le monde entier sur devis. Chaque vente fait l'objet d'une facture faisant ressortir la TVA déductible (16,6%), ou hors taxes pour l'étranger, et bénéficie de la pleine garantie constructeur (1 an sur AMSTRAD, EPSON, ATARI et 6 mois sur ZENITH) avec SAV par les stations agréées constructeurs. Nous téléphoner pour disponibilité.

N'hésitez pas, SOPABRI vous garantit totalement le remboursement intégral si vous retournez le colis dans les 8 jours, en bon état et dans l'emballage d'origine !

Assistance gratuite par téléphone ou sur place avant et après l'achat. Que vous soyez débutant ou expert, questionnez-nous par téléphone ou télex, nous prenons toujours le temps nécessaire pour vous répondre complètement. Un client SOPABRI doit être parfaitement satisfait.

BON DE COMMANDE

avec remise spéciale - 7 % à déduire sur prix indiqués à retourner à SOPABRI, 416, rue Saint-Honoré, 75008 PARIS

RAISON SOCIALE :		PRÉNOM :	
NOM :		TÉL. :	
ADRESSE :		PAYS :	
CODE POSTAL :	VILLE :		
DÉSIGNATION	PRIX NORMAL	PRIX REMISE - 7 % (déduits)	
Forfait de livraison (s'il y a lieu)			
TOTAL DE LA COMMANDE		Signature	
Date		Règlement comptant joint :	
		Pour facilités de règlement, nous téléphoner.	

Politique

La majorité face à la tentation Le Pen

Depuis que son parti a accédé à l'Assemblée nationale, le 16 mars 1986, M. Jean-Marie Le Pen se donne beaucoup de mal pour faire croire, *urbi et orbi*, que le Front national n'a jamais été qu'un parangon de démocratie injustement caricaturé par les professionnels de la « subversion » marxiste, et son chef, un modèle de vertu républicaine, outrageusement calomnié par des politiciens jaloux et une presse aux ordres du pouvoir.

La tournée africaine entreprise en ce moment par le porte-drapeau de l'extrême droite française s'inscrit dans cette quête à l'aurore de la respectabilité politique.

A l'étranger, comme en France, M. Le Pen se fait agneau pour mieux croquer les suffrages qu'il convoite, dans la course à l'Elysée, sur les mêmes terres électorales que les champions du RPR et de l'UDF, ses rivaux. Il va ainsi répéter, comme il l'a fait lundi 13 avril à Abidjan, au terme d'une entrevue avec le chef de l'Etat ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, que ses analyses relatives aux dangers de « l'invasion de la France par les immigrés (...) ne sont en aucune manière ni xénophobes ni racistes », et il pousse cette auto-gratification jusqu'à se poser en humaniste pétri de « l'idée que le développement et le bonheur des hommes doivent s'accomplir dans le cadre démographique, culturel et humain qui les a vus naître », mais en omettant d'ajouter que dans son programme hexagonal cette « idée » généreuse fait une exception notable pour les enfants africains nés en France.

Cette attitude relève de la vieille stratégie du double langage que le Front national pratique à outrance pour « ratisser » aussi largement que possible, ainsi qu'on l'avait encore constaté lors du rassemblement du 2 avril au Zénith, où le président du Front national et son secrétaire général s'étaient, comme d'habitude, répartis les rôles.

Le premier entonnait l'hymne à la France éternelle pour appeler les citoyens à se mobiliser pour « sauver la patrie », menacée par « le flot », tandis que le second

flattait les sentiments xénophobes de la majeure partie de l'assistance en jetant en pâture aux militants revis les noms d'Herlédor (SOS-racisme), de Farid Al Choune (Sans frontières), Nacer Kettane (Radio-Bour), Albert Levy (MRAP), Yves Jouffé (Ligue des droits de l'homme), Eric Ghebali (France Plus), présentés comme les animateurs de « l'Anti-France » écoutée par le ministre de la justice, M. Albin Chalandon, dans les discussions sur un éventuel code de la nationalité.

Tout cela ne mériterait pas qu'on s'y arrête outre-mesure si, comme le relevait lundi le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, une partie de la majorité ne paraissait pas, dans la perspective de l'élection présidentielle, « prête à pactiser avec le Front national ».

De simples raisons d'opportunisme

Au sein du RPR et de l'UDF, la tentation existe, en effet, de prendre aujourd'hui ce que dit M. Le Pen pour parole d'évangile, histoire d'assurer le renfort des suffrages du Front national au deuxième tour du scrutin présidentiel. C'est ainsi, par exemple, que, dans les colonnes du *Quotidien de Paris* des 11 et 12 avril, le secrétaire général des clubs Avenir et Liberté, M. Bernard-Claude Savy, député apparenté RPR de la Nièvre, soulignait que les discours des chefs de la majorité parlementaire et du Front national étaient « concordants sur bien des points » et plaçait pour une alliance du RPR et de l'UDF avec M. Le Pen, afin d'éviter « le retour de la gauche en 1988 [qui] serait une catastrophe pour la France ».

Un point de vue que paraissent partager, pour de simples raisons d'opportunisme, certains des députés de la majorité à la merci des suffrages du Front national dans leur circonscription...

Interrogé à ce sujet, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, s'est montré, lundi, sur Europe 1, assez embarrassé. Il a donné l'impression de refuser l'accord de désistement récipro-

que que M. Le Pen propose à MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, quand il s'est prononcé contre « cette espèce de course à l'échafaud qui consiste soit à conclure des pactes pacifiques, soit à courir derrière les thèmes des uns ou des autres ». Mais, en même temps, M. Toubon a entretenu une certaine ambiguïté sur la position du mouvement chiracien quand il a renvoyé à l'après-scrutin présidentiel la question d'éventuels accords avec le Front national aux législatives ultérieures : « Lorsque nous aurons fait élire un candidat de la majorité en 1988 et que nous serons sûrs que l'action de redressement entreprise se poursuivra pendant plusieurs années encore, à ce moment-là, a-t-il dit, on avisera... ».

M. Claude Malhuret, en revanche, s'est montré beaucoup plus clair, le même jour, au micro de France-Inter. Le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme a admis que ses amis étaient partagés : « Il y a deux attitudes possibles de la part de la majorité vis-à-vis du Front national, a-t-il souligné : la première consiste à se rapprocher de lui, à légitimer son discours, pour lui prendre des voix ; la deuxième consiste à dire : quels que soient les problèmes électoraux, le Front national ne défend pas les mêmes valeurs que nous, et, par conséquent, plutôt que de se rapprocher de lui pour lui prendre des voix, il faut délégitimer son discours, et, par conséquent, prendre position très fermement contre ses thèses. C'est ma position... ».

Au passage, M. Malhuret a désapprouvé la participation, constatée notamment à Marseille, le 4 avril, de militants du RPR et de l'UDF aux rassemblements du Front national : « D'autant plus, a-t-il précisé, que les mêmes militants du RPR et de l'UDF ne se sont pas présentés à ces rassemblements... ».

C'est bien en termes de valeurs, en effet, que se pose pour la majorité la question. Mais le problème, justement, « échafaud » ou pas, c'est que ledite majorité continue de passer en termes de compromis électoraux.

Les problèmes internes au PS

Changement de direction inopiné dans les fédérations du Var et des Alpes-Maritimes

Le bureau exécutif du Parti socialiste qui se réunit mercredi 15, devrait examiner plusieurs conflits apparus lors du renouvellement des instances dirigeantes dans certaines fédérations. En dépit de l'accord national visant à « geler » les rapports de force entre courants, des changements de direction inopinés se sont ainsi produits dans le Var et les Alpes-Maritimes.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Dans le Var, le premier secrétaire sortant, M. Jean-Louis Dieux, membre du courant socialisme et républicain (ex-CERES) a été remplacé par un mitterrandiste, M. Barthélemy Mariani, tandis que dans les Alpes-Maritimes, au contraire, le premier secrétaire sortant, mitterrandiste, M. Patrick Moitard, a été battu par un rocardien, M. Richard Pogliano.

M. Jean-Louis Dieux, maire et conseiller général du Luc, conseiller régional, avait été élu à son poste en octobre 1985 à la faveur d'une mésalliance au sein du courant A lié à la désignation des candidats pour les élections législatives et régionales. Chacun des courants de la fédération représentant environ un quart des mandats, il ne l'avait emporté qu'avec l'appui des amis du député mitterrandiste M. Christian Goux et l'abstention des rocardiens, mais avec 24 voix sur 57, il était cependant minoritaire.

Les mitterrandistes et les mouroysistes (après leur fusion à l'échelon national) lui ont cette fois

opposé un candidat commun, M. Mariani, maire de Lorgues et membre du secrétariat fédéral, qui s'est finalement imposé au second tour de scrutin grâce au maintien de la candidature d'un rocardien (M. Dieux s'était retiré après le premier tour). Les mitterrandistes affirment qu'ils ont respecté l'accord national puisque l'équilibre entre les tendances n'a pas été modifié au sein de la commission exécutive fédérale. Ils font valoir que cet accord ne concernait pas la personne de M. Dieux, auquel certains d'entre eux reprochent d'autre part l'abstention du groupe socialiste au conseil général lors du dernier budget présenté par la majorité de droite.

La situation reste toutefois confuse puisque les rocardiens, par ailleurs divisés, ont refusé, tout comme les amis de M. Dieux, de désigner leurs représentants au secrétariat fédéral en attendant que le conflit soit arbitré par les instances nationales.

Dans les Alpes-Maritimes, de même, aucun changement n'est intervenu dans la composition de la commission exécutive fédérale, où le courant A-B dispose de 20 sièges contre 15 aux rocardiens et 6 aux amis de M. Chevènement. M. Pogliano, conseiller régional et premier secrétaire fédéral adjoint depuis 1985, l'a emporté d'une voix sur M. Moitard grâce aux suffrages de l'ex-CERES. Dans ce cas cependant, les instances nationales ont immédiatement réagi en ne reconnaissant pas la nouvelle direction fédérale et en demandant à la direction sortante d'« assurer l'interim » jusqu'à la décision qui doit être prise par le bureau exécutif du Parti socialiste.

GUY PORTE.

L'organisation du référendum en Nouvelle-Calédonie

Qui pourra voter ?

à tous ceux à qui le code électoral donne pouvoir d'y participer ?

Embarras

En attendant, l'embarras paraît être de rigueur sur le sujet. « Le critère retenu (...) n'est pas totalement opérant », a reconnu le rapporteur du projet, M. Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime) avant d'observer prudemment qu'il « appartiendrait au Conseil constitutionnel, s'il était saisi, de se prononcer sur la conformité à la Constitution des dispositions proposées ».

Les socialistes ne paraissent guère plus assurés. « Deux possibilités s'offrent au législateur », a déclaré le 10 avril, au début de l'examen à l'Assemblée nationale du projet, M. Robert Le Gall (PS, Seine-et-Marne) : ou tout le monde vote, y compris les Corréziens, ou nous permettons des adaptations en vertu de l'alinéa 3 de l'article 53 [de la Constitution] (2). Dans ce second cas de figure, trois ans de résidence nous paraissent insuffisants car des électeurs non concernés par l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et par un transfert éventuel de souveraineté pourront participer au vote : je

songe ici aux fonctionnaires qui peuvent renouveler une fois leur engagement de trois ans... »

Ce problème difficile à poser sereinement et à résoudre équitablement avait déjà été évoqué à la fin de 1986, avant la discussion du projet sur la consultation de la population de la Côte française des Somalis. La commission des lois du Palais-Bourbon, que présidait l'éminent juriste René Capitant, avait, en effet, accepté un amendement communiste (qui fut ensuite écarté) tendant à exclure de la consultation les « fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat qui sont ou ont été en fonction ou en stationnement temporaire dans le territoire », tout en maintenant pour les autres électeurs l'exigence du délai de résidence de trois ans. Et la loi entrant en vigueur de trois ans était en 1986 contrainte par un garde des sceaux (aujourd'hui député RPR du Maine-et-Loire) qui n'ignore pas le droit : M. Jean Foyer.

MICHEL KAJMAN.

(1) Le 22 décembre.
(2) Qui dispose, comme l'article 27 de la Constitution de 1946 : « Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées... »

La candidature présidentielle des écologistes

M. Waechter en tête dans les « primaires vertes »

A l'issue de la première série de consultations internes régionales chez les Verts, M. Antoine Waechter est en tête de la course à la candidature écologiste pour l'élection présidentielle. Avec 71,1 % des voix, ce conseiller régional d'Alsace devance, dans les « primaires vertes », M. Guyon Yves Cochet (17,9 %) et le Lyonnais Jean Brière (11 %), tous deux anciens porte-parole des Verts et animateurs des oppositions écologistes.

M. Waechter, ingénieur en écologie, qui est l'un des quatre porte-parole actuels du mouvement (le *Monde* du 12 novembre 1986), a effectué, jusqu'à présent, un sans-faute. Il a réalisé son meilleur score, samedi 11 avril à Strasbourg, où il a recueilli 143 des 163 voix « écologiques » d'Alsace et de Lorraine, contre 15 à M. Brière et 5 à M. Cochet. Le len-

demain, il a encore remporté un succès devant une maigre assemblée (15 mandats validés) d'écologistes bourguignons réunis à Dijon : 9 voix contre 4 à M. Cochet et 2 à M. Brière. Lors des deux premières « primaires », il avait battu, le 4 avril à Rennes, M. Cochet d'une courte tête (34 voix contre 31). M. Brière en totalisant 16) et plus nettement ses deux concurrents, le 5 avril à Bordeaux : 33 suffrages contre 15 à M. Cochet et 1 à M. Brière.

Partisan de l'indépendance des Verts, rangé dans la catégorie des « fondamentalistes », M. Waechter rejette toute alliance avec d'autres forces politiques, en particulier d'extrême gauche, et ne souhaite pas donner de consigne de vote entre les deux tours de l'élection présidentielle.

M. Roger Fauroux souhaite moderniser l'ENA

M. Roger Fauroux, directeur de l'Ecole nationale d'administration depuis janvier 1986, évoque, dans le numéro de mars 1987 de la revue des anciens élèves de l'ENA, la modernisation de la fonction publique.

L'ancien PDG de Saint-Gobain, lui-même ancien énarque, se demande s'il ne conviendrait pas de revenir « au système antérieur des filières convenablement assoupli », car « le système actuel de classement et la redoutable particularité de distribuer les élèves sur l'échiquier des fonctions sans tenir compte ni des vocations ni des spécialités : le rang [de sortie] seul fait la loi ».

M. Fauroux évoque aussi le problème de recrutement des « grands corps » (Inspection des finances, Cour des comptes et Conseil d'Etat) que les premiers classes choisissent en général à leur sortie de l'école. Il

se demande : « Ne vaudrait-il pas mieux reculer de quelques années l'accès aux grands corps qui recruteraient eux-mêmes parmi les administrateurs civils des postulants mieux assurés par quelques années de métier de leur vocation et de leur compétence ? »

Le directeur de l'ENA souhaite développer la formation permanente des hauts fonctionnaires, la promotion des attachés d'administration centrale et ouvrir davantage de fonction publique car, « c'est en mêlant les types de formation et en cassant les monopoles de corps et les situations acquises que l'on dynamise le mieux les qualités des individus : la modernisation est à ce prix ».

M. Fauroux reprend ainsi en les précisant les projets qu'il avait exposés dans un entretien accordé au *Monde* du 16 octobre 1986.

EN BREF

● Le PS et le « monologue anti-social » du gouvernement. — M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a estimé, le 13 avril, à propos de la Sécurité sociale, que le gouvernement parle de « dialogue social » mais pratique le « monologue anti-social ». Il a opposé la gestion socialiste de la Sécurité sociale, fondée selon lui sur « la rigueur et la solidarité », à la gestion qu'il juge « laxiste et d'inégalité » du gouvernement. M. Queyranne a indiqué que le PS envisage l'organisation d'une manifestation pour la défense de la Sécurité sociale.

● Trois maires, anciens communistes créent Carrefour 13. — Trois maires des Bouches-du-Rhône, qui ont quitté le PCF depuis moins d'un an, viennent de créer une association, Carrefour 13, destinée « à ouvrir au rassemblement des forces de progrès ». MM. Robert Albarède, Albert Gauche et Claude Rossi, maires respectivement de Gréasque, de Mimet et de Fos-sur-Mer, ont précisé que « leur souci n'était pas seulement de rassembler les aigris du PCF mais l'ensemble du peuple de gauche ». Si plusieurs membres du bureau de Carrefour 13 n'ont jamais appartenu au PCF, M. Albarède a toutefois reconnu que cette initiative était « née de la sclérose » [de son

ancien parti] et de son enfermement sur lui-même ».

● Le bureau de l'assemblée de Corse. — Après les élections régionales partielles du 22 mars en Haute-Corse, le bureau de l'assemblée de Corse a été renouvelé. Les dix vice-présidences sont désormais détenues par des représentants de la majorité RPR-UDF. La MRG, qui perd deux de ces vice-présidences, gagne en revanche un poste supplémentaire dans le bureau qui est désormais composé de un PCF, un PS, trois MEG, un nationaliste et deux RPR-UDF-CNRP. Le Front national ne sera plus représenté, M. Pascal Arrighi ayant décidé de ne plus être membre du bureau.

Le livre du millénaire

« Le lire ce n'est pas seulement aller à contre-courant de l'Histoire officielle, c'est découvrir tout un pan oublié, sinon caché de la mémoire française. De la mémoire du peuple. »

HENRI BONNIER « LE MERIDIONAL »

Le miracle capétien



Une indispensable contribution à la compréhension de ces huit cents ans qui ont forgé le territoire, l'âme et le prestige de la France.

PERRIN

Le Monde
sur minitel
TeleMarket

achetez chez vous, hors de la cohue.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Collection Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

150

Politique

A l'abri de la « contagion » néo-calédonienne

Les royaumes de Wallis et Futuna saisis par le doute

ROYAUME DE WALLIS
de notre envoyé spécial

Est-ce grave ? Les royaumes de Wallis et Futuna ont l'air d'être d'actualité. Dans Mata-Utu, la capitale de l'île d'Uvea, saturée de chaleur, à travers son enchevêtrement de falaises (casse) fleuris qui basculent sur le front de mer, il flotte comme une amertume inquiète.

Comment donc cet archipel lilliputien de la Polynésie occidentale, esclave à 2 000 kilomètres de la Nouvelle-Calédonie, pourrait-il s'abandonner à de tels états d'âme ?

L'odeur sucrée des colliers de frangipanis des l'après-midi de Mififo, le sourire indolent des jeunes gens chevauchant des scooters n'avaient-ils pas imprimé un cliché définitif. La carte postale de ces « Français du bout du monde », bons élèves de la classe des DOM-TOM, modèles de gratitude envers une mère patrie au grand cœur.

Alors, est-il sérieux ce camouflet que les Wallisiens et Futuniens viennent d'infliger aux notables locaux du RPR à l'occasion des dernières élections territoriales du 15 mars ? Les mandataires de M. Jacques Chirac, emmenés par le député RPR du territoire, M. Benjamin Brial, ne contrôlent plus, en effet, que le tiers de la nouvelle assemblée — sept sièges sur vingt — alors qu'ils s'y taillaient traditionnellement de confortables majorités (le Monde du 17 mars). Le désaveu est sans précédent.

Mais gare aux interprétations hâtives ! Ceux qui voudraient ausculter les méandres wallisiens à l'aune du syndrome calédonien se tromperaient assurément de malade. Ici, l'ourlet moussu du récif a dessiné un champ clos où se brisent bien des contagions. D'ailleurs, dès le lendemain du scrutin, les Wallisiens et les Futuniens, ébahis de leur propre audace, s'empressaient de préciser qu'ils restaient « pour la France ». Les meneurs « antibrialistes » n'ont même pas un profil à afficher sur la rue Oudinot, siège du ministère des DOM-TOM : qu'ils se réclament de l'UDF ou du parti futunien, l'Union populaire

locale (UPL), ils professent tous de sages convictions profrançaises.

Qui, ici, sur ce bout de terre de 240 kilomètres carrés, sans ressources, où la France injecte chaque année 150 millions de francs, oserait tenir des propos aventureux ? Non, le loyalisme des 13 000 Wallisiens et Futuniens ne s'essouffle pas. C'est au contraire la raideur, la maladresse avec lesquelles Paris gère ce capital de sympathie qui ont fini par froisser les susceptibilités. Mais pouvait-il en être autrement des Futuna ? Le contrat liant Wallis et Futuna à la France tient du paradoxe ?

Le modèle wallisien, c'est avant tout cette curiosité historique : si l'archipel accepte volontiers la tutelle française, c'est qu'il n'a jamais été vraiment « colonisé », contrairement à la grande terre canaque.

Dès l'instant où, en 1886, sous l'habile pression des missionnaires maristes, la reine Amalia a sollicité le protectorat de la III^e République, la France a toujours su jouer sur du velours. Au point qu'en 1945, au sortir de la guerre du Pacifique, la chefferie a confirmé l'option française, aux dépens des Etats-Unis d'Amérique, dont les troupes rutilantes avaient surtout été jugées encombrantes.

Aujourd'hui Wallis et Futuna vivent une « indépendance de fait » que traduit mal le régime d'administration directe inscrit dans le statut de territoire d'outre-mer adopté en 1961. La chefferie coutumière conserve ainsi jalousement toutes ses prérogatives : le roi de Wallis, Lavélu Tomasi Kuit-motoko, et les deux monarques de Futuna, Pételo Lémo et Sagato Kété-taona, sont les interlocuteurs incontournables d'une administration confiée parfois dans l'impuissance. Tel est le cas, notamment, du problème foncier, entièrement aux mains de la « coutume ».

Le club Méditerranée se montre-t-il intéressé par l'île Faiva, un arc de sable blond flottant sur un lagon de rêve ? Le roi de Wallis, qui craint la « pollution » touristique, oppose son veto. L'administration projette-elle de construire une centrale électrique à

Futuna ? L'acquisition du terrain, casse-tête aux multiples implications coutumières, s'échelonne sur plusieurs années.

Les « bagarres » de la francophonie

La mission catholique, second pôle de pouvoir, a également droit à de pareils égards. Après les brusqueries théocratiques du siècle dernier, les pères maristes ont su parfaitement se ménager les faveurs de la chefferie. La

missionnisme neufs ou chefs de service musclés, s'abstenir ! A Wallis les crimes de lèse-coutume s'instruisent dans une salle d'aéroport.

En 1974, l'administrateur supérieur, chef du territoire, M. Jean de Agostini, en fait l'année expérience en étant promu *manu militari* dans le premier avion : c'est une hausse des prix qui avait provoqué le courroux de la population. « On est chez eux ici, il faut tout le temps faire preuve de doigté », soupire l'un des sept gendarmes de l'archipel.

Placide campé sur leur maxi-short kaki, ces représentants de l'ordre ont appris à fermer les yeux sur les multiples entorses au code de la route. A quoi cela sert-il de traverser ces camionnettes bruyantes aux adresses peu orthodoxes qui cabotent sur l'unique route goudronnée de l'île ? « Ce serait mal compris... »

Et le calvaire de ces enseignants, dont les élèves chahutent en wallisien les cours de français, et se contrefont de la langue de Molière ? « Nous sommes les bagarres de la francophonie », se lamentent l'un d'eux.

Il est donc là le paradoxe wallisien : le loyalisme d'un territoire, d'où la France est tenue à distance. Le maintien du subtil équilibre entre les trois pouvoirs — la chefferie, la mission et l'administration — requiert un flair et une clairvoyance de chaque instant. Or, les fonctionnaires, chaque année un peu plus nombreux, sautent-ils toujours hors à la hauteur ? Le lent renforcement de la présence française, qui s'amorce depuis environ deux ans, n'est pas un pari sans risques. Rotations ministérielles plus fréquentes, amélioration de la desserte aérienne — deux vols hebdomadaires en provenance de Nouméa au lieu d'un, plan d'équipement amorcé par M. Chirac : depuis les récentes secousses calédoniennes et tahitiennes, on ne jure plus que par le désenclavement de Wallis et Futuna.

Devine-t-on seulement les effets pervers d'une telle sollicitude si elle est dispensée par des technocrates mal avisés ?

L'épisode burlesque de l'état d'urgence, décrété l'automne dernier, donne la mesure des ravages que peut causer à Mata-Utu un pointillisme réglementaire. Véritable tournant dans la vie politique locale, cette maladresse aux effets désastreux : pour la première fois les Wallisiens affichent une méfiance ombrageuse à l'égard d'une administration qui a dévoilé un visage répressif. « Il fallait frapper les esprits. Je ne laisserai pas la susceptibilité de certains Wallisiens passer devant l'autorité de l'Etat », assure l'administrateur supérieur M. Jacques Le Hénaff.

« Le gouvernement va échouer »

La menace était-elle donc si grave ? Un pavé qui fit voler en éclats la vitre d'un bureau administratif, des menaces téléphoniques adressées au secrétaire général du territoire, M. Georges Jaymes, dont une fraction de la chefferie réclamait en vain le rappel en métropole. Wallis a connu ces jours-là une drôle de fièvre où l'on se jeta à la figure et « la loi » et « la coutume ». Le 29 octobre, M. Le Hénaff décida de crever l'abcès en décrétant l'état d'urgence et en appelant en renfort un détachement de gendarmes de Nouméa. Le lendemain, la population assistait, médusée, à un déploiement de forces totalement surréaliste dans les rues de Mata-Utu.

Cette politique du coup de menton a eu un effet immédiat : le roi accueillit très fraîchement le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, de passage à Wallis en décembre, en dépeignant les cérémonies protocolaires au strict minimum. Plus virulente, l'opposition anti-RPR, lors d'un débat à l'assemblée locale, refusa de s'exprimer en français et polémique en wallisien. Enfin, à l'occasion du dernier scrutin, la sanction est ainsi devenue

sectoriale : nombre de Wallisiens se détournent du député RPR, M. Brial, que l'on accuse d'avoir cautionné le dispositif mis en place par les autorités.

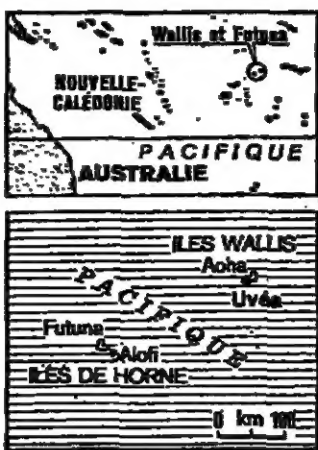
Affaire classée ? Pas vraiment, dans la mesure où l'administration persiste à faire preuve de bien peu de souplesse dans l'arbitrage des divergences locales. La collusion, à peine camouflée, entre M. Le Hénaff et le RPR de M. Brial, n'aboutit qu'à une seule chose : exaspérer les élus « antibrialistes », aujourd'hui majoritaires sur l'île de Wallis.

« Le gouvernement de M. Chirac va échouer à Wallis et Futuna s'il ne comprend pas que l'administration ne doit pas s'aligner sur un camp contre un autre », explique M. Michel Hostau, jeune « Turc » de la politique wallisienne, issu de cette génération initiée aux responsabilités par l'ancien secrétaire d'Etat UDF aux DOM-TOM, M. Paul Dijoud. Ralliant à la fois la jeunesse, qui se reconnaît dans son impatience à déposséder l'establishment local, et une frange de la chefferie, séduite par sa quête de l'« identité wallisienne », ce courant, un brin turbulent, trouve parfois des accents nationalistes entendus ailleurs. Ne mérite-t-il pas, des maintenant, oreille plus attentive ?

Voilà donc le gouvernement face à une nouvelle assemblée hétéroclite qui tire à hue et à dia et où se nouent des alliances éphémères. Pour l'heure, le RPR est maintenu dans la majorité grâce à l'appui des élus futuniens de l'Union populaire locale (UPL), qui savent jouer habilement sur les rivalités de la droite wallisienne pour sortir de leur isolement politique. Mais de telles coalitions d'intérêts sont fragiles et sont à la merci de la moindre offensive des jeunes partisans de M. Hostau.

L'archipel de Wallis et Futuna, c'est sûr, va encore connaître quelques humeurs.

FRÉDÉRIC BOBIN.



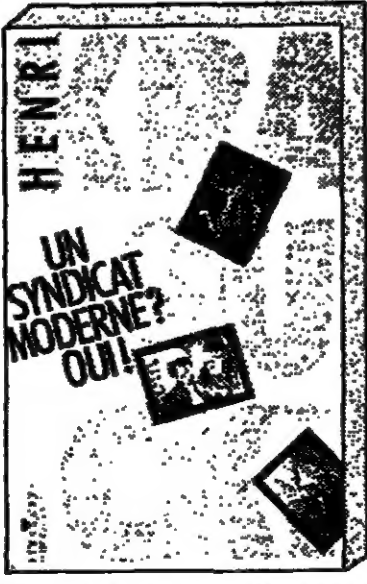
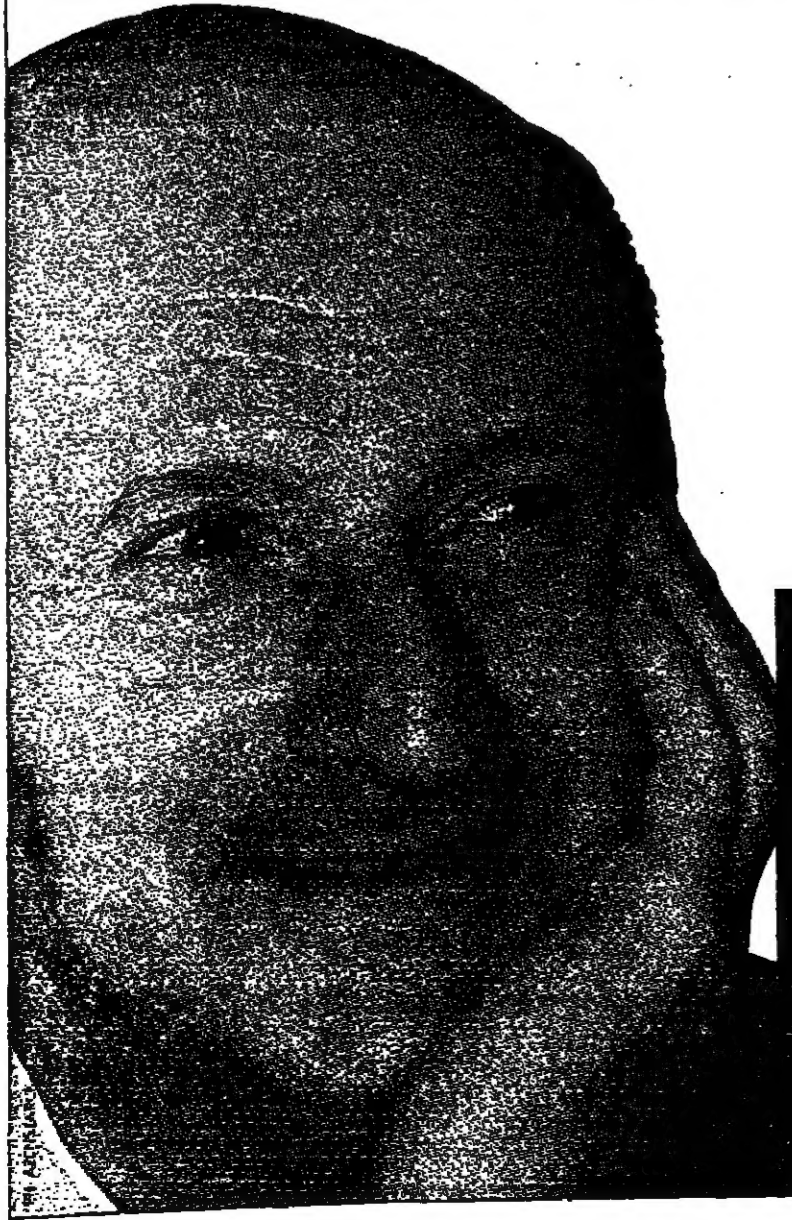
mission s'est aujourd'hui dotée d'un encadrement wallisien à l'image de l'évêque de l'archipel, Mgr Fumés, avec lequel l'Etat multiplie les arrangements. Ici l'éducation nationale fait « concession » de l'enseignement primaire à la hiérarchie catholique. Là, la Mission — le plus gros propriétaire foncier du territoire — cède un terrain à l'Etat pour y installer un collège public, en témoignage de reconnaissance, le vice-recteur admet le catholicisme obligatoire.

Tant de garde-fous placent évidemment la petite communauté européenne exotisée dans un embarras permanent. Deux cents « Papalagi » (blancs) — tous fonctionnaires de passage en dehors de quelques privés — ne font pas une « colonie de peuplement ». Laïcards, militants assimila-

MESSIDOR
ÉDITIONS
SOCIALES

un syndicat moderne? oui!

50 000 EXEMPLAIRES EN 1 MOIS



« Ancrer dans la pratique sa réflexion, tout en montrant que cette pratique ne se développe véritablement qu'au terme d'une réflexion, tel est l'incessant va-et-vient auquel se livre Henri Krasucki avec cette idée fixe en tête : que le syndicalisme plus que jamais est une nécessité... »
Le Figaro - Jérôme Faure

« Se définissant comme un « optimiste-réaliste », M. Krasucki développe ses analyses sur le changement de 1981, le rôle du syndicalisme « de classe » et les récents mouvements des étudiants et des cheminots, qui l'amènent à conclure que les salariés sont en train de se mettre en mouvement avec un « élan nouveau... »

« M. Krasucki a réalisé un bon livre, vivant, intéressant, tonique... »
Le Monde - Michel Noblecourt

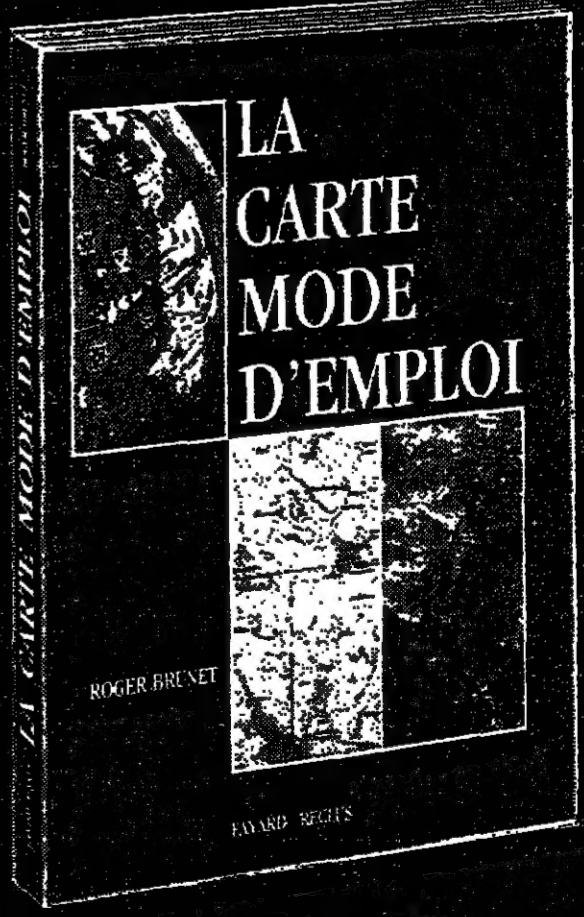
224 PAGES, 80 F EN LIBRAIRIE.

UN SUPERBE LIVRE

Pierre Enckell, L'Événement du Jeudi

Un livre pour apprendre à voir et à penser, tel pourrait être le sous-titre de ce régal de l'œil et de l'intelligence.

Alfred Fierro-Domenech, L'Express



Relié
270 pages avec
269 illustrations
en noir et en
couleurs
198 F

FAYARD/RECLUS

Politique

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

ENTRE les rénovateurs, qui ne veulent surtout pas être traités de liquidateurs, et les mainteneurs, forts de l'affirmation de leurs erreurs, il est difficile, non pas de trancher — ce serait présomptueux — mais, simplement, d'y voir clair dans les débats ou crises qui agitent les communistes français. Quelques livres — travaux historiques, témoignages, mémoires, œuvres de vulgarisation militante — nous apporteront peut-être les leurs, partielles, mais toujours instructives, que nous refusons l'actualité.

Un des grands ravages du stalinisme a été l'inculture, affirme l'un des interlocuteurs de Jeanine Verdès-Leroux, qui publie le second tome de son étude sur le Parti communiste, les intellectuels et la culture. La première partie, parue en 1983, portait sur la période 1944-1956 et s'intitulait : *Au service du Parti* ; la seconde nous conduit jusqu'en 1985 sous le titre : *Le Réveil des somnambules*.

Quel réveil ! Les intellectuels ex-communistes, ou différemment communistes, semblent sortir, lorsqu'ils évoquent leur passé, d'un véritable cauchemar au cours duquel ils auraient pensé et agi indépendamment de leurs propres facultés de jugement, qu'ils occultaient pour les besoins de la cause. Le déclin quantitatif du Parti communiste, tel qu'il se manifeste sur le terrain électoral comme dans la pratique militante, s'accompagnerait donc d'un appauvrissement qualitatif. En réalité, celui-ci l'a précédé.

Traiter des intellectuels — dont le premier devoir est de rester éveillés — de somnambules, c'est leur faire injure. Jeanine Verdès-Leroux s'en explique avec une vigueur dans la pensée et un souci du détail dans la démonstration qui balayent les dernières défenses d'une défiance obligée dont le Parti communiste a longtemps bénéficié, y compris chez ceux qui s'opposaient à lui.

Loin de la fascination et du règlement de comptes, la sévérité de Jeanine Verdès-Leroux procède de la bonne santé intellectuelle. Elle rappelle la tradition anti-intellectualiste du PCF, son ouvriérisme, son activisme, et souligne « l'étroitesse et le provincialisme » de la culture communiste. Ses intellectuels, note-t-elle, s'enferment dans cet univers qui, avec son fonds de références, ses repères, vit à côté de l'univers réel. Ils sont là pour servir la politique du parti et non pour le penser, réduits à la fonction d'instrumentalistes.

Il faut de grands ébranlements pour les tirer de cet état : la mise au pas de la Hongrie, la découverte des crimes de Staline, les interventions en Tchecoslovaquie puis en Afghanistan, les erreurs et contradictions du PCF à l'égard du phénomène gauchiste, de Mai 68, de l'alliance avec le PS. Lorsqu'ils ne rompent pas brusquement le lien, ils prennent de plus en plus d'autonomie et de distance avec la direction et les consignes du parti : ils se laissent.

L'analyse que fait l'auteur de la vie intellectuelle — pseudo-intellectuelle — au sein de la société communiste est encore plus accablante que cette description des désillusions acquises. Jeanine Verdès-Leroux met en cause la pauvreté de la réflexion du PCF sur son propre terrain, le marxisme, et les errements de son discours sur la production artistique. Roger Garaudy et Louis Aragon, pour la période considérée, n'en sortent pas, comme on s'en doutait, grandis, et même la portée de l'œuvre de Louis Althusser, pourtant en marge du PCF, se voit ramenée à sa véritable dimension.

Jeanine Verdès-Leroux fait parler de nombreux témoins qui, sous le couvert de l'anonymat, révèlent ce que leur engagement a eu d'affectif, d'irrationnel et d'aveugle et combien la fidélité sentimentale, l'attachement à un ordre, peuvent l'emporter sur des valeurs proprement intellectuelles. Quel gâchis !

Certains verront là le marque de l'anticommunisme : n'y a-t-on pas perçu

celle du stalinisme ? L'anticommunisme, on sait ce qu'il est dans la réalité. Le voici décrit dans sa durée historique, entreprise qui le consacre comme un phénomène ancien, durable et banal de notre vie politique. C'est une attitude nouvelle qui, comme celle de Jeanine Verdès-Leroux, avec moins d'implication polémique, bouscule des interdits tacites.

LONGTEMPS l'anticommunisme, sauf lorsqu'il était assumé comme un juste combat, n'a pas eu bonne presse. Le communisme lui a assuré, à la mesure des désillusions qu'il a provoquées, une légitimité que la peur de le voir triompher n'avait pas étouffée.

On peut, désormais, l'examiner sous toutes ses coutures et découvrir qu'il a précédé, en France, le communisme. Il s'est manifesté avant la difficile naissance du Parti communiste en 1920. Son symbole le plus célèbre, l'image du moujik tenant un couteau ensanglanté entre ses dents, est apparu au cours de la campagne des élections législatives de 1918. Deux historiens, Serge Bernstein et Jean-Jacques Becker, ont étudié

s'estompé, lorsque ses valeurs ne sont plus reconnues, il est rejeté. Et il lui est arrivé de l'être par plus du quart des électeurs.

Le plus grand parti de France reste celui des ex-communistes. Il continue de grossir, mais il est appelé à décliner s'il est vrai, comme l'affirme Jean-Pierre Gaudard, que « le communisme est une idée morte en France ».

Ancien chef du service économique de l'Humanité, ce journaliste se situe depuis 1980 parmi « les Orphelins du PC ». Sous ce titre, il parle, en connaisseur, de deux mondes : l'un, quelque peu coupé de la réalité, qui est celui du parti, avec ce qu'il comporte d'utopie, d'activisme, de chaleur humaine, mais aussi de désillusions ; l'autre qui commence avec une rupture douloureuse et qui ensuite se vit différemment selon les individus. Sauf que les « ex » se reconnaissent souvent comme tels, car il reste, au minimum, chez les orphelins du PC des traces de la fraternité initiale, sinon initiatique.

Jean-Pierre Gaudard a trouvé la bonne distance pour traiter un sujet qui

méchamment et bête, soit qu'un voile protecteur s'étendit devant mon esprit... Avec ces deux auteurs [Lénine et Staline] le cerveau désapprenait systématiquement les opérations formelles de la pensée, que Marx avait tout de même conservées, même si elles ne conduisaient plus à la vérité.

L'ex-communiste, qui s'est attaché depuis « à décrypter le communisme, à pénétrer, son âme », nous dit qu'il est « une des dernières sources modernes de l'enchânement ». Un jour de 1956, pour lui, l'enchânement a commencé à se dissiper et il est entré, selon sa propre expression, en guérison. Aujourd'hui, il se range, avec Annie Kriegel et Emmanuel Leroy-Ladurie, parmi ceux qui « ne se sont pas pardonnés ».

VOICI, maintenant une image du PCF par lui-même. Maxime Gremetz, membre du bureau politique, est responsable de la section de politique extérieure. Cela le désigne pour vulgariser les positions de son parti dans ce domaine. Exercice auquel il se prête, sans surprise, dans un ouvrage intitulé *Et pourtant elle tourne !*

guerre du Rif (1925) et celle contre la guerre d'Indochine. On en retiendra l'évocation chaleureuse de militants pas toujours très connus, mais qui ont joué un grand rôle dans ce volet de l'action du PC, et la justification de quelques attitudes contestées.

Ainsi l'auteur situe dans son contexte la formule de Maurice Thorez, en 1939, sur « la nation algérienne en formation », qui avait paru restrictive parce qu'elle renvoyait l'indépendance aux calendes grecques. Il dégage la responsabilité des ministres communistes de l'époque lors des massacres de Madagascar, en 1947, et de la répression dans le Constantinois, en 1945. S'il admet qu'il y a eu pour l'Algérie « sous-estimation évidente de la volonté d'émancipation nationale des masses musulmanes », il observe que seuls les communistes évoquent en 1945 « l'originalité de l'Algérie ».

L'un des militants de l'anticolonialisme signalés par Pierre Durand, André Moine, a publié son propre témoignage. Membre de la délégation du PCF en Algérie en 1945, il confirme que les communistes d'origine européenne, surtout préoccupés, comme leur parti, par la lutte contre le fascisme, n'avaient qu'une vague idée des revendications nationales algériennes et de l'avenir de ce pays. Renvoyé en Algérie en 1947 pour exercer des responsabilités au sein du PCA, il s'interroge, après coup, sur sa présence dans ce mouvement national, en plein essor et en pleine quête. Était-ce une bonne chose ? « Je n'en suis pas sûr », répond-il honnêtement.

Cette interrogation, parmi d'autres, la simplicité de ton dans le récit d'une vie militante particulièrement riche, témoignent de la qualité humaine qui se cache sous la langue de bois et qui a fait la véritable force du PC.

C'est en historien sympathisant que Carlos Serrano, spécialiste de l'histoire de l'Espagne contemporaine, rappelle, à partir d'une documentation solide, le rôle que joue le PCF pendant la guerre civile. Pas de grandes révolutions dans son ouvrage, mais une analyse précise des contradictions et déchirements de la politique de non-intervention du gouvernement Blum, des engagements du PCF et de l'Internationale communiste, de la mise en place des structures de recrutement des Brigades internationales et du lancement de la compagnie France-Navigation et du journal *Le Soir*.

Un regret parce que l'auteur lorsqu'il constate que la guerre d'Espagne ne fut pas qu'un laboratoire pour stratèges militaires mais aussi « le berceau d'un nouveau type de solutions politiques », la Front populaire espagnol, malgré « les dérapages de la pratique communiste », laissait entrevoir dans sa démarche unitaire, estime-t-il, « les germes possibles d'une alternative aux formes que prenait le pouvoir soviétique, avec ses purges et sa terreur de masse ». Ces germes ne donnèrent aucune fleur, et dans les régimes communistes où ils crurent trouver refuge « les anciens d'Espagne furent souvent les premières victimes de la répression ».

★ *Le Réveil des somnambules*, par Jeanine Verdès-Leroux. Fayard, 491 pages, 150 F.

★ *Histoire de l'anticommunisme en France*, tome I (1917-1940), par Serge Bernstein et Jean-Jacques Becker, Olivier Orban, 407 pages, 150 F.

★ *Les Orphelins du PC*, par Jean-Pierre Gaudard, Belfond, 284 pages, 98 F.

★ *Une Génération*, par Alain Besançon, Julliard, 333 pages, 80 F.

★ *Et pourtant elle tourne !*, par Maxime Gremetz, Messidor-Éditions sociales, 208 pages, 90 F.

★ *Au secours ! l'alternance est là*, par Claude Lecomte, Messidor-Éditions sociales, 211 pages, 85 F.

★ *Cette mystérieuse section coloniale*, par Pierre Durand, Messidor-Éditions sociales, 339 pages, 110 F.

★ *Regards critiques et dialogues d'un communiste*, par André Moine, Éditions de l'Écluse, 240 pages, 80 F.

★ *L'Enjeu espagnol*, par Carlos Serrano, Messidor-Éditions sociales, 292 pages, 120 F.

Regards sur le Parti communiste

cette donnée permanente de la vie politique française et ils dévoilent le premier panneau de cette fresque qui couvre la période 1917-1940.

A ses débuts, l'anticommunisme avait la forme de l'antibolchevisme. Avec la création du PC, il prend un tour plus national. Les auteurs suivent l'évolution de ce phénomène politique dans le temps et dans l'espace. On le voit varier avec les changements d'attitude du PC, les choix de l'Union soviétique et les moments forts de l'avant-garde : le Front populaire, la montée du fascisme, Munich, la signature du pacte germano-soviétique.

Il touche pour des raisons spécifiques diverses couches de la société française : il y a l'anticommunisme de la droite — de François Coty à Jacques Bardoux — celui plus modéré des radicaux, qui ne veulent pas d'ennemie à gauche, celui, critique, du point de vue marxiste, des socialistes. Il y a l'anticommunisme des anciens combattants, qui voient dans le PC « le parti de l'étranger » — lorsqu'il s'oppose aux guerres coloniales (campagne du Rif), à l'occupation de la Ruhr, aux accords de Munich ou lorsqu'il approuve, non sans choquer ses propres troupes, le pacte germano-soviétique.

Il y a l'anticommunisme des catholiques que la politique de « la main tendue » ne séduira pas en profondeur. Il y a l'anticommunisme des déçus et des exclus du parti et il y a, enfin, l'anticommunisme d'Etat, qui s'exprime par la discrimination et la répression.

« Dans l'univers politique français, écrivent les auteurs, l'anticommunisme apparaît comme la chose du monde la mieux partagée. » Les communistes français, largement aidés par leurs camarades soviétiques, ont souvent fait tout ce qu'il fallait pour l'alimenter mais il a, observent nos auteurs, des bases plus profondes et deux fonctions. L'une, instrumentale et opportuniste, consiste à fournir une arme contre tout gouvernement de gauche, en ralliant le vieux fond antipartageux de ce pays.

L'autre est structurelle : « L'anticommunisme serait — selon nos auteurs — l'expression négative des valeurs consensuelles de la société française, une autre manière d'affirmer la validité d'un modèle patriotique, libéral, démocratique. » Lorsque le modèle

n'est pas neuf ; il l'aborde sous plusieurs angles : historique (avec les différentes crises et les changements de stratégie du parti et les générations de militants laissés sur le bord de la route), sociologique (avec de nombreuses notations sur les origines sociales et les formes de reclassement des anciens communistes), psychologique (lorsqu'il s'agit de cerner les causes de l'engagement militant, puis celles de la rupture), pratique (puis que l'ouvrage débouche sur un bêtin qui n'a d'autre ambition que de présenter « un échantillon assez représentatif des différentes catégories d'anciens communistes »).

L'auteur n'est animé ni par le sentiment de la haine ni par le besoin du repentir. Il garde la tête froide et se garde de la sécheresse de cœur qu'engendrerait l'amertume. Aussi son analyse du monde communiste est-elle, sous son apparent détachement, l'une des plus fines et des plus « vécues » qui nous aient été données.

DANS le bêtin des « ex » dressé par Jean-Pierre Gaudard, Alain Besançon, sociologue connu, éditorialiste de l'Express, figure à juste titre. Le livre qu'il vient de publier, sous le titre *Une génération*, renvoie, en effet, à l'ouvrage évoqué précédemment et, plus encore, à l'étude de M^{me} Verdès-Leroux.

En retrouvant ses souvenirs d'enfance et de jeunesse, Alain Besançon décrit l'héritage d'un homme ordinaire, un fils de la bourgeoisie passé par le communisme et qui en est revenu pour le combattre sans merci. C'est aussi l'histoire d'une crise intellectuelle qui conduisit l'auteur, à l'approche de sa formation, à militer au PCF, entre dix-neuf et vingt-cinq ans (1951-1957) sous l'empire d'une « révolte générale qui avait pris sa source dans un conflit familial ».

Alain Besançon illustre bien l'attitude de l'intellectuel communiste en racontant comment il a lu Lénine à vingt ans, puis à quarante ans. « A la seconde lecture, celle de mes quarante ans, je me qualifie — écrit-il — de tomber malade. Il y a chez Lénine un concentré de rage, de haine, de bêtise, une si agressive méchanceté que le cerveau en est incendié et que l'âme même en est corrodée. Je ne vis rien de tel dans la lecture de mes vingt ans, soit que je fusse déjà

Décès

de Louis Gronowski

L'Humanité du 14 avril annonce le décès de Louis Gronowski « qui assumait d'importantes responsabilités au sein du PCF et dans les organisations de l'émigration en France ».

[Militant antifasciste polonais, arrivé en France en 1929, Louis Gronowski avait pris, en 1938, la direction de la section de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) du PCF. Responsable de l'organisation des communistes étrangers dans la résistance FTP, il avait regagné la Pologne en 1948, était entré à « la Commission de propagande du POUP » (Parti ouvrier unifié polonais), puis avait dirigé « les éditions destinées aux cadres du Parti ». L'Humanité précise que « la résurgence de manifestations de caractère antisémite dans le pays, au cours des années 60 », l'avaient amené à revenir en France en 1969.]

EN BREF

● M. ALLOUCHE (PS) : le congrès de Lille sera « le dernier du genre ». M. Guy Allouche, sénateur socialiste du Nord, proche de M. Pierre Mauroy, a jugé, le dimanche 12 avril, sur la radio CJS, que le congrès du PS, qui vient de se tenir à Lille, sera « le dernier du genre », car « il n'est plus possible pour le PS de continuer à tenir ce type de congrès ». M. Allouche juge que « la limite du supportable a été atteinte en ce qui concerne la désignation des responsables », et « la cooptation ». « Il faudra certes, a-t-il précisé, protéger les minorités au sein du PS mais faire en sorte que les militants puissent « élire les responsables ». M. Allouche juge aussi que « le débat politique est nécessaire » et « vital pour le PS » et ne souhaite donc pas, à l'avenir, de symboles préétablis entre les courants (comme ce fut le cas à Lille). Enfin, le sénateur socialiste remarque que « nous sommes entrés, avec ce congrès 87, dans l'ère d'après-Mitterrand ».

● M. Fejnyberg adhère au PS. — M. Roger Fejnyberg, ancien maire de Sèvres, exclu du PCF en 1981 en même temps que M. Henri Fiszbain, et qui faisait partie des communistes « unitaires » regroupés autour de M. Fiszbain, vient d'adhérer au PS. M. Fejnyberg estime que les tentatives de M. Fiszbain (pour exister en tant que courant communiste aux côtés du PS) et des rénovateurs, à l'intérieur du PC, sont un « échec ». M. Fejnyberg a été élu, en 1986, conseiller régional des Hauts-de-Seine sur la liste du PS.

(Publicité)
VOUS ETES EN VACANCES A
l'Île de Ré

UN RESTAURANT I
« LA GRIGNOT'RIE »
MARTINE et JEAN-PIERRE ARNAUD
vous y accueillent
25, GRANDE-RUE, 17670 LA COUARDE-SUR-MER
Tél. : 46-29-80-89

SUPER BLINDAGES
ET BLOCS PORTES
TJN
Le Monde
sur minitel
L'ACTUALITÉ EN DIRECT
Les centrales nucléaires en causes
3615 TAPÉZ LEMONDE

Le Nouvel An asiatique à Paris

« Opération sampan »

« Bonne année ! » En ce premier jour de l'an 2 530 du calendrier bouddhiste, lundi 13 avril dans le treizième arrondissement, c'est aux « boat people » que s'adressent ces vœux : dans l'entrepôt d'un riche commerçant chinois, un sampan venu de Thaïlande rappelle à chaque Asiatique de Paris ce que fut le voyage de l'exil, ce qu'est l'espoir pour ceux qui, là-bas, en Asie du Sud-Est, rêvent de s'évader.

Cette « opération sampan » donne le ton de ce Nouvel An. Les réfugiés d'hier, installés aujourd'hui, s'unissent, prient et versent des fonds pour que les bateaux de la liberté continuent leur mission en mer de Chine. C'est la première fois que des Asiatiques de Paris se mobilisent pour appuyer l'action de Médecins du monde et d'autres associations humanitaires. L'initiative est lancée par Europe Journal, l'un des quotidiens chinois publiés à Paris via... Taiwan !

« Vingt-cinq mille personnes à sauver »

Dès 9 heures, lundi, des familles venues de tous les quartiers asiatiques de la capitale s'assoient discrètement sur les tapis face à la table dressée où siègent quinze bonzes en robe safran. La cérémonie religieuse peut commencer.

Tout au long de la matinée, s'égrenent prières et offrandes. Assis sur son trône, le Vénérable préche, rappelle le site — les cinq principes de l'humanisme bouddhique — et invite à s'unir pour aider les « boat people ». Dans un nuage d'encens, les fidèles apportent à leurs bonnes matras et vituailles. Puis, tour à tour, d'une main respectueuse, ils arrosent la statue de bouddha qui rutille à la lumière des bougies... Le rite est immobile, pratiqué chaque nouvelle année dans les pagodes nichées en région parisienne.

Mais aujourd'hui, dans cet entrepôt du treizième arrondissement, le rite veut aussi honorer l'opération sampan que sont venues soutenir plusieurs person-

nalités. Après une allocution de M. Nicolas Druz, directeur d'Europe Journal et président de l'Association Sampan, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, salue « ces initiatives libres, spontanées et bénévoles des gens les plus concernés ». Elles sont, à ses yeux, « irremplaçables », même si « le gouvernement fait ce qu'il peut ». De son côté, M. Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la défense, « habitant cet arrondissement depuis quinze ans », trouve « formidable la façon dont s'est faite, ici, l'intégration des vingt mille réfugiés », et se félicite de l'initiative qui peut « rapprocher les liens entre Asiatiques et Français ».

Enfin, M. Bernard Kouchner, président-fondateur de Médecins du monde, rappelle que, « à côté des bonnes paroles, il y a les faits : de vingt à vingt-cinq mille personnes à sauver, alors que tout s'y oppose ». Lui et ses amis ont attendu « longtemps ce soutien de la communauté », ils ont dû se battre « singulièrement seuls, contre nos amis, même à ce moment-là », rappelle M. Kouchner à M. Malhuret. C'est un fait : les deux hommes avaient animé ensemble le début du mouvement, puis M. Malhuret s'en était écarté, car il s'opposait au départ, en mer de Chine, du premier bateau « boat people » l'île-de-Lumière.

Ces jours derniers, le bateau de Médecins du monde vient de recueillir à son bord quatre-vingt-cinq réfugiés fuyant la misère de leur pays et les pirates qui écourent les mers. « Si M. Malhuret pouvait obtenir du gouvernement quatre-vingt-dix visas, en plus du quota officiel, ce serait le cadeau de ce premier jour de l'année », a souhaité M. Kouchner. Pour lui, il faut que l'argent collecté soit très vite envoyé en mer de Chine, « car il faut y combattre cette entreprise de piraterie, la plus grande de tous les temps ».

DANIELLE ROUARD.

Association Sampan, 66, avenue d'Ivry, 75013 Paris. Tél. : 42-80-55-41.

Enquête dans une tour du treizième arrondissement après la mort d'un adolescent

La brigade criminelle a été chargée d'une enquête après la découverte, dimanche soir 12 avril, du corps d'un adolescent de quatorze ans à Paris (13^e), au pied de la tour « Londres ».

Les jambes de l'adolescent, nommé Dominique, étaient attachées à l'aide de ficelle d'emballage. L'un de ses bras portait également des traces de lien. Le corps, présentant de nombreuses fractures, a été transporté à l'Institut médico-légal

afin d'y être autopsié. Elève de quatrième dans un lycée du quartier, Dominique avait disparu depuis cinq jours de son domicile, un appartement situé dans un petit immeuble proche de la tour « Londres » où il vivait avec sa mère, son frère et le compagnon de sa mère.

Un millier de personnes réparties dans plus de trois cents appartements habitent cette tour, où les policiers ont commencé leur enquête.

Roger Knobelspiess aux assises de la Seine-Maritime

« L'incorrigible délinquant »

ROUEN de notre envoyé spécial

Cette fois, la magie sulfureuse semble bien dissipée. Cet énigmatique acte d'un grand classique judiciaire — « Knob » aux assises — qui se joue depuis le lundi 13 avril devant la cour de Seine-Maritime, où Roger Knobelspiess répond d'une fusillade contre deux gendarmes à Elbeuf, en 1982, a peut-être fini par laisser les mêmes intentions.

Ceux qui firent naguère de cet homme un symbole ont abandonné la salle d'audience un bon peuple de Rouen, qui vient le dévisager avec plus de curiosité que de haine. Le pourfendeur fulgurant des erreurs judiciaires et de l'enfermement, l'acteur de QRS et de l'acharnement, bouteilles d'acide jetées à la mer, ne crie plus : il récite. L'homme n'est plus au pamphlet mais à l'autobiographie édifiante, sa presque par cœur la force d'avoir été répétée : l'enfance de mineur, les vingt longues années entre quatre murs — « la justice m'a amputé de vingt ans », dit-il — ont perdu leur charge explosive de compassion et de remords.

Ses mots, pourtant, n'ont pas changé. « Vous me devez une erreur judiciaire de douze ans », lance-t-il à la cour, en souvenir de ces quinze ans de réclusion criminelle auxquels il fut condamné en 1972 pour un vol de 800 francs qu'il a toujours nié avoir commis. « Mon rôle est de bafouer la justice », jette-t-il aussi. On encoure, à l'adresse du président : « Quand on voit dans le ruisseau... et c'est la différence qu'il y a entre nous deux... — il y a lieu de s'insurger. » « Votre phraséologie me laisse indifférent », répond le président Marcel Vandeville, qui ne préside pas un jury de synthèse ou un comité éditorial, mais simplement une cour d'assises.

Et lorsque le prévenu réitère son intention de se lever « éventuellement devant les jurés populaires mais pas devant les magistrats professionnels ; les magistrats sont des machines à appliquer des tarifs », le président Vandeville ne relève pas davantage : « Je vais tout de même vous interroger pour la forme. »

Bref, on est très loin du ton euphorique du procès tenu dans

cette même salle en octobre 1981. « Je viens en accusateur », avait alors lancé Knobelspiess dans un silence recueilli, avant que l'avocat général n'invitât à la compréhension. Fait rarissime, la cour précisait alors dans son arrêt qu'elle souhaitait « l'octroi au condamné d'une mesure de grâce présidentielle ». C'était chose faite une semaine plus tard.

Six ans ont passé, et bien des illusions. « Roger Knobelspiess, êtes-vous autre chose qu'un incorrigible délinquant ? », lui demande aujourd'hui l'avocat général, M. Roger Tacheau. Car le gréco de 1981, invité à donner des conférences aux étudiants de Sciences-Po, convié par Michel Polac sur le plateau de « Droit de réponse » — tout cela a été rappelé à l'audience, — n'est pas resté longtemps l'hôte du cercle admiratif de l'intelligentsia parisienne. Irrésistiblement, ses pas le ramènent vers Elbeuf, « son ciel gris et sa pluie. Une ville d'usine, une ville de sueur, avec ses bistrots et son alcoolisme névrotique des jours de paie », comme il l'a décrit dans QRS.

Exploits minables

N'échappe-t-on donc jamais à son passé ? « Un homme qui sort de prison, résume Knobelspiess, ne se sent bien qu'avec ceux qui ont mangé le pain noir avec lui. » Par trois fois, le symbole se trouve fâcheusement où il ne devrait pas.

On l'accuse d'abord d'avoir participé à cette fusillade d'Elbeuf. Puis, l'année suivante, d'avoir attaqué un fourgon blindé à Palaiseau (Essonne) : il est pour cela acquitté par la cour d'assises de l'Essonne, le 19 janvier 1986. Mais, le 6 avril 1987, il est arrêté à Thuir (Pyrénées-Orientales), à la suite d'un hold-up et d'une course-poursuite avec la police, comme d'habitude ponctuée de coups de feu.

Trois histoires d'exploits minables de Pieds-Nickelés du quart-monde, qui se ressemblent tragiquement. Ainsi cette fusillade d'Elbeuf, qui lui vaut de comparaître aujourd'hui aux côtés de ceux qui ont mangé « le pain noir avec lui ». Son frère cadet,

Jacques, trente-huit ans, que les psychiatres dépeignent comme « un petit enfant immature », un timide qui pense tout de même que son aîné « en fait trop » avec ses livres. Et son ami d'enfance, Michel Baron, inculpé modèle, bon père et bon voisin selon tous les témoignages, excellent garagiste, ferrailleur de surcroît ; bref, le citoyen parfait s'il n'était aussi influençable.

Michel Baron et les frères Knobelspiess sont-ils vraiment les trois passagers de la fourgonnette 4 L qui, dans la nuit du 23 au 24 septembre 1982, ont refusé de se laisser contrôler par une patrouille de gendarmes ? Cette nuit-là, en tout cas, est mouvementée dans la région d'Elbeuf. D'abord, en poursuivant sur les chemins creux cette fourgonnette vicieuse, les gendarmes assurent avoir essayé plusieurs coups de feu — bien qu'aucun

impact n'ait été relevé sur leur propre véhicule.

Quelques heures plus tard, dans une zone de HLM d'Elbeuf, la même 4 L est repérée par une patrouille de gardiens de la paix. A l'intérieur, ils découvrent tout un arsenal (carabines et fusils chargés, ainsi qu'un pistolet mitrailleur armé). Aussitôt arrivent deux hommes à bord d'une autre voiture — les policiers affirment avoir reconnu Jacques Knobelspiess et Michel Baron, — qui prennent immédiatement la fuite, non sans qu'une seconde fusillade les ait opposés aux policiers. Les trois inculpés, qui ment leur participation à ces deux passages d'armes, ont tous trois, pour cette nuit-là, des alibis différents, dont la cour devrait examiner la solidité au cours de la seconde journée d'audience.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

UNE GÉNÉRATION LARGUÉE



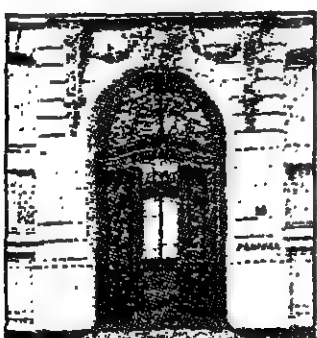
Un livre passionnant, stupéfiant, qui est à la fois une réflexion théorique sur la jeunesse ouvrière dans la société post-industrielle et un reportage saisissant sur le malaise d'une génération larguée.

Frédéric Gaussen, Le Monde

Livre exemplaire, grand livre en vérité, où une vaste culture sociologique s'allie à d'admirables inventions méthodologiques et à une parfaite justesse de ton.

Alain Touraine, Le Nouvel Observateur

FAYARD



Madame, Monsieur, Prenons rendez-vous.

Des aujourd'hui, nous mettons à votre disposition le Guide de l'actionnaire Paribas que nous venons d'éditer à votre intention. Vous pouvez le demander à notre siège social ou dans les agences Paribas.

Mercredi 29 avril, notre assemblée générale se réunira à 9 h 30 au Palais des Congrès (Porte Maillot) à Paris.

L'intermédiaire financier (banque, agent de change, caisse d'épargne, bureau de poste, comptable du Trésor) auprès duquel sont déposées vos actions Paribas vous procurera les documents d'information sur cette assemblée et pourra vous obtenir une carte d'admission si vous désirez y participer ou un pouvoir si vous voulez vous y faire représenter.

Samedi 2 mai, à 11 h 10, sera diffusée sur FR3 une émission spéciale sur Paribas. Le Président de Paribas vous y présentera notamment la synthèse des travaux et des décisions de l'assemblée générale.

Samedi 16 mai, à 11 h 25, est prévue une seconde diffusion de cette émission sur FR3.

Madame, Monsieur

Vous avez pu prendre connaissance, ces dernières semaines, de nos résultats. Nous vous rappelons que le bénéfice net de la Compagnie Financière de Paribas dont vous êtes actionnaire s'est élevé à 385 millions de francs en 1986 permettant de proposer un dividende de 5 francs (750 francs avant fiscalité comprise).

PARIBAS

Paribas - Actionariat, 3 rue d'Antin 75002 PARIS - Tél. : (1) 46.24.11.11

Société

Le débat nucléaire se politise

La fuite de sodium qui affecte depuis une dizaine de jours le réacteur surgénerateur Superphénix à Creys-Malville, était au départ un problème essentiellement technique. Très vite, elle a amené à s'interroger aussi sur l'avenir industriel de la filière. Aujourd'hui, c'est devenu une affaire politique. Le PSU et le Front national, tout comme les mouvements écologiques, demandent l'arrêt immédiat du réacteur expérimental, et le Parti socialiste interroge le gouvernement sur l'opportunité de prendre une telle mesure.

Le Parti socialiste, estime en effet « insuffisantes » les mesures prises « jusqu'à présent » par les autorités, précisant que la tâche du gouvernement est de répondre à « deux exigences : une exigence d'information et une exigence de sécurité ». Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a d'ailleurs déposé, lundi 13 avril, une question écrite de M. Laurent Fabius à M. Jacques Chirac lui demandant de veiller à « ce que soient immédiatement rendues publiques des informa-

tions précises sur les deux accidents » nucléaires (à Creys-Malville et à Tricastin).

L'ancien premier ministre réclame aussi que soit rapidement inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale l'examen de la proposition de loi déposée par le groupe socialiste instituant une « Haute Autorité de la sécurité nationale visant à renforcer la sécurité des installations nucléaires civiles et à assurer une information plus complète du public ». M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Isère, réclame lui aussi les informations les plus complètes sur l'étendue de l'accident et pose au ministre de l'Industrie la question d'« un éventuel arrêt du fonctionnement du surgénerateur en attendant que la fuite de sodium (...) ait pu être localisée et stoppée ». Seul M. Jean-Pierre Chevènement, qui n'a, semble-t-il, pas oublié qu'il a été ministre de la recherche et de l'Industrie, déclare qu'« il a plus peur de la société dans laquelle nous vivons que du nucléaire », tout en ajoutant qu'il se méfie autant

« des réactions de technophobies que des certitudes de technocrates ».

Selon le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stébois, « si elle devait se poursuivre, la fuite de sodium de Creys-Malville pourrait avoir des conséquences graves par les risques d'incendie ou d'explosion qu'elle comporte ». Il estime que le gouvernement « doit avoir la sagesse d'arrêter Superphénix ».

Telle est aussi la position du PSU, qui « exige l'arrêt immédiat et définitif » du réacteur, ainsi que de divers mouvements écologiques. Greenpeace et la Fédération française des sociétés de protection de la nature violent dans la fuite de sodium un argument justifiant leur opposition à la filière des surgénerateurs.

Quant aux Verts, ils ont protesté contre les risques de l'industrie nucléaire en envoyant une vingtaine de leurs militants déposer, lundi après-midi, une gerbe mortuaire sur une maquette de la centrale Superphénix sur le stand d'EDF à la Foire internationale de Lyon.

Devant cette levée de boucliers, le gouvernement reste serein. Le ministre de l'Environnement, dans une interview accordée au *Figaro*, insiste sur le fait qu'« une abondante information sur le risque nucléaire est d'ores et déjà disponible », et cite notamment pour preuve le service récemment mis en place sur minitel, Magnac, qui comporte des données générales sur la prise en compte des risques. Quant au principal intéressé, le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, il se veut rassurant et déclare que le surgénerateur serait arrêté en cas de nécessité. Mais rien, selon lui, ne justifie pour le moment une telle décision, laquelle serait même « totalement prématurée ».

Cela n'empêche pas les députés de la majorité de vouloir en savoir plus sur l'incident. Ainsi M. Jacques Dominati (Parti républicain) a invité le directeur de la centrale de Creys-Malville à venir s'expliquer, mardi 14 avril, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale qu'il préside.

Une énergie de transition ?

Tricastin, Superphénix et maintenant Pierrelatte, le nucléaire français est malade... de son image. Car ces incidents, relativement banals et jusqu'à l'an dernier totalement inaperçus. Leur retentissement aujourd'hui souligne la formidable vulnérabilité de l'industrie nucléaire à l'opinion publique.

L'effet Tchernobyl n'a pas épargné la France, où le kilowatt-heure nucléaire est pourtant le moins cher et, de l'avis de tous les spécialistes, le plus sûr du monde. Tous les sondages le montrent : la catastrophe soviétique a sérieusement ébranlé le consensus et sensibilisé l'opinion jusque-là confiante (le *Monde* du 7 janvier).

Cette vulnérabilité amène à s'interroger sur le « pari » fait par la France dans le domaine énergétique. Que se passerait-il si le nucléaire, longtemps considéré comme l'énergie du vingt et unième siècle, devait être abandonné dans le monde sous la pression de l'opinion, n'ayant été, en somme, qu'une énergie de transition ?

Ce n'est plus une hypothèse d'école. Bophal succédant à Seveso n'a pas ébranlé l'industrie chimique. Mais un second Tchernobyl sonnerait à coup sûr le glas du nucléaire. Or, comme l'a fait remarquer M. Michel Poniatowski, président de la commission Énergie du Parlement européen, mercredi 8 avril à Strasbourg, « selon la loi des grands nombres, nous courons le risque d'un accident grave sous les sept ou huit ans... ».

Le retour au marché

Déjà l'énergie nucléaire a vu s'affaiblir son intérêt économique immédiat. Le retour au marché du marché énergétique, le ralentissement de la consommation, la baisse des cours du pétrole, la baisse du dollar et surtout celle du charbon ont largement écorné la compétitivité de l'atome par rapport aux autres sources d'énergie conventionnelles. Certes, en France, le kilowatt-heure nucléaire demeure environ 20 % moins cher que celui produit dans les centrales à charbon, et

moitié moins cher que celui tiré du fioul pour les utilisations longues selon les calculs faits pour la construction des futures centrales. L'investissement nucléaire est donc justifié. Mais on en a trop fait. Le suréquipement de l'Hexagone — il y aura en 1990 cinq à dix centrales en trop — conduit à une sous-utilisation des centrales qui pèse sur les coûts.

EDF, handicapé par ses surcapacités et un endettement gigantesque — 200 milliards de francs, — souffre de plus en plus difficilement la concurrence des autres énergies et a peine à équilibrer ses comptes. En 1986, fait-on remarquer à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, les bénéfices réalisés par l'établissement (1,3 milliard de francs) correspondent très exactement aux économies qu'il a réalisées sur les achats d'hydrocarbures (du fait de la baisse des prix du pétrole importé). Aux cours actuels, reconnaît-on chez EDF, il est plus rentable de faire tourner les vieilles centrales à charbon que d'engager la construction d'une nouvelle centrale nucléaire (le *Monde* du 27 mai 1986).

Encore la France est-elle une exception dans le monde. Grâce à la standardisation des équipements, à la centralisation de l'exploitation, qui réduisent les délais et les coûts de construction, le kilowatt-heure nucléaire y est, et de loin, le moins cher du monde. Aux États-Unis, principal producteur mondial d'électricité nucléaire, les conditions sont infiniment moins favorables, et le nucléaire a depuis des années cédé le pas au charbon, et même parfois, depuis l'an dernier, au fioul. L'exemple de l'Italie, où les réacteurs nucléaires se comptent sur les doigts d'une main, montre de surcroît que cette « énergie du futur » n'est pas, aux conditions actuelles, indispensable au développement d'un pays dépourvu de ressources naturelles.

D'un intérêt économique contesté à court terme, le nucléaire n'en conserve pas moins un intérêt stratégique évident à plus longue échéance. C'est là que réside le pari français. D'ici au siècle prochain,

des tensions rendront inévitablement sur le marché pétrolier, et l'usage du charbon étant limité par les difficultés de manutention et les pressions des écologistes, le nucléaire retrouvera alors sa compétitivité et son avantage stratégique d'indépendance nationale, assurent tous les experts français. La France, qui seule avec les États-Unis et l'URSS a su maîtriser la totalité du cycle nucléaire et possède l'une des industries les plus fortes du monde, se retrouvera alors bien placée. Il faut donc « tenir bon » en préservant les acquis pendant ces quelques années de vaches maigres.

Le pari français

C'est pourquoi, jusqu'ici, aucune décision radicale n'a été prise. Le rythme de commande des centrales a été, certes, progressivement réduit de cinq à une demi-tranche par an ; Framatome a concentré ses usines sur un seul site ; le CEA a réduit ses effectifs et EDF a renoncé à lancer le programme de surgénerateurs à grande échelle, un temps envisagé. Mais l'outil demeure *grasso modo* intact, les recherches se poursuivent et la politique énergétique française continue à favoriser l'usage de l'électricité nucléaire, aux dépens de toutes les énergies concurrentes, fortement taxées ce qui, soit dit en passant, pénalise les industries nationales restées fidèles aux énergies traditionnelles (1).

L'échéance du retour en force du nucléaire est sans cesse repoussée à mesure que les découvertes de gisements d'hydrocarbures ou de charbon se multiplient et que les prévisions de consommation énergétique sont recalculées à la baisse. Ainsi M. Després, ancien président de l'Institut français du pétrole, a-t-il récemment prédit que les prix du brut ne dépasseraient pas 25 dollars par baril (38 % de plus qu'aujourd'hui) en l'an 2000. Voilà qui repousse très loin la sortie du tunnel pour l'industrie nucléaire. Et qu'en resterait-il si, entre-temps, quelque part dans le monde, un autre accident majeur se produisait ?

Alors que de nombreux pays se préoccupent de trouver une alternative au nucléaire et de diversifier leurs sources d'énergie, que la Suède, par exemple, a programmé l'arrêt progressif à terme de toutes ses centrales, les autorités françaises n'ont apparemment pas encore accepté d'envisager le problème. Sans le clamer trop haut, EDF a relancé depuis peu les études, un moment abandonnées, sur les nouvelles techniques d'utilisation du charbon dans les centrales. Mais, officiellement, l'hypothèse d'un abandon du « tout nucléaire » n'est pas d'actualité. Il est vrai que l'ensemble du secteur emploie cent soixante-dix mille personnes et qu'une remise en cause, même partielle, d'un outil qui a coûté plusieurs centaines de milliards de francs reviendrait à reconnaître l'existence d'un énorme glissement. La poursuite à tout prix de la stratégie actuelle risque de s'apparenter de plus en plus à la politique de l'autruche.

VERONIQUE MAURUS.

(1) L'industrie française, du fait de la politique tarifaire d'EDF, a moins réduit ses consommations d'énergie classiques que la moyenne européenne (- 7 % de 1975 à 1984 contre - 10 % dans la CEE). Or elle paye sur les seuls fiouls lourds 4,4 milliards de taxes de plus que ses concurrents allemands !

Des spécialistes allemands s'interrogent sur un possible accident en URSS

Une augmentation inhabituelle de la radioactivité, qui aurait quadruplé en une semaine en mars, a été mesurée en Allemagne fédérale. Les autorités évoquent l'hypothèse qu'un accident aurait pu se produire récemment dans une centrale nucléaire soviétique en Russie centrale.

Le gouvernement de Bonn étudie à ce propos un rapport remis il y a un mois environ par l'Institut pour la radioactivité atmosphérique de Fribourg (dépendant de l'Office fédéral pour la protection civile). Ce dernier signale qu'entre le 10 et le 14 mars, la radioactivité, dont la moyenne hebdomadaire était de 10 à 100 becquerels par mètre cube d'air, est passée à 400, voire 500 becquerels par mètre cube d'air, à l'indiqué, lundi 13 avril, M. Dietrich, le porte-parole du ministère fédéral de l'environnement. Au même moment, a précisé M. Dietrich, une augmentation de la radioactivité a été enregistrée en Finlande, dans le sud de la Suède, en Suisse et en Autriche.

En Allemagne fédérale, on a d'abord cru que ces retombées pourraient être liées à des essais nucléaires réalisés par les Soviétiques à la fin février et au début de mars. Mais l'Institut de Fribourg a très vite jugé cette hypothèse improbable et estime que l'augmentation de radioactivité pourrait plutôt provenir d'un accident d'une centrale nucléaire. Bonn a l'intention de demander des informations à l'URSS à ce sujet.

Dans la presse parisienne

Les mots pour le dire

« Tchernobyl aurait dû servir de leçon », estime Xavier Marchetti dans le *Figaro*, qui se souvient que le gouvernement français avait alors « superbement cajonillé et donné l'impression d'une totale incapacité à expliquer quoi que ce soit ». « De là était née une angoisse populaire qui n'est pas encore oubliée », poursuit-il. « Qu'envisage-t-on pour l'apaiser ? Rien, jusqu'à ce qu'il puisse être de quelque effet. Tout danger réel paraît exclu, mais à ne savoir ni le dire, ni le dire pourquoi, ni le dire à temps, le gouvernement retombe dans l'erreur », conclut le *Figaro*.

Le *Matin* demande pour sa part l'arrêt de Superphénix : « Même s'il existe une chance sur un million pour que les choses tournent mal à Creys-Malville dans les semaines à venir, on ne voit pas qui peut s'arroger le droit de prendre le risque [de ne pas arrêter la centrale] », estime ce journal.

Dans l'*Humanité*, François Duteil, responsable de la fédération CGT de l'énergie, estime que « refuser les surgénerateurs c'est accepter la stagnation économique, la permanence du chômage... ». Il faut donner une suite à Superphénix, développer la filière nucléaire rapide dans le respect des règles de sécurité. « Le responsable CGT conclut que son organisation n'acceptera pas « que cet incident serve de prétexte à un retour en arrière, à un recul en équipement nucléaire de notre pays. Il y va de son avenir ».

La peur de communiquer

(Suite de la première page.)

Il suffirait d'assez peu de chose, semble-t-il, aujourd'hui, pour que nombre de nos concitoyens rejoignent la phalange de ceux qui luttent contre la poursuite de l'implantation de centrales atomiques en France et l'arrêt de Superphénix.

En attendant, les vieux démons politiques se réveillent, et l'on trouve, bien rangés derrière la bannière de ce Superphénix, les communistes et la majorité, alors que des socialistes ne verraient pas sans déplaisir l'arrêt du surgénerateur... que réclame le Front national !

Quel accident en France ferait-il écho à la fois à la nécessité de dialoguer enfin ouvertement, au Parlement et ailleurs, sur la seule question qui ne soit pas ciseuse aujourd'hui, posée fort bien en novembre dernier par Joël de Rosnay : qui décide qu'un risque collectif est « socialement acceptable » ? (1)

Qu'on ne nous raconte plus d'histoires sur la sécurité absolue de nos centrales. Sans doute nos techniciens sont-ils très forts, mais, dans le pays le plus parsemé de ces centrales, ce serait bien le diable (ou un étrange décret de la Providence) si

la loi des probabilités ne s'appliquait pas à ce secteur !

Les Français ont fantastiquement renoué la peur de la bombe. (2). Craignons que les incidents mal digérés, parce que dissimulés au départ, ne transfèrent sur les centrales nucléaires une peur mythique, dangereuse alors, et pas seulement pour l'économie française.

PIERRE DROUIN.

(1) *L'Expansion* des 7-20 novembre 1986.

(2) Lire l'*Angoisse atomique* et les *Centrales nucléaires*, de Colette Gaudeney et Gérard Mendel. Éditions Payot, 1973.

REPÈRES

Environnement

Eau impure en URSS

Le ministre soviétique de la santé, le docteur Evgueni Tchazov, a mis en garde, lundi 13 avril, contre l'insuffisante épuration de l'eau en URSS et les graves maladies intestinales qui en résultent. « Dans cent quatre villes du pays, la teneur (de l'eau) en éléments susceptibles de contaminer la population est de dix fois et plus supérieure aux normes sanitaires établies », déplore le ministre dans une interview publiée par la *Pravda*. Entre un quart et un tiers des conduites « distribuent une eau insuffisamment épurée », poursuit-il. Le docteur Tchazov dénonce en outre la distribution de viandes et de produits de mauvaises qualités, à l'origine de nombreuses intoxications alimentaires dans les jardins d'enfants et les colonies de vacances. — (AFP.)

Médecine

Manifestations

des étudiants le 16 avril

Pour protester contre le projet de réforme du troisième cycle des

études médicales, le comité national inter-CHU appelle tous les étudiants en médecine à manifester le jeudi 16 avril dans chaque ville ayant une faculté de médecine. L'entretien qu'ils ont eu le 11 avril avec M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, n'a donc rien réglé, cette dernière n'ayant pas voulu revenir sur sa volonté de supprimer l'*internat de médecine générale*. Pour le moment, le mouvement de grève semble essentiellement concerner des CHU parisiens.

Baby M.

74 % des Américains approuvent le jugement

Dans une interview publiée le 12 avril par l'hebdomadaire *New Hampshire Sunday News*, le président Ronald Reagan a approuvé la récente décision d'un juge du New Jersey de confier Baby M. à son père biologique et non à la mère porteuse. « Je pense que le juge a pris la bonne décision », a estimé le président des États-Unis, ajoutant qu'il considérait que la mère porteuse, M^{me} Mary-Beth Whitehead, « avait eu tort » de rom-

pre le contrat qu'elle avait passé avec le père biologique, M. William Stern. Selon un sondage publié le 12 avril par le *New York Times* et la chaîne de télévision CBS, 74 % des Américains sont du même avis que leur président. Seulement 15 % des personnes interrogées considéraient que la justice aurait dû rendre le bébé à sa mère.

Ecologie

les phoques et les morues

Les pêcheurs norvégiens affirment avoir fait cette année une campagne désastreuse. Dans leurs filets ils prennent davantage de phoques que de morues, les premiers détruisant les seconds. Cette invasion des prédateurs de la mer serait due à l'interdiction de la chasse aux bébés phoques par la banque canadienne à la suite des campagnes des écologistes. Les pêcheurs norvégiens, qui s'estiment « sinistrés » demandent des compensations financières à leur gouvernement. La fédération internationale de la fourrure, qui avait dû renoncer à commercialiser les peaux de bébés phoques, reprend espoir...

RELIGIONS

L'ordination d'un évêque catholique a été boudée par les autorités de Genève

BERNE de notre correspondant

En l'absence remarquée des autorités cantonales et des représentants de l'Eglise protestante de Genève, Mgr Amédée Grab a été ordonné évêque auxiliaire de Genève, le dimanche 12 avril, en la cathédrale de Fribourg.

Le malaise suscité dans la ville de Calvin par l'annonce, le 26 février dernier, de la nomination d'un évêque catholique résident est encore loin d'être dissipé. Le gouvernement du canton de Genève a décliné l'invitation de Mgr Pierre Mannin, évêque du diocèse dont le siège est à Fribourg, pour la cérémonie de consécration du nouvel évêque auxiliaire. Dans sa réponse, il motivait son refus par la séparation de l'Eglise et de l'Etat en vigueur à Genève depuis 1907, après une longue période de conflit confessionnel.

Dans sa lettre à Mgr Mannin, le gouvernement genevois indiquait que sa présence à l'ordination du 12 avril ne serait pas perçue « comme un simple acte de courtoisie protocolaire, mais ressentie comme une sorte de caution implicite à la nomination intervenue ».

Mgr Grab a admis que l'absence des autorités genevoises était « une ombre au tableau ». « Je souhaite, a-t-il ajouté, ne pas être un obstacle et contribuer à la reprise du dialogue œcuménique ».

D'emblée, certains protestants avaient ressenti sa nomination comme « une manœuvre détournée » vers la mise en place d'un évêché en bonne et due forme à Genève qui vient de célébrer le 450^e anniversaire de la Réforme. Les protestants se montrent d'autant plus réservés qu'ils ne forment plus que le tiers des habitants de la ville et que la population catholique y est en majorité d'origine étrangère.

J.-C. B.

● Le pape demande aux prêtres de prier davantage. — Dans sa lettre annuelle aux prêtres, à l'occasion du jeudi saint, rendue publique à Rome, le 14 avril, le pape met l'accent sur l'importance de la prière dans la vie sacerdotale. « Nous devons, dit Jean-Paul II, placer comme fondation de notre existence sacerdotale la pierre angulaire de la prière. Elle nous permet d'harmoniser notre existence avec le ministère sacerdotal, gardant intacte l'identité et l'authenticité de cette vocation ».

ÉDUCATION

M. André Varinard recteur de la Réunion

M. André Varinard vient d'être nommé recteur de l'Académie de la Réunion. Il remplace M. Jacques Georges.

[Né le 11 juin 1940, aux Sauvages (Réunion), M. Varinard est docteur en droit et agrégé de droit privé (1973). Avocat au barreau de Lyon de 1968 à 1973, il a ensuite enseigné à l'université Jean-Moulin (Lyon-II), où il a été nommé professeur en 1978. Spécialiste de droit pénal et des sciences criminelles, M. Varinard est le coauteur des *Grands arrêts du droit criminel*. Depuis janvier dernier, il est directeur scientifique de l'*Encyclopédie de droit pénal Dalloz*.]

M. Claude Le Brun directeur des personnels d'enseignement supérieur

M. Claude Le Brun vient d'être nommé directeur des personnels d'enseignement supérieur, en remplacement de M^{me} Colette Dutilleul.

[Né le 5 septembre 1928 au Raincy (Seine-Saint-Denis), M. Le Brun est diplômé de l'École nationale d'administration (1961). Chef du bureau des affaires financières et sociales, puis adjoint au chef de service des affaires générales du CNRS (1964-1973), M. Le Brun a été ensuite sous-directeur des affaires générales à la direction de la formation continue. Depuis 1977, il était adjoint au directeur des personnels enseignants et techniques de l'enseignement supérieur.]

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

SIDA : les messagers de l'espoir

Un nouveau traitement à l'essai en Californie semble donner des résultats spectaculaires.

LOS ANGELES
de notre envoyée spéciale

À U début de l'année 1986, le SIDA avait emporté, pour la seule ville de San Francisco, mille personnes, jeunes hommes pour la plupart, soit plus que ceux de ses fils, marins ou soldats, qui furent tués lors des guerres de 1914, de 1940, de Corée et du Vietnam réunies. Au printemps de 1987, le nombre des morts y atteint 1 700, 3 140 malades sont suivis dans les hôpitaux ou les foyers de traitement ambulatoire spécialement créés (soit deux fois plus que pour la France entière). Selon les prévisions des épidémiologistes et les résultats des tests de dépistage, qui se généralisent, la Californie comptera dans quatre ans 50 000 cas de SIDA avérés et 34 000 morts... Car si San Francisco reste en flèche en raison de l'importance de ses communautés homosexuelles et marginales, c'est l'ensemble de cet Etat, Los Angeles et San-Diego en tête, qui se trouve frappé, de façon pour l'instant irréversible, par cette calamité.

C'est d'ailleurs au centre médical de l'Université de Californie et de Los Angeles (UCLA) que fut, durant l'été de 1981, et pour la première fois au monde, identifiée cette maladie par le professeur Michael Gottlieb, qui dirige aujourd'hui son programme de traitement, mais qui n'avait pas imaginé à l'époque qu'elle pour-

rait prendre une ampleur mondiale.

Autant le docteur Gottlieb est un précheur infatigable de la prévention, autant, à l'instar de ses collègues, il refuse tout excès, tel que le dépistage obligatoire lors de l'examen pré-natal par exemple ou chez tous les patients des hôpitaux, et toute atteinte aux libertés individuelles. La loi californienne est d'ailleurs, sur ce plan, et depuis avril 1983, l'une des plus sévères au monde. Elle interdit en effet qu'un test de dépistage du virus du SIDA, ou plus précisément de ses anticorps, soit pratiqué sans l'autorisation écrite du sujet. Il faut une nouvelle autorisation écrite pour que l'information ainsi recueillie puisse être transmise à une tierce personne (médecin ou conjoint par exemple), et les campagnes de référendum organisées au début de cet hiver pour modifier cette situation ont échoué.

La rumeur sur le test

Ce n'est pas sans préoccuper les responsables de la santé publique de cet Etat, le plus lourdement frappé de tout le pays, qui souhaitent, sur, étendre l'obligation du dépistage (pour l'heure réservée aux militaires et aux donneurs de sang) à tous les patients hospitalisés, à l'examen pré-natal et à l'examen pré-natal, et à tous les sujets traités pour une affection sexuellement transmissible.

En attendant, et sans aucune obligation autre que l'excès, très perceptible partout, on s'écroule dans les centres qui pratiquent le test. Celui de Hollywood, le plus ancien, a testé 10 000 personnes depuis son ouverture, en octobre 1985. Débordé, il renvoie des centaines de postulants chaque semaine et impose pour un rendez-vous un délai de neuf semaines. Devant les protestations du public, la ville de Los Angeles ouvre à la fin de ce mois deux cen-

pour la santé publique dépasse — par an — 6 milliards de francs.

Le drame — et l'obstacle essentiel à la généralisation des tests, ou à leur obligation — est que l'on ne sait toujours pas quoi faire devant un sujet ainsi infecté et dont les dernières études publiées à San-Francisco montrent que c'est au bout de cinq ans seulement qu'il a non pas 10 %, mais 50 % de risques, voire plus, d'être définitivement atteint. « Nous

suivis permettra de comprendre l'histoire naturelle d'une maladie, et d'un virus, dont pour l'instant on ignore encore presque tout.

Enfin, si les perspectives thérapeutiques actuelles se confirment, il n'est pas exclu qu'un traitement appliqué dès le stade de l'incuba-

tion (elle atteint vraisemblablement entre cinq et quinze ans) permettra d'empêcher l'éclatement de la catastrophe immunitaire qu'est le SIDA avéré.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire la suite page 15.)



A San Francisco, « siting » devant le bâtiment fédéral pour protester contre le manque d'aide aux victimes de SIDA.

tres supplémentaires, ce qui porte leur nombre à cinq. Chacun pratique environ 1 000 tests par mois, ce qui fait déjà, et compte non tenu des centres de transfusion, 60 000 tests par an pour cette seule ville... La plupart sont, fort heureusement, négatifs.

Mais l'Amérique compte déjà 1 500 000 porteurs de virus, plus de 32 000 malades, et leur coût

n'avons rien à leur offrir, dit ce spécialiste, qu'une terrible et définitive angoisse, l'obligation d'un changement radical d'existence et, pour les femmes, l'interdiction d'enfanter. « Certes, répondent les autorités sanitaires, mais ces sujets sont contagieux et notre seul espoir d'enrayer l'épidémie est de les dépister. » En outre, le fait qu'ils soient régulièrement

LA POULE AUX ŒUFS D'OR

CENT QUATRE-VINGT-DEUX sociétés (dont cent onze aux Etats-Unis) et deux cent quarante-cent centres de recherche (cent dix-neuf aux Etats-Unis, cent un en Europe) s'occupent actuellement de l'étude ou de la production des médiateurs de l'immunité, ou lymphokines, dont les experts estiment que le marché se développera annuellement 1 milliard de dollars dans une douzaine d'années. Le potentiel d'applications thérapeutiques de ces hormones nouvelles dépassera, précèdent-ils, celui des antibiotiques. Il devrait être, en effet, et si les espoirs actuels se confirment, beaucoup plus large. En ce qui concerne le cancer, les premiers traitements par l'interleukine 2 (IL-2) ont commencé un peu partout dans les grands centres mondiaux (1). Elle a été produite, pour les premiers essais, par BIOGEN (Massachusetts) et CETUS en Californie.

Des lymphokines sont également envisagées dans les maladies infectieuses ou pour lutter contre les déficits de l'immunité (hépatites ou virus du SIDA). A l'inverse, des anti-lymphokines pourraient faciliter la prise de greffes en bloquant la réaction de rejet.

Tout un courant de travaux concerne en outre les maladies allergiques, inflammatoires (les asthmes et la polyarthrite rhumatoïde notamment), parasitaires (malaria et bilharziose) et surtout les maladies auto-immunitaires, qui pourraient être dues au dérèglement de ces protéines régulatrices.

Les lymphokines se trouvent-elles au cœur de la « prochaine révolution en médecine » comme l'annoncent les uns ? Ouvrant-elles une « ère nouvelle de la thérapeutique », comme l'affirme le président de l'une des quatre compagnies (Smith Kline Beckmann) qui développent activement leur production, en concurrence avec d'autres avec d'autres géants de l'industrie comme Hoffmann-Laroche ou Du Pont, et, bien entendu, avec tous les pionniers des biotechnologies (CETUS, BIOGEN et GENENTECH notamment). Tous reconvergent leurs équipes pour les faire entrer dans cette « ère d'une pharmacologie entièrement nouvelle » comme ils la nomment ; si nouvelle d'ailleurs que sa compréhension devrait apporter des vues aussi entièrement nouvelles sur les systèmes raffinés de communication par lesquels l'organisme maintient son équilibre.

BIOGEN et GENENTECH notamment). Tous reconvergent leurs équipes pour les faire entrer dans cette « ère d'une pharmacologie entièrement nouvelle » comme ils la nomment ; si nouvelle d'ailleurs que sa compréhension devrait apporter des vues aussi entièrement nouvelles sur les systèmes raffinés de communication par lesquels l'organisme maintient son équilibre.

Le « sixième sens »

En effet, le système immunitaire, dont on mesure chaque jour un peu plus l'infinité complexe, n'a pas seulement pour mission la défense de l'organisme contre les agressions venues de l'extérieur, bactéries, virus ou autres. Il joue également un rôle essentiel de perception et de reconnaissance du « soi moléculaire », dont il défend l'intégrité (d'où le rejet des greffes), et un rôle dont on commence à peine à mesurer l'importance, d'information permanente sur des situations qui échappent à la capacité d'appréhension des cinq sens. C'est pourquoi on parle parfois à propos des hormones de l'immunité, du « sixième sens » par lequel, par exemple, le cerveau est informé d'une agression virale et déclenche ou coordonne, par le biais de ces hormones, des réactions appropriées. Et cela d'autant plus que des corrélations sans cesse plus étroites apparaissent entre les hormones cérébrales (ou neuro-hormones) et celles de l'immunité.

Telle est, sans doute, la véritable finalité des lymphokines et du ballet des cellules si diverses dont elles commandent et harmonisent l'activité, condition même de la survie des êtres vivants.

Dr E. L.

(1) La liste des trente-cinq sociétés chimiques ou pharmaceutiques mondiales produisant de l'interleukine 2 (IL-2) a été publiée dans un bilan excellent de la revue *Biofutur* (numéro de juillet-août 1986) (29, rue Buffon, 75005 Paris).

Inquiétudes à l'ORSTOM

L'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, sans direction depuis cinq mois, retrouve une tête. Le corps proteste.

À A nomination, le 25 mars dernier, de M. François Doumenge à la présidence de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) (le Monde du 28 mars) puis celle, six jours plus tard, de M. Philippe Tesson, contrôleur général des armées, à la direction générale ont mis fin aux cinq mois de vacance de pouvoir qui a connu l'établissement. Voici un important problème enfin réglé. Mais la solution qui lui a été apportée ne laisse en rien présager de l'avenir de l'organisme qui continue à soulever, dans les milieux tant scientifiques que politiques, de multiples interrogations.

Les premières d'entre elles sont liées à la personnalité même du nouveau président, qui, dans l'actuelle « direction bicéphale », devrait disposer du véritable pouvoir. Certes, M. Doumenge, ancien recteur de l'Académie des Antilles et de Guyane et professeur au Muséum d'histoire naturelle à Paris, s'est à plusieurs reprises par le passé intéressé de près aux problèmes liés au développement. Mais certains s'étonnent qu'un membre du GERUF (1), groupe qui avait proposé, peu avant le 16 mars 1986, un texte d'une « loi relative à la recherche » qui recommandait la dissolution de l'ORSTOM, soit nommé à la tête de cet établissement.

Les deux ministères chargés de la recherche — MM. Alain Devaquet et Jacques Valade — qui se sont succédé dans le gouvernement Chirac ayant clairement affirmé leur volonté de sauvegarder les grands organismes de recherche, le démantèlement de l'ORSTOM n'est plus en principe à l'ordre du jour. Mais il reste à savoir ce qu'on veut en faire.

Retour du balancier

L'ORSTOM doit-il avant tout s'attacher à lancer des travaux scientifiques dont les retombées ne se feront sentir qu'à moyen ou long terme ou doit-il servir d'instrument pour appuyer la politique étrangère, et plus particulièrement africaine, de la France ? La question a souvent été posée, et, depuis la création, en 1943, de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer — qui a depuis changé de nom mais a conservé son sigle, très connu — les gouvernements successifs ont été pour la plupart tentés de privilégier la deuxième de ces missions. Plusieurs ministères socialistes n'ont d'ailleurs pas échappé à cette tentation qui ne facilite guère l'élaboration de programmes de recherche sérieux.

La balance semblait toutefois devoir pencher en faveur de la science puisqu'une réforme entreprise dès le début de 1982 par le

gouvernement de M. Mauroy a abouti, en 1984, au changement du statut de l'ORSTOM. D'établissement public à caractère administratif, celui-ci est devenu un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), au même titre que le CNRS, l'INSERM ou l'INRA. Mais nombreux sont ceux qui craignent que l'ORSTOM perde ce statut comme en témoigne une lettre adressée à M. Valade, le 6 mars (donc avant la nomination de leur nouveau président) par neuf chefs de département de l'organisme. Ces responsables, qui sont loin d'être tous des opposants à la majorité actuelle, demandent au ministre de « confirmer » que « l'ORSTOM est un organisme de recherche à vocation spécifique (...) et qu'il est un EPST ». Ils réclament en outre que « le directeur général soit une personnalité scientifique », et ils insistent sur le fait que « la structure interne de l'ORSTOM (départements et unités de recherche, commissions scientifiques) doit correspondre à sa mission ».

Depuis 1984, l'ORSTOM est divisé en huit départements pluridisciplinaires dont les directeurs sont entourés de conseils de département rassemblant les responsables — élus — des unités de recherche. Sans doute cette innovation n'était-elle pas étrangère aux attaques qu'a récemment subies l'établissement. Elle ne semblait en tout cas pas du goût de M. Michel Guillon — chargé de mission auprès du ministre de la coopération et longtemps président de l'ORSTOM — qui jugeait l'établissement trop politisé et trop syndicalisé. Reste à savoir si les nouveaux responsables voudront préserver cette « démocra-

tie » chère à nombre de salariés de l'établissement.

Autant de points sur lesquels MM. Doumenge et Tesson devront préciser leur position s'ils veulent rapidement mettre fin à l'inquiétude qui règne actuellement à l'ORSTOM.

ELISABETH GORDON.

(1) Groupe d'étude pour la rénovation de l'Université française, regroupant la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, les cercles universitaires et l'Union nationale inter-universitaire (UNI).

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU PÉTROLE ET DES MOTEURS

INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE

APPEL DE CANDIDATURES POSTES DE THÈSE EN E.N.S.P.M.-I.F.P.

Une centaine de thèses de Doctorat, préparées majoritairement par des ingénieurs diplômés, se déroulent actuellement sous l'égide de l'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU PÉTROLE ET DES MOTEURS dans les laboratoires de l'Institut français du Pétrole ou dans des laboratoires extérieurs associés à ses activités de recherche.

Pour l'année universitaire 1987-1988, vingt-deux postes sont ouverts à des ingénieurs français désireux de préparer une thèse de Doctorat dans les domaines scientifiques suivants :

Géologie, Sismique, Mécanique des fluides, Catalyse homogène et hétérogène, Génie chimique, Matériaux, Combustion moteurs, contrôle optimal des processus.

Les candidats admis en thèse, incluant ou non un D.E.A. pétrolier, reçoivent une allocation de Recherche, le montant de celle-ci peut atteindre 130 000 F par an en 3^e année d'étude.

Les caractéristiques des postes disponibles seront « communiquées aux Directions des Écoles d'Ingénieurs » concernées courant février. Des informations scientifiques complémentaires peuvent être obtenues auprès du Secrétariat de Monsieur DECROCCQ (I.F.P. 47-52-61-64). Les dossiers de candidatures doivent être demandés au Secrétariat Général de l'E.N.S.P.M. (Monsieur BUGHIN - I.F.P. 47-52-69-95), et renvoyés à l'École à partir du 1^{er} mai 1987.

* Les thèses de nature physico-chimique impliquent la préparation du D.E.A. de Sciences Pétrolières organisé dans le cadre de l'E.N.S.P.M. durant la première année de recherche.

Boucherie éléphantine

Il y a plus d'un million d'années, sur le site djiboutien de Barogali, le festin des équarisseurs de pachydermes.

Un festin d'éléphant s'est déroulé, il y a environ 1,2 million d'années, non loin du lac Abbé, au sud-ouest du territoire de la République de Djibouti. De nos jours, le site, appelé Barogali (c'est-à-dire « Cimetière des anciens » en langue afar), est perdu au milieu d'un paysage totalement désertique. Pas un brin d'herbe, pas un arbrisseau ne pousse actuellement dans ce coin perdu. Mais, il y a douze mille siècles, la région bénéficiait sûrement d'un climat nettement plus humide : la fouille du site a montré qu'à l'époque il y avait un lac marécageux, et un éléphant actuel a besoin chaque jour d'une centaine de kilos d'aliments végétaux.

Tout a commencé il y a six ans, lorsque M. Anis Abdallah Mohammed Kamra, directeur de l'Institut supérieur d'études et de recherches scientifiques et techniques (ISERST) djiboutien, a demandé à M. Jean Chavaillon, directeur de recherche au CNRS et responsable du laboratoire de recherches sur l'Afrique orientale (CNRS), de faire un bilan de l'archéologie djiboutienne. En 1984, il fut décidé de faire une prospection archéologique et paléontologique du territoire. Et, classiquement, les chercheurs (1) décidèrent de commencer leur travail par les régions où des indices de surface avaient déjà été repérés et où des objets (os ou outils) avaient été récoltés.

La région, située à 20 kilomètres à l'est du lac Abbé, a donc été revistée. Il s'agit d'une série de dépressions qui se sont creusées dans les sédiments déposés au fond d'un ancien lac marécageux et dans des dépôts fluviaux.

Dans la rive abrupte d'un méandre découpée par l'écoulement — rare — d'un oued, un fragment de défense d'éléphant était visible.

En trois campagnes, quelque 80 mètres carrés ont été fouillés en utilisant les méthodes très méticuleuses qui sont de rigueur sur les sites préhistoriques. Outre les deux défenses encore sondées au maxillaire, les chercheurs ont mis au jour la mandibule (brisée en deux morceaux), le crâne (cassé), des os des pieds, des vertèbres, des côtes, un fragment d'omoplate et surtout plus de cinq cents outils ou fragments d'outils de pierre.

Ces outils sont façonnés, pour leur quasi-totalité dans un basalte à assez gros grains. Certes, ils sont frustes, comme le sont toujours les outils aussi anciens confectionnés à coup sûr par nos ancêtres *Homo erectus* (2). Mais ils suffisent pour découper et dépecer un éléphant.

Broyeurs, tranchoirs et couteaux

Les outils de Barogali sont de plusieurs sortes : polyèdres et percuteurs convenant au broyage (et même une boule à peu près parfaitement sphérique), galets aménagés pouvant faire office de tranchoirs, éclats utilisables comme couteaux. Des outils aussi primitifs peuvent sembler dérisoires. Mais, contrairement, à ce que l'on peut penser en regardant un éléphant, la peau de cet animal n'est pas dure. D'après les spécialistes, elle est épaisse mais souple et se coupe aisément, au moins sur certaines parties du corps.

Comment nos lointains ancêtres ont-ils pu disposer d'un éléphant ? Là, il faut émettre plusieurs hypothèses et poser un certain nombre de questions, sans être sûr des réponses. Il semble difficile d'admettre qu'il y a eu chasse : capturer et tuer un si gros animal suppose une opération collective. Les *Homo erectus*

recouverts d'une croûte calcaire, à l'enlèvement délicat de laquelle travaillent des paléontologistes de l'université Lyon-1. Quoi qu'il en soit, l'éléphant de Barogali a été découpé sur le site. Et il s'agissait d'un gros éléphant. L'animal appartenait, en effet, à l'espèce *Elephas recki*, qui s'est éteinte il y a environ 1 million

ans a émigré dans toute l'Eurasie et en Amérique du Nord avant de s'éteindre partout il y a 10 000 ans. *Elephas*, lui aussi, émigré en Eurasie — il est toujours représenté en Asie, — mais il a disparu d'Europe entre 100 000 et 200 000 ans et d'Afrique il y a 500 000 ans. Quant à *Loxodonta*, le genre sur-

probablement, sont plus anciens les deux sites de boucherie, l'un d'éléphant et l'autre de dinotherium (3), découverts dans la gorge d'Olduvai (Tanzanie) et qui datent de 1,7 million d'années. En revanche, la boucherie de deux hippopotames repérée à Melka-Kontoure (Ethiopie) n'a « fonctionné » que vers 700 000 ans. Notons que sur tous ces sites de dépeçage de grosses bêtes ont aussi été trouvées de gros polyèdres de pierre, dont on peut imaginer qu'ils ont servi à briser le crâne des animaux morts. Les hommes préhistoriques semblent avoir toujours été très friands de cervelle.

YVONNE REBEYROL.



avaient-ils déjà une organisation sociale permettant ce type de chasse ? On peut songer à l'aubaine offerte par un éléphant mort naturellement. Beaucoup de préhistoriens pensent que nos ancêtres du Paléolithique inférieur étaient volontiers charognards pour peu qu'une occasion se présentât à eux. Il est encore impossible de savoir si les os de Barogali portent les traces du dépeçage. Les os, en effet, sont

d'années et qui mesurait jusqu'à 4 mètres au garrot, alors que ses cousins *Elephas* actuels d'Asie ne dépassent guère 3,30 mètres ou 3,50 mètres.

Curieusement, en effet, les trois genres d'éléphants, *Elephas*, *Loxodonta* et *Mammuthus* sont apparus en Afrique il y a 4 ou 5 millions d'années. Mais, comme nous l'a expliqué M. Pascal Tassy de l'université Paris-VI, *Mammu-*

vit dans les éléphants d'Afrique, qui sont aussi grands que l'était *Elephas recki*.

La présence d'un *Elephas recki* et la datation faite par l'Institut des sciences nucléaires (université Grenoble-1) sur l'émail de ses dents par la méthode de résonance paramagnétique électronique permettent de situer le festin de Barogali aux alentours de 1,2 million d'années. En l'état actuel des connaissances, seuls,

(1) Mme Arlette Berthod (préhistoire, laboratoire de recherches sur l'Afrique orientale), M. Jean-Luc Bonenfant (préhistoire, service archéologique cantonal de Fribourg, Suisse), Mme Martine Faure (paléontologie, université de Lyon-1), M. Claude Guérin (paléontologie, université Lyon-1), M. Sadi Ahmed Warsame (archéologie, ISERST). Les missions faites pendant les mois de janvier 1985, 1986 et 1987 ont bénéficié de crédits du ministère des affaires étrangères français, du CNRS et de l'ISERST, ainsi que de l'aide matérielle des autorités djiboutiennes, de l'ISERST, de l'ambassade et de l'armée française.

(2) Les *Homo erectus* ont vécu d'environ 1,5 million d'années à 100 000 ans. En l'état actuel des connaissances, ils sont apparus en Afrique — sous des *Homo habilis* plus primitifs — et se sont répandus peu à peu dans tout l'Ancien Monde. Ce sont eux qui ont inventé l'art de faire du feu, vers 400 000 ans. Aucun os humain ni celui d'habitat n'a été trouvé à Barogali.

(3) Les dinotheriums, parents lointains des éléphants, ont vécu en Afrique et en Eurasie de 25 millions à 1,5 million d'années. Leurs défenses, implantées sur la mâchoire inférieure (contrairement aux éléphants qui les portent sur la mâchoire supérieure), étaient courbées vers le bas. Elles étaient à l'occasion l'office de bennes grâce auxquelles ces animaux déterminaient les racines et tubercules comestibles de leur menu, et elles devaient aussi servir à maintenir les branches sur lesquelles les animaux prélevaient les feuilles.

NE JOUEZ PAS AVEC VOTRE DOS.



Sept personnes sur dix souffrent du dos. Le tiers de votre vie se passe dans votre lit. Le lit, le « parking » pour votre dos, l'endroit rêvé pour récupérer, retrouver toute sa santé, rétablir son équilibre physique et mental.

Les beaux refraîchissements que voilà ! Dans la foule on hésitera pas non plus à vous parler sommier d'avant-garde, matelas de haute technologie — le tout avec l'assurance du grand spécialiste.

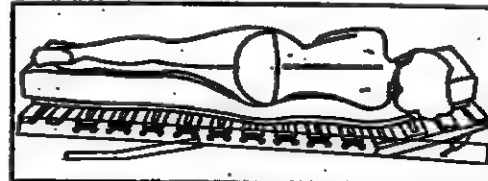
Mais il est temps que ce jeu s'arrête ! Votre dos, ce ne sont pas des osselets... et se santé mérite plus que de simples affirmations.

Voyons les faits.

Qui a créé des centres de recherche et fondé un centre de documentation sur la physiologie du sommeil ? Qui a inventé un nouveau système de couchage pour répondre aux exigences que ces recherches ont fait apparaître ? Qui a continuellement amélioré, modifié, développé ce sommier à lattes ?

Lattoflex qui n'a jamais pris votre colonne vertébrale pour un jouet.

Alors, ne jouez plus avec votre dos. Faites confiance à ceux qui savent et ne se contentent pas de copier (mais sans comprendre et d'affirmer sans savoir ce qui convient vraiment à votre dos.



Et, pour que vous soyez conseillé avec le même sérieux, la même compétence, nous avons formé un réseau de distributeurs spécialisés : les Litologues. Pour que vous ne jouiez plus jamais avec votre dos.

lattoflex

L'INVENTEUR DU SOMMIER A LATTES.
Pour obtenir la liste des Litologues, veuillez vous adresser à :
Litologues France - 7, rue Sainte Anne, 75001 Paris.
Tél. : (1) 40.20.92.96.

Policiers

WONNIE ELECTRIC
SOCIÉTÉ

150461

SIDA : les messagers de l'espoir

(Suite de la page 13.)

L'AZT, seul antiviral qui semble pour l'instant prometteur, concrétise-t-il cet espoir ? Après des résultats encourageants atteints à Washington et dans d'autres centres mondiaux, l'azidothymidine, que fabriquent les laboratoires Wellcome-Burroughs, a obtenu dans un délai record son autorisation de mise sur le marché et doit être librement commercialisée cette semaine, sur prescription médicale toutefois, et pour un prix prohibitif. Le traitement d'un malade coûte par an 60 000 francs. « Pourquoi ne pas fixer votre prix », a demandé un parlementaire américain indigné aux dirigeants de Wellcome.

En dépit d'une manifestation très violente qui s'est tenue la semaine passée à Wall Street (New-York) pour protester contre ce prix, les associations de victimes, ligues « gay » en tête, font pression pour que l'Etat dégage un budget spécial (360 millions de francs par an), afin de payer le médicament aux malades non couverts par des assurances. Et ils sont de plus en plus nombreux, dans la mesure où 91 % des compagnies d'assurances américaines refusent l'adhésion des sujets qui ne peuvent présenter un test négatif. Dans la mesure également où la firme Wellcome (dont les actions ont vu leur taux augmenter considérablement en Bourse) a démontré que les difficultés extrêmes de fabrication interdisent d'abaisser ce prix. Sera-t-il moins élevé pour un autre anti-rétroviral, la didéoxycytidine ou DDG, que fabrique Hoffmann-La Roche, et qui paraissent plus prometteur encore ? Ou les voies nouvelles, et révolutionnaires, dans lesquelles s'engage à présent la thérapeutique du SIDA rendront-elles ce débat obsolète ?

Les hormones de l'immunité

Pour les équipes de recherche clinique et thérapeutique du département SIDA (le plus important au monde par le nombre des malades) au centre médical de l'Université de Californie, tous les espoirs reposent à l'évidence non sur l'AZT et la DDG, mais sur une catégorie de substances entièrement différentes, et dont l'étude est d'autant plus pas-

sionnante qu'elles ne sont connues que depuis très peu de temps. Il s'agit des « hormones de l'immunité », de ces interleukines, ou cytokines, ou facteurs par lesquels les cellules de l'immunité communiquent entre elles, s'activent mutuellement, se multiplient et même communiquent avec l'ensemble de l'organisme par le truchement du système nerveux central.

Le professeur David Golde, directeur de ces recherches et de leurs applications, est enthousiasmé par les premiers résultats obtenus, qui doivent, comme de juste, franchir encore l'épreuve du temps et du nombre. Il s'agit, en effet, à Los Angeles, des phases dites I et II de l'expérimentation par laquelle doit passer toute substance dont on entend évaluer les effets thérapeutiques. Autrement dit, les travaux conduits sur l'animal (en l'occurrence les singes) ayant été concluants, ceux sur l'homme sain devraient l'être également ; la mise en évidence de propriétés thérapeutiques chez les malades eux-mêmes est à présent en cours et la phase dite III (cent malades traités pendant un an) devrait commencer.

Des réservoirs du virus

Dans l'étude californienne, conduite en collaboration avec des équipes de Cambridge (Genetics Institute) et de Boston (Harvard), le produit employé est le GM-CSF (granulocyte macrophage colony stimulating factor) humain obtenu par recombinaison génétique.

Il s'agit d'une hormone immunitaire et plus précisément de l'une — la plus puissante — de ces « facteurs de croissance hématopoïétique », dont on sait depuis leur très récente identification qu'ils sont indispensables pour la maturation et le fonctionnement des cellules du sang et plus précisément de ceux parmi les globules blancs qui commandent les défenses immunitaires. Parmi ceux-ci, les polynucléaires et les macrophages jouent un rôle essentiel en détruisant l'envahisseur étranger, pour les premiers, en le morcelant pour les seconds, et que les lymphocytes T, lesquels neutralisent ces particules en les captant sur leurs récepteurs de surface.

Or il se trouve que le nombre de ces polynucléaires et macrophages est massivement diminué chez les patients atteints de SIDA, et que leur sérum inhibe, en laboratoire, le développement de ces cellules qui trouvent naissance, comme tous les éléments de l'immunité, dans la moelle osseuse, en une constante production et différenciation.

Il se trouve aussi, comme l'a démontré récemment l'équipe du professeur Gallo à Washington, que les macrophages constituent de véritables réservoirs du virus. « Nous constatons », dit le professeur Golde, « que la plupart de nos malades ont une atteinte importante du système nerveux central. Atteinte si fréquente et si sévère que devant un syndrome d'encéphalopathie, la première démarche, dans tous les Etats-Unis, est à présent de rechercher le virus HIV du SIDA ».

L'équipe de Washington a démontré qu'à ce niveau et à celui des poumons, ce sont les macrophages qui contiennent le virus et non les lymphocytes T.

« En amont de ces lymphocytes », estime le professeur Golde, « et si nous voulons rétablir un système de défense efficace, c'est la production des macrophages qu'il nous faut stimuler ». D'où le recours au GM-CSF, d'autant plus excitant que l'équipe de Boston (professeur Groopman) a démontré un effondrement de ces hormones de l'immunité chez les patients atteints de SIDA et a prouvé qu'il y a six mois que le GM-CSF a une action directe de neutralisation du virus HIV du SIDA, en paralysant l'enzyme (transcriptase inverse) sans laquelle il ne peut se reproduire.

L'AZT, qui suscite engouement (car le produit a une action réelle) et fureur (pour son prix) déçoit les dirigeants (Golde et Gottlieb) de la task force SIDA californienne. « Il est extrêmement toxique, disent-ils, et provoque des effondrements tels des cellules du sang que nous sommes obligés de soutenir nos malades, à raison de deux transfusions par semaine dans certains cas ». Il en est de même, semble-t-il, pour l'autre antiviral qu'est la DDG. D'où l'intérêt supplémentaire des lymphokines, ou facteurs de croissance hématopoïétiques (des cellules du sang), qui, s'il s'avérait qu'elles ne peuvent vaincre la maladie à elles seules, viendraient compléter et rendre tolérable l'action des antiviraux.

L'équipe californienne en est également à la phase II des essais thérapeutiques pour deux autres hormones immunitaires : le M-CSF (macrophage colony stimulating factor) et l'interleukine 3 (ou IL-3), cette dernière étant connue aujourd'hui comme un facteur stimulant globalement la croissance et l'action de toutes les lignées cellulaires du sang.

La production de ces messagers moléculaires se fait tantôt par synthèse chimique (pour l'interleukine 3) et tantôt par génie génétique : le GM-CSF est produit en culture par des cellules humaines ou même par des bactéries dans lesquelles le gène qui commande sa production a été introduit.

Une autre « hormone de l'immunité », l'interleukine 2 (ou IL-2) suscite l'intérêt mondial des oncologues, après les résultats prometteurs obtenus à Washington chez certains cancers dont l'état était désespéré.

Aussi ces messagers moléculaires étranges, responsables de l'orchestration encore mystérieuse des cellules-clés du sang combattant les maladies, suscitent-ils autant de passion et d'enthousiasme au sein des laboratoires pharmaceutiques qui les fabriquent que chez les médecins californiens responsables de la lutte contre le SIDA.

« Rétablir les fonctions de l'orchestre immunitaire, disent-ils, c'est là l'objectif majeur, car tout le reste, toutes ces infections opportunistes qui finissent par emporter les malades, ne sont qu'une conséquence de son dérèglement ».

« Et vous verrez, ajoutent-ils, que, avant dix ans et bien au-delà du SIDA, les lymphokines domineront toute la scène thérapeutique, et que leur importance sera plus grande encore que celle des antibiotiques... »

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

L'ordinateur branché

DPS 7000, une machine destinée à faire dialoguer les grandes et les petites machines.

Le nouvel ordinateur DPS 7000, annoncé il y a quelques jours par la société Bull, sera entièrement construit à l'usine d'Angers, à partir de composants (chips) fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell. Depuis cinq ans, près de 1 milliard de francs ont été investis dans cette usine qui sera chargée de la production mondiale des nouveaux systèmes. La réalisation de cet investissement correspond pour Bull à un double objectif : s'assurer la maîtrise complète du processus de production, notamment celui de la fiabilisation des divers composants, et mettre en place une unité de production dont les performances seront en rapport avec celles de la concurrence. La nouvelle organisation sera en effet axée sur la notion d'ateliers flexibles reliés par des systèmes de guidage et d'assemblages automatisés.

Cette organisation de la fabrication, largement exploitée par les concurrents de Bull, sera accompagnée d'un important effort de formation sur le thème de la fiabilité et du « zéro défaut » cher aux fabricants de composants électroniques. Dès l'année prochaine, le cycle de production du DPS 7000 devrait correspondre aux critères modernes de fabrication d'un ordinateur : moyens souples et peu spécialisés permettant d'augmenter facilement la capacité de production à l'investissement égal ; fiabilisation des composants très en amont du processus d'assemblage ; surtout, réduction sensible du cycle de production. Le temps de fabrication d'un ordinateur actuel de la gamme DPS 7 est aujourd'hui de deux semaines ; celui d'un DPS 7000 sera en principe de deux jours.

Les objectifs de Bull pour son nouveau modèle sont ambitieux puisque l'usine d'Angers est prévue pour produire de six cents à mille unités par an. Le DPS 7000 appartient à la catégorie des « midframes » ou encore systèmes départementaux, dont le marché en expansion rapide a fait les beaux jours du leader sur ce marché, l'américain Digital Equipment (DEC). Ces ordinateurs ont pour vocation d'installer dans les entreprises une informatique distribuée (ou déconcentrée) de taille intermédiaire entre le site central (mainframe) et la micro-informatique ou les terminaux de consultation.

L'informatique départementale est dans une large mesure le résultat de l'évolution de la fonction informatique dans l'entreprise. Les années 70 étaient dominées par l'informatique de traitement et de production, du domaine exclusif des informaticiens professionnels, coïncidant avec une centralisation très poussée et une forte consommation de puissance machine. L'informatique des années 80 est marquée par le développement de l'informatique de communication : le nombre potentiel des utilisateurs s'est considérablement élargi, en grande partie grâce à la micro-informatique. Ceux-ci ont de plus en plus besoin d'accéder à des données qui sont stockées sur l'ordinateur central de l'entreprise.

Facilité d'emploi

Or, dans la plupart des entreprises, le développement, « spontané » de la micro-informatique dans des services locaux n'a pas pris en compte le problème de l'accès aux données présentes sur le site central. Cet accès passe par des procédures très complexes et il est apparu dans ce domaine un besoin

important, au point qu'une étude d'IDC pour la France crédite d'une croissance annuelle de 35 % le marché des produits intégrant la micro-informatique à l'architecture informatique globale de l'entreprise. Le DPS 7000 peut servir de « concentrateur » et de zone intermédiaire entre plusieurs centaines de terminaux et le site central d'une société.

Il permettra aussi de mettre en place les diverses fonctions de productivité conçues pour l'informatique départementale : courrier électronique, messagerie, service télématique accessible par

minitel, etc. De ce point de vue, la conception du DPS 7000 va incontestablement dans le sens de la demande de ces nouveaux utilisateurs : celui de la facilité d'emploi. Bull a mis l'accent sur l'intégration et l'ergonomie du matériel. Celui-ci ne nécessite pas d'installation électrique particulière ni de climatisation du type salle informatique, et sa mise en route peut se faire à distance, en l'absence d'un opérateur spécialisé. Après l'annonce par IBM à l'automne dernier d'un matériel directement concurrent du DPS 7000 (la série 9370), Bull entend sans doute prendre sa place parmi les grands constructeurs dont la gamme couvre l'ensemble des matériels destinés à l'équipement informatique d'une entreprise.

OLIVIER LANGUEPIN.

Demain

DES CENTRALES THERMIQUES PLUS PERFORMANTES

Le gouvernement italien et l'un des plus puissants consortiums industriels d'Italie, la société Ansaldo, ont décidé de consacrer 100 millions de dollars sur plusieurs années au développement et à la commercialisation de la technique de production d'énergie électrique par magnétohydrodynamique (MHD). Ce procédé permet de convertir directement l'énergie thermique en électricité, grâce à l'interaction d'un fluide électroconducteur et d'un champ magnétique. Permettant en principe d'augmenter le rendement des centrales au gaz, au charbon et au fuel de 30 à 60 %, l'énergie MHD avait suscité de grands espoirs pendant les années 60 et 70. Mais considérée comme un échec technique par certains, son développement avait été abandonné par plusieurs pays, pour être poursuivie par d'autres — dont les Etats-Unis et l'URSS — au sein d'une coopération internationale. En amplifiant des recherches qui leur semblent prometteuses, les pouvoirs publics italiens espèrent limiter la consommation nationale d'hydrocarbures et lutter contre la pollution par les pluies acides.

L'URGENCE PAR SATELLITE

Les malades cardiaques, isolés — en mer par exemple — bénéficieront bientôt de l'assistance à distance d'un cardiologue grâce à un nouvel électrocardiogramme.

Conçu et réalisé par une équipe du Centre d'études et de recherches des Carbonnages de France (docteur Christophe Pternitis), cet appareil était initialement destiné au sauvetage dans les mines « grisouteuses ». Il est composé d'un poste primaire (module électrocardiographique et microprocesseur) installé à demeure sur un navire par exemple et d'un poste secondaire dans un centre de diagnostic lié au précédent par les réseaux téléphoniques ou radiophoniques usuels, ou par satellite.

Lorsqu'une personne est victime d'un malaise cardiaque, il suffit de disposer des électrodes sur son corps et de relier l'appareil à l'émetteur radio du navire, en l'occurrence.

Le poste secondaire reçoit alors le signal électrocardiographique modulé, qu'il restitue sans déformation sur écran ou sur enregistreur papier. Un cardiologue établit alors son diagnostic et renvoie ses instructions au bateau par téléphone.

LES JAPONAIS VEULENT LA LUNE

Le Japon s'est lancé résolument dans l'ère spatiale, et veut être présent dans tous les domaines, y compris celui de la conquête lunaire. La commission des activités spatiales japonaises vient ainsi de décider une mission lunaire pour le début de l'année 1990, mission dont les objectifs sont encore fort modestes. Dans un premier temps serait lancée, depuis le centre spatial de Kagoshima, une fusée MLV-3S2 portant un satellite, Musas-A, qui sera mis sur orbite terrestre et qui sera essentiellement chargé d'étudier, à chaque passage près de la Lune, la technique du « swing-by ». Avant le premier « swing-by », ce satellite mettra lui-même sur orbite autour de la Lune une sonde lunaire.

Cette technique permet à un engin spatial passant à proximité d'un corps céleste d'utiliser l'effet gravitationnel de ce dernier pour modifier sa vitesse, sans pour cela augmenter sa consommation de carburant. C'est un moyen qui a été très utilisé par les Américains lors de l'exploration du système solaire par des sondes, et que les Japonais souhaitent vivement maîtriser en vue de vols ultérieurs vers la Lune et les planètes.

UN ROBOT DE ROUTINE

La société McDonnell-Douglas va tester cet été le système de localisation et de poursuite d'objets en mouvement qu'elle a spécialement conçu pour Astro, le robot qui équipera la station spatiale américaine. Ce système robotique devra être capable d'exécuter des tâches d'assemblage routiniers, de retrouver des outils et de secourir des astronautes en difficulté. Il sera, ainsi qu'on l'explique chez McDonnell-Douglas, « chargé des travaux pénibles et dangereux ».

Lors des essais qui auront lieu au Johnson Space Center à Houston, le système de localisation sera tout d'abord intégré dans un « fauteuil propulsif » — le manned maneuvering unit (MMU) — qui permet aux astronautes de se déplacer seuls dans l'espace. Puis il équipera le bras télémanipulateur (remote manipulator system), utilisé pour les tâches d'assemblage et de réparation, d'une navette fictive. Ce système de localisation sera ensuite testé dans l'espace, à bord d'une vraie navette et donnera lieu éventuellement à la réalisation d'un robot véritablement autonome installé dans la station spatiale américaine.

Policiers mordus

BRIAN BARLOW, qui habite San-Francisco, participe à une manifestation des « gay » à San-Diego, laquelle s'est terminée en émeute... Frappé par une matraque, la bouche en sang, il mord à plusieurs reprises les deux officiers de police qui tentaient de le maîtriser.

Ces derniers demandent qu'un test de dépistage du SIDA soit pratiqué sur le jeune homme... qui refuse catégoriquement. L'affaire doit venir en avril devant la cour d'appel de l'Etat californien, où le loi interdit de pratiquer un test de dépistage sans obtenir le « consentement éclairé » (et écrit) du sujet.

Des syndicats s'affrontent des deux côtés. La Fondation pour les libertés civiles de l'Etat de Californie a envoyé le sien en renfort pour défendre les droits du jeune homosexuel, et les policiers, comme le procureur, déclarent qu'ils ne céderont pas, et que les libertés individuelles se doivent de connaître pour limiter l'atteinte portée à la sécurité publique.

Des procès de ce type se déroulent actuellement un peu partout aux Etats-Unis, et chacun ne manquera pas de faire jurisprudence pour l'avenir, à défaut de pouvoir trancher l'insoluble conflit entre les droits des individus et ceux de la communauté...

Dr E.-L.

"MONNAIE ÉLECTRONIQUE ET SOCIÉTÉ"

Un colloque international organisé par les Éditions Autrement et le Groupement des Cartes Bancaires "CB"

LES 19 ET 20 MAI 1987

Une rencontre de haut niveau sur les nouveaux moyens de paiement et leurs enjeux industriels, financiers et sociaux.

INFORMATIONS : LD, AUTREMENT, 4, RUE D'ENGHIEN, 75008 PARIS. TEL. : 47 79 12 50

En librairie le 15 avril : "L'ARGENT INVISIBLE" La première grande enquête internationale sur l'argent à l'ère des flux électroniques. 200 P - 75 F - ÉDITIONS AUTREMENT

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

RECRUTER

UN CADRE COMPTABLE, UN GESTIONNAIRE, UN FINANCIER,

c'est la mission de nos Consultants qui non seulement connaissent parfaitement une des fonctions vitales de toute société, mais possèdent également, d'expérience, une vision globale de l'entreprise.

Contactez E. BEAUMONT ou G. LANCELEUR au 45 63 03 10.

• ERIC BEAUMONT CONSULTANT • 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS •
• CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES COMPTABLES •

SECTEURS DE POINTE



Ceux qui gagnent choisissent Mobil

En Formule 1, pour gagner, WILLIAMS a choisi MOBIL. Choix de la qualité, de la fiabilité, de la performance. Vous qui avez l'ambition de réussir vous choisirez aussi MOBIL.

INGENIEURS D'APPLICATION

Nous vous proposons de devenir le conseiller technique de vos clients.

Ingenieur généraliste, débutant ou première expérience, vous interviendrez auprès d'entreprises industrielles importantes et diverses.

Votre mission principale sera, en étroite collaboration avec les spécialistes commerciaux, de participer au développement de nos ventes : préconisations, études d'applications, organisation de la maintenance, etc.

Vos connaissances technologiques et mécaniques, votre goût des contacts et du challenge vous permettront de valoriser pleinement votre formation.

L'expérience de haut niveau que vous acquerez vous ouvrira d'importantes possibilités d'évolution polyvalente au sein d'un grand groupe pétrolier.

L'anglais courant et la mobilité géographique seront naturellement un plus.

Ainsi vous gagnerez en choisissant Mobil.

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 23278 à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Septentrion, 92081 PARIS-14 DÉFENSE CEDEX 9.

Mobil
Avancez avec nous.



MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatique (VAL, ARAMIS).

Attachant une extrême importance à la réputation internationale que nous avons su conquérir et désireux de nous améliorer sans cesse, nous recherchons (H, F) pour notre Division Equipement, au Département Assurance Produit

Ingenieur Electronicien/Informaticien

Chargé de coordonner les actions qualité dans le domaine de la définition et notamment d'approuver les dossiers et les spécifications de réception, de suivre et qualifier les prototypes, d'instruire les demandes de dérogation majeure liées à la définition.

Réf. 1409, M

Ingenieur Electronicien/Informaticien

Chargé de réaliser des études sécurité sur des automatismes ferroviaires complexes supposant de bonnes connaissances en électronique analogique et en logiciel (Modula 2).

Réf. 1410, M

Diplômés de Grandes Ecoles, les candidats auront impérativement une première expérience réussie dans des postes d'études et de développement.

Merci d'adresser lettre, photo, CV et prétentions à : MATRA TRANSPORT Service du Personnel 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET

MATRA TRANSPORT



Chefs de projets, gagnez en compétences, développez votre expérience.

NCR France, 4^e constructeur mondial informatique, vous offre ses 100 ans d'expérience et une innovation technologique constante (mini, micro et gros systèmes).

De formation supérieure (Bac + 4), vous possédez impérativement 4 à 5 ans d'expérience de la conduite du développement d'application de gestion : plus particulièrement dans les secteurs de la distribution et de l'industrie.

Vous avez une bonne connaissance des bases de données, Télécom et systèmes UNIX.

Votre expérience chez un constructeur ou dans une SSII vous a permis de développer votre sens du relationnel dans la conduite de projets et du management d'équipes.

Bon pédagogue, à la fois à l'aise en anglais et dans les présentations de produits, votre dynamisme et votre persévérance font de vous un véritable professionnel.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous la référence CP/M, à Philippe BOUCHENOIRE, Service Recrutement, NCR, tour Neptune, 20 place de Seine, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

NCR



PROVENCE

Produire, animer, innover

Telles seront les fonctions essentielles de l'ingénieur confirmé (A.M. ou équivalent + 10 ans d'expérience professionnelle) que nous souhaitons intégrer pour le poste de

DIRECTEUR D'USINE

Son expérience de la production en continu (de type papeterie), ses connaissances approfondies en électromécanique, automatismes, asservissements et informatique seront les données techniques qui lui permettront de diriger les deux usines de ce site industriel (230 personnes, 500 MF de CA).

L'optimisation des ressources humaines, des outils de production et de la rentabilité exigent des qualités de charisme, d'implication, de gestion et d'action

ainsi qu'un goût prononcé pour l'innovation technologique.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les Consultants de A.I.R. étudieront le dossier de candidature (C.V. + lettre + photo + prétentions salariales), que vous leur ferez parvenir, sous réf. M 414.93, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

air

ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Ingénieurs, nos techniques et votre passion pour l'éclairage de grands projets...

Le Bureau d'Etudes MAZDA : des hommes et des moyens au service de la technique éclairagiste, des projets prestigieux en France comme à l'étranger qui font de MAZDA le premier groupe français de l'éclairage.

• **INGENIEUR ELECTRICIEN**, vous avez une première expérience dans le domaine du bâtiment ou des travaux publics.

Au sein du Bureau d'Etudes, intégré à une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous exploiterez vos compétences en réalisant des projets de qualité et en apportant sur le terrain un conseil adapté et des solutions techniques performantes aux besoins de tous nos clients.

La diversité des projets et leur envergure, la qualité des études que nous souhaitons mener et les missions de formation et d'information auprès de l'équipe commerciale vous permettront de réaliser pleinement votre passion pour le métier de l'éclairage.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 19, à MAZDA Eclairage, Pierre DUTOT, 204 Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

MAZDA



TELECOMS

Nous sommes spécialistes en ingénierie informatique. Dans le cadre de notre activité Télécommunications, nous créons le poste de :

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

Il anime, avec l'appui de ses directeurs de secteurs (commutation, réseaux à valeur ajoutée), une équipe d'ingénieurs d'études de haut niveau travaillant pour des grandes sociétés des secteurs public et privé dans un environnement technologique avancé.

Il définit les axes stratégiques de son département et les orientations de marchés dont découleront les choix techniques et financiers décisifs pour l'avenir.

Pour ce poste, nous serons attentifs à votre formation d'ingénieur de Grande Ecole (X, ENSI, ESE, ECP...), à votre expérience de conduite des hommes et des projets dans l'industrie, dans l'ingénierie ou en SSII.

Dynamique, vous êtes aussi un homme de méthodes. Vous voulez devenir le patron d'un centre de profit stratégique dont vous aurez la responsabilité technique et budgétaire. Votre rigueur professionnelle vous le permet.

Nous attendons votre candidature.

Merci de l'adresser sous réf. 244 à SYSECA SELECTION 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION



LE PLANNING, C'EST MIEUX AVEC «ARTEMIS»

Nous sommes une société d'études dans des domaines de pointe : PETROLE - PETROCHIMIE - PHARMACIE.


Notre croissance nous amène à recruter, aujourd'hui, un :

Ingenieur Planning

Ingenieur de formation (ou équivalent) avec quelques années d'expérience dans la fonction planning en tant qu'ingénieur ou technicien, vous êtes familiarisé avec l'utilisation des supports informatiques et passé maître dans les techniques du PERT.

Nous apprécierons aussi votre connaissance du système ARTEMIS, votre pratique de l'anglais et vos capacités à effectuer des déplacements de courte durée et ponctuels.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) à notre agence A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 177.



recrute pour son centre de recherches du BOUCHET

2 Ingenieurs ou Docteurs Ingenieurs

Centrale, Mines, ENSMA...

1^{er} poste : Débutant. Connaissances nécessaires en énergétique et rhéologie pour recherches sur la stabilité de produits et la sécurité de procédés de fabrications.

2^{ème} poste : Débutant ou quelques années d'expérience pour conception de matériels d'expérimentation et réalisation d'essais.

3 Ingenieurs

Grandes Ecoles

Ils seront affectés au Centre de Calcul et meneront des études de modélisation dans les domaines suivants :

- 1 - Propagation d'ondes de choc dans les solides - détonique théorique.
- 2 - Mécanique des solides - calculs par éléments finis.
- 3 - Mécanique des fluides - cinétique chimique.

La connaissance du langage FORTRAN est indispensable.

1 Technicien

Bac. F1 ou F10

Débutant ou quelques années d'expérience pour conception de matériels d'expérimentation et réalisation d'essais.

Envoyer CV, photo et prétentions à SNPE - CRB - BP 2 - 91710 VERT LE PETIT s/réf. PEF.

مركزنا للاصل

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 15 avril 1987 17

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR COMMERCIAL

Robotique - Systèmes automatisés

Atlas Copco

Classé parmi les dix premières sociétés suédoises, notre groupe est mondialement réputé pour ses compresseurs d'air et de gaz, ses matériels pour les mines, carrières et travaux publics, ses outils pneumatiques et systèmes électro-mécaniques pour l'industrie.

En France nous occupons une position de tout premier plan : notre réseau de vente national nous permet de conduire une politique commerciale basée sur le conseil et le service à la clientèle.

Developpant actuellement sur le marché une gamme de systèmes automatisés de peinture, nous recherchons un ingénieur commercial. Après d'industriels et de responsables de fabrication, il saura définir en étroite collaboration avec notre département projets les solutions adaptées à leurs besoins.

Vous avez une formation supérieure, type BTS ou ingénieur et une première expérience de la vente de systèmes automatisés, nous vous proposons de rejoindre une entreprise dynamique, disposant d'une bonne image.

Vos talents de vendeur, votre dynamisme et vos capacités de négociateur vous assureront une évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 34/55 B à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

**PLUS D'UN MILLION
PAR MOIS...**

PAYMATEC

Schlumberger

C'est aujourd'hui le nombre de cartes à mémoire livrées par PAYMATEC SCHLUMBERGER. Un marché que nous dominons et qui est en pleine explosion. Nous recherchons un

Ingénieur d'affaires

Vous aurez la responsabilité de promouvoir et de vendre nos systèmes cartes à mémoire auprès des grandes administrations et de l'industrie.

Vos interlocuteurs ont une très grande exigence. Techniciens chevronnés, ils attendent de vous une offre commerciale solide et techniquement novatrice.

Votre équipe saura vous suivre, confiante en votre compétence (vous êtes Ingénieur Centrale, Supélec, Telecom...) et en vos qualités de leader.

Vous possédez une expérience en systèmes et cartes à microprocesseurs.

L'anglais est nécessaire pour une ouverture nationale et internationale. Nous vous proposons les moyens d'un n° 1, de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe et la possibilité de vous exprimer pleinement avec talent.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à **MERCURI URVAL**, 14bis, rue Darné, 75008 Paris, sous réf. 58838 M, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

SAGEM

1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE TERMINAUX TELEX A ECRAN

recherche pour ses
Centres d'Etudes et de Développement
de Cergy Saint Christophe et Pontoise (Proche Banlieue Nord Ouest)
et pour ses activités
Systèmes et Terminaux Téléinformatiques.

Ingénieurs Réseaux (Bull, IBM, ISO...)

2 à 3 ans d'expérience avec réalisations dans SSII ou constructeur.

Formation :

ENST, ESE Info, ENSIDAG, I.P. (DEA)...

Connaissances requises :

UNIX, langage C, Réseaux.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Tous ces postes sont à pourvoir rapidement.

Rejoignez une équipe performante et en pleine expansion en adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

SAGEM

Gestion des Ressources Humaines
25 boulevard des Bouvets - 92002 NANTERRE CEDEX.

Pays de Loire

Prendre en main notre informatique, puis la faire évoluer !

C'est le challenge proposé par cette société performante et novatrice, leader français dans son domaine d'activité (200 MF, 400 personnes) filiale de 2 groupes industriels importants.

En relation directe avec la Direction Générale, le **Jeune Responsable Informatique** coordonne le bon fonctionnement et la viabilité de l'outil informatique existant (IBM 36), aide d'une équipe de 3 personnes, assure l'homogénéité, la faisabilité, les choix techniques des projets de développement futurs, GPEC, logistique, bureautique..., renforce la cohérence des traitements entre usines, filiales et agences, accompagne la Direction Générale dans sa réflexion sur l'organisation et l'amélioration des structures.

Il est l'interlocuteur permanent des utilisateurs pour l'expression des besoins informatiques et les demandes d'assistance et de conseil.

Nous aimerions rencontrer des candidats ayant une excellente connaissance des systèmes IBM 36/38, une expérience confirmée de l'informatique, en milieu industriel, (responsable de service, chef de projet), le sens de la négociation et désireux d'élargir leurs responsabilités dans une société en expansion.

Poste basé dans une ville agréable universitaire du Pays de Loire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence 640004 M.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.

The Executive Group

INTEGREZ UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS LEADER MONDIAL

INFORMATIQUE GESTION

DUT MIAGE

Hommes systèmes
Analystes programmeurs
Analystes
Futurs chefs de projet
Vax, Bull, IBM 30 XX

Rejoignez notre équipe dans des fonctions évolutives.

PROVINCE PARIS

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

BAC + 2 et plus

Process fabrication
Process contrôle

Les machines du futur.
Des fonctions d'études qui vous passionneront dans un environnement de haute technologie, très évolutif.

PROVINCE

MECANIQUE

DUT/GM BTS/BE et plus

Conception
Maintenance

L'entreprise favorise l'expression de votre créativité et de votre dynamisme dans des pans industriels ambitieux.

PROVINCE

PHYSIQUE MECANIQUE MATHEMATIQUE APPLIQUEE

UNIVERSITAIRES
LICENCES MAITRISES

Etudes de matériaux
Etudes de structures
Modélisation

Investissez-vous dans un important centre de recherche dans des domaines les plus performants

PROVINCE

AUTOMATISMES

BTS DUT
3^e ANNEE SPECIALE et plus
Electronique
Electrotechnique Robotique

Etudes prototypes
Recherche
Maintenance

La formation et les moyens mis à votre disposition vous permettront de vous investir totalement et de prendre des responsabilités dans des techniques d'avant-garde

PROVINCE

PHYSICO CHIMIE

DUT DEUG
LICENCES MAITRISES

Recherche
Etude du comportement des matériaux

Vous disposerez des meilleurs équipements dans nos laboratoires

PROVINCE

Ecrivez-nous en précisant la référence, avec si possible votre numéro de téléphone

INTERMEDIA n° 845
8 bis rue Labbe 75017 Paris
qui transmettra

THOMSON SEMICONDUCTEURS

un INGENIEUR PRODUIT pour notre marché télécommunications

Définir les fonctions électroniques réalisables en technologies hybrides pour des applications télécommunications (commutateurs téléphoniques, radio, téléphonie...)

Analyser le marché et la concurrence, participer à la stratégie produits, assurer le support technique aux ingénieurs commerciaux (Europe, Amérique du Nord) et assurer la promotion technique auprès de nos grands clients internationaux.

Voilà les aspects essentiels de la fonction d'ingénieur produit qui s'adresse à un ingénieur électronicien possédant 2 à 5 ans d'expérience en télécommunications (composants ou équipements) en particulier en téléphonie.

La taille et la croissance de notre société sont une garantie d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence 91664/UM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

BULL MTS conçoit, développe et industrialise les produits micro, terminaux et serveurs dans le Groupe - 2 000 personnes dont 800 ingénieurs et cadres y collaborent.

BULL ENGAGE DES CONCEPTEURS REDACTEURS DE CHOC

Nous attendons votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) sous la référence 1404 M à Yolande MIRE - BULL MTS 7 rue Ampère - 91343 Massy Cedex

Vous avez une formation d'INGENIEUR ou équivalente... Votre domaine de compétence informatique couvre également les aspects de TELECOMMUNICATION et de RESEAU.

La pratique de l'ANGLAIS (lu et écrit) est pour vous chose courante.

Vous avez le goût de la COMMUNICATION et vous aimerez apporter par écrit aux usagers de l'informatique, AIDE et CONSEILS.

Alors vous êtes attendu sur notre site de Massy pour faire partie d'une EQUIPE dynamique chargée de concevoir la documentation accompagnant les logiciels UNIX, BASES DE DONNEES, LANGAGES, BUREAUTIQUE, et également les logiciels de LIAISONS LOCALES ou DISTANTES.

Vous exercerez un métier nouveau, valorisant et désormais vital pour les entreprises informatiques.

Bull



SECTEURS DE POINTE



Ingénieurs systèmes construisez votre avenir... avec un grand constructeur !

De formation supérieure en informatique, Université ou Ecole d'Ingénieur (NSA, ESIA, INL...), vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 3 ans des systèmes chez un constructeur ou en SSII. Vous faites bénéficier nos clients des dernières améliorations techniques : dans ce but, vous assurez auprès d'eux un rôle de conseil et de support et les aidez dans leur développement. Doté de bonnes compétences techniques (UNIX - VERSADOS - RMX) et familiarisé avec les langages C et PASCAL, vous vous intéressez également aux Réseaux et Télécom. Votre connaissance de l'environnement bancaire ou des secteurs de la distribution vous permettra d'utiliser au mieux votre sens du dialogue et de l'écoute dans vos diagnostics. En échange, NCR, 4^e mondial de la mini-informatique de gestion, participera au développement de vos compétences par une formation permanente. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais. Adressez votre dossier de candidature complet en précisant la référence IS/M, à Philippe BOUCHENOIRE, Service Recrutement, NCR, Tour Neptune, 20 place de Seine, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

NCR

La GIE est la filiale informatique
des Assurances Générales de France.

Vous êtes jeune diplômé

ingénieur maîtrise ou DEA scientifique

décidé à devenir un professionnel de l'informatique,
nous vous proposons un

poste d'informaticien

à l'issue d'une

formation de 5 mois,

aux techniques de l'informatique (langage de programmation, bases de données...), stage de formation intensif et rémunéré qui débute le 18 mai 1987.

Après cette formation, vous participez activement dans l'une de nos équipes, au développement de très importants projets sur grands systèmes IBM dans un environnement jeune, motivant et offrant des perspectives d'évolution intéressantes et variées en fonction de vos résultats.



Pour rejoindre nos équipes, adressez candidature (CV + photo) sous la réf. M 507 à GIE - Service du Recrutement Tour Franklin - 92081 Paris La Défense Cedex 11 (lieu de stage et du travail.)



MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatique (VAL, ARAMIS). Notre fort développement en France et à l'étranger nous conduit à rechercher pour notre Division Equipement de

Jeunes Ingénieurs (H/F)

Automaticiens - Informaticiens - Electroniciens
Grandes Ecoles (CENTRALE, SUPELEC, SUP'AERO...)

Ingénieurs Concepteurs Automatisme

Ils définissent un ensemble d'équipements constituant un automatisme complet. L'un des postes concerne plus particulièrement l'étude et la réalisation d'asservissements ferroviaires. Réf.1405/M

Ingénieurs Informaticiens

Ils développent les logiciels d'application à partir des spécifications fonctionnelles. L'un des postes nécessite une expérience similaire d'au moins 3 ans. Réf.1406/M

Ingénieur Electronicien Labo IAO

Il effectue l'étude des cartes numériques et la simulation logique d'équipements (armoires). Une première expérience de 2 à 3 ans en laboratoire est souhaitée. Réf.1407/M

Ingénieur Informaticien Système

Il participe à la mise en œuvre d'un réseau de stations de travail et d'un atelier de génie logiciel. Une expérience VAX/VMS constituerait un atout déterminant. Réf.1408/M

Ces postes à pourvoir en région parisienne donneront à des candidats créatifs, aimant le travail en équipe et ayant de bonnes notions d'anglais l'occasion d'intégrer une société en pleine expansion, offrant de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre, photo, CV et prétentions à : MATRA TRANSPORT Service du Personnel 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET



MATRA TRANSPORT

POUR FRANCE ET ÉTRANGER
Société : des R.A.C. paritaire

INGÉNIEURS FORMATEURS

en ÉLECTRONIQUE ou
MECANIQUE ou
ÉLECTROMECANIQUE

Ces ingénieurs seront chargés
d'assurer la formation à la
maintenance de personnel
étranger.

Une expérience de la formation
ou de l'enseignement est
demandée.

Anglais obligatoire.

Une expérience dans le milieu
aéronautique
serait vivement souhaitée.

Tél. pour renseignements au :

16 (1) 45-23-87-02 ou adr.

C.V. et photo à Société R.A.C.,

6, rue de la Chapelle-d'Amont,

75008 PARIS.

Importante société de services
techniques recrutée

INGÉNIEUR PROJETS RESEAU

Pour concept et réalisation de
réseaux, large bande, et bande
base sur projets industriels.

Première expérience souhaitée.

Pour base PARIS.

Merci d'adresser votre dossier, s/réf.

MS4 à I.C.A., 3, r. d'Neuville,

75010 Paris, qui transmettra.

ALCATEL ESPACE Spécialiste des Télécommunications Spatiales

Afin de compléter notre équipe travaillant sur le Programme
TELECOM 2 (Satellite de Télécommunications), nous recherchons
pour TOULOUSE des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Diplômés Grandes Ecoles ou Universités)

Pour les domaines suivants :

• Répétiteur,

• Distributeur électrique,

• Compatibilité électromagnétique,

• Intégration de satellites.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV

détaillé, photo et prétentions), en rappelant la référence 11, à la

Direction du Personnel, BP 1187,

31037 TOULOUSE CEDEX.



ALCATEL ESPACE

Leader français dans notre secteur à caractère tertiaire, nous sommes un organisme de 1000 personnes animant et gérant une soixantaine de centres opérationnels en Région Parisienne.

Dans le cadre du redéploiement de notre Informatique, nous avons à pourvoir le poste de

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Rattaché à la Direction, vous participerez à la conception et à la mise en place d'un plan d'organisation et d'extension de nos systèmes d'information.

Vous aurez la responsabilité hiérarchique d'une équipe d'informaticiens.

Familiarisé avec l'environnement IBM 43 XX/DOS/VSE... vous avez une bonne connaissance des technologies récentes (SGBD, télécommunications, bureautique, micro) et saurez promouvoir l'utilisation des méthodologies de développement sur des applications de gestion.

Homme de communication et de management, vos qualités relationnelles autant que techniques seront capitales pour vous affirmer à ce poste clé de notre organisation.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. AS1/M à notre
Conseil : SOCIÉTÉ ANNE MILCENT - 5, rue Turbigo 75001 PARIS.

responsable informatique

HEC, ESSEC, ESC + 2 ans d'expérience

Vous serez le porte-parole des différents Services de notre Société auprès de la SSII qui réalise nos projets informatiques dont vous serez le maître d'œuvre. Doté d'un gros système sophistiqué qui traite les informations de notre unité de production (450 personnes) fabriquant en grande série des biens d'équipement pour la civilisation, de nos Directions Commerciale (5 Agences régionales) et Financière, nous souhaitons confier la gestion de ce service basé en proche banlieue Ouest à un candidat de formation supérieure commerciale ayant acquis une première expérience du pilotage de projets informatiques et désireux d'élargir son expérience à un niveau de responsabilité globale avant d'évoluer vers une fonction financière par exemple. Dans l'immédiat, nous attacherons la plus grande importance aux qualités de rigueur, de synthèse et de communication. Indispensables pour harmoniser, exploiter et développer l'existant, et dans un second temps préparer le futur. Premier constructeur européen dans son domaine, notre Société (500 personnes, 350 millions de CA dont 35% à l'export) saura ouvrir des perspectives d'avenir à un ORION vous garantissant une discrétion absolue et vous remerciera de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 704533/M.

35, rue de Bocher 75008 Paris



R E G I O N S U D - E S T

INGENIEUR CHIMISTE

SPECIALISTE DES PRODUITS FORMULES MATERIAUX SECOND ŒUVRE BATIMENT

Filiée d'un important Groupe Industriel français à vocation internationale, nous souhaitons confier la formulation de produits techniques pour le bâtiment au sein de notre Service RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - facteur clé de notre expansion à un INGENIEUR spécialiste des produits formulés.

C'est l'occasion pour vous de mettre en œuvre vos connaissances et votre expérience dans le domaine de la technologie des liants hydrauliques et des résines.

Si vous souhaitez vous investir dans une mission passionnante au sein d'un groupe dynamique qui saura valoriser vos performances, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, sous la réf. 4712/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra

Merci de préciser sur l'enveloppe les noms des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas communiquer.



LEASAMETRIC

Location de Matériels Electroniques

Nous sommes un des 1^{ers} loueurs mondiaux d'électronique et d'informatique légère : HEWLETT PACKARD, TEKTRONIX, INTEL, IBM, FLUKE... nous recherchons :

UN INGENIEUR PRODUIT

Mission : Choix des produits, préparation des produits à la location (catalogues, tarifs), publicité, support de l'équipe de vente.

Profil : Ingénieur produit en instrumentation, expérience mini. 5 ans, connaissance très large requise, minimum DUT électronique, anglais lu, parlé, écrit.

DEUX INGENIEURS TECHNICO/COMMERCIAUX

Mission : Réponses clients et prises des commandes de location.

Profil : Vendeurs en instrumentation et systèmes, connaissance des produits la plus large, expérience minimum 2 ans, DUT électronique.

Postes basés à VELIZY

Adressez d'URGENCE CV et prétentions à : LEASAMETRIC

6, rue des Frères Caudron, 78140 Velizy-Villacoublay

Je m'engage à...

501 64 4011

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

R.T.S.
Filiale MSA
spécialiste en logiciels financiers et GPAO
recherche

UN CHEF DE PRODUIT

- Gestion commerciale.
- Gestion de stocks.
- Gestion des achats.
- Connaissance IBM S/36 et S/38 souhaitée.

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL
pour vente de logiciels de GPAO, distribution gestion financière. Expér. confirmée de la vente à tout niveau nécessaire.

UN(E) TRADUCTEUR(TRICE)
PLEIN TEMPS
pour traduction de documentation d'utilisation des logiciels. Connaissance du vocabulaire technique nécessaire.

Envoyez votre C.V. à R.T.S.
118, r. de Tocqueville, 75017 PARIS à l'attn. de M. Vergnolle.



Il existe un art de gagner comme il existe un art de vivre.

Télesystèmes a été l'une des premières entreprises à comprendre l'importance de la qualité dans le parcours d'une carrière.

Domaines de pointe :
Entrer chez Télesystèmes, c'est choisir de progresser dans des domaines de pointe : ingénierie de systèmes, génie logiciel, vidéo communication, systèmes experts, réseaux... C'est participer à des projets ambitieux. C'est placer sa carrière sur une trajectoire sûre : les métiers que nous maîtrisons vous permettront d'enrichir votre expérience.

Moyens puissants :
Télesystèmes, l'une des premières SSII fran-

çaises, a choisi d'investir sur les plus grands noms : IBM, DEC, BULL.
Son assise financière, les moyens mis en œuvre et son potentiel humain vous assurent un parcours riche fondé sur l'autonomie et la responsabilité.

L'imagination au pouvoir :
Chez Télesystèmes, vos idées sont reconnues. Le dialogue ouvert et cordial vous permettra d'exprimer votre créativité et de rencontrer des gens passionnants.
Si vous êtes de ceux qui pensent qu'il existe un art de gagner, tout comme il existe un art de vivre, rejoignez-nous.

Télesystèmes recrute plus de 300 ingénieurs en 1987 : ingénieurs d'application - chefs de projet - ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux - ingénieurs d'affaires...

Envoyez votre dossier de candidature à :
Télesystèmes, Direction du personnel.
115, rue du Bac, 75007 Paris.

Telesystemes
Gagnons ensemble.

CODRA INGENIERIE INFORMATIQUE

Nos secteurs d'intervention :

- l'automatisation d'unités de production
- l'instrumentation de production
- la communication

Nos clients : de grands groupes industriels.

Nos besoins :

des ingénieurs

capables de concevoir et réaliser des logiciels temps réel :

- diplômés grandes écoles ou universités (Bac + 5)
- un à trois ans d'expérience
- connaissance sur les microprocesseurs INTEL ou MOTOROLA et les systèmes d'exploitation RMX 86 ou UNIX.

Prérez d'envoyer CV sous réf. RD/472 à CODRA
S.A. de CODRACOM - 4, avenue du Général de Gaulle LES ULIS

DEVENEZ LE RESPONSABLE DE L'ANALYSE TECHNOLOGIQUE ET DE DEFAILLANCE DE NOTRE SERVICE ASSURANCE QUALITE COMPOSANTS

De formation Ingénieur Electronicien, vous possédez des connaissances en physique des matériaux. Vous êtes débutant ou justifiez d'une expérience allant jusqu'à 5 ans en technologie et test des composants, microélectronique, microscopie électronique.

Animateur d'une équipe de 3 techniciens, vous serez chargé :

- des analyses, essais et évaluations technologiques,
- des expertises de composants,
- des recherches et mises au point de nouvelles méthodes d'analyse,
- des audits, enquêtes Qualité chez les fournisseurs.

Pour ce poste basé à Châtillon (92), nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 1404 M au Service Relations-Formation, **aérospatiale**, Division Engins Tactiques, 2 rue Béranger, 92320 Châtillon.

aérospatiale
DIVISION ENGINES TACTIQUES

Société d'Ingénierie Informatique recherche pour des créations de postes

INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES

avec un minimum de 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :

Intelligence artificielle
Calcul et traitement numériques
Calcul des structures
(La connaissance de NASTRAN, ADINA et de VAX/VMS serait souhaitable).

Les postes sont à pourvoir dans une grande ville du littoral sud de la France.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à SEGIME - JM. VALLET
6 Place de la Gare 69003 Lyon Part Dieu.

SEGIME

FUTUR RESPONSABLE MARKETING

Concepteur d'ordinateurs vidéo-graphiques, en passe de conquérir une position de leader au niveau mondial, DE GRAFE recherche le futur responsable marketing.

- Jeune diplômé d'Ecole de Commerce.
- Quelques années d'expérience.
- Anglais parfait.

Votre esprit d'équipe, votre rigueur, votre créativité et vos compétences seront les gages de votre réussite.

Adressez votre C.V. ainsi qu'une lettre motivant votre candidature à DEGRAFE S.A. - 10, rue de Presles - 75015 PARIS.

DEGRAFE

CCMC
INFORMATIQUE DE GESTION

directeur d'un cabinet conseil en informatique de gestion

Vous envisagez de créer votre propre entreprise...

CCMC vous en offre aujourd'hui l'opportunité dans un contexte particulièrement séduisant, puisque vous bénéficierez pour vous lancer du double appui de la première Société en Informatique de Gestion cotée en Bourse et de ses clients, les Experts-Comptables.

CCMC crée en effet, avec ceux-ci, des Cabinets de Conseil, Centres de Compétences en Informatique de Gestion (CCIG), dont la vocation est de vendre un savoir-faire informatique : évaluation des besoins, choix de solutions, pilotage d'implantation, assistance et développement de projets, audit informatique. Bien entendu, en tant que Directeur de l'une de ces filiales, vous pourrez à terme, si vous le souhaitez, apporter votre participation au capital.

A la fois Manager et Consultant, vous animerez une équipe de 4 à 5 personnes (composée d'un ou deux Consultants et Analystes Programmeurs que vous recruterez) et vous développerez avec elle, dans votre région, une clientèle de PME. Celle-ci trouvera en vous un interlocuteur compétent (formation supérieure + 5 ans minimum d'expérience dans une Société d'Informatique) et impartial puisque vous travaillerez en toute indépendance tant vis-à-vis de CCMC que des fournisseurs de produits informatiques (matériels et logiciels).

CCMC souhaite lancer avec vous des CCIG à PARIS, BORDEAUX, TOULOUSE, GRENOBLE, LILLE, MONTPELLIER et STRASBOURG.

Si ce challenge vous motive, ORION vous remercie de lui adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions), sous référence 704532/M.

ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris.

ORION
l'homme et l'entreprise

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrées : matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

INGENIEURS SYSTEMES CONFIRMES BULL ENGAGE VOTRE MOBILITE

Vous avez quatre années d'expérience réussie. Vous connaissez la structure d'un operating system et des sous-systèmes associés (transactionnel, interactif...). Venez approfondir vos compétences techniques au sein de BULL DPS7, département en plein essor avec son nouveau produit DPS 7000.

Nous vous offrons : formation : plusieurs mois sur l'architecture GCOS7, et, responsabilité : conseiller notre réseau international de service à la clientèle, réparti dans le monde entier. Vous participerez activement au lancement de nos futurs produits, et vous serez amené(e) à vous déplacer chez nos clients pour des missions d'une à deux semaines.

Pour ces postes basés à Paris 20^e et en Banlieue Ouest, la pratique de l'anglais est indispensable.

De larges perspectives d'évolution vous sont offertes à terme au sein du Groupe Bull.

Bull et ses clients, une équipe pour gagner.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à Mme A. RIFFAUD - BULL S.A. PC 11009D
94 Avenue Gambetta - 75020 PARIS.

Bull

SECTEURS DE POINTE

Nous sommes un des très grands constructeurs mondiaux de matériel informatique. Notre filiale française, très performante, est en développement constant.

Pour renforcer notre équipe commerciale, dans le secteur des INSTITUTIONS FINANCIÈRES, nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL H/F

Il sera responsable du développement d'un secteur bancaire. Il aura un rôle de conseil vis-à-vis de ses clients, et leur proposera des solutions adaptées à leurs besoins.

Vous avez environ 28-35 ans, une formation supérieure en ÉCONOMIE (Maitrise Sciences Eco, IEP, HEC, ESCP...) et une expérience réussie de la vente.

Vos connaissances de l'informatique et de la Banque, alliées à votre culture générale et à vos goûts pour les problèmes économiques (produits financiers, Bourse...), font de vous un interlocuteur crédible à tous les niveaux.

Nous vous offrons un environnement professionnel et des opportunités d'évolution très motivantes.

Formation aux produits à votre arrivée.

Lieu de travail Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 8770 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

MECANIQUE DU VOL ET APPLICATIONS MISSILES : UN TRAVAIL PASSIONNANT !

UN INGENIEUR D'ETUDES AERODYNAMIQUE Sup'Aéro, Ensma...

Au sein de la direction études et recherches, il aura en relation avec les services de conception, la responsabilité du développement de programmes de calculs complexes, écoulements, modélisation de surfaces portantes etc...

Par sa fonction, il sera amené à participer à l'ensemble des études en cours au sein de la direction technique.

Vous êtes ingénieur aérodynamicien diplômé, avec des connaissances en mécanique du vol, thermique, mais aussi informatique. Vous êtes débutant à trois ans d'expérience : nous vous offrons la possibilité d'exprimer vos qualités techniques mais aussi relationnelles au sein d'un groupe offrant de réelles possibilités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 341270 Y à notre conseil EGOR TECHNOLOGIES 125, Av. des Champs Elysées, 75008 PARIS.

THOMSON BRANDT ARMEMENTS



THOMSON

Ingénieur Qualité Logiciel

De formation Ingénieur, Informaticien ou Electronicien, vous possédez une expérience de 3 à 10 ans dans le développement de logiciels industriels. Vous connaissez ainsi les langages évolués (PASCAL, LTR, FORTRAN) et assembleur, et maîtrisez les méthodes et outils de génie logiciel.

Nous vous proposons de prendre en charge :

- le suivi qualité du développement des logiciels embarqués,
- les études de nouvelles méthodes applicables aux logiciels embarqués,
- la prospection et la mise en place d'outils.

aérospatiale

Adresser CV détaillé à **aérospatiale**
Division Engins Tactiques
Service Relations-Formation
2 rue Béranger BP 84
92322 Chatillon - Cedex.



Moderniser et optimiser notre outil industriel

C'est la mission d'envergure que nous souhaitons confier à un Ingénieur de formation : Centrale, Mines, Arts & Métiers ou ENSIA... Disposant déjà d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans en industrialisation ou ingénierie, acquise dans le secteur agro-alimentaire, pharmaceutique ou parachimique.

Il sera chargé, sur notre site de Château-Thierry :

- d'accroître la productivité, en étudiant nos moyens industriels et réalisant les automatisations nécessaires,
- d'assurer le suivi des unités pilotes automatisées (mise au point, puis intégration des unités complètes),
- de préparer l'introduction sur le site des technologies nouvelles, tant sur un plan technique qu'organisationnel et humain.

A la tête d'une petite équipe de dessinateurs-projeteurs, il devra travailler en lien avec les différents services de l'Usine. Nous apprécierons ses qualités d'organisation et de décision, ainsi que son assise et sa simplicité dans les contacts humains.

Pour préparer une usine pour demain, faites part de vos motivations (lettre, CV, photo et

prétentions) à Bernard

FRANOT, sous référence

11/80 87 M à

NBF - BP 93,

91003 EVRY Cedex.



ALSTHOM

recherche pour son Etablissement
de SAINT-NAZAIRE (4 500 personnes)
(Logement possible à LA BAULE)

2 INGENIEURS CONTRAT ELECTRICITE

Vous êtes : Diplômé E.S.E., E.N.S.H.I.E.T., I.E.G., E.N.S.E.M. ou équivalent, de préférence expérimenté en B.E. et gestion des affaires. Très à l'aise dans la pratique de l'anglais, vous savez vous adapter, travailler en équipe, négocier vos idées.

Nous vous proposons :

- un rôle important au sein de notre équipe contrat,
- chargé d'une affaire dans votre spécialité, vous aurez la responsabilité des grandes options des installations électriques, ainsi que la gestion de leurs approvisionnements,
- Rémunération à situer en fonction de votre expérience.

Adresser lettre et C.V. à Gérard DEMEAUX - Service Recrutement, Formation, Communication - Chantiers de l'Atlantique - B.P. 400 - 44608 SAINT-NAZAIRE Cedex.

GROUPE SYSECA

INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES

Ingénieur ou commercial informatique, vous êtes motivé par la vente de solutions complexes dans les domaines des télécommunications, des grands réseaux publics ou privés à valeur ajoutée, et du génie logiciel.

Vous souhaitez travailler dans un environnement de haut niveau vous fournissant un support efficace. Notre Groupe d'ingénierie informatique (900 personnes, CA 350 MF), partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, attend votre candidature.

Après des grands comptes (DGT, Défense nationale, Administrations, secteur industriel, banques...), vous assurerez vous-même votre marketing, vous élaborerez vos propositions et menez les négociations jusqu'à la signature des contrats.

Vous serez autonome et responsable de votre activité. Nous saurons vous y intéresser.

Merci d'écrire sous réf. 245 à : SYSECA SELECTION, 315 Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION



La direction
des constructions
et armes navales de
CHERBOURG

recherche

UN INGENIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :

Ingénieur spécialiste électricité et liaisons intérieures, il a la responsabilité des installations de production et de distribution d'électricité et des réseaux de communication intrasous-marin nucléaire en cours de développement ou de construction à Cherbourg. Il bénéficie d'une grande liberté d'action dans le domaine qui lui est imparti. Il a essentiellement pour missions : d'animer les équipes chargées de la conception et des essais des installations, de gérer les réalisations confiées aux entreprises sous-traitantes. L'emploi proposé se distingue par l'originalité des choix techniques imposés par les performances des sous-marins nucléaires ainsi que par les innovations qui en découlent dans de nombreux domaines (électrotechnique de pointe, automatique, imagerie électronique, électronique de puissance, instrumentation, électrochimie, connectique...)

PROFIL :

Age : 25/35 ans

Formation : Ingénieur grande école, généraliste ou spécialisé en électricité.

Pratique : Expérience en électrotechnique et construction navale appréciée.

Rémunération en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Ecrire en adressant curriculum vitae sous réf. LM 05 : DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES, Chef de Section PERSONNEL BP 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Nous développons des concepts, des méthodes, des systèmes d'acquisition et de traitement de phénomènes physiques. Nous explorons un créneau "High Tech", c'est pourquoi nous connaissons une croissance fulgurante. Pour accroître notre capacité d'innovation, nous recherchons pour LYON un

Diplômé Grandes Ecoles, la trentaine, ayant déjà animé une équipe, votre rôle sera le DÉVELOPPEMENT d'applications concrètes dans la chaîne Capteurs mécaniques, traitement du signal, restitution : les compétences techniques indispensables pour ce poste sont : électronique analogique BF, numérique, micro-informatique (hard et soft).

Si ce poste vous intéresse, envoyez confidentiellement votre cv, photo et prétentions sous la réf. DVA à

BERNARD MIGNOT CONSEIL
145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

responsable informatique

La filiale d'un important Groupe Industriel et Commercial (16000 personnes, 11 milliards de F de chiffre d'affaires), recherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ses missions consisteront à :
• animer une équipe d'environ 40 personnes (études et exploitation),
• optimiser l'organisation du site,
• accentuer le développement de l'informatique dans les unités de production.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'Enseignement Supérieur, âgé d'environ 40 ans, possédant de bonnes connaissances du matériel IBM, PPS 8 et si possible d'IBM : 4380 et réseau de SA.

La fonction nécessite des qualités affirmées de manager et une personnalité de tout premier plan.

Poste basé à LILLE.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. 61.57/RI/852 à ADEQUATION, 62-64 av. Emile Zola, 75015 Paris.



سكنى فى المصطفى

150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 15 avril 1987 21

SECTEURS DE POINTE

HAUTE-SAVOIE RESPONSABLE INFORMATIQUE

Cette entreprise française (600 personnes) en forte progression, se situe parmi les leaders des terminaux et systèmes informatiques.
Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il anime le service informatique (HP 3000, 5 personnes).
Responsable du respect des procédures, de l'analyse et de l'organisation des applications informatiques (du cahier des charges à la réalisation), il assiste les départements et les équipes sur l'implantation et l'utilisation de l'outil informatique. Une connaissance de la gestion de production (MM 3000) serait fortement appréciée.
Véritable conseil, il travaille en collaboration étroite avec le service d'organisation interne et les SI.
Informaticien ayant 3 à 5 ans d'expérience dans ce type de poste, c'est un chef de projets d'une entreprise de service qui souhaite élargir sa fonction, ou le responsable d'un système informatique de taille moyenne.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 151061 J à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servan - 69431 LYON CEDEX 3

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Jeunes ingénieurs, construisez avec nous notre avenir technologique.

Notre département circuits hybrides - 1er fabricant en France et l'un des plus importants en Europe - a une croissance annuelle de 30 % et travaille sur un marché international concurrentiel évoluant rapidement. Pour répondre aux exigences de ce secteur d'activité, nous renforçons nos équipes et recherchons de jeunes ingénieurs électroniciens ayant une expérience professionnelle de 5 ans minimum.

INGENIEUR D'ETUDES : à partir du cahier des charges, il étudie les produits à industrialiser avec remise de prototypes pour homologation client (simulation sur ordinateur, étude de méthodes d'ajustage et de tests...). Réf. 91666/LM

INGENIEUR DEVELOPPEMENT MESURE OPTOELECTRONIQUE : il assure le développement des mesures en prenant en compte l'aspect coût, qualité et délai ; il définit les critères de mesure et participe à l'assistance technique à la fabrication. Réf. 91667/LM

La taille et la croissance de notre société est une garantie d'évolution pour des candidats de valeur. Pour chacun de ces postes, l'anglais est indispensable.

Les postes sont basés à 80 km au Sud de Paris.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 76016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

LES RESULTATS ET LA CONFIANCE

PAYMATEC

Schlumberger

Si aujourd'hui PAYMATEC SCHLUMBERGER, n° 1 mondial, domine le marché de la carte à mémoire, c'est le résultat d'une ambitieuse politique de recherche et de développement et d'une confiance sans réserve accordée à ses équipes d'ingénieurs. Nous recherchons un :

Chef de projet

Cartes à mémoire/lecteurs de cartes

Votre formation (Supélec, Centrale, AM...) et une solide expérience industrielle dans le domaine « microprocesseurs et hardware » font de vous un spécialiste de la conception de circuits.

Vous assurez la responsabilité de développer d'ambitieux programmes très novateurs.

Nous saurons apprécier vos résultats et la confiance que vous gagnerez auprès de vos équipes et de nos clients utilisateurs.

Libre cours à votre créativité et à votre initiative : ce sont les mots clés de votre prochaine réussite. Nous y croyons parce que aujourd'hui plus que jamais nous avons l'ambition d'un leader. Vous aussi.

Anglais nécessaire pour une ouverture nationale et internationale.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75006 Paris, sous réf. 68839 M, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval



2ème Pôle Français en communication d'Entreprise (5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A. déjà très présents sur les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de RADIOTELEPHONIE (Téléphone de voiture et Réseau d'Entreprise), la COMMUTATION PRIVEE (Intercoms et Autocom électroniques) et la TELEMATIQUE (Terminals télématiques, systèmes bureautiques).
Pour notre activité RADIOTELEPHONIE, nous créons un poste de :

Ingénieur Support Technique Compétent en Logiciel Réseaux

Dans le cadre de l'exploitation et la maintenance des systèmes de radiotéléphonie, votre mission sera d'assurer l'interface avec les clients qui exploitent le système et leur apporter une assistance technique et opérationnelle sur des problèmes d'exploitation et de maintenance.

Ingénieur de formation à dominante électronique / informatique, votre compétence en logiciel et en architecture des systèmes s'appuie sur 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des réseaux de communication.

Vous souhaitez augmenter votre autonomie, avoir un champ d'intervention large à l'intérieur de l'entreprise et auprès des clients. Anglais souhaité.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3023 à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

Nous sommes un important groupe international de recherche et de production pharmaceutique situé en proche banlieue sud de Paris.

Equipes de matériel IBM (1 x 3083 - 1 x 4381 - 1 x 8100 - infocentre AS et Micro), nous mettons en œuvre un nouveau plan informatique, ce qui nous conduit à renforcer notre département Etudes et à rechercher un :

■ Chef de projet

Rattaché au Responsable des Etudes, vous serez chargé du développement de nouvelles applications concernant la gestion des achats, la gestion des expéditions et de l'ouverture de la GPAO à d'autres domaines.

De formation supérieure (MAGE, Ecole d'Ingénieurs), vous possédez une expérience significative de la gestion d'importants projets, et les qualités d'animateur et de gestionnaire qui vous permettront de vous affirmer dans ce poste bénéficiant d'une large autonomie.



Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/LB/CP à ORDIS - 10, rue Auber - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION DE MESURE

Dans le cadre de la forte expansion de son

BUREAU D'ETUDES

RECHERCHE

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

Pour le développement de produits mettant en œuvre des capteurs, des cartes analogiques et digitales à microprocesseurs.

• Expérience exigée : 2 ans minimum.
• L'habitude des contacts avec les fournisseurs, la fabrication et le service après-vente seront un plus.

Localisation du poste : BANLIEUE EST

Merci d'adresser CV PHOTO et PRETENTIONS à :

Ets MULLER & CIE

2, av. de la Trentaine - B.P. 25

77501 CHELLES CEDEX

SSI en pointe dans le secteur de la GPAO PMI PME

recrute

LES INGENIEURS COMMERCIAUX

CONFIRMES

qui diffuseront des solutions cle en main sur DEC.

Rémunération très motivante

Merci d'envoyer lettre + CV + photo à

M. DE KERVIZIC

IMPACT INDUSTRIE - 8, rue des Cordeliers

21400 CHATILLON-SUR-SEINE

RESPONSABLE DE PROJET

B/T

Il aura un rôle de conseil, auprès des clients qui mettent en œuvre un Système d'information : définition de l'architecture, des moyens physiques, de la réalisation et de la mise en place de ce système. Il animer une équipe composée de permanents internes (ingénieurs d'applications, 1 en externe (utilisateur, SSI...).

Vous avez environ 32 ans - une formation supérieure : une expérience de 6 à 8 années de conduite de projet chez un Constructeur, un Utilisateur ou une SSI.

Vous avez acquis une bonne connaissance du fonctionnement des entreprises, ainsi qu'une expertise dans le domaine de l'Architecture des Systèmes de Données.

Vos qualités relationnelles et de rigueur méthodologique sont reconnues, ainsi que votre disponibilité.

Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 8930, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une totale discrétion.

30 rue Pergolée - 75116 Paris

Actiman

Nous sommes l'un des tout premiers constructeurs d'ordinateurs en Europe. Notre taux de progression est spectaculaire, non seulement au niveau Chiffre d'Affaire, mais plus encore au plan des résultats. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un :

Ingénieur technico-commercial

Ses missions consisteront : à intervenir en avant-vente, en appui des ingénieurs commerciaux (organisation de démo, argumentaires, etc.), à participer à la mise en place des solutions retenues, impliquant une intervention de conseil à haut niveau.

Il interviendra sur des PRODUITS et SYSTEMES RESEAUX (connaissances des problèmes d'architecture de réseau, réseaux hétérogènes, etc.).

Il est demandé une formation supérieure, BAC + 4 minimum, une expérience Telecom et Réseaux et la connaissance de la langue anglaise.

Adresser CV, photo, salaire actuel sous référence 33.5012/849 à :

ADEQUATION 62/64, avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILERS EN RECRUTEMENT

Prenez une longueur d'avance

DATAID
TECHNOLOGIES

INNOVER, c'est être présent partout où l'informatique évolue. Notre mission : réaliser avec de grandes entreprises leurs projets d'avenir en mettant en œuvre, avec elles, des méthodes et des outils avancés.

Prenez vraiment une longueur d'avance en participant :

■ A LA CONCEPTION ET AU DEVELOPPEMENT DE GRANDS PROJETS (réf. DT 101 LM)

CHEF DE PROJETS (5 à 10 ans d'expérience)

INGENIEUR D'ETUDES (2 à 5 ans d'expérience)

Connaissances requises : assembleur 68000 - PASCAL - C - LTR

■ A LA PERSONNALISATION DE LOGICIELS CAO (réf. DT 102 LM)

INGENIEUR EXPERIMENTE EN CAO

Connaissances requises : un grand système CAO (CATIA, MEDUSA...)

■ AUX SUPPORTS UTILISATEURS (réf. DT 103 LM)

INGENIEUR SYSTEME VMS ou UNIX

Connaissances requises : Réseaux ou SGSD

■ A DE GRANDS PROJETS DE SIMULATION (réf. DT 104 LM)

INFORMATICIEN/NUMERIQUE EXPERIMENTE

Connaissances requises : Réseaux Multimachines sous UNIX, FORTRAN

Un bon départ pour tous ceux qui ont envie d'évoluer avec un groupe qui privilégie l'initiative personnelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) en rappelant la réf. choisie à Guy FORAX - DATAID TECHNOLOGIES - Pénopole 132

94126 FONTENAY S. BOIS Cedex

DATAID TECHNOLOGIES : Une société de SAVOIR-FAIRE

SECTEURS DE POINTE

chef de projet junior, venez miser sur la "nouvelle banque"

Notre banque (Paris 8ème), dotée d'outils performants (informatique intégrée, réseau ETHERNET, SNA...), garantit depuis longtemps à sa clientèle un service de qualité et s'oriente vers les activités de marchés. Pour nous, demain c'est déjà aujourd'hui.

Sur notre lancée, nous renforçons nos équipes études pour augmenter encore la productivité de trois de nos secteurs : exploitation bancaire, relations interbancaires, Bourse/titres. Venez mettre en œuvre nos techniques informatiques et épauler le responsable de secteur dans l'animation de son équipe.

Ingenieur ou universitaire (MAGE, DEA informatique), vous avez deux à quatre années de pratique professionnelle acquise en milieu bancaire dans un environnement gros systèmes et/ou super-minis.

Avec nous, venez vous démarquer du lot et vous libérer des lourdeurs administratives.

Notre consultant, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 5019 LM) à "Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE

INGENIEURS UNIX

grande expérience UNIX pour développement du nouveau du SYSTÈME
240.000 F/an.

INGENIEURS SYSTEMES

Projet Multitâche en Temps Réel.
Systèmes GULD/MPX et VAX/VMS.
240.000 F/an.

INGENIEURS RESEAUX

TRANSPAC-325-SNA-DSA

INGENIEURS PROCESS

Expérience

Processus Industriels

69000 MITRA-SOLAR

26, r. Daubenton, 43-37-68-22.

C.J.N. Informatique recherche pour son Département Industriel et scientifique à Paris :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Option informatique - (2 à 3 ans d'expérience)

Connaissant UNIX/C, LTR pour le développement de projets en informatique temps réel.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS - Option informatique

Pour projets de Génie logiciel, logiciel de base, Automatismes, CAO...

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

C.J.N. INFORMATIQUE - 53, bd de Sébastopol

75001 PARIS ou tél. au 42.36.50.18

Le Département Industrialisation d'une importante société performante dans le domaine aéronautique et spatial recherche (H/F)

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

pour assurer l'optimisation des produits développés au sein du Département Electromécanique (Gyroscopie).

Ingenieur Grande Ecole, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise dans un poste similaire, ou dans le Service Méthodes d'une société spécialisée dans la fabrication de produits de navigation inertielle. De solides compétences dans le domaine des asservissements sont indispensables.

Vos qualités relationnelles vous permettront de jouer un rôle d'interface entre vos différents interlocuteurs (Ingenieurs d'Etudes, Ingenieurs d'Affaires, Ingenieurs Méthodes...), de proposer et de défendre vos idées.

Ce poste, basé en Région Parisienne (proche banlieue Ouest), nécessite de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre manuscrit, CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant sur l'enveloppe le N° 9748 à PARERANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

un INGENIEUR en ELECTRONIQUE pour nos marchés télécommunications et industriels à l'export.

En relation étroite avec les ingénieurs commerciaux et les responsables produits, cet INGENIEUR D'AFFAIRES participe à l'effort de pénétration sur le marché export (Europe du Nord) par la promotion auprès des grands clients et le support technique de la force de vente. Il analyse le cahier des charges des circuits électroniques en technologies hybrides à réaliser pour nos clients et élabore les coûts prévisionnels.

Il évalue le marché potentiel et la politique de prix, analyse la concurrence et assure le suivi des produits nouveaux.

Le poste convient à un ingénieur en électronique (option télécommunications) possédant de préférence une première expérience technique.

La taille et la croissance de notre société sont une garantie d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence 91665/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 76016 PARIS.



Le Monde CADRES

"Si vous êtes un homme de décision... nous répondrons à vos ambitions!"

Informatique Industrielle, Informatique de Gestion, Gestion de Production sur mini et micro ordinateurs : cette triple compétence CMG est unique sur le marché. Nos forces depuis 10 ans, ce sont d'une part nos équipes de professionnels de haut niveau technique et, d'autre part, notre philosophie d'entreprise : nous donnons à chacun de nos collaborateurs les moyens d'exploiter son potentiel dans une ambiance d'autonomie et de respect mutuel.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF - Département MICRO -

30 ans environ, de formation supérieure (BAC + 4, + connaissances comptables), riche d'une expérience réussie à un poste similaire de préférence dans la micro-informatique, rompu à l'encadrement, vous ne voulez pas en rester là. Vous souhaitez valoriser votre expérience, prendre des responsabilités très opérationnelles dans une société en expansion : avec 50 % de progression l'an depuis 10 ans, nous répondrons à vos ambitions.

Intégré à notre Département MICRO, en relation avec la Direction Administrative et Financière, vous êtes responsable : * du suivi des commandes clients, * de l'administration des achats et du stock, * de la logistique, * du respect des procédures administratives, * de l'optimisation de notre système de gestion.

Homme de terrain et de communication, vous ferez rapidement preuve d'efficacité au sein de ce Département et saurez saisir les nouvelles opportunités d'évolution.



Adresser CV, lettre, photo, prétentions (sous réf. RA/M) à CMG, M^{me} Gouffier, ZA de Courbeboeuf, BP 38, 91949 Les Ulis Cedex.



HEC, ESSEC, SUP de CO

Société d'assurances appartenant à l'un des groupes privés les plus dynamiques, nous avons vocation de mettre en place et exploiter les systèmes de commercialisation de masse de produits d'assurances destinés aux particuliers.

Distributeurs, VPC, presse, clubs divers peuvent devenir nos "prescripteurs" quand ils sont convaincus de la justesse de nos analyses. C'EST VOUS que nous attendons pour être nos négociateurs auprès des directions compétentes.

Diplômés d'une grande école de commerce, vous vivez votre première expérience de vente (moins de 2 ans de vie professionnelle), vous voulez vous exprimer véritablement dans un métier "tout neuf" et participer efficacement au lancement de formules qui réussiront, donc qui porteront votre développement de carrière : vous voulez communiquer et savez synthétiser.

Si ce portrait vous ressemble, écrivez sous la Réf. 32244 A, à notre Conseil, G. STIKER, qui vous informera en toute discrétion.

G. STIKER & ASSOCIES

groupe bossard - 12 bis, rue Jean-Jaurès - 82807 PUTEAUX.

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

CHEF DE PUBLICITE H-F

Faire communiquer les entreprises est notre métier. Publicité de recrutement et communication interne en sont les deux pôles. Agence spécialisée d'un groupe leader sur le marché européen, nous avons une forte volonté de développement et de qualité.

Votre rôle : rechercher et développer de nouveaux budgets. En véritable "chef d'orchestre", vous en assurez le suivi et la gestion.

Vos interlocuteurs : Directeurs des relations humaines, conseils en recrutement et directions générales.

Votre formation supérieure (BAC + 4) et une pre-

mière expérience réussie de la vente sont indispensables. Outre des qualités de VENDEUR, vous avez une excellente culture générale, une bonne connaissance des entreprises, de l'aisance pour rédiger, de la rigueur... et beaucoup d'idées. Nombreux déplacements en région parisienne et parfois en province.

Si vous vous êtes reconnu dans cette annonce, nous attendons votre candidature avec CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel s/référence M 14 M. PICARD - 149, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Parfums et Cosmétiques

Paris

Diriger notre Comptabilité, en Développer l'Organisation

Dans notre domaine, nous avons rapidement, et depuis longtemps, pris une dimension internationale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : CA 270 MF.

Proche collaborateur de notre Directeur Administratif et Financier, il vous appartient d'animer le service comptable : 6 personnes vous assistent, et vous écouteront parce que vous êtes un vrai professionnel.

Bilan, comptes d'exploitation, déclarations fiscales... Votre quotidien. Mais vous aurez d'abord comme premier objectif la définition et la mise en place de nouvelles procédures, évidemment performantes.

Responsable du reporting, vous élaborerez et suivrez progressivement les budgets, aux côtés du Directeur Financier.

28 ans environ, une bonne formation (DECS...), une première expérience (11 ans), forment un profil idéal. Sans oublier la comptabilité et le reporting anglo-saxon acquis en cabinet d'audit et/ou en entreprise. La pratique de la micro-informatique est nécessaire. Fluency English, of course!

Vous avez sûrement compris que ce poste prenait les dimensions d'une fonction très opérationnelle, mais aussi très conseil.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo, salaire actuel sous réf. M 62803 GK à l'attention de Georges KRASNOVSKY.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.



مكتبة جامعة القاهرة

السلامة العامة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 15 avril 1987 23

Le Monde CADRES

Importante société de services
intervenant dans tous les domaines
de l'activité immobilière

JEUNE CADRE

Débutant ou première expérience pour poste à pourvoir au
sein de son secrétariat général.
Ce poste à dominante financière suppose une aptitude à
exercer des tâches diversifiées.

Profil recherché : I.E.P. Section éco-fi + droit.
Adresser C.V. + photo au
MONDE PUBLICITE
sous n° 8503,
5, rue de Montessay, 75007 PARIS.

Centre informatique
situé à Paris banlieue Est

TECHNICIENS SAV

B.T.S. ELECTRONIQUE
POUR UNE DUREE DETERMINEE D'UN AN.

Postes à pourvoir pour le service installation, surveillance
et maintenance du réseau de terminaux et TPE.

Les candidatures avec C.V. détaillé et prétentions s'agit
adresser sous n° 8504 M - LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessay, PARIS-7.

Sud-Ouest

Responsable production

Organiser, gérer et développer l'ensemble de la fabrication, optimiser les
moyens et les outils de production, animer les équipes (70 personnes).
C'est la mission complète que vous propose cette société figurant parmi
les leaders dans son domaine : la fabrication en grande série de pièces
industrielles moulées en préimprégné.

Ingénieur Mécanicien (AM, INSA ou équivalent), âgé de 28 ans minimum,
vous bénéficiez d'une première expérience en production.
Disponible et impliqué, vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre potentiel
technique et vos qualités d'animateur dans un contexte évolutif et
performant.

Merci d'adresser votre CV complet + lettre manuscrite, sous réf. M 514 D,
à notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99
Conseil de direction

Transformation des matériaux

Responsable maintenance E.T.N.

Mettre en place une gestion prévisionnelle de la maintenance et assurer
l'entretien de l'ensemble des moyens de production (mécanique, hydrau-
lique, électricité, automatismes), prendre en charge les Travaux Neufs et
contrôler le suivi des investissements sont les principales missions qui lui
sont confiées.

Notre société est spécialisée dans la fabrication de pièces industrielles
moulées en grande série.
Le développement rapide de nos activités et la complexité croissante des
opérations confèrent à la fonction E.T.N. une importance toute particulière.
Nous souhaitons rencontrer un professionnel âgé de 28 ans minimum,
diplômé de l'enseignement supérieur technique (AM, INSA, Officier
Mécanicien de la Marine Marchande...) justifiant d'une première expérience
significative dans cette fonction.

Le poste est basé dans une agréable région du Sud-Ouest.
Merci d'adresser votre CV complet + lettre manuscrite, sous réf. M 514 E, à
notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99
Conseil de direction

Groupe industriel de dimension internationale (30 000
personnes - 14 milliards de C.A.) appartenant à un des
tous premiers groupes mondiaux recherche pour ses
activités basées en France et en Espagne :

RESPONSABLE de L'ORGANISATION

Intégré au sein d'une petite équipe et en liaison avec le siège du Groupe il aura pour
principales missions :

- d'assister l'encadrement dans la définition de l'organisation et des structures
- de procéder à des diagnostics pour le compte des différentes sociétés du Groupe.
- de mettre en place des outils et des modes d'organisation nouveaux dans le cadre de
la politique de développement définie pour l'ensemble des sociétés.

Ce poste exige un candidat de formation supérieure (ingénieur ou école de gestion)
possédant une expérience minimum de 5 ans en cabinet ou en entreprise à
vocation internationale.

Le poste est situé en proche banlieue Ouest.

A terme de larges possibilités d'évolution sont ouvertes dans le Groupe.



Merci d'adresser une lettre manuscrite avec C.V. et prétentions en indiquant sur
l'enveloppe le n° 8753 à FRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne
75008 PARIS qui transmettra

Contact-téléphone
(1) 42 61 82 81

DIRIGER NOTRE SERVICE COMMERCIAL FRANCE

Il animer l'équipe commerciale, définira et conduira la politique commerciale du Département et sera chargé de
négocier auprès de la Direction des Constructions Navales, la fourniture d'équipements et de systèmes de détection
sous-marine et de traitement de l'information.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur technico-commercial à fort potentiel, justifiant d'une quinzaine d'années
d'expérience et possédant impérativement outre une parfaite connaissance de la réglementation des marchés publics, la
pratique des relations avec l'Administration de la Défense.

Vous vous reconnaissez dans ce profil et cette mission vous intéresse ?

Pour plus d'information, merci de joindre notre contact téléphone au
(1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi et de 10 h à 13 h le
samedi) ou d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91671 UM à
Nathalie HUILLE, THOMSON SINTRA Activités-Sous-Marines,
1, avenue Aristide Briand, 94117 ARCUEIL

THOMSON SINTRA
ACTIVITES SOUS-MARINES

CONSULTANTS EN MARKETING-MANAGEMENT
de produits et biens d'équipements INDUSTRIELS
au niveau INTERNATIONAL

CONSULTANTS

INGÉNIEURS (H/F) ou à deux ans d'expérience dans l'industrie.
Formation complémentaire appréciée.

CONSULTANT SENIOR

Même formation, 4 ou 5 ans d'expérience
dans l'INDUSTRIE ou le CONSEIL
(marketing, stratégie).

ANGLAIS et/ou ALLEMAND COURANTS INDISPENSABLES
pour les deux postes.



Envoyer C.V. et prétentions à :
2 M INDUSTRIE
32, avenue de l'Europe,
78140 VÉLIZY.

Laboratoire
pharmaceutique
FILIALE
D'UN GROUPE AMÉRICAIN

COMPTABLE QUALIFIÉ (H/F)

- 25 ans, B.T.S.
- 2 ans minimum d'expérience professionnelle.
- Rigoureux et méthodique, ayant le goût d'un travail de qualité et une bonne organisation.

Adh. C.V. photo et prêt. à :
M^{me} STROHL
LABORATOIRE ROYER S.A.
rue de la Gare,
92300 LEVALLOIS-PERRET.

MARIE DE MONTPELLIER
Service Pré
recrutement
par voie de concours

B'UN(E) ATTACHÉ(E) DE PRESSE ADJOINT(E)

Formation requise par stage
ou diplôme d'une école
d'attachés de presse.

Dans limite de dépôt des candidatures
le 30 AVRIL 1987.

Pour la nomination, s'adresser
Mairie de Montpellier, Bureau
Recrutement Formation,
Tél. : 67-34-70-00,
p. 34, 58 ou 72-11.

L'EST RÉPUBLICAIN

recherche
JOURNALISTE
de moins de 25 ans pour poste
rédauteur localiser et sportif dans
ville de Montreuil-sous-Bois.
Ecrire « Est Républicain »,
54180 HOUDENMONT.

GROUPE DE SOCIÉTÉS

recherche
**1 CADRE
COMMERCIAL**
(niveau supérieur)
RÉGION PARISIENNE

**FIXE = 10/12.000 F.
% + FRAIS**

**3 TECHNICIENS
COMMERCIAUX**
(Bacheliers / Electronique)
PARIS-LILLE-BORDEAUX

**FIXE = 10/15.000 F
VOITURE + FRAIS**

C.V. + photo à V. BERTIN
47, rue Baccot,
92210 SAINT-CLLOUD,
Tél. : (1) 47-71-85-88.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE LONDRES

Collaborateurs susceptibles

- d'ASSISTANCE COMPTABLE,
- de LIAISON ADMINISTRATIVE
entre sièges sociaux et filiales.

Niveau B.T.S. comptable ou équivalent exigé.

Envoyer C.V. à G.D.V.
114, avenue CHARLES-DE-GAULLE,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

SITUATION D'AVENIR dans entreprise en plein dévelop- pement rég. S.O., cadre agréable

OFFRE À CHIEF COMPTABLE

avec expérience
et conseils informatiques.

Env. C.V. et prêt. s/n° 8477
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessay, Paris-7.

Cherchez ÉTUDIANT

en sciences mécaniques ou
physiques.

Langage maternel, allemand
pour trav. traduction d'anglais
ou français, vers allemand.

T. NLSM : 45-39-22-33, p. 363.

La ville de Strasbourg

recrute par voie de concours

UN ENSEIGNANT

Artiste confirmé, ayant une approche théorique et pratique
de l'expression textile, responsable de l'atelier de tapisserie
(carton et lisse).

Ce concours aura lieu le 19 mai 1987
à l'École des Arts Décoratifs,
1, rue de l'Académie, 67000 STRASBOURG.
Date limite de dépôt de candidatures : 4 mai 1987.

Pour tous renseignements, s'adresser au
SERVICE DES AFFAIRES CULTURELLES
CENTRE ADMINISTRATIF
1, PLACE DE L'ÉTOILE, B.P. 1049/1050 F,
67070 STRASBOURG CEDEX.
Tél. : 88-68-98-99, poste 73-36.

ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL DU PACTO VANDRACQ

59130 Lambrecht
recherche

DIRECTEUR

- Direction du personnel.
- Gestion du centre.
- Promotion et suivi du projet.
- Exp. et qualité, démarches.

Env. C.V. détaillé à :
M^{me} la Présd., 14, r. Alfre-
de-Musset, 59130 Lambrecht.
Tél. : 20-31-83-29
avant le 4 mai 1987.

Le Centre d'Informations Fran-
caises organise un stage pour
recruter des CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H/F) :

- s/Paris et ses agences périphé-
riques. Téléphonez pour R.V.
- Paris : 45-00-38-87.
- Banlieue Nord et Ouest :
45-53-20-00.
- Banl. Sud : 45-53-81-30.

Ville de Garges-Lès-Gonesse
Val-d'Oise (95141)

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Option lecture publique.
Titulaire du CAPB. Adresser
candidature à M. le Maire.

JEUNE ATTACHÉ TECHNIQUE - SUP de CO ou orientation affaires internationales

Il a une bonne maîtrise de l'anglais et la pratique d'une seconde
langue, en priorité l'allemand.

Après formation aux techniques de l'assurance, il sera affecté
dans un premier temps au siège, aux opérations de cession, avant
d'acquies les compétences nécessaires pour devenir opérationnel
comme responsable sur les marchés extérieurs.

Please apply with circumstantial C.V. (réf. MM/RE2)
and handwritten letter in english
Albert AUPEIT - CETAGEP
74, avenue du Général de Gaulle 72000 LE MANS

CETAGEP

Le Monde CADRES

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche UN RESPONSABLE DE ZONE AMERIQUE LATINE

De formation supérieure (Gdes Ecoles, ESSEC, ESCP, IEP...), le candidat retenu aura :

- une solide expérience bancaire d'au moins 10 années,
- une bonne connaissance des pays concernés,
- une pratique courante de l'anglais et de l'espagnol.

Il devra :

- proposer et mettre en œuvre une stratégie d'implantation,
- analyser les risques pays et suivre les affaires traitées avec les clients de la zone,
- développer et gérer un réseau de correspondants.

Adressez votre lettre de candidature, C.V. et rémunération à PUBLIVAI/4064
27 Route des Gardes 92190 MEUDON, qui transmettra.

Le groupe de CREDIT AGRICOLE
du CREDIT AGRICOLE
recherche son

Expert comptable

Sous l'autorité du Directeur "Contrôle, Informatique et Comptabilité" il aura la responsabilité de la comptabilité de 6 établissements financiers. Le poste est particulièrement intéressant pour un(e) candidat(e) de 35 ans minimum ayant une solide formation comptable (expertise) et une expérience de 10 ans minimum acquise dans des établissements bancaires ou financiers. Il sera habilité à travailler avec les moyens informatiques et aura d'excellentes connaissances fiscales. L'aptitude à animer une équipe d'une vingtaine de personnes est indispensable ainsi que le sens de l'organisation. Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous Réf. LAM/03.19 à CNCA - Service Gestion des Personnes - B.P. 48 GUYANCOURT 78280 ST QUENTIN EN YVELINES.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Déjà plus de cinq ans d'existence à Tours. Une image de marque axée sur la discrétion et la qualité. Afin de faire face à son expansion et pour de meilleures prestations

**GAUTIER-DELANDRE
CONSULTANTS**

s'agrandit et vous prie de noter sa nouvelle adresse
24, boulevard Béranger - 37000 TOURS
Téléphone 47.47.53.57

Société immobilière récente
en expansion rapide

recherche

**JEUNE DIRECTEUR
GÉNÉRAL ADJOINT**

Expérience complète du marché de bureaux de la Région Parisienne.

Négociateur haut niveau transactions, marchand de biens, promotion. Bon gestionnaire. Situation évolutive dans équipe motivée.

Ecrire Réf. XI à GESTAUDIT, 7, cité Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, qui transmettra.

Etienne Simonnet et
son équipe vous font
part de leur nouvelle
adresse.

76,76 av. des Champs-Élysées 75008 Paris Tél. (1) 42 25 1799

Conseil de direction

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.

L'établissement public
départemental
de Clairvivre
24160 Excideuil

organise un concours sur titres
pour le recrutement

**DU RESPONSABLE
TECHNIQUE**

du centre de rééducation pro-
fessionnelle (homme ou
femme). Connaître impérativement
Arts et Métiers (ou équivalent)
ou de personnes ayant assuré
des fonctions de responsable
dans des établissements
d'enseignement ou de formation
ou de formation.

Reqs. av. 60-60-40-40, p. 430.
Détail des conditions avant le
12 mai 1987.

Nous recherchons nos :

RESPONSABLES CCAIX

Tél. : (1) 47-70-07-63.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
DE CONSTRUCTION
MAÎTRE D'OUVRAGE
RECHERCHE UN
VÉRITABLE CHIEF
DE PROGRAMMES**

**IL DEVRA ASSUMER
LA RESPONSABILITÉ**
- de l'ordonnement et des
méthodes,
- de la gestion technique,
- des appels d'offres,
- des études de permis de
construire, des relations avec l'édilité,
dans l'ensemble des actes du
projet de construction.

**IL ENTRETIENDRA
LES RELATIONS AVEC**
- entreprises, bureaux d'études, bureaux
de contrôle et assurances.

**LES CANDIDATS DEVONT
IMPÉRATIVEMENT**
être âgés de 30 à 35 ans.

ETRE INGENIEUR
Arts et Métiers ou Centrale
ou posséder une expérience de
LA MAÎTRISE D'OUVRAGE.

HAUTE RÉMUNÉRATION
et conditions de travail
à l'essai.

Adresser C.V. détaillé + photo à
NORELL & CONSEIL
4, AVENUE MATHISON,
75008 PARIS, qui transmettra.

automobiles

ventes

divers

BMW SÉRIE 3-5-7
86-87 EX TT peu roulé,
AUTO PARIS 15, 45-53-69-95,
63, r. Daumesnil, PARIS-19P.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR
56 ANS

Expériences :

- Directeur des ressources humaines de grandes sociétés.
- Secrétaire général de groupe.
- D.G. de P.M.E.

Ouvr. à toutes propositions PARIS.

Ecrire sous n° 1490,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

CHARGÉ DE MISSION EXCEPTIONNELLE
COURTE DURÉE
Afrique francophone - France

Conseiller d'entreprise, pour établir un constat, l'étudier, concevoir les solutions, appui opérationnel sur un plan très général dominant toutes les techniques et les aspects méthodologiques de la fonction de

DIRECTION GÉNÉRALE

Richesse de savoir-faire, longue expérience gestion des hommes et plus particulièrement de l'Afrique.

Ecrire sous n° 5.502 M Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, Paris-7.

**ASSISTANTE TECHNIQUE-
COMMERCIALE**, disponible
forme à responsabilité. Je
souhaiterais mettre à profit mes
20 ans d'expérience au service
d'une entreprise dynamique où
je pourrais développer mon goût
des contacts humains. Appren-
dre et réaliser... Notions
d'anglais et espagnol. Matières
traitement de textes.

Ecrire s/1491, 24-133 à
Carmes Publicité,
20, avenue de l'Opéra,
75004 Paris, Cedex 01,
qui transmettra.

Cadre infirmière dipl. 1982, infirmière diplômée d'Etat 1982,
grande expérience en chirurgie,
recherche poste responsabilité
clinique ou hospitalière privée
Paris Ouest, Boulogne, Neuilly.
Ecrire sous le n° 6960
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

GESTIONNAIRE CONFIRMÉE
DYNAMIQUE
ET MÉTHODIQUE
35 ans, 15 ans d'expérience
cherche emploi stable.
Tél. ap. 18 h et pers. w.-s.
34-15-44-94.

Adresse : Jacqueline Gelle
5, rue Marmont,
92120 ERMONT.

**J.H. 25 ans, Bac G2, 3 ans
d'expérience, cherche place
stable AIDE COMPTABLE II ou
COMPTABLE I.**
45-09-01-12 entre 8 h et 12 h 30.

**J.H. 23 ans, Daug anglaise,
2 ans Sciences Po, diplômé
O.M., recherche place stable
administrative, gestion clientèle.**
Tél. : 42-23-63-40.

**Cadre 45, ing. électro-
mécanicien, resp. matériel élec-
trique, exp. SAV, fabrication
gestion stocks, contacts clients
et fabrication ch. place stable
Paris proche banlieue, M. Mar-
tigny, 14, rue Clairaux,
75017 Paris.**

DIRECTEUR COMPTABLE
52 ans, ch. porte, libre de suite
(cause liquidat. de biens) rég.
Paris, M. Daumesnil, 30, rue
F. Poulletier, 92110 Cligny,
47-57-86-82.

**F. 45 ans parle angl., all.
Esp., ital., esp., portug.,**
EX. MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

PME - PMI
Il y a 7 000 joints vitreux en
Chine, mais 20 seulement sont
français-d'origine ! La bataille
de l'exportation se gagne non
pas avec des discours, coupe à
la main, mais en étant partie
marche sur le terrain. J'ai 3 ans
d'expérience de travail avec les
Chinois. Je suis prête à partir
avec vous pour relever le défi.
Ecr. sous n° 8460 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris 7.

VOUS CHERCHER
UNE COLLABORATRICE ?
Prête à s'occuper de la rédaction
d'un livre, J. P. 40 ans, cadre RSE,
ADM, 45 ans, direct. RTS, secr.
not. droit, angl., ch. états.
Paris et région.
Ecr. sous n° 9482
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris 7.

**appartements
ventes**

**3^e arrdt
ARTS ET MÉTIERS**
Studio carcéral km. andou,
plac. 30 m², 450 000 F.
Offre service 47-56-04-27.

**5^e arrdt
MONTFARVILLE**
3 chéms, 2 bns, plac. andou,
2.700.000 F., 43-22-61-33.

VAL-DE-GRACE, récent
p.t.t. 3-4 p., entr. cul.,
bns, w.c. séparé, balc., toilet.
Tél. : 42-35-18-34.

secretsaires
ADMINISTRATIF DE BIEN
PARIS-8 - RECHERCHE

**8^e arrdt
AV. NOCHE (PRÈS)**
60 standing, étage élevé,
100 m², 2 services parking,
100 m², 2.500.000 F., 43-22-61-33.

**11^e arrdt
M^e BOULETS**
Rén. et dev. belle entrée, gd
sal., salon, bnc., 4 ch.,
2 bns, 1 suite d'entr., w.c.,
2.700.000 F., 43-22-61-33.

**12^e arrdt
DAUMESNIL**
Bel imm. pierre de taille, triple
acc., 4 p., 11 ch., s/rue,
1.250.000 F., 43-22-61-33.

91 - Essonne
Vds pr. Bruny (91) pav. 8 p.,
95 m² hab., + cal., ss-sol et p.
conv., de réa. et cul., w.c.,
2.700.000 F., 43-22-61-33.

Province
PERPIGNAN
Centre ville, de réa. et cul.,
avec piscine et concierge,
hausmannien, 110 m², 99 920 F.,
Tél. : 68-36-17-52.

**appartements
achats**

Recherche 2 à 4 p., PARIS, pré-
fère RIVE GAUCHE avec ou
sans travaux, PACE CONCEPT
ch. notaire, 48-73-20-67,
même le soir.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

**appartements
achats**

Recherche 2 à 4 p., PARIS, pré-
fère RIVE GAUCHE avec ou
sans travaux, PACE CONCEPT
ch. notaire, 48-73-20-67,
même le soir.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère achats et ventes
dans toutes les régions fran-
çaises. Placement comptant ch.
notaire. Tél. 48-44-66-66.

L'IMMOBILIER

**locations
non meublées**

Paris
VAUGRAND, r. Abbé-Groult,
dans bel imm. andou, 1^{er} ét.,
4 p., 4 bns, ch., et s. d'a.
cul., w.c. 2.700 F. + ch. Tél.
mém. SEBEC : 48-22-60-82.

**locations
meublées**

Paris
MONDIAL MERCURE
une chambre + 2 pièces
pour clientèle étrangère
APPS DE STANDING pour
uniquement 100 000 F.
Tél. : 42-56-28-16.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour SAUMON, STES
MULTINATIONALES et
DIPLOMATIQUES. Salles 3-5-6
4-5 p. et plus.
Tél. : 42-56-28-16.

**maisons
de campagne**

Parc rég. Maine-Normandie
Entre Amboise et Sargé-sur-Loire
l'Orme (213 km de Paris), par-
culier vend cause maladie com-
pagnon de campagne meublé en
cours de finition trois peintures
et papiers. Sur cave avec
cave, 5 de réa. avec chaudière
2 chéms, cuisine équi-
pée, salle de bain et w.c.
Chaudière électrique. Le tout
sur 1 300 m de terrain avec
admirable vue sur la Loire
petite culture 1^{re} catégorie.
(Pêche et chasse). Prix :
250 000 F. Remise immédiate
47-38-18-74.

A SAINTE
80 km Paris Ouest, Aut. Sud
NEMOURS
A 5 MN DU GOLF
Tr. bel imm. 18 pièces
séjour, 11 ch., 5 p., + ss.
cul., chaudière, 2.500 F.
S/TER. 1 MA PAYS. Pr. ent.
590.000 F., 400 100 F. (16)
48-58-49-83 et 48-58-49-83
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

propriétés

Paris Haute-Marne à 100 m de
la Seine, 3 verres, meublé
10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

MAD à ville 60 km de Paris
bel imm. 18 pièces, 11 ch.,
5 p., 5 s., w.c., 2.500 F.
S/TER. 1 MA PAYS. Pr. ent.
590.000 F., 400 100 F. (16)
48-58-49-83 et 48-58-49-83
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

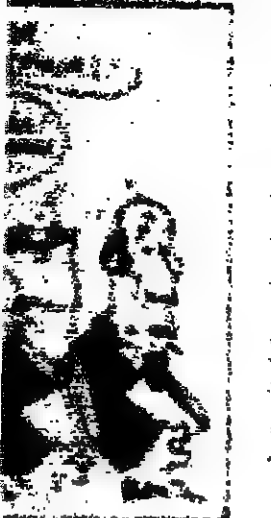
SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver-
res, 10 p., 10 ch., 5 s., w.c.,
2.500 F. 48-58-49-83
Tél. : (16) 71, 48-58-22-25,
(16) 58-58-22-25, 34 N/24.

SAINT ANTOINE, part. vil. meublé
à réa., 400 m² hab., sur 3 ver

Journal de l'ESD

Culture politique



IX sommets

Texte vertical sur la gauche de la page, sous le titre 'IX sommets', contenant des informations ou des citations liées à la culture politique.

Culture

THÉÂTRE

A Vérone

Scènes européennes pour l'enfance

Les rencontres européennes qui viennent de se tenir à Vérone ont révélé des démarches théâtrales originales pour le jeune public.

Si la notion de festival se justifie, c'est bien à propos des spectacles pour le jeune public : chacun ici reste si lié à la vieille tradition du théâtre infantile que des démarches originales risqueraient de passer inaperçues sans des rencontres européennes comme celles qui viennent de se tenir à Vérone du 1^{er} au 5 avril.

Pour les Portugais d'O Bando, le théâtre pour enfants permet une mise en images de l'histoire légendaire (Alfonso Henriques), où le récit, pour suppléer à l'absence de décor, oblige l'acteur à une force d'invention et de métamorphose des plus vigoureuses, qui sait éviter les clichés du genre.

Les spectacles italiens ont tendance à se rattacher à une tradition de spectacle populaire plus codifiée, celle de la revue d'avant-guerre avec chansons, lazzi, effets récupérés de la commedia dell'arte autour d'un personnage de répertoire issu d'Ariosto, dans les *Mesaventures di Bonaventura*, création du Stabile de Roma, « grand spectacle » où ne

craint pas de se produire un fameux acteur comme Marcello Baroffi.

Le théâtre Aida de Vérone avait choisi d'adapter sur le ton de la farce onirique *l'Histoire de Marcovaldo*, d'Italo Calvino. Théâtre du texte-roi auquel s'opposait clairement le style des spectacles français : *Eurek* en forme de la compagnie Sufreli (qu'on peut voir à Paris, pendant les vacances de Pâques au Grand Edgar), vraie démonstration des pouvoirs d'illusion de la mouche en polyester à travers une série de séquences où les formes se métamorphosent à vue en même temps que la musique, depuis Mozart jusqu'au jazz ; et surtout le très spirituel *A l'ombre des géants* de la compagnie Porte-Lune, petit chef-d'œuvre d'humour moût de trois acteurs jouant les rapports de force d'enfants sportifs entre les baskets monstrueux d'un géant qui bloque la moitié de la scène : un théâtre du silence propre à bien et beaucoup voyager.

A signaler en Italie l'effort apporté par la prestigieuse Scala de Milan à organiser des spectacles à l'intention du jeune public : ainsi les *Jeux d'enfants*, de Schumann, confiés à la mise en scène de Sandro Liberini, de Florence, ou encore le *Children's Corner*, de Debussy, par le Teatrino della Padovana.

BERNARD RAFFALLI

VARIÉTÉS

La nouvelle revue des Folies-Bergère

Tradition oblige

La légende du music-hall hante le palais des strass et des plumes.

Les Folies-Bergère ont célébré en décembre 1986 leur 50 000 000^e spectateur et en décembre dernier leur centième anniversaire. Le poids de la tradition est si fort dans ce music-hall qui abrita jadis Fragonard, Yvonne Printemps, la Belle Otero, Maurice Chevalier, Mistinguett et Joséphine Baker que rien n'a bougé pratiquement depuis les années 20 : même légèrement dépeuplée, plus rythmée, la revue de plumes et de strass joue essentiellement sur la multiplication des décors, des costumes (chaque artiste en change environ trente fois) et des effets de mise en scène. Les girls sont de pré-

férence anglaises et le titre du spectacle comporte treize lettres, chiffre porte-bonheur du lieu — le mot *folies* ou *folley* figurant obligatoirement. Enfin, une fois entré dans ce palais du tapage-fool, où régnent dorures, peluches, miroirs et grand escalier, le metteur en scène s'y installe sans risque d'y être délogé. Depuis 1919, trois metteurs en scène se sont succédés aux Folies : Lemarchand jusqu'en 1932, Hermite jusqu'en 1944 et Michel Grynberg, toujours en activité.

Aujourd'hui, on reste émerveillé devant les possibilités techniques de ce théâtre, son imposante machinerie et l'extraordinaire couleur riche de l'ensemble. Le nouveau spectacle a pour titre *Folies en folie*. Il a pour vedette une chanteuse américaine, Bernice Reading, qui chante une fois de plus *Old Man River* et *I ai deux amours*. Les trente-trois tableaux restent fidèles à l'esprit du lieu : valse à la cour impériale de Vienne, gondole à Venise, troupe de danseurs à cigarettes. Toute l'indulgence du toisième est réclamée.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Les Folies-Bergère, 20 à 30.

DERNIÈRES
ANNIE WOBLER
ARNOLD WESKER
CHRISTIANE COHENDY

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Tableau de programmation des concerts, incluant des noms comme IVALDI, BRIDE, BOUFFIL, et des dates.

DEMAIN
Les Mois d'Avril sont Meurtiers
Affiche publicitaire pour un spectacle ou événement, avec une image d'un homme et du texte promotionnel.

Communication

La réorganisation de la FM parisienne

Egalité ?

« Transparence de procédure et égalité de traitement pour toutes les radios », a promis la Commission nationale de la communication et des libertés, en s'attaquant récemment au dossier périlleux de la FM. Et, de fait, la réorganisation de la bande FM parisienne a commencé sous le signe du dialogue et de la clarté, même si certaines règles — plus de fréquence, critères d'attribution des autorisations, sanctions — demeurent encore inconnues. Des auditions ont lieu à la CNCL, qui ont permis d'entendre les avis et doléances des représentants de réseaux, des stations commerciales ou périphériques et des radios associatives.

Et M. Yves Rocca, le commissaire particulièrement chargé du dossier, a réaffirmé à maintes reprises sa volonté de joner cartes sur table et de ne contourner aucun problème technique. Difficile pourtant, six ans après l'explosion des radios locales, de jouer l'égalité entre les stations.

Précédemment chargé du dossier radio à la Haute Autorité, aujourd'hui membre de l'équipe RFM, M. Jacques Dese avait été mandaté comme interlocuteur privilégié de la CNCL et il lui appartenait, espérant certains, de négocier des avantages et un statut national spécifique aux réseaux.

Mais cette union des plus forts s'est révélée fragile, ses bases mal sondées et 95,2 vient de se retirer du groupe, en désaccord sur sa philosophie. « Pas question de cautionner un Yalta de la FM », déclare M. Georges Poinssin, son directeur. Pas question de numéros closés, au profit des réseaux et au détriment des radios indépendantes de province. Pas question, enfin, d'accepter que les fréquences de classe A (à forte puissance) soient la chasse gardée d'une poignée de réseaux. Ce discours légitime, a posteriori, les craintes des petites radios, auxquelles certaines grosses reprochent de gaspiller des fréquences précieuses sur la modulation de fréquence. Il intéresse également les radios périphériques, lesquelles, semble-t-il, jouent le jeu

avec des radios locales privées plus au nord.

Mais seule Paris intéresse pour le moment la CNCL, et certains choix seront difficiles. Radio France Internationale a posé officiellement sa candidature pour une fréquence FM parisienne ainsi que Radio Caraïbe internationale jusqu'aux ententes uniquement aux Antilles. L'armée revendique également une fréquence sur l'ensemble de la France pour la diffusion d'une radio « aventure » mise au point par le SIRFA (service d'information et de relations publiques des armées). — (la bande 104-108 MHz ne lui appartient-elle pas ?). Outre les nouveaux projets qui chaque jour se font connaître, de nombreuses radios étrangères (soutenues souvent par des pays du Magreb) pointent le bout du nez qui rendent délicate la situation. Plusieurs ambassadeurs seront reçus cette semaine à la CNCL, laquelle pourrait négocier certaines autorisations en exigeant dans ces pays une certaine « réciprocité ».

Faible marge de manœuvre

Alors ? Quel paysage FM pour les mois à venir ? Quelle conception, quel équilibre de genres, de styles, de discours ? La question — essentielle — paraît presque saugrenue. Car si l'on considère les radios dites « incontournables » en raison de leur audience, les radios dites « historiques » en fonction de leur ancienneté et de leur renommée, les radios répètes « indestructibles », parfois « inévitables » à cause de leur représentativité d'une communauté ou du soutien de lobbies divers, la marge de manœuvre de la CNCL est finalement plus mince qu'il n'y paraît.

ANNICK COLEMAN

Les nouveaux tarifs de la télématique

Le Kiosque « multipalier » à l'étude

La télématique est en train de vivre sa première révolution. Sans doute parce qu'elle a le vent en poupe, sa prospérité demande aujourd'hui à être organisée. Le minitel appartient maintenant au quotidien : fin 1986, 2 237 000 appareils ont été installés — soit chez 10 % des abonnés au téléphone. En février, le trafic total représentait 4 142 700 heures de connexion contre 3 834 000 heures un mois auparavant. Enfin, avec un moyen de six codes d'accès attribués par jour en 1986, la télématique en France comporte quelque 4 152 services accessibles.

Le public a, lui aussi, changé. Selon une enquête réalisée pour la direction générale des télécommunications (DGT) par MV 2 en mars, 60 % des particuliers déclarent être bien informés sur les services exis-

nants. Si l'annuaire électronique draine 17 % du trafic, il est talonné par les services de loisirs et de jeux (17 %), les messageries (16 %), les services fournissant des informations générales, ceux consacrés à la vie pratique, à la banque etc. Les services grand public (accessibles via le Kiosque, par le numéro d'appel 3615) sont devenus la coqueluche des minitelistes : 61 % d'entre eux les consultent alors qu'ils n'étaient que 34 % il y a un an.

Il y a pourtant des ombres au tableau. Ces services grand public sont coûteux pour les fans du minitel. Selon l'enquête MV 2, 69 % d'entre eux estiment que jeux, messageries, informations, etc. sont trop chers (en 1985, il n'était que 43 % à penser ainsi). De plus, le minitel est trop souvent synonyme de messageries « roses ». L'affichage publicitaire auquel ont recouru certains services ainsi que quelques faits divers récents ont incité les pouvoirs publics à mettre le nez sur le petit écran.

Soucieux de maintenir le trafic et désireux de mettre un peu d'ordre dans les messageries, le ministre des P et T, M. Gérard Longuet, annonce pour plusieurs mois la fin de la tarification unique de services télématiques grand public, le Kiosque. D'ici au mois de juin, plusieurs niveaux de tarifs devraient être mis en place par la DGT, ce que les spécialistes appellent le « Kiosque multipalier ». En 1987, trois « paliers » nouveaux devraient s'ajouter au 3615. Deux seraient plus chers : le 3616 (75,10 F de l'heure de consultation) et le 3617 (131,40 F). Le troisième au contraire devrait avoir les 40 F de l'heure, l'ancien Kiosque — le 3615 — demeurant à 59,20 F l'heure. A terme, cette petite révolution devrait être complétée par une tarification multiple touchant les numéros d'appels professionnels et semi-professionnels (3613 et 3614) : une vingtaine de numéros différents, représentant chacun un coût horaire particulier, devraient être créés.

La DGT prévoit d'affecter à chaque nouveau numéro d'appel du Kiosque multipalier des services précis. Ainsi le 3615 serait réservé aux services grand public ; les 3616 et 3617 aux autres ; quant au « palier » bas, il devrait être affecté, selon les professionnels, mais il pourrait aussi concerner les messageries.

C'est là que le bât blesse. De nombreux éditeurs de services grand public refusent d'être relégués au 3615 et souhaitent pouvoir bénéficier des numéros 3616 et 3617 sur lesquels ils pourraient mettre à la disposition du public leurs services les plus onéreux (comme l'information). Enfin, ils estiment que l'instauration d'un « palier » bas déstabi-

liserait des entreprises de télématique encore fragiles. Citant l'exemple du service Grelot, les éditeurs indiquent par exemple que l'application d'un palier de consultation à 40 F l'heure entraînerait une baisse du chiffre d'affaires de 67,85 %.

Divergences à l'ARTEL ?

Cette révolution des tarifs est donc loin de faire l'unanimité. A tel point que certains membres de l'Association française de télématique (ARTEL), qui regroupe depuis les débuts de la télématique à la fois les éditeurs grand public, les professionnels et les centres serveurs, ont décidé de créer leur propre structure. Le 6 avril, le Groupement des éditeurs des services professionnels de télématique (GESTP) est né. Il regroupe une trentaine de professionnels des médias et de la communication (*Le Monde*, *Canal Plus*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *Le Progrès*, *Le Nouvel Observateur*, *Libération*, *Le Parisien*, *Crac*, etc.) qui ont créé un service de télématique. Représentant plus de 70 % du trafic actuel, ils soulignent à la fois la fragilité du média télématique et le danger que pourrait représenter toute modification tarifaire.

Structure de concertation avec les pouvoirs publics, le GESTP a demandé au ministre des P et T d'être représenté au sein de la Commission nationale de la télématique — présidée depuis le 17 mars par M. Jean-Jacques de Bresson, conseiller d'Etat et ancien directeur général de l'ORTF de 1968 à 1972, qui succède à M. Pierre Huet, devenu membre de la Commission nationale de la communication et des libertés.

Mais il propose aussi la création d'un comité consultatif, réellement représentatif (dont feraient à la fois partie des éditeurs de presse, des représentants de services publics disposant de services télématiques, comme le SNCF, des banques, le Crédit lyonnais, et des entreprises de vente par correspondance, La Redoute. Ce comité serait chargé de définir le code des pratiques en télématique grand public ainsi que les règles de déontologie et d'attribution des autorisations de services, afin d'éviter les anciens errements.

Enfin, le GESTP propose de tester « en grandeur réelle » les tarifs les plus élevés avant que le ministère ne prenne une position définitive sur le kiosque multipalier. Une prudence qui éviterait le risque de déstabilisation du marché. Et qui devrait avoir l'oreille d'un ministère soucieux de préserver le succès de la télématique en France.

Y.-M. L.

Patrick Lecoq adjoint au directeur de la rédaction d'Antenne 2

Elie Vannier, directeur de la rédaction d'Antenne 2, vient d'annoncer la nomination comme adjoint, à ses côtés, de Patrick Lecoq. Il sera chargé « de l'ensemble des problèmes administratifs et matériels de la rédaction » l'autre directeur adjoint de la rédaction, Claude Manuel, étant plus particulièrement chargé de contenu des journaux télévisés.

Ancien présentateur d'Antenne 2, puis de Télématin, Patrick Lecoq (quarante-trois ans) a indiqué qu'il « souhaite faire en sorte que la machine marche à son maximum afin d'affronter la concurrence dans les meilleures conditions ». Il se trouvait depuis l'été 1986 en attente d'affectation au sein de la chaîne.

D'autre part, M. Claude Contamine, le PDG de la chaîne, a formulé une brève réponse aux déclarations de M. François Bouygues décrivant Antenne 2 « en grand danger ». « Nul n'est assuré de son avenir », estime M. Contamine, selon lequel « il faut se garder de vendre la peau de l'ours. Je pense qu'Antenne 2 a tous les atouts pour apporter au plus grand nombre les meilleurs programmes. Chacun en France est attaché à une télévision de qualité, et le secteur public trouvera les moyens de son ambition ».

Moët-Hennessy se retire de la CLT

Moët-Hennessy vient de revendre les 9 % des parts qu'il détenait depuis un an dans le capital de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), la maison mère de RTL. En avril 1986, en effet, le groupe agro-alimentaire présidé par M. Alain Chevalier avait, pour la première fois, investi dans le secteur de la communication, en reprenant à Hachette la participation que celle-ci était contrainte d'abandonner après avoir pris le contrôle de la station périphérique concurrente, Europe 1.

Cette intrusion de Moët-Hennessy dans un secteur d'activité nouveau, n'était alors considérée que comme une première étape. Le groupe agro-alimentaire ne cachait guère son intérêt à plus long terme — lorsque viendrait le temps des privatisations — pour Havas... qui n'est autre que l'un des tout premiers actionnaires de la CLT. Les conditions aujourd'hui imposées par l'Etat pour la privatisation de l'agence, ont découragé M. Alain Chevalier. Celui-ci a donc décidé de racheter son groupe sur d'autres activités.

La cession s'est provisoirement faite au profit de Parifrance, holding français du groupe Pargesa-Bruxelles Lambert, autre actionnaire de la CLT. Mais pour que l'équilibre fragile existant entre les actionnaires français ou belges ne soit pas remis en cause, le gouvernement luxembourgeois a demandé que cette participation soit rattachée dans quelques mois à un actionnaire français.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Privatisation : le prix minimum de l'Institut de développement industriel est fixé à 1,6 milliard de francs

La commission de privatisation a fixé à 1,6 milliard de francs le prix minimum de l'Institut de développement industriel (IDI), spécialiste du capital-risque dont l'Etat français détient 44 %. Les autres actionnaires de l'IDI, Crédit agricole pour 14 %, EDF pour 14 %, Crédit national pour 8 %, et diverses banques pour le solde, ont une dizaine de jours pour décider s'ils vendent ou non leurs participations, avant que ne soit lancé l'appel d'offres.

L'un des principaux candidats au rachat, le groupe Bouygues, auquel vient d'être attribué TF1, a déclaré, le 13 avril, qu'il ne s'intéressait plus au dossier.

Le prix minimum retenu constitue en tout cas un handicap pour les salariés de l'IDI qui avaient conçu un projet de rachat, grâce à un emprunt cautionné par Rothschild et associé et la Générale occidentale.

CGE-ITT : accord sur les filiales espagnoles

Un accord est intervenu sur le difficile plan de reconversion de l'ancienne filiale espagnole d'ITT rachetée par la CGE en janvier, la Standard Electrica (428 millions de dollars et 16 168 salariés, compte tenu de sa filiale Marconi). Le ministre espagnol de l'Industrie attribuera à Standard Electrica une subvention de 3,8 milliards de pesetas (180 millions de francs), tandis qu'Alcatel et Telefonica (actionnaires à 21 % de Standard) réaliseront une augmentation de capital de 17 milliards de pesetas (810 millions de francs). Alcatel assurera la part la plus importante de cette opération (14 milliards de pesetas). Par ailleurs, Telefonica s'engage à acheter à la Standard Electrica des matériels jusqu'à 312 milliards de pesetas jusqu'en 1991. 4 143 emplois seront supprimés.

Selon le porte-parole du ministère espagnol de l'Industrie, le coût de l'opération d'assainissement dépassera les 83 milliards de pesetas (près de 4 milliards de francs).

L'accord prévoit en outre la vente à Ericsson de la filiale de

Standard spécialisée dans l'électronique militaire, Mercont-Espagne. Le groupe suédois a, d'autre part, annoncé qu'il avait signé un accord de principe pour racheter la participation (49 %) que détient à ses côtés Telefonica dans l'entreprise de commutation téléphonique Imatex.

M. Francis Lorentz, président de Bull SA

M. Francis Lorentz, directeur général du groupe Bull, a été nommé président de Bull SA, qui rassemble la totalité des activités techniques, industrielles et commerciales en France. Bull SA est filiale de la Compagnie des machines Bull (holding du groupe) présidée par M. Jacques Stern.

Ce changement fait suite aux nouvelles responsabilités de président assumées par M. Stern dans la société Honeywell Bull Inc., créée à la suite du rachat par Bull de la filiale informatique du groupe américain Honeywell. M. Lorentz est entré, en septembre 1982, chez Bull et participe, aux côtés de M. Stern, au redressement de l'entreprise informatique française depuis cette date.

TRANSPORTS

Dans une étude demandée par les syndicats

Le Service national des messageries de la SNCF est critiqué pour ses « carences » et ses « mauvais choix »

Avec 850 millions de francs de déficit cumulé de 1982 à 1986, le Service national des messageries de la SNCF (SERNAM) se porte mal. Une étude économique commandée par le comité d'entreprise et réalisée par un bureau de consultants indépendant tire un sévère bilan : une véritable volée de bois vert.

« Carences de gestion » et « mauvais choix » sont imputés à la direction, qui a été remplacée à l'automne dernier à la tête d'une entreprise « en position dominante en 1979-1980 et qui n'a pas su s'adapter à temps l'extraordinaire évolution de son environnement professionnel et prendre les mesures d'adaptation nécessaires ». La messagerie et l'express ont encore perdu 10 % et 3,6 % de leur trafic en 1986, alors que ces produits représentent 56 % et 30 % du chiffre d'affaires (4 170 millions de francs). Le SERNAM n'est pas concurrentiel : délais trop longs (cinq jours au lieu de trois chez les routiers) et variations, incidents de transport fréquents, ignorance du trafic international, tarifs trop rigides, etc.

Signe de la détérioration de la qualité du service : les indemnités payées aux clients pour avaries et retards sont passées de 25 millions de francs en 1973 à 94 millions en 1985 et 108 millions en 1986. Cette année-là, on comptait, sur 10 000 livraisons, 83 envois avariés, 14,5 manquants et 1,5 retard. La force de vente elle-même est mal notée : formation des vendeurs insuffisante et inadaptee — car il n'y a pas de véritable carrière commerciale possible au SERNAM — et défaillance dans le démarchage de la clientèle. Les auteurs ajoutent : « Là encore, c'est un problème de culture d'entreprise » davantage orientée vers la production et l'administration que vers une conception moderne et active du commercial.

Le hors-série
«Dossiers et documents»
«Trente ans de Communauté européenne» à nouveau disponible

Le premier tirage du hors-série «Dossiers et documents» édité par le Monde «Trente ans de Communauté européenne» a été épuisé en dix jours. Après réimpression il est à nouveau disponible. Demandez-le à votre marchand de journaux, 20 F.

Les outils de gestion ? Il n'y a ni compte de gestion budgétaire prévisionnel, ni tableau de bord, c'est-à-dire rien de synthétique sur la clientèle, les flux de trafic, les litiges... Les données existent, mais ne sont pas utilisables, « les compétences sont là, l'essentiel des tâches est accompli, mais il manque l'animation et la gestion qui transforment le savoir-faire en savoir-agir ».

Interrogé au sujet de cette étude, le nouveau directeur général, M. Jacques Peters, quarante-six ans, semble décidé à prendre le taureau par les cornes en incitant les cadres à adopter « des comportements d'entreprise concurrentielle ». D'accord pour donner de meilleurs « objectifs de carrière », il a conscience que « le statut » empêche d'introduire dans la rémunération les éléments incitatifs qui font défaut.

Quant à l'amélioration de la gamme de produits pour les deux années à venir, la direction prévoit l'extension du « spécial 9 » (livraison avant 9 heures), l'express de jour, la messagerie rapide Paris-province du jour au surlendemain. Et, avec l'introduction du « code à barres », M. Peters affirme qu'il pourra mieux suivre les vingt trois mille expéditions quotidiennes.

Le rapport d'experts ne voit pas d'issue pour le SERNAM sans l'investissement de plusieurs centaines de millions de francs. Sans cela, renchérit le comité d'entreprise, la politique de la direction ne serait qu'un vain jeu. M. Peters ne prévoit, en effet, « que » 50 millions de francs d'investissements : « Nous ne pouvons demander plus à la SNCF, qui supporte déjà les déficits du SERNAM, sans faire payer d'agios ».

Enfin — et ce n'est pas le moindre des paradoxes — l'étude réalisée à la demande des syndicats conclut à la nécessité de la filialisation du SERNAM, parce que son statut actuel empêche la constitution d'un réseau intégré européen avec ses principaux concurrents. Si l'assemblée des syndicats est toujours unanimement opposée à une filialisation, la direction du SERNAM se frotte les mains de cette proposition qu'elle espère pouvoir réaliser après le retour à l'équilibre.

Celui-ci sera-t-il au rendez-vous donné pour 1989 ? En 1986 le déficit a été de 240 millions de francs au lieu de 100 millions prévus et un trou de 170 millions de francs est encore envisagé pour 1987, malgré la suppression de mille emplois sur huit mille huit cent soixante-treize.

FRANÇOIS KOCH

EQUIPEMENT

Un schéma directeur pour les dix prochaines années

Le gouvernement programme la construction de 2 730 kilomètres de voies autoroutières

Le gouvernement Chirac, réuni le 13 avril en comité interministériel d'aménagement du territoire, a arrêté un nouveau schéma directeur routier national prévoyant la construction d'environ 2 730 kilomètres de voies autoroutières qui se rajouteront, avant la fin du siècle, aux 5 780 kilomètres déjà réalisés. Le premier ministre a déclaré, à l'issue du comité, que cette décision témoignait de l'importance qu'il attachait à l'aménagement du territoire « qui n'est pas passé de mode, mais qui s'impose à nouveau dans la perspective de la création du grand marché unique européen en 1993 ».

La philosophie de cette politique routière ? « Faire en sorte que la France soit compétitive au moment de l'ouverture sur l'Europe », a déclaré M. Chirac qui a imparti à l'aménagement du territoire trois missions : « Ouvrir les régions les moins développées, créer les conditions d'un développement économique équilibré que possible, favoriser l'adaptation et le développement des zones sensibles, les zones rurales et les régions touchées de plein fouet par la crise ».

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, complètera cette politique dans les prochains jours par des décisions concernant les localisations d'entreprises, les reconversions industrielles et le développement des zones rurales.

M. Méhaignerie, élu de l'Ouest rural de la France, a pu juger des effets bénéfiques du plan routier breton. Il sait aussi que le risque est grand de voir les trafics marchandise et voyageurs emprunter le corridor germano-scandinave pour joindre l'Europe du nord à la Méditerranée, « en oubliant la France ». Enfin, la provincial qu'il demeure a été choqué par le centrisme routier qui fait converger vers Paris les grandes voies de communication.

Le nouveau schéma directeur a tenu compte de ces trois réflexions. Il prévoit en dix ans la construction de 1 530 kilomètres d'autoroutes supplémentaires, s'ajoutant aux 1 200 kilomètres qui restaient dans les cartons de la direction des routes et dont la réalisation sera accélérée :

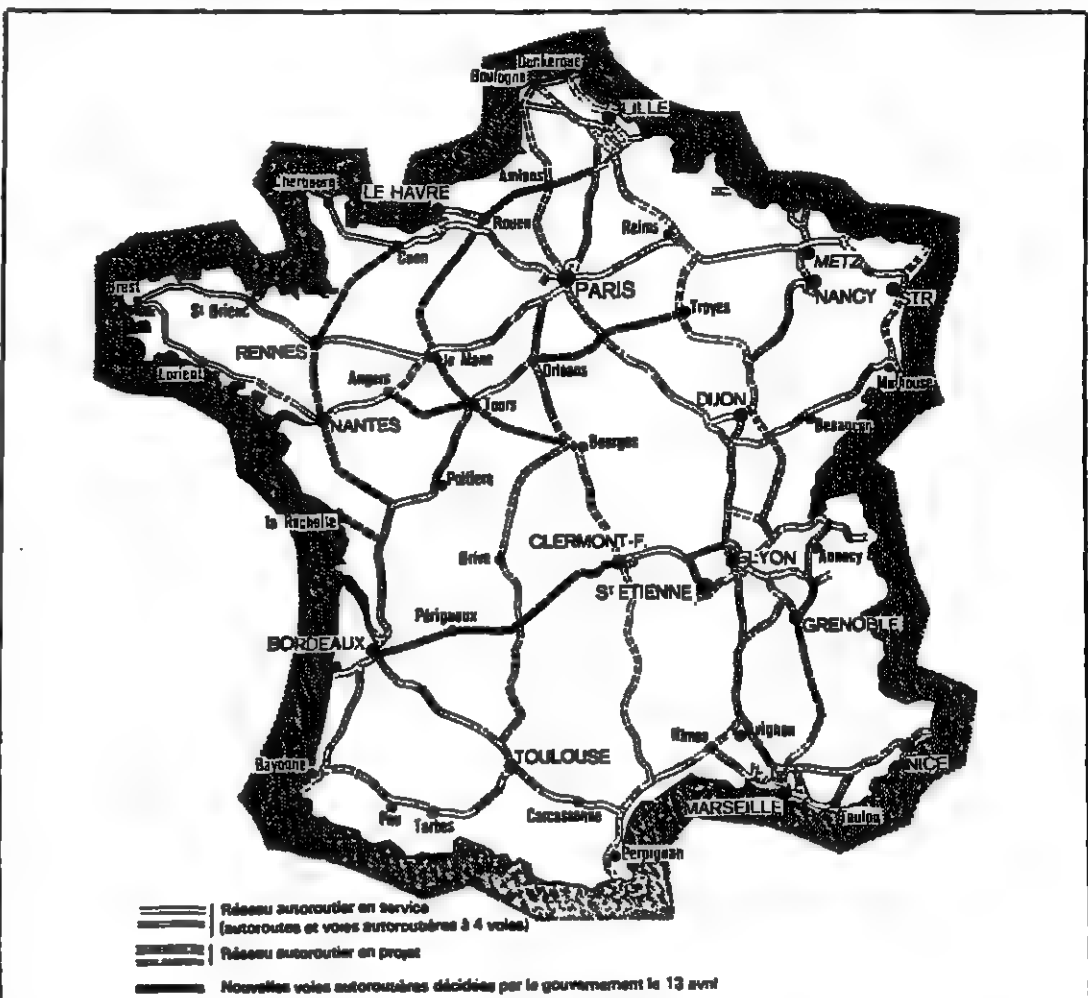
Les voies Est-Ouest

— Une voie de type autoroutier Genève-Bordeaux sans rupture de continuité, à deux fois deux voies et carrefours en dénivelé entre Bordeaux

et Périgueux, et d'une autoroute Périgueux-Tulle-Clermont-Ferrand.
— Une autoroute entre Le Havre et Amiens et une voie rapide entre Amiens, Saint-Quentin et Reims.
— Une voie rapide Angers-Tours-Vierzon, permettra de relier Nantes à Lyon par des voies à caractéristiques autoroutières.
— Une voie rapide Orléans-Troyes permettra de relier Nantes à

● Les programmes accélérés
— La voie rapide Vierzon-Limoges-Brive qui sera complétée par une autoroute entre Brive-Cahors et Toulouse.
— La voie rapide Clermont-Ferrand-Béziers.
— L'autoroute A 86 sera poursuivie dans la région parisienne mais pas achevée dans l'Ouest en raison

région parisienne ces fonds recevront le renfort de la redevance sur les bureaux de l'ouest de l'île-de-France, qui passera de 400 francs à 900 francs le mètre carré. La douzaine de milliards de francs ainsi collectés autorisera les emprunts nécessaires dont le remboursement sera pagé par les péages autoroutiers qui seront maintenus au-delà de 1994, date à laquelle le réseau déjà



L'Etat de la France par des voies à caractéristiques autoroutières.

des problèmes d'environnement qui se posent.

Les voies Nord-Sud

— Une autoroute Calais-Tours par Alençon et Le Mans permettra de relier commodément le tunnel sous la Manche à la frontière espagnole.

— L'autoroute des estuaires se composera d'une voie rapide de Caen à Rennes et Nantes, puis d'une autoroute de Nantes à Nîmes.

— Une autoroute Genève-Marseille sera praticable grâce à la construction de la section Grenoble-Sisteron.

70 milliards de francs

Le respect de ce programme suppose une cadence de plus de 250 kilomètres de voies autoroutières lancées chaque année pendant dix ans (100 kilomètres en 1986 et 200 kilomètres en 1987) et une enveloppe financière grossièrement évaluée à 70 milliards de francs.

Ce montant sera mobilisé par des procédés variés. Il y aura l'excédent de 2 milliards de francs provenant des privatisations que M. Chirac a décidé d'affecter à l'augmentation du capital des sociétés d'autoroutes et qui leur permettra d'emprunter 3 milliards de francs. Il faudra ensuite que le budget de l'Etat continue à verser chaque année les 600 millions de francs d'avances fournis aux sociétés d'autoroutes : en

en service aurait commencé à être amorti et à devenir bénéficiaire.

Il subsiste encore de nombreux aléas financiers dans ce schéma tout neuf. M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, n'est fait tirer l'oreille pour approuver un programme de dépenses dont les services trouvent la rentabilité médiocre et qui engage, si peu que ce soit, mais pour une décennie, les finances de l'Etat. C'est pourquoi il faudra suivre attentivement les négociations qui s'ouvriront entre les régions et le ministère de l'équipement. Celui-ci proposera à celles-ci de payer leur quote-part si elles veulent bénéficier d'une vraie autoroute plutôt que d'une infrastructure à deux fois deux voies, par exemple entre Tours et Vierzon, entre Vierzon et Brive, entre Caen et Rennes.

Les régions cofinancieraient les trains omnibus et les routes. Il leur faut savoir que la décentralisation exige désormais qu'elles supportent les trains express et les autoroutes les moins indispensables au plan national.

ALAIN FALLIAS

L'Europe par le bitume

LES grands travaux reviennent, grâce à l'Europe. On avait oublié, depuis des années, ce que voulait dire un vaste programme. La crise, les comptes d'apostrophe du ministre de l'économie et des finances en charge d'un budget précaire, avaient eu raison de ces beaux charniers. Plus d'argent. La construction des centrales nucléaires vivait ; le canal Rhône-Rhin jouait l'arlésienne. Il ne restait plus que le TGV à tisser sa toile vers le sud-est et le sud-ouest. Arrivent, à tous sillons, 1993 : la création d'un grand marché unique européen, enfin sans frontières.

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a fait partager au gouvernement sa foi européenne et routière. Comment ne pas voir le risque ? En 1983, un tunnel sous la Manche devrait animer définitivement la Grande-Bretagne au continent. En 1993, les camions, les avions, les péniches et les trains pourront — théoriquement — sans embûches techniques, administratives et douanières transporter voyageurs et marchandises dans une Europe des Douces unifiée.

Or, si l'on regarde, la France ne se sent pas avec des atouts microbotants en matière de transports, hormis le TGV. Le sous-développement de ses canaux fait que l'Europe du Nord fluviale ne pense qu'aux ports de la mer du Nord. Même chose pour les autoroutes : la densité du maillage belge, néerlandais, allemand, suisse et italien peut nous faire craindre que l'on évite notre pays. La France risquerait d'être contournée.

Le plan décidé par le comité interministériel a le mérite de replacer la France au centre de l'Europe.

Les Britanniques n'auront plus aucune réticence pour gagner l'Espagne grâce au chemin de fer Calais-Bieritz, et les Belges l'Italie par les faisceaux d'autoroutes qui mèneront au soleil. Que l'on soit touriste ou camionneur, le trame circulaire permettra d'oublier les Alpes, le Massif Central et même les distances, puisque l'autoroute et la voie rapide réduiront de deux heures et vingt-six minutes les liaisons Strasbourg-Bordeaux ou Genève-Bordeaux.

L'avantage annexe de l'affaire est que l'existence européenne oblige à mettre les grandes voies de circulation françaises en conformité avec les exigences d'aménagement du territoire. Car ce sont des novations, ces deux grandes roades Caen-Rennes-Nantes-Niort et Rouen-Le Mans-Tours-Vierzon qui éviteront Paris : ce sont aussi des « premières », dans un pays qui « descendait » vers le sud, ces transversales est-ouest qui rendent voisins Nantes et Strasbourg, Genève et Bordeaux. Bien des mentalités et des réflexes économiques changeront sous l'effet de cette proximité nouvelle.

Reste que ces autoroutes inspirées par l'Europe rendent indispensable la construction de la ligne du train à grande vitesse entre la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et la RFA. Le retour de la voiture individuelle comporte de tels inconvénients en matière de pollution, d'insécurité et de coût qu'il vaudrait mieux pour la CEE et pour la France ne pas mettre les deux pieds sur la même autoroute. Le rail participe à la construction de l'Europe autant que le bitume.

AL. F.

AU SOMMAIRE D'AVRIL
Le Monde
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
● Les 25 ans de la série artistique
● Le Canada pays arctique
● Les timbres de l'Empire
● Cartophilie : les présidents de la République.
LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

Economie

CONJONCTURE

Le CNPF dresse le bilan de la période 1982-1986

« Nos graves faiblesses structurelles... »

« Les résultats positifs obtenus dans certains domaines — désinflation, marges, investissements — ne doivent pas masquer nos graves faiblesses structurelles dont une conséquence dramatique a été l'effondrement de notre excédent industriel en 1986 », écrit le CNPF (Conseil national du patronat français) dans le bilan qu'il dresse de l'économie française entre 1982 et 1986.

Soulignant la baisse de notre compétitivité, le CNPF estime qu'il faudra du temps pour rattraper nos concurrents, restaurer le bilan des entreprises, accélérer la croissance et redresser l'emploi.

« L'épargne nette des entreprises est restée constamment négative jusqu'en 1985, ce qui a contraint les entreprises à s'endetter lourdement. En 1986, les entreprises pourraient retrouver un taux d'épargne plus favorable, peu éloigné de celui des années 1970-1973, mais il leur faudra encore du temps pour restaurer des bilans qui ont été particulièrement épuisés ces dernières années. »

Le CNPF poursuit : « Le recul continu des investissements productifs de 1981 à 1984 est la conséquence du retard de la reconstitution des marges des entreprises. Le redressement amorcé en 1985 n'a pas permis de le compenser. Au contraire, les entreprises étrangères étaient en mesure de rajouter leurs équipements et de renforcer leur compétitivité dès 1983-1984, grâce à des programmes d'investissement parfois massifs : progression de plus de 25 % au Japon et aux États-Unis en 1985-1986, de 23 % au Royaume-Uni, de 11 % en Allemagne. Avec 5 à 6 % l'an, la reprise des investissements productifs en France en 1986-1987 aura donc été plus tardive et moins vive que dans les autres pays. »

Autre faiblesse : « Sur la période 1982-1985, les entreprises alle-

mandes ont investi à l'étranger moitié plus que les entreprises françaises, les entreprises japonaises 2,3 fois plus, les entreprises britanniques 3,5 fois plus, les entreprises américaines 5,6 fois plus. Notre retard est grave. C'est d'implantations plus importantes à l'étranger que dépendent le développement indispensable de nos exportations (filiales commerciales, unités de production sur certains marchés) et le développement de l'activité internationale des sociétés de services et des organismes bancaires et financiers. »

La recherche-développement apparaît également insuffisante au CNPF : « En pourcentage du PIB, elles sont inférieures de 14 % à celles de l'Allemagne, et de 17 % à celles des États-Unis et du Japon. Renforcer notre recherche exige un effort financier plus soutenu, mais aussi une organisation plus adaptée aux besoins industriels : coopération plus étroite entre les entreprises et les organismes publics (dont la part dans la recherche nationale est de très loin la plus élevée des principaux pays de l'OCDE), association plus directe des entreprises à la définition des programmes de développement technologique, extension et mûrissement des programmes européens. »

En conclusion du bilan qu'il dresse, le CNPF insiste sur la nécessité de redresser la compétitivité (maîtrise des coûts salariaux, automatisation, formation, recherche...) et de poursuivre la politique économique actuelle. « Cet objectif requiert la détermination de tous : celle des entreprises pour accélérer leur modernisation, celle des pouvoirs publics (...), celle de tous les Français pour accepter les efforts que demande, pour quelques années encore, le redressement économique du pays. »

ÉTRANGER

Voyage à travers la crise yougoslave

(Suite de la première page.)

S'il n'y a pas à proprement parler de racisme à leur égard — on en est encore très loin — quelques voix s'élèvent pourtant çà et là pour de temps en temps se demander « s'ils ne seraient pas mieux chez eux » ou « pourquoi ils viennent travailler ici, alors qu'il n'y a déjà pas de travail pour nous ». Un ouvrier gréviste de Zagreb expliquait qu'à son avis le mouvement de grève aurait été plus dur et plus long s'il n'y avait eu que des ouvriers croates. « Ceux du Sud, expliquait-il, n'ont aucune habitude de ce genre de conflit ; et puis, même s'ils gagnent peu d'argent ici, c'est beaucoup plus que chez eux ; alors, ils ne comprennent pas pourquoi il faut protester. De plus, les dirigeants leur font peur plus facilement qu'à nous. »

Nationalisme tribal

« La conscience de classe est beaucoup plus poussée en Croatie parce que c'est une des régions les plus industrialisées du pays, mais aussi par tradition. D'où l'importance des grèves récentes », explique un journaliste. Qui l'aurait cru ? La conscience de classe au pays de l'autogestion socialiste vient s'ajouter aux nombreuses autres sources de différences. Et la conscience nationale aussi.

Le professeur Podrag Matvejevic, un des plus célèbres intellectuels croates, peu railleur « cette intelligentsia complétement obsédée par la question nationale, renfermée sur elle-même et incapable de communiquer, même au

niveau yougoslave » ; cet autre intellectuel peut se moquer « de ce nationalisme tribal outrancier », il n'empêche : l'appartenance à telle ou telle région semble bien être l'élément essentiel des discours politiques des uns et des autres. Avec humour, pour se moquer gentiment des autres régions, ou avec agressivité, comme au Kosovo, cette province peuplée en majorité d'Albanais, où de nombreux Serbes sont obligés de quitter leur maison tant ils sont maltraités par leurs voisins.

Crise économique, affrontements sociaux, désagrégation régionale... Et pourtant le pays « tourne » encore. Comment ? Il ne faut pas négliger d'abord la pression des autorités. Même si, depuis la mort de Tito, le régime s'est considérablement libéralisé — aurait-on admis, il y a vingt ans, la simple évocation du mot de grève ? — il n'en reste pas moins encore très loin des démocraties occidentales.

« En Yougoslavie, ironisait un professeur, on peut dire tout ce qu'on veut, mais il ne faut pas cumuler les critiques. » On sait maintenant que si les grèves ont cessé à la mi-mars, c'est souvent sous la menace plus ou moins voilée de faire appel à l'armée ou aux gendarmes, afin de rétablir l'ordre. Et, raconte-t-on à Zagreb, les policiers ne sont pas tendres : la sanction peut aller jusqu'à deux mois de prison pour un ivrogne chantant des chants nationalistes croates dans la rue.

Et l'on évoque aussi ces « comités de défense sociale », organisation peu connue, émanation

du parti, qui sont officiellement responsables de la sécurité dans les entreprises et veillent au grain, prêts à intervenir en cas de coup dur.

L'économie parallèle

Mais ce carcan n'explique pas tout : ni les magasins bien fournis, ni les marchés de Zagreb et de Belgrade remplis jusque tard dans la nuit, ni cette impression malgré tout de ne pas « vivre » dans un pays véritablement socialiste. C'est là le mystère : l'économie parallèle. Celle-ci est tellement importante que toutes les statistiques officielles en perdent leur signification.

Pour le doyen de la faculté des sciences économiques de Ljubljana, l'économie parallèle dépasse 20 % du PNB. D'autres experts n'hésitent pas à donner un pourcentage encore plus important. S'est ainsi créé tout un circuit économique — production, investissement, consommation, prêts — qui n'a plus rien à voir avec le circuit officiel.

En Croatie, ce système a même « sa » monnaie : le deutschemark. La journée « normale » d'un ouvrier de Zagreb se décompose ainsi : dans une première, à mi-temps, dans une entreprise officielle, il reçoit un salaire minime, mais bénéficie de tous les avantages sociaux. Dans la seconde partie de son temps, qui commence en début d'après-midi, il travaille soit son lopin de terre, soit chez un voisin, soit dans une petite entreprise artisanale et perçoit parfois à tripler son salaire officiel.

Certains même, dit-on, sont plus francs : ils ne font que passer quelques minutes symboliques dans leur lieu de travail officiel, d'où peut-être le sens de la nouvelle expression : « mettre son chapeau dans une entreprise », qui signifie ici avoir été embauché. Attention sans doute à ces fonctionnaires, qui viennent au bureau accrocher leur chapeau au porte-manteau et s'en vont... travailler ailleurs.

Autre secret, qui permet au pays de fonctionner : les énormes réserves en devises étrangères accumulées par les nombreux Yougoslaves travaillant hors de leurs frontières. Ceux-ci, en effet, rapatrient une partie importante de leurs salaires qu'ils mettent directement sur un compte spécial dans leur banque. Ils en ont le droit. Car ce pays, d'un côté si rigide, si bureaucratique, permet

en même temps à certains de réaliser de fructueuses affaires. « C'est un paradis, on n'y paie pas d'impôts », explique un négociant yougoslave, qui passe son temps entre Bruxelles et Belgrade.

L'économie parallèle, les devises étrangères, autant de sources de revenus qui ont permis à de nombreux Yougoslaves de se constituer de solides réserves et de pouvoir ainsi envisager l'avenir avec un minimum de sérénité. Tout le problème aujourd'hui est que ces ressources commencent à fondre et qu'il devient de plus en plus difficile d'en constituer de nouvelles. Ainsi, l'Europe protège son marché du travail et il est de plus en plus ardu pour les Yougoslaves de trouver un emploi en Allemagne fédérale, en Italie ou en France.

Sortir de l'arbitraire

Pas de travail, pas de carte de séjour : les émigrés de retour doivent maintenant chercher du travail chez eux. Que va-t-il se passer le jour où les réserves se seront taries, où il faudra malgré tout changer le vieux réfrigérateur ou la vieille voiture rendant l'âme ou, tout simplement, continuer à vivre le moins mal possible ?

Pour le moment, la réponse ne semble pas évidente. Accentuer la libéralisation de l'économie et du régime entraînerait fatalement de fortes réactions. D'abord de tous ceux qui vivent de ce régime — et ils sont nombreux — et aussi de ceux qui ne sont pas prêts à affronter de tels mouvements. En Croatie pourtant, une des régions relativement « prospères », 30 % des entreprises devraient fermer leurs portes au cas où le gouvernement déciderait, comme il s'y est engagé, d'obliger les entreprises à respecter désormais certaines règles de la concurrence.

Revenir alors à une plus stricte orthodoxie autogestionnaire ? Difficile dans ce pays, ouvert aux quatre vents, qui subit tant les influences occidentales et qui y prend de plus en plus de goût. « Pour résoudre la quadrature du cercle, pour sortir ce pays de l'arbitraire, il faudrait des dirigeants hors pair à tous les niveaux », conclut un économiste. « Ce n'est pas vraiment le cas chez nous. Tant qu'il y aura monopole politique, on obtiendra nécessairement à une sélection négative des cadres. »

JOSE-ALAIN FRALON.

En Hongrie

Vague de hausses des prix

Les Hongrois découvrent la détermination du gouvernement à reprendre en main la situation économique et par là même financière du pays. Après la dévaluation de 8 % du forint décidée le 10 mars dernier pour stimuler les exportations, les dirigeants de Budapest ont mis en place un train de hausses de prix afin de réduire les subventions qui minent le budget de l'État. À partir du 13 avril, la viande coûtera 18 % plus cher, les poulets 19 %, la bière et le cognac 10 %. Réfrigérateurs et chauffe-eau, savons et produits d'entretien augmentent de 3 % à 6 %. La Hongrie n'est pas la Pologne, mais ce type de décision, qui ne peut qu'être favorablement accueilli par le Fonds monétaire international et les créanciers de Budapest, ressemble à s'y méprendre aux relèvements de prix décidés il y a un mois par Varsovie.

Le gouvernement n'avait guère le choix. Le déficit budgétaire a triplé l'an dernier pour atteindre 47 milliards de forints, contre 15,8 milliards en 1985 et... 3,7 milliards en 1984. Après avoir limité son soutien aux entreprises en difficulté et introduit une législation sur les faillites, après avoir entamé une restructuration, notamment dans la sidérurgie et l'industrie minière, il lui fallait freiner la hausse, de 16 % l'an dernier, des subventions publiques.

Dans un premier temps, ce coup de balai risque d'accroître une inflation officiellement estimée à 9 % en 1986 et sans doute sensiblement plus forte dans les faits. L'objectif reste toutefois de réduire les importations en pesant sur la consommation — le pays est sorti, le 1^{er} avril, de trois mois de gel des salaires — tout en cherchant à promouvoir les exportations. Le déficit des comptes courants, 1,4 milliard de dollars, en 1986, ne donne pour l'instant aucun signe d'amélioration : les deux premiers mois de 1987 se sont conclus par un solde négatif de 250 millions

de dollars avec les pays occidentaux, alors que la dette nette du pays frôle les 8 milliards de dollars.

Nécessaires selon les économistes hongrois eux-mêmes, les mesures d'assainissement en cours ne vont pas sans poser de sérieux problèmes aux Hongrois. Le pays de l'Est le plus ouvert est désormais confronté à un double problème de chômage — évalué officiellement à dix mille personnes — et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Jusqu'à présent, nombreux étaient ceux qui parvenaient à s'en sortir avec un deuxième, voire un troisième emploi. Cette soupape de sécurité risque de moins jouer à l'avenir, alors que les syndicats estiment entre 100 000 et 150 000 le nombre de sans-emploi d'ici à 1990, et s'inquiètent de l'absence de politiques gouvernementales globales pour y faire face.

F. Cr.

En Italie

Ralentissement de la croissance

La croissance de l'économie s'est sensiblement ralentie en Italie au cours des trois derniers mois de 1986, indique l'Institut central de statistiques (ISTAT), pour représenter 2,4 % en rythme annuel, contre 3,4 % le trimestre précédent.

La consommation a connu une moindre progression : 0,3 % contre 0,8 % durant le troisième trimestre, alors que les investissements baissent de 1,1 % par rapport au dernier trimestre 1986. Au total, les importations ont ainsi régressé en termes réels de 6,6 % par rapport au troisième trimestre 1986, les exportations enregistrant pour leur part une baisse de 6,7 %.

La communication n'est pas une fin en soi.

C'est un outil de management. Les relations avec la presse, l'image, la communication interne, la communication externe, les colloques, les événements, sont des moyens au service des objectifs de votre entreprise.

Il y faut de la rigueur dans la démarche, de l'imagination dans la conception, la fiabilité d'une grande organisation dans l'exécution. Nous savons accompagner les grands managers qui débutent dans la communication. Nous savons conduire à l'excellence ceux qui communiquent déjà.

BERNARD KRIEF COMMUNICATION

150

Economie

SÉCURITÉ SOCIALE

Comment trouver des ressources sans recourir à l'impôt ni augmenter les cotisations

Comment permettre au régime général de Sécurité sociale de boucler son exercice 1987 sans déficit et sans recourir ni à l'impôt ni à une augmentation de cotisations, tout en évitant des économies trop impopulaires ? Tel est le dilemme auquel est confronté le gouvernement, parallèlement à la réflexion entamée sur la protection sociale. Pour en sortir, plusieurs « mesures d'urgence » ont été préparées. Liées aux perspectives du régime général et aux discussions des états généraux, le choix sera cependant politique.

Constat de base : malgré les recettes nouvelles décidées en juin 1986 (augmentation de 0,7 % de la cotisation vieillesse à compter du 1^{er} juin, contribution fiscale de 0,4 % sur les revenus de 1986 et 1987), le régime général sera encore en déséquilibre cette année : il faudra trouver une vingtaine de milliards de francs (24 milliards selon M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales).

Comment ? Le gouvernement a déjà exclu toute augmentation de la part patronale des cotisations, afin de ne pas accroître les charges des entreprises françaises, surtout dans la perspective du marché unique européen de 1992. Le CNPF, qui a accepté une augmentation des dépenses des employeurs par le relèvement du « taux d'appel » des cotisations de retraite complémentaire, refuse d'en faire autant pour le régime général. Autre voie fermée : celle des mesures de trésorerie — décalage ou « contraction » de prestations ou de cotisations — mesures d'attente type car elles ne répondent

pas au problème du moyen terme. Ayant dénoncé haut et fort ces pratiques chez ses prédécesseurs, le gouvernement peut difficilement y recourir.

Relèver la cotisation vieillesse ? La mesure ne serait pas illogique, l'assurance-vieillesse étant encore responsable de près de la moitié (13,7 milliards de francs) du déficit prévisible. Autre avantage, sa rapidité d'exécution : prise au début de mai, la décision serait applicable dès le début de juin.

Nouvelles économies

Mais elle a deux inconvénients. Le premier, c'est de ne pas, par définition, que sur les salariés (et sur les régimes alignés, commerçants et artisans). De plus, touchant la partie des salaires au-dessous du plafond de la Sécurité sociale (9 630 francs par mois), elle atteint davantage les revenus modestes. D'où l'hostilité des confédérations syndicales, à l'exception sans doute de la CGC. Second inconvénient : son rendement encore insuffisant, à moins de majorer très fortement le taux (1). En effet, un point supplémentaire de cotisation, représentant 14 milliards de francs en année pleine (dont 12 milliards pour le régime général), n'en rapporterait que 6 ou 7 sur l'année 1987. Néanmoins, la mesure est encore très sérieusement envisagée par le gouvernement.

Des économies ? Pour compléter, si l'on écarte une augmentation parallèle de la cotisation

d'assurance-maladie (déplafonnée et donc rejetée par les cadres) comme l'a fait le gouvernement, il ne reste que la voie de nouvelles économies en ce domaine. Deux types de mesures sont envisagées : une franchise de 2 francs sur les remboursements de médicaments, d'analyses biologiques ou de transports en ambulance, qui économiserait 3,5 milliards de francs en année pleine, près de 1,8 milliard en 1987 ; une augmentation générale de cinq points du ticket modérateur, qui ferait gagner plus de 4,5 milliards de francs en année pleine. La première serait peut-être plus indolore que la seconde.

Pour M. Séguin, cependant, cette voie serait « politiquement suicidaire » en raison des difficultés déjà rencontrées cette année par le plan de rationalisation de l'assurance-maladie et en raison de l'attachement des Français à la couverture des dépenses de santé : on imagine aisément les protestations des syndicats et de la mutualité. Mais du côté du ministère de l'économie et des finances, on est moins pessimiste.

M. Séguin, pour sa part, a toujours été favorable à un élargissement des ressources du régime général par l'appel à la fiscalité, il l'a rappelé à Saint-Etienne la semaine dernière. Il aurait souhaité, en 1986, rétablir la contribution de 1 % sur les revenus imposables, instituée puis supprimée par M. Bérégovoy, et même élargir cette formule. A l'issue d'un débat difficile avec M. Edouard Balladur, le ministre des affaires sociales n'obtient que 0,4 %, le reste du financement étant fourni par la cotisation vieillesse.

Aujourd'hui, le recours à la fiscalité est plus que jamais rejeté. Rue de Rivoli : le gouvernement, qui a fait de la réduction des impôts l'un de ses objectifs majeurs et annoncé celles de 1987, a la fois par conviction économique et par stratégie politique, peut-il se dédire aujourd'hui ? Il lui suffirait déjà d'avoir à renoncer à la baisse des prélèvements obligatoires. Par ailleurs, comme l'a souligné récemment M. Séguin, les exonérations fiscales introduites en 1987 réduisent le nombre des contribuables et ramènent à 12 milliards de francs en année pleine les recettes qu'on peut attendre d'un prélèvement fiscal.

Contribution sur les revenus

D'où l'idée de prélever une contribution sur l'ensemble des revenus, imposables ou non, professionnels ou non, comme M. Jacques Delors l'avait déjà envisagé en 1983. Pour lui ôter au maximum tout caractère fiscal, le prélèvement serait opéré à la source par les URSSAF sur les salaires, les retraites et préretraites, ainsi que sur les indemnités de chômage (2) ; le fisc n'interviendrait que pour les revenus fonciers et mobiliers qu'il peut, seul, saisir. Un prélèvement de 1 % rapporterait 25 milliards en année pleine, soit sans doute 10 milliards en 1987. En effet, la mise en œuvre de cette contribution, nécessitant le vote d'une loi, demanderait sans doute trois à quatre mois : ce n'est qu'à partir de septembre qu'on pourrait effectuer le prélèvement, et même au début de 1988 pour les revenus fonciers et mobiliers.

M. Juppé, ministre délégué au budget, s'est montré favorable à une telle formule. Mais M. Balladur reste réticent : il craint qu'on ne lui reproche, comme aux socialistes en 1985, de ne réduire les impôts que pour augmenter les taxes. Du côté des partenaires sociaux, au sens large, en revanche, l'idée, soutenue au départ par la CFDT, a fait dernièrement beaucoup d'adeptes : la CFDT, la CGC, le CNPF et l'Union nationale des associations de professions libérales. Mais ce consensus recouvre des préoccupations différentes : celle d'éviter le recours à l'impôt (notamment du côté de la CGC) ; celle de consolider le financement de la protection sociale.

Le recours à une contribution spécifique préfigurerait un élargissement de ce financement : ce peut être à la fois un avantage et un inconvénient. Enfin, touchant l'ensemble des revenus, une telle contribution pèse avant tout sur les salariés, qui fourniraient 17,6 milliards de francs, sur les retraités et les préretraités, qui en verseraient environ 4,2, et sur les revenus fonciers et mobiliers qui ne contribueraient que pour 1,9 milliard de francs. Ces raisons expliquent sans doute la prudence observée par M. Bergeron, secrétaire général de FO, et le souhait des responsables de la CFDT de voir le budget de l'Etat assurer la soudure pour 1987.

Le choix sera donc avant tout politique : quelles mesures passeront le mieux ? Les premières discussions des états généraux ont fourni des indications. Le gouvernement vaudra sans doute en recueillir d'autres dans sa majorité et au-delà, mais il ne lui reste que peu de temps.

G. H.

Un groupe de sages va préparer la réforme

(Suite de la première page.)

Les « sages » seront amenés à auditionner à leur tour les représentants des partenaires sociaux, des institutions et des organisations professionnelles intéressées. Ils devront définir les questions posées, fixer les points de repère indiscutables, et sans doute préciser les participants aux consultations locales qui doivent avoir lieu, avant l'été, sous l'égide des préfets ; si le gouvernement souhaite favoriser les réflexions locales, il doit cependant assurer une certaine cohérence. Enfin, les sages auront pendant l'été à mettre en forme l'ensemble des réflexions pour une nouvelle consultation nationale fin octobre, avant de transmettre le dossier au Conseil économique et social — et au gouvernement.

Questions sans surprise

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, a déjà rappelé, lors de son voyage à Saint-Etienne, plusieurs des questions posées aujourd'hui au système de protection sociale. Questions au demeurant sans surprise et qui ne concerneront pas que le régime général : comment assurer l'équilibre des régimes de retraites, notamment en prévoyant des conditions de départ plus souples (et en retardant celui-ci), quelle place donner à l'hôpital dans le système de soins, comment moderniser les dépenses de la médecine de ville, comment assurer un financement solide de la protection sociale en période de chômage, sans charger la banque des entreprises, plus largement ou faire passer la frontière entre « la protection collective et la prévoyance individuelle » ?

Mais désireux d'obtenir un consensus sur d'éventuelles

réformes, et de ne pas être soupçonné de manipuler les faits et d'orienter les questions, le gouvernement devra laisser une marge de manœuvre assez grande aux « experts », choisis eux-mêmes pour donner des garanties d'impartialité par leur position personnelle et leur connaissance des données.

La liste présentée au conseil de cabinet devrait en effet comprendre MM. Pierre Laroque, le « père » de la Sécurité sociale française, le professeur Jean Bernard, Jean Choussat, directeur général de l'Assistance publique, après avoir été directeur du budget et des hôpitaux, Simon Nora, actuellement président de la firme Shearson Lehmann, mais co-auteur en 1980 avec M. Jean-Charles Naouri d'un rapport confidentiel sur les finances publiques (et notamment celles de la Sécurité sociale), Gérard Calot, directeur de l'INED (Institut national d'études démographiques), Jean Picot, futur directeur général de l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO), qui joua le rôle d'expert pour l'application de la retraite à soixante ans en 1983. M. Jean Marmont, actuel secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale devrait être l'animateur du groupe et son rapporteur général avec l'aide d'une équipe de rapporteurs.

La procédure prévue laisse prévoir une décision gouvernementale sur les « mesures d'urgence » au début de mai — après un premier rapport des « sages » et sans doute de nouvelles consultations des partenaires sociaux. Mais les éléments du choix devraient sans doute être présentés dès ce mardi aux membres du gouvernement.

GUY HERZLICH.

MONNAIES

Nouvelle baisse du dollar à Tokyo

Tension sur les taux aux Etats-Unis

Remontée des taux d'intérêt sur les bons à court terme du Trésor américain, effritement du dollar en Europe et nouvelle plongée en Asie, où le billet vert enregistré à Tokyo un nouveau record de baisse pour s'inscrire à 141,40 yens, la nervosité des marchés des changes reprend de plus belle ce mardi 14 avril, dans l'attente des résultats du commerce extérieur américain. Voilà plusieurs jours que les cambistes anticipent un déficit commercial précoce de l'outre-atlantique. Les dernières rumeurs n'ont fait qu'accroître les inquiétudes, certains allant jusqu'à prédire 18 milliards de dollars après les 14,8 milliards de janvier.

Le sentiment d'expectative est renforcé par le nouveau mode de calcul décidé par le département du commerce américain. Révision des chiffres du premier mois de 1987, présentation dès aujourd'hui du bilan définitif de février, voilà qui laisse ouverte la porte à toutes les estimations, alors que les économistes avancent dans leur ensemble un déficit de quelque 13 à 13,5 milliards de dollars. Un montant nettement plus élevé constituerait une déception pour ceux qui escomptent une diminution même très progres-

sive des déséquilibres extérieurs des Etats-Unis et ferait croître le scepticisme sur la volonté des autorités monétaires d'appliquer avec détermination l'accord du Louvre prévoyant la stabilisation du billet vert.

Ce sentiment général de malaise est également alimenté par l'incertitude pesant sur la politique monétaire de la Réserve fédérale. Cette dernière ne joue-t-elle pas la carte d'un léger renchérissement du loyer de l'argent pour soutenir un dollar particulièrement malmené en Asie et limiter les conséquences inflationnistes de l'affaiblissement de la monnaie ? D'aucuns envisagent déjà un nouveau relèvement du « prime rate », déjà porté par les banques américaines à 7,75 % contre 7,50 % au début du mois d'avril.

Un tel mouvement aurait des conséquences dépassant de très loin les taux de crédit américains. Au moment où le problème des surendettements du tiers-monde prend un tour plus aigu, un durcissement des taux frapperait de plein fouet ceux qui comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine ont contracté la majeure partie de leur dette à taux flottant.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION DE LA REVUE « PHOTO » pour diffamation envers Pierre BARBIN

Par jugement du 30 octobre 1986, le dix-septième chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris, sur citation directe de Pierre BARBIN, chargé de mission au ministère de la culture, a déclaré Michel DECIRON, directeur de la publication *Photo*, coupable du délit de diffamation envers celui-ci en qualité d'agent de l'autorité publique et de particulier, en raison d'un article publié dans le numéro 221 de février 1986.

La revue *Photo* prétendait que Pierre BARBIN aurait « menacé de disparition la revue *Photographies* » après avoir été « l'instigateur des renouveau scandaleux d'Henri Langlois, Philippe Néau et Pierre de Fenoyl ». Le tribunal a considéré que ces allégations étaient diffamatoires, car elles portaient gravement atteinte à la réputation de M. BARBIN.

Le tribunal a écarté la bonne foi et la tentative de preuve de la vérité des faits ; les documents versés aux débats « ne permettent pas, à l'évidence, au prévenu d'apporter la preuve de ces allégations ».

Il précise qu'« il convient de rappeler que le devoir du journaliste consiste à ne publier que des informations dont il a vérifié l'exactitude... et qu'une telle obligation n'a pas été respectée ».

En conséquence, M. Michel DECIRON, en sa qualité de directeur de ladite revue, a été condamné à une amende et à des dommages et intérêts.

Pour extrait,

Jean MARTIN,
avocat à la Cour.

A partir du 5 mai

Un nouveau système de remboursement des maladies de longue durée

Le plan gouvernemental de rationalisation des dépenses d'assurance-maladie va, à partir du 5 mai, entrer dans sa dernière phase. C'est à partir de cette date, en effet, que les remboursements à 100 % accordés pour les maladies longues et coûteuses seront limités aux soins concernant ces maladies elles-mêmes, ont annoncé les responsables de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Cette gestion plus médicalisée de l'exonération du ticket modérateur, devrait réserver celle-ci aux cas où elle est nécessaire, a déclaré M. Dominique Condrea, directeur de la CNAM. La mesure va être précédée par une vaste campagne d'information et la diffusion de millions d'ordonnances et de feuilles de maladie adaptées.

Après la modification de la liste des maladies « longues et coûteuses », un système assez complexe a été mis au point à la suite de l'accord signé en décembre dernier avec les organisations de médecins (le Monde du 18 décembre 1986). La principale, la Confédération des syndicats médicaux français, l'a ratifié le 29 mars.

Pour les malades atteints d'une des trente affections de longue durée donnant droit au rembourse-

ment à 100 %, le médecin traitant remplira un « protocole » conforme à un modèle national, indiquant de façon précise le diagnostic, l'évolution prévue et la stratégie thérapeutique (1). Le médecin-conseil de la caisse primaire devra donner son accord. Éventuellement, après avoir vu le malade (dans le cas par exemple où le remboursement à 100 % est accordé exceptionnellement sur accord du médecin conseil pour une maladie ne figurant pas sur la liste officielle, mais « évolutive ou invalidante » et ayant nécessité plus de six mois de soins continus).

Les malades bénéficiant de remboursements à 100 % recevront des carnets d'ordonnances spéciales (renouvelables) et des étiquettes à leur nom mentionnant aussi le type de maladie. C'est sur ces ordonnances que seront portées les prescriptions relatives à la maladie de longue durée. De même la « feuille de maladie » prévue pour le remboursement distinguera entre les soins relevant de cette maladie et les autres.

Les 2,7 millions d'assurés bénéficiant actuellement de rembourse-

ments à 100 % au titre des maladies longues et coûteuses vont recevoir un dépliant expliquant les changements apportés à leurs droits et remboursements. Les trois cent soixante cinq mille malades qui bénéficient de la « vingt-deuxième » maladie (2) verront leur dossier révisé d'ici au 30 juin par le médecin-conseil qui décidera de maintenir l'exonération ou de les remettre dans le droit commun. Pour ceux (plus de deux millions) qui étaient atteints d'une vingt-cinq maladies, considérées comme « longues et coûteuses », la révision se fera dans les deux ans.

D'autre part, une information spécifique va être adressée aux 220 000 membres des professions de santé : ceux-ci recevront un document présentant les nouvelles dispositions et, pour les médecins, un document complémentaire qu'ils pourront remettre à leurs malades. Deux brèves émissions télévisées seront diffusées les 16 et 25 avril. Enfin, les réunions vont être organisées par les caisses locales. L'ensemble des documents et du matériel adressés aux assurés et aux professions de santé, les émissions de télévision et la campagne publicitaire prévue doivent coûter 17,6 millions de francs. Le CNAM espère économiser 845 millions de francs en 1987, par le nouveau système de prise en charge des maladies de longue durée, et 1,5 milliard de francs en 1988.

D'autre part, les médicaments à vignette bleue (dits « de confort ») normalement remboursés à 40 % pourront être pris en charge en totalité par la Sécurité sociale à la demande de l'assuré s'il s'agit d'un traitement d'une maladie de longue durée, lorsque les ressources de l'assuré n'ont pas dépassé 82 430 F en 1986 (123 645 F pour un couple), c'est-à-dire dans un grand nombre de cas. Un accord a été conclu avec les syndicats de pharmaciens pour l'application des nouvelles modalités de remboursement en cas de tiers-payant. Les deux mesures devraient réduire l'émotion suscitée chez les assurés et chez les pharmaciens par la réduction des remboursements.

Un système de « suivi » statistique a été mis en place pour connaître l'évolution des remboursements à 100 % : le nombre d'exonérations, les malades concernés, les effets des nouvelles dispositions... et l'application qui en sera faite par les médecins.

G. H.

(1) L'examen et le protocole seront remplacés 2,5 consultations au médecin.

(2) Il ne s'agit pas d'une maladie mais de cas où les dépenses restent à la charge de l'assuré dépassaient 80 F par mois pendant 6 mois.

Les maladies retenues

Voici la liste des maladies de longue durée pour lesquelles les soins sont remboursés à 100 % par l'assurance-maladie :

- accident vasculaire cérébral invalidant ;
- spasmie médullaire ;
- artériopathie chronique et évolutive (y compris coronarienne) avec manifestations cliniques ischémiques ;
- bilharziose compliquée ;
- cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave ;
- cirrhose du foie décompensée ;
- déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé et déficit immunitaire acquis grave (syndrome immuno-déficitaire acquis) ;
- diabète insulino-dépendant ou non insulino-dépendant ne pouvant pas être équilibré par le seul régime ;
- forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie) ;
- hémoglobinopathie homozygote ;
- hémophilie ;
- hypertension artérielle sévère ;
- infarctus du myocarde datant de moins de six mois ;

- insuffisance respiratoire chronique grave ;
- lèpre ;
- maladie de Parkinson ;
- maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé ;
- mucoviscidose ;
- néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique pur primitif ;
- paralysie ;
- périartérite noueuse, lupus érythémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive ;
- polyarthrite rhumatoïde évolutive grave ;
- psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale ;
- porphyrie hépatique et maladie de Crohn évolutives ;
- sclérose en plaques invalidante ;
- sclérose structurale évolutive (dont l'angle est égal ou supérieur à 25 degrés) jusqu'à maturation rachidienne ;
- spondylarthrite ankylosante grave ;
- suites de transplantations d'organe ;
- tuberculose active ;
- tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

Le conseil d'administration a examiné, dans sa séance du 10 avril 1987, le compte de résultat de la compagnie pour l'exercice 1986.

Le chiffre d'affaires (hors produits financiers) s'établit à 7,115 milliards de francs. Il est supérieur de 8,8 % au chiffre d'affaires correspondant de l'exercice 1985.

Le bénéfice net s'élève à 457,7 millions de francs ; il est en augmentation de 35,2 %, compte tenu notamment d'une bonne évolution du résultat exceptionnel.

La dotation de l'exercice aux comptes d'amortissements est de 123,3 millions de francs (contre 117,4 millions pour l'exercice précédent) et les dotations aux provisions d'exploitation ont été arrêtées à 548,8 millions de francs (contre 507,4 millions).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de fixer le dividende à 22 francs par action (33 francs avec l'avoir fiscal), contre 21,50 francs pour le précédent exercice. La distribution globale serait ainsi d'environ 307 millions de francs, contre 241,7 millions pour l'exercice précédent, soit une progression de 27 %. Il est rappelé que l'augmentation de capital de la compagnie, intervenue à la fin de l'année dernière, a fait passer le nombre des actions de 11 241 385 à 13 489 661 et que l'offre publique d'échange sur sa filiale applications hydrauliques, dont le démantèlement est en cours, pourrait entraîner l'émission de près de 500 000 actions nouvelles.

Les premières estimations détaillées relatives aux comptes consolidés confirment que le taux de croissance de la part du groupe dans le résultat sera supérieur à 20 %.

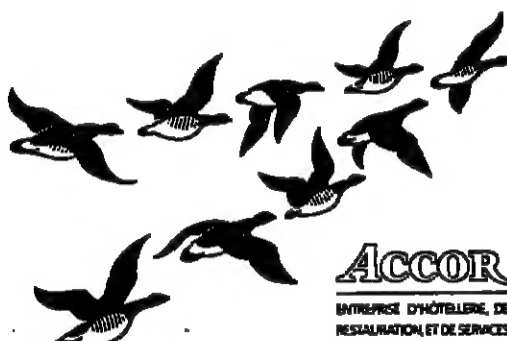
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Entrée de Suez dans le capital d'ACCOR

En pleine unité de vues avec la Société ACCOR, et comme celle-ci vient de l'annoncer à l'issue de son conseil d'administration, la Compagnie financière de Suez confirme son intention de souscrire à l'augmentation de capital envisagée par ACCOR, sous réserve que l'assemblée générale convoquée à cet effet par le conseil de la Société approuve les dispositions qui lui seront soumises.

La réalisation de cette souscription conduira la Compagnie financière de Suez à acquérir une participation de 10 % dans ACCOR et à devenir ainsi le premier actionnaire de la société.

Cette opération concertée et va permettre de développer les liens déjà noués entre ACCOR et le groupe Suez ; elle devrait conduire les deux groupes à coopérer activement dans l'avenir.



Profit 1986 : croissance de 30 %

Le conseil d'administration d'ACCOR, réuni le 10 avril 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Le bénéfice net consolidé, après impôts, part du Groupe, s'élève à 235,6 millions de francs. Hors éléments exceptionnels, il est de 231,5 millions de francs contre 178,2 millions de francs en 1985, soit une progression de 29,9 %. La marge brute d'autofinancement de l'exercice s'élève à 729,6 millions de francs, soit 33 % de plus qu'en 1985. Compte tenu des 2 042 067 actions émises en cours d'année (conversion d'obligations, exercice de bons, rattachement en actions du dividende), le bénéfice net consolidé par action s'élève à 21,35 F contre 19,04 F, soit une croissance de 12,1 %.

Le volume d'affaires s'est élevé à 12 935 millions de francs, dont 43 % à l'étranger soit, à activités comparables, une augmentation d'environ 11 %.

Pour la société mère, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 975 millions de francs et le bénéfice net à 147,1 millions, dont 45 millions de francs de plus-values exceptionnelles. Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée le 26 mai, la distribution d'un dividende de 6,50 F par action (plus avoir fiscal), en progression de 12,1 % sur celui payé au titre de 1985.

Ces résultats se situent dans le haut de la fourchette des prévisions malgré le nombre et l'importance des difficultés qui ont affecté l'ensemble de la profession (baisse du dollar, terrorisme, désaffection des touristes américains pour l'Europe, difficultés économiques en Afrique et au Proche-Orient, plan Cruzado au Brésil). Cette performance démontre le bien-fondé de la politique de diversité des produits dans les métiers de base et de répartition géographique des implantations, ainsi que la capacité de réaction des équipes d'ACCOR face à ces événements.

Poursuivant son développement, le groupe a ouvert en 1986 53 hôtels, 62 établissements étant en chantier au 1^{er} janvier 1987. A cette date, le parc hôtelier en exploitation et en construction dépassait 70 000 chambres pour 600 hôtels. En restauration publique et collective, 200 établissements ont été ouverts, portant le nombre de restaurants du groupe à près de 2 000 ; enfin, le nombre de tickets restaurants et autres titres de services émis et utilisés quotidiennement a progressé de 17 %, ce qui renforce la position de leader mondial d'ACCOR dans cette activité.

Les résultats des premiers mois de 1987 sont en ligne avec les prévisions et les objectifs de croissance du groupe.

Renforcement des fonds propres

Dans cette même réunion, le conseil d'administration d'ACCOR a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires qui auront à se prononcer sur une augmentation de capital par l'émission à 532 F de 2 516 000 actions, représentant 1 338,5 millions de francs de capitaux propres.

Entrée de Suez dans le capital d'ACCOR

Cette opération serait réservée : à la Compagnie financière de Suez, avec laquelle ACCOR a établi des relations depuis longtemps, à la Société générale, à Paribas, à la BNP et à l'UAP, déjà actionnaires et administrateurs, et au Crédit lyonnais. Le conseil l'a approuvée à l'unanimité car, réalisée à un prix proche des cours actuels, elle permettrait, outre l'apport de capitaux propres importants, d'avoir l'appui d'institutions financières françaises prestigieuses contribuant au développement international et soutenant de façon dynamique la stratégie du groupe.

Après cette opération, les principaux actionnaires seront :

- Compagnie financière de Suez 10,5 % ;
- Caisse centrale des mutuelles agricoles 6,3 % ;
- Société générale 5,3 % ;
- et Paribas, UAP, BNP, Caisse des dépôts et consignations, Banque Louis-Dreyfus, Crédit lyonnais, Crédit du Nord, BUE et messieurs Dubrule et Pelissier.

La Compagnie financière de Suez serait représentée au conseil d'administration et au collège des censeurs d'ACCOR respectivement par monsieur le gouverneur Renaud de la Genière et par monsieur Gérard Worms.

Cette augmentation de capital sera, si elle est approuvée, complétée par l'émission au profit de tous les actionnaires de bons de souscription d'actions permettant de souscrire à une augmentation de capital d'ici fin 1989 ou fin 1990. Les modalités détaillées de cette émission seront arrêtées après l'assemblée générale extraordinaire qui se sera prononcée sur l'ensemble des résolutions (en principe le 26 mai) : elles feront l'objet d'une note d'information soumise au visa de la COB. Les droits des obligataires convertibles (FF 1983 et S 1984) ainsi que des porteurs de bons C (OBSA 1985, échéance fin 1987) seront naturellement préservés.

GROUPE SLN

En 1986, les ventes de produits métallurgiques du groupe SLN ont été de 43 295 tonnes contre 42 576 tonnes en 1985. La forte baisse du prix international du nickel et de la parité du dollar a néanmoins ramené le chiffre d'affaires de 2 031 à 1 319 millions de francs.

Malgré de nouvelles réductions des coûts d'exploitation et des charges générales, la baisse du chiffre d'affaires a conduit à une perte, au niveau consolidé, de 243,3 millions de francs contre un bénéfice de 178 millions de francs en 1985. Cette perte s'explique par un abandon de créances de 146 millions de francs consenti par les actionnaires d'ERAMET (ERAP, SNEA, IMETAL) mais avant toute reprise sur la provision pour amortissements dégressifs constituée au 31-12-1985.

L'endettement et la trésorerie disponibles au 31-12-1986 ont été maintenus à des niveaux voisins de ceux au 31-12-1985, notamment grâce à la limitation des dépenses de toutes natures et à la réduction du besoin de fonds de roulement.

Le résultat de la société métallurgique Le Nickel-SLN est une perte de 53 millions de francs et celui d'ERAMET-SLN une perte de 218 millions de francs.

Le conseil d'administration d'ERAMET du 10 avril 1987, après avoir arrêté les comptes de l'exercice 1986, a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire en vue de procéder à une réduction du capital d'ERAMET de 174,35 millions de francs à 50,35 millions de francs suivie d'une augmentation à 101 millions de francs réalisée par capitalisation d'une partie des avances antérieurement consenties par les actionnaires. Ces opérations ne modifieront pas la répartition du capital d'ERAMET.

La persistance dans le monde occidental d'une production excédentaire de nickel et la situation des parités monétaires rendent peu probable une amélioration des résultats financiers du groupe en 1987.

De façon à limiter l'excédent actuel de production du monde occidental et à disposer à la fin de 1987 d'une capacité de production accrue et de performances améliorées, l'un des trois fours électriques de Doniambo est en cours de refonte. De ce fait la production en 1987 sera ramenée à moins de 40 000 tonnes contre 42 000 tonnes en 1986 et 45 000 tonnes en 1985.

COFIMEG

Le conseil d'administration, réuni le 8 avril 1987 sous la présidence de M. Jean Weil, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Une sensible réduction des charges a été la conséquence des arbitrages de patrimoine réalisés au cours des années antérieures, tandis que de nouvelles recettes de loyers ont intégralement compensé celles qui procuraient auparavant les immeubles vendus. Le résultat locatif apparaît donc en nette progression.

Cela permettra au conseil, compte tenu par ailleurs des produits financiers additionnels liés à la trésorerie de l'augmentation de capital de l'été dernier, de proposer à la prochaine assemblée générale ordinaire la distribution, au titre du dividende, d'une somme de 116,9 millions de francs, en augmentation de 10,8 millions sur l'exercice précédent. Le montant unitaire du dividende sera ainsi de 17,50 F par action ancienne et de 8,75 F par action nouvelle. Celui de l'exercice 1985 avait été de 17,20 F.

La société poursuit au demeurant l'exécution de son programme d'investissements.

L'immeuble de quarante-deux appartements de la rue Saint-Gilles à Paris sera achevé à la fin de l'année. Sa situation dans le quartier du Marais et la qualité de ses prestations doivent permettre sa commercialisation dans de bonnes conditions et garantir en même temps son excellente valeur patrimoniale.

D'autre part, un tiers des fonds provenant de l'émission précitée est d'ores et déjà engagé. En particulier, l'immeuble de 5 000 mètres carrés de bureaux de Saint-Quentin-en-Yvelines est aujourd'hui terminé et va être livré. Il y ajoutera trois autres opérations, à Rungis, Saint-Germain-en-Laye et Paris, pour former un investissement total de 110 millions de francs, dont le rendement moyen sera supérieur à 10 %.

Les programmes à l'étude portent sur quelque 200 millions de francs. Ils seront également choisis en fonction d'une rentabilité élevée et d'une localisation avérée.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires ci-dessus mentionnée sera convoquée pour le 24 juin à 10 h 30 à la Maison des Contrats, 8, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.



EPSILON



SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE
Siège Social :
17 rue Cassini 75009 PARIS
RCS B 328 955 891



BNP Banque Industrielle et Mobilière Privée

La KUWAIT-FRENCH BANK (KFB) et la BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIÈRE PRIVÉE (BNP) viennent de procéder à la création d'une nouvelle SCVA, dénommée EPSILON, dotée d'un capital de départ de 54 M€.

EPSILON s'adresse aux entreprises, aux investisseurs institutionnels et aux particuliers qui recherchent par priorité la valorisation à moyen ou à long terme de capital et la distribution d'un coupon faible, voire nul. Son portefeuille sera constitué principalement d'obligations françaises (90% minimum) et d'obligations étrangères.

La SCVA a la faculté d'effectuer sur les marchés à terme des instruments financiers, des opérations de couverture et des opérations conformes à l'objectif de la gestion.

La SCVA est ouverte au public depuis le 14 avril 1987 ; les souscriptions sont jusqu'au 14 mai 1987 incluses sous réserve du droit d'entrée de 1%.

La composition du Conseil d'Administration est la suivante :
Président : Monsieur R. BERTHAUD, Président de SOFINOVA.

Administrateurs :
Monsieur B. SEYDIE, Directeur Général de la CANOVA,
Monsieur Ph. DUJARDIN, Vice-Président Directeur Général de la KFB,
KFB représentée par M. G. PLAINE, Directeur Financier.
KFB représentée par M. Ph. OUDAR, Directeur Adjoint.
BNP représentée par M. G. PLAINE, Directeur Financier.
BNP représentée par M. Ph. OUDAR, Directeur Adjoint.
Directeurs : Monsieur Ph. OUDAR, Directeur Adjoint à la KFB,
Monsieur M. GREZ, Sous-Directeur à la BNP.

Les établissements habilités à recevoir les souscriptions et les rachats sont :
KFB, 17 rue Cassini 75009 PARIS - Tél : 42 66 92 10
BNP, 22 rue Pasquier 75008 PARIS - Tél : 42 66 91 52
M. Yves SOLLE, Agent de Change, 3 rue Rostand 75009 PARIS - Tél : 42 46 92 20

M.S. Mastère Spécialisé en ESSEC GESTION MARKETING

- M.S. UN STANDARD NATIONAL ET INTERNATIONAL délivré par la conférence des grandes écoles.
- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution.

Date limite de dépôt de candidature : 30 mai 1987

Informations : Claire DELORME Tél : (1) 30.38.38.00

M.S. en GESTION MARKETING de l'ESSEC R.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Établissement d'Enseignement supérieur privé

Marchés financiers

PARIS, 13 avril

Bic au piquet

Début de semaine maussade pour la Bourse de Paris. La tendance a en effet été de nouveau assez lourde lundi. Si Peugeot et CSF, les deux vedettes étoilées de la corbeille, ont remarquablement défendu leurs positions, il n'en a pas été de même des autres valeurs. SEB, Crédit national, Printemps, Opif, Ciments français, Lyonnaise des Eaux, Alsthom, pour ne citer que celles-là, ont perdu du terrain. Mais de toutes, Bic a été la plus affectée à cause d'une surabondance de brisquets incendiaires et de procès à la clé aux États-Unis, reprise par un quotidien américain. Le groupe a minimisé. Mais le mal est fait. A Wall Street, Bic Corp. avait dévalué vendredi. Ce lundi, l'action Bic a chuté de 8 % à Paris.

Bref, à la clôture, l'indicateur instantané accusait un repli de 0,85 %.

En raison avec les nombreux départs en vacances, les courants d'échanges ont diminué assez sensiblement. Le marché n'a donc pas souffert d'une « overdose » de ventes mais surtout d'une grande réticence de la demande. Pas plus que la réunion du « G-7 », celle du FMI durant le dernier week-end n'a apporté la moindre réponse aux problèmes monétaires de l'heure. L'instabilité du dollar reste préoccupante, et bien des investisseurs préfèrent pour l'instant s'abstenir, jugeant qu'il sera toujours temps après les fêtes pascales de prendre une décision.

Sur le marché obligataire et le MATIF, la situation n'a pas été meilleure. Seules les OAT ont été soutenues.

NEW-YORK, 13 avril

Effondrement

Les valeurs se sont littéralement effondrées, le 13 avril, en fin de séance à Wall Street. L'indice Dow Jones a chuté de 51,71 points à la clôture, pour terminer à 2 287,07. On note 1 437 baisses, contre 278 hausses, et 272 titres inchangés, dans un marché où 181 millions d'actions ont été échangées. La tendance a d'abord été influencée par la chute des pétroliers Texaco (-15 %) et Pennzoil (-15 %). Texaco, qui a décidé de recourir à la protection de la loi sur les faillites, a été déclassé par Moody's Investors, un des principaux cabinets new-yorkais d'expertise financière (sa notation, ou rating, passe de BA 1 à CAA). IBM, qui a annoncé une chute de 23 % de son bénéfice au premier trimestre, a pourtant gagné 2 3/4, cette diminution étant inférieure aux prévisions des analystes.

C'est ensuite la nouvelle baisse du dollar, à la suite du rapport annonçant un déficit commercial américain plus important que prévu, qui a déprimé les opérations. Les taux d'intérêt se sont, une nouvelle fois, renforcés. Ainsi le taux sur les bons à court terme (60 jours) a augmenté de 1/8 de point, à 5,63 % (contre 5,55 % la semaine dernière). Parmi les valeurs les plus touchées, on note Texaco (10,8 millions de transactions), GCA Corp. (7,4 millions) et IBM (5,03 millions).

VALEURS	Cours de 10 avril	Cours de 13 avril
Alcoa	43 7/8	44 7/8
ALLT	23 3/4	24
Boeing	51 3/8	50 3/4
Chem. Midland	36 3/8	36
Du Pont de Nemours	115 1/2	111 1/2
Eastman Kodak	67 1/8	66 1/2
Exxon	60 1/8	60 1/2
Ford	86 1/8	85 1/4
General Electric	87	86 1/4
General Motors	42 1/4	42
Goodyear	53 1/8	53
IBM	167 3/4	164 1/4
ITT	80 1/8	79 3/4
McDermott	48 7/8	47 1/2
Philips	72	69 3/8
Schlumberger	41 3/4	40 1/2
Texaco	31 7/8	28 3/8
U.S. Steel	72 1/8	71 1/4
Union Carbide	28 1/8	28 1/2
U.S. Corp.	27 7/8	27 1/2
Westinghouse	83 5/8	82 3/4
Woolworth	75 3/8	74 3/4

CHANGES

Dollar : 6,003 F

Le dollar s'est de nouveau replié, le 14 avril, sur les marchés des changes, s'abaissant à Paris à 6,003 F contre 6,02 F. Des rumeurs annonçant un déficit commercial plus important que prévu aux États-Unis ont pesé sur le billet vert. Il se traitait à 1,9030 DM (contre 1,8080 DM) et à 141,3 yens (contre 142,40) dans un marché sur la défensive.

FRANCFORT 13 avril 14 avril
Dollar (en DM) .. 1,898 1,898
TOKYO 13 avril 14 avril
Dollar (en yen) .. 142,40 141,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (14 avril) ... 81/8-83/4
New-York (13 avril) ... 63/8-61/2

INDICES BOURSIS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
10 avril 13 avril
Valeurs françaises .. 131
Valeurs étrangères .. 154,8
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 46,3 46,4

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
10 avril 13 avril
Industrielles ... 2 339,28 2 287,41
LONDRES
(indice « Financial Times »)
10 avril 13 avril
Industrielles ... 1 523,8 1 512,4
Mines d'or ... 476,4 483,8
Fonds d'Etat ... 89,8 89,8

TOKYO
13 avril 14 avril
Nichiei (Dow Jones) ... 22 215,24 23 178,51
Indice général ... 2 639,54 2 646,87

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 avril

Nombre de contrats : 17 982

COURS	Jun 87	Sept 87	Déc 87	Mars 88
Dernier	107,40	107,45	107,40	107,25
Précédent	107,35	107,35	107,30	107,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

EXERCICE DÉFICITAIRE POUR LA SLN. — Le groupe SLN (dont Le Nickel) a enregistré, en 1986, une perte consolidée de 243,3 millions de francs, contre un bénéfice de 178 millions de francs en 1985. Cette perte s'explique par un abandon de créances de 146 millions de francs consenti par les actionnaires d'ERAMET (ERAP, SNEA, IMETAL). La société métallurgique Le Nickel-SLN a, de son côté, perdu 53 millions de francs. « La persistance dans le monde occidental d'une production excédentaire de nickel et la situation des parités monétaires rendent peu probable une amélioration des résultats financiers du groupe en 1987 », avait prédit dans un communiqué de la direction.

SANOH : SAUVÉ PAR LE SECOND SEMESTRE. — Sanoh a enregistré, en 1986, un bénéfice net consolidé de 495 millions de francs, contre 400 millions de francs en 1985, soit une progression de 3 %. L'amélioration des résultats au second semestre, sous l'effet d'un programme de relance et d'économies, a plus que compensé le recul de 17 % du bénéfice au premier semestre.

La première analyse complète de la situation des médias en Alsace

MICHEL MATHIEU

Un vol. 112 F

presses universitaires de nancy
Distribution CID Paris

150

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

13 AVRIL

Cours relevés
à 17 h 34

Compensation	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -
1525	A.S. 1877...	1680	1688	1671	+ 0 68												
1526	C.A.E. 35...	4212	4212	4215	+ 0 07												
1527	B.N.P. 1. P...	2227	2227	2227	- 0 07												
1528	Ch. de Fer...	1170	1170	1170	- 0 72												
1529	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1530	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1531	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1532	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1533	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1534	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1535	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1536	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1537	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1538	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1539	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1540	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1541	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1542	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1543	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1544	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1545	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1546	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1547	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1548	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1549	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1550	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1551	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1552	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1553	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1554	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1555	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1556	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1557	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1558	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1559	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1560	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1561	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1562	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1563	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1564	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1565	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1566	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1567	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1568	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1569	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1570	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1571	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1572	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1573	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1574	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1575	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1576	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1577	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1578	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1579	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1580	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1581	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1582	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1583	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1584	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1585	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1586	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1587	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1588	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1589	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1590	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1591	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1592	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1593	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1594	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1595	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1596	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1597	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1598	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1599	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1600	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1601	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1602	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1603	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1604	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1605	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1606	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1607	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1608	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1609	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1610	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1611	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1612	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1613	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1614	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1615	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1616	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1617	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1618	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1619	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1620	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1621	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1622	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1623	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1624	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1625	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1626	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1627	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1628	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1629	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1630	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1631	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1632	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1633	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1634	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1635	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1636	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1637	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1638	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1639	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1640	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1641	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1642	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1643	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1644	Ch. de Fer...	1170	1170	1170													
1645	Ch. de Fer...	1170	1170	117													

Comptant (selection)

Second marché (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours			
Obligations						Cléven (Nat. de)	655	655	Navig. (Nat. de)	198	Étrangères						A.O.P. S.A.	1290		Dovell	986	980	Mole	235	230
Emp. 7 % 1973	1430				Cléven	1410	1468	OPI Paribas	484	475	Alain Moreau	1050	1015	Dovre-Assurances	600	601	Nouvel-Datras	889	885						
Emp. 5 % 80/77	122 90	7 800			Compt. Ryl	2500	2520	Oxyg.	3100	3100	Druse-Cl. com.	681	681	Dovre-Cl. com.	4100	4100	Novel-Datras	889	885						
9 % 80/78/93	101 80	7 480			Credit	980	980	Credit C.T.C.L.	2100	2080	B.I.C.I.M.	839	839	Edisons Bailford	389	382 20	Novel-Datras	889	885						
10 % 78/79/84	105 50	8 598			Cléven	1410	1468	Oxyg.	3100	3100	B.I.F.	1209	1238	E. S. Dussault	950	960	Novel-Datras	889	885						
13,25 % 80/80/87	108 48	11 436			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
13,80 % 80/87	102 71	6 805			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
16,75 % 81/88	109	3 302			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
16,75 % 81/87	103 25	6 812			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
18,25 % 82/90	116 96	8 089			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
16 % 80/84	120	13 545			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
13,40 % 85/83	119 20	4 186			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
12,20 % 85/84	114 50	6 284			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
11 % 85/85	116 90	1 697			Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						
					Cléven	1410	1468	Cléven	1410	1468	B.I.F.	1209	1238	Expand	820	820	Novel-Datras	889	885						

SICAV (selection)

13/4

VALEURS	Emission Franc. ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Franc. ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Franc. ind.	Rachet net
A. A. A.	855 16	834 30	France	444 50	431 95	Paribas Opportunités	109 48	106 29
Actions France	923 53	884 30	Francis Hogen	1221 52	1185 94	Paribas Patrimoine	169 48	165 21
Alcatel	745 13	715 58	Francis Leclercq	328 34	315 92	Paribas Valeur	1055 44	1045 20
Actions selectives	823 71	801 17	Francia	309	304 43	Paribas-Patrimoine	107 05	10328
Adelco	634 04	624 44	Fundera	236 95	235 15	Pharm. Pharmacia	275 45	274 10
AEG	130 12	127 18	Fundis	100 00	97 50	Pharm. Rhône-Poulenc	167 45	166 21
A.G.F. 5000	855 16	839 18	Fructus	81756 01	81551 13	Pharmacia A	1120 23	1120 23
A.G.F. EURO	1181 40	1189 70	Fructus EDU	571 86	563 41	Pharmacia on-term	782 27	78252 27
A.G.F. EURO 2	1312 17	1302 58	Fructus F	100 00	97 50	Pharmacia P	1055 44	1045 20
A.G.F. OBLIG.	1167 70	1165 77	Futurologie	112 75	120 12	Pharmacia P&S	1514 74	1514 74
Agfa	726 57	700 20	Gest. Services	61948 63	61195 65	Pharmacia Rendement	1184 44	11541 74
Agfa-Veritas	414 63	402 53	Gest. Services 2	159 15	156 57	Pharmacia Rendement 2	1055 44	1045 20
ALCANTARA	118 94	115 77	Gest. Services 3	78 71	74 13	Pharmacia Rendement 3	1055 44	103574 83
A.L.T.O.	5849 19	5855 95	Gest. Rendement	472 17	449 50	Ph. Association	2217 36	2217 36
America-Gas	364 78	347 79	Gest. St. Pierre	806 75	772 81	Pharm. Investiss.	681 58	681 58
America-Hydro	784 36	764 78	Gest. St. Pierre 2	100 00	97 50	Pharm. Investiss. 2	114 58	114 58
Ampel	930 30	915 59	Hautecourt court terme	1482 61	1482 61	Pharm. Investiss. 3	168 44	168 44
Amplamix	4310 76	4300 10	Hautecourt Energie	1258 44	1258 44	Pharm. Investiss. 4	5873 16	5888 28
Amplamix court terme	264 45	262 07	Hautecourt Europe	1138 95	1138 95	Pharm. Investiss. 5	2042 21	2042 21
Amplamix 2	1332 56	1315 56	Hautecourt France	1138 95	1097 08	Pharm. Investiss. 6	5042 23	5024 66
Amplamix 3	1447 80	1436 44	Hautecourt Allemagne	1282 40	1282 40	Pharm. Investiss. 7	13670 53	13600 83
Amplamix 4	1312 17	1300 58	Hautecourt Belgique	1282 40	1282 40	Pharm. Investiss. 8	114 58	114 58
Amplamix 5	126 38	119 60	Hautecourt Danemark	1282 40	1282 40	Pharm. Investiss. 9	601 58	574 21
Bourse-Investiss.	483 36	471 58	LAELS	630 98	602 57	Pharm. Investiss. 10	521 77	521 77
Bourse-Investiss. 2	1312 17	1300 58	Indo-Ch. France	1282 40	1282 40	Pharm. Investiss. 11	114 58	114 58
Bourse-Investiss. 3	97 95	95 13	Ind. française	12379 35	12317 01	Pharm. Investiss. 12	1251 17	1269 11

MALE	Cours	Demie
------	-------	-------

VALEURS		préc.	cours
Actions			
Acers Peugeot	1260		1310
Agache (Sté. Fin.)	1999		2000
A.G.F. (Sté. Cn.)	855		851
Agache Hydrant	840		807
Arbel	241		231
Asseng	490		490
Avance Publicité	2780		2640
Ban C. Maroc	428		404
Barque Hydrant. Ex.	501		
Biotin-Sav (C.L.)	475		473

Foncière (Cie)	821	821	St-Gobain C.I.
Fonc. Lyonnaise	5052	5110	Saints du Midi

Fontaine	500	990	Sansone
Forbiter	1115	1130	Sattari
Fougereille	455	455	Savini
Francis L.A.J.D.	340	540	Savonius-Powell
Francis Paul	8000	7980	Savonius (SA)
Frank, Karl	801		SCAC
GAM	1291	1280	Scattis Manganese
Garwood	430	420	S.E.P. (SA)
Gaz et Eaux	2680	2750	Serv. Equip. Vils.
Galvater	1018	998	Steel
Gr. Fin. Const.	529	520	Stoen
Gids Mod. Plans	509	514	Svenin
Groupe Victorine	3625	3850	Syn Plant, Holland
S. Tramps. Int.	415	440	Syn Générale-CP
H.E.F.	432	405	Sofia Securities
	1418	1420	

458 50	460	Midland Bank Plc	61 50	56 50
550	545	Mineral Resources	73	75 10

178	178	Waco	2840	2670
255	258	Namans	149	147 10
64	83	Olvest	34 80	30
87	...	Pelchard Holding	444	215
305	288	Pine	207	244
900	898	Procter Gamble	1560	540
680	689	Ricoh Cy Ltd	31	34
222	222	Rohde	272	273 80
110	112	Rohde	296 50	298 90
284	264	Rodmans	419 90	423
396	382	Sagunt	22 80	20 20
326 40	310	Shaf. Co. (part.)	120	...
500	520	S.R.F. Atobolsing	1318	...
1720	1750	Steel Cy of Can.	111	...
2181	2280	Tenneco	276	...

B.G.I.	580	595
Battery Charge	585	585

B.M.P. D	516	521
B.M.P. Intercom	480	470 46
Benedictine	4350	4525
Bon-Marche	894	884
Cald	999	999
Cambridge	950	930
C.A.M.E.	648	640
Campanon Bent.	725	705
Carboni-Lorani	939	940
C.E.G.Fog.	670	681
Carton. Bussy	3081	3061
Centrat (Nep)	277	277
Cerebus	100	100
CEBUS	895	898
C.F.D.E.	978	978
Chemboury (N.L.)	576	1047
Chicamps (Nep)	189	190
C.I. Finance (di)	351	352
C.I. Marzine	759	768
Ceres-Sinters	1025

Industria S.A.	595	575	Soficiari
Industria	332	330	S.O.F.I.P. (M)

[illegible]

500	536	d	Thorn EMI	60	62
850	850		Toray Indus. Inc.	30 30	29 70
200	196	e	Veolia Montsouris	899	810

1170	1249	Waggon-Land	890	885
210	198	West Rand	29 10	32
522	543			
730	750			
27 50	418 d			
869	875		150	
1530	1525	Capeport	1294	1311
2300	2250	A.E.M.		
960	960	Cochet	178	
390	390	Dubai Inv. (Kaim.)	486	486
710	700	Gachet	1200	1200
800	789	Harbour	325	315
2450	2450	Hongkong	250	
1750	1680	Johns Hart. (Michm.)		
1790	1800	Makulu	1180	1160
1790	1800	Makulu	410	
1790	1800	Romana H.V.	151 50	151 50
850	850	S.P.R.	48 70	47 10
148		Union	380	
		Union Emmanon	142	

Droits et biens

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide
Casino
Cold. Foncier France
Perreot Ricard
Total	540

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

36.15 Tapez **LEMONDE** puis **BOURSE**

	Cote des changes
--	------------------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 13/4	COURS Achat
Euro-Union (5 t)	6 023	6 020	5 711
ECU	6 912	6 912	
Belgique (100 DM)	332,920	332,780	323
Allemagne (100 F)	18 077	16 075	15 675
Pays Bas (100 fl.)	291,220	294,580	285,9
France (100 fr.)	88,120	88,290	85
Norvège (100 kr.)	88,700	88,740	86,96
Grande-Bretagne (£ 1)	9,808	9,794	9,641
Génes (100 dracmes)	4,585	4,587	4,585
Italie (100 lire)	4,677	4,686	4,444
Suisse (100 fr.)	401,750	402	389,96
Suède (100 kron.)	95,400	95,980	92
Autriche (100 sch.)	47,380	47,350	46,1
Espagne (100 pes.)	4,747	4,727	4,6
Portugal (100 esc.)	4,935	4,933	4,8
Grèce (100 dr.)	4,628	4,623	4,4
Israël (100 sheq.)	4,246	4,227	4,0

	Marché libre de l'o
--	----------------------------

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 13/4
	Vente			
50	6 300	Or fin (à la on barre)	84000	84250
		Or fin (en lingot)	83850	84350
	341	Pièces françaises (20 fr)	518	522
100	16 480	Pièces françaises (10 fr)	348	
500	304 000	Pièces françaises (5 fr)	684	
	91 500	Pièces latines (20 fr)	495	491
	52	Siamois	616	611
100	10 200	Pièces de 20 dollars	3400	3420
500	5 100	Pièces de 10 dollars	1005	1020
1000	4 900	Pièces de 5 dollars	520	518
408 900	97 500	Pièces de 1 florin	484	512
46 450	5 100	Or Londres	432 30	436
50	4 900	Or Zurich	432 60	438
4 850	4 850	Or Hongkong	432 45	435
4 250		Argent Londres	6 90	

Capital Plus	1676 98	1676 98	Interacorp	12016 37	11554 20	St-Honore Technol.	826 77	789 28
CP (voir AGF Actions) ..			Intersect France	494 07	471 67	St-Honore Valor	12755 60	12059 13
Columbia	812 52	821 24	Investisseurs Indust.	717 96	695 40	Sécheron	11228 88	11118 77

Caravello	411 93	399 93	Invent. net	14 328	16 789	Stucco, Mobilare	405	395 98
Carton court terme	12 330 14	12 330 14	Invent. Obligations	17 706	10 288	Stucco Tasse	10 220	10 220
Cassa	91	946	Int. 100	18	170	Stucco Tasse	12 336 25	12 341 94
Credito	517 82	502 74	Jaune Espagne	250	248 70	Stucco Tasse	13 385	13 385
Credito, France	286	16	Jaune Amérique	260	257 51	Stucco Tasse	13 385	13 385
Credito, Monaco	2597 82	2571 98	Jaune France	611 30	611 30	S.F.A. et C.	611	612 65
Credito, Portugal	96	64 12	Jaune Italie	96	92 31	S.F.A. et C.	611	612 65
Credito, Prussia	380 67	382 98	Jaune Royaume	372	372	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense	11 326 24	11 326 24	Jaune Suisse	2620	250 21	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, France	713	710 59	Jaune Turquie	142	142	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Italie	718 75	1141 83	Jaune Belgique	142	140 93	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Suisse	289 05	258 96	Jaune Pays-Bas	64 30	64 30	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Grèce	149 33	143 36	Jaune Espagne	228	228	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Portugal	118 18	118 18	Jaune France	123 11	124 81	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Espagne	1136 01	1132 02	Jaune Italie	122 59	122 59	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Grèce	1042 10	1039 84	Jaune Royaume	233 64	232 78	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Portugal	729 37	729 37	Jaune Suisse	212 57	212 57	S.F.A. et C.	611	612 65
Défense, Espagne	2919 40	2919 40	Jaune Belgique	142	140 93	S.F.A. et C.	382	377 83
Défense, France	200 17	389 18	Méditerranée	185	174 23	S.F.A. et C.	1137 73	1132 82
Défense, Monaco	2573 80	2515 28	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne	175 13	175 13	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce	1510 18	1528 16	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal	386 68	399 71	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne	617 61	617 61	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France	5147 33	5147 33	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce	1760 13	1760 13	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal	191 65	191 65	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne	1373	1370 30	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce	436 16	436 16	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal	1267 77	1256 26	Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Espagne			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, France			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Grèce			Mondiale Investitions	478	457	S.F.A. et C.	1105 64	1055 33
Défense, Portugal			Mondiale Investitions					

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
♦ : prix précédent
★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La visite à Moscou de M. Chirac.	8 La majorité face à la tentation Le Pen.	11 Le procès de Roger Knebelles.	25 Dans : le déferlement des compagnies américaines sur l'Europe.	31 Le gouvernement programme la construction de 2 730 kilomètres de voies autoroutières.	Radio-télévision 29 Les offices de Pâques 29 Annonces classées 16 à 24 Carnet 30 Météorologie 30 Mots croisés 29 Loto 28 Echecs 30 Spectacles 28	● Est-Ouest : avoir des missiles ou pas ? ● L'argent fait-il le bonheur ? ● Allo, Lokotto... : les gagnants du concours. Actualité, Sports, Bourse, Média, Télémarketing, Loisirs. 36-15 Tapez LEMONDE
4 République sud-africaine : le renforcement de l'état d'urgence.	9 Les royaumes de Wallis et Futuna saisis par le doute.	12 Le débat sur le nucléaire.	28 Dégustations, par Bernard Frank.	32 Le bilan du CNPF pour la période 1982-1986.		
6 Aggravation de la tension en Cisjordanie.	10 Livres politiques, par André Laurens.			33 Nouvelle baisse du dollar à Tokyo.		
7 États-Unis : Gary Hart part favori à l'investiture démocrate.		DÉBATS	COMMUNICATION	34-35 Marchés financiers.		
		2 Sécurité sociale.	27 La réorganisation de la FM parisienne.			

M. Chirac songe à reporter son voyage en URSS

Vu le peu d'empressement mis par les Soviétiques à accepter les dates proposées par Paris pour le voyage de M. Chirac en URSS, le premier ministre songe de plus en plus à reporter ce déplacement. C'est il y a six semaines que le Quai d'Orsay a proposé aux Soviétiques que le voyage de M. Chirac ait lieu les 14, 15 et 16 mai. Depuis, Paris attend une réponse ; l'ambassadeur de France à Moscou, M. Yves Pagniez, a encore fait une démarche la semaine dernière auprès du ministre soviétique des affaires étrangères. En vain il n'est parvenu à obtenir une réponse qu'il fallait vérifier si les dates proposées étaient compatibles avec les obligations des dirigeants soviétiques.

A un mois du départ éventuel de M. Chirac pour Moscou, l'attitude soviétique est significative, estime-t-on à Paris : les dirigeants soviétiques ne veulent pas prendre la responsabilité formelle d'un ajournement de la visite mais font tout pour faire passer un « message » fort clair. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont déjà accepté les dates de la visite en URSS d'un autre Occidental, M. Richard von Weizsäcker ; or le président de la RFA doit se rendre à Moscou le 17 mai, soit après les dates suggérées par M. Chirac pour son propre voyage.

Le message soviétique paraît avoir été « bien reçu » à Paris, en dépit des déclarations de certains responsables soviétiques affirmant que l'affaire du réseau d'espions soviétique, dévoilée le 20 mars dernier ne remettrait pas en cause le

voyage du premier ministre. Pour ne pas bloquer indéfiniment son calendrier et pour ne pas paraître demander à tout prix d'un déplacement à Moscou, M. Chirac s'apprête à faire savoir d'ici quarante-huit heures qu'il est contraint de reporter à une date ultérieure son voyage. Il pourrait cependant décider d'envoyer son ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, à Moscou pour « entre autres missions » s'entendre sur une nouvelle date pour sa visite en URSS, en attendant par exemple.

J.A.

Prochaine visite du président Assad

Moscou (AFP). — Le président syrien Hafez El Assad effectuera une visite officielle en URSS dans le second moitié du mois d'avril, à l'invitation de la direction soviétique, annonce mardi 14 avril l'agence Tass qui ne fournit aucune autre précision sur ce séjour dont des rumeurs faisaient état depuis plusieurs semaines.

Cette visite intervient à un moment où l'URSS redouble d'efforts pour unir le mouvement palestinien — le prochain Conseil national palestinien est prévu pour le 20 avril — et approfondit ses contacts avec Israël afin de parvenir à la convocation d'un « comité préparatoire » d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

La Syrie, un des rares alliés de longue date de l'URSS dans le monde arabe, apparaît comme un des principaux obstacles à la mise en place d'un front uni des Palestiniens, en raison notamment du fossé existant entre le président Assad et le chef de l'OLP Yasser Arafat. Une délégation palestinienne a été reçue il y a une dizaine de jours à Moscou.

La dernière visite en URSS du président Assad remonte à juin 1985.

Le dissident Anatoli Koriogine autorisé à émigrer. — La Fondation Boukovski a annoncé, samedi 11 avril à Amsterdam, que le psychiatre dissident Anatoli Koriogine, libéré en février dernier après six ans de prison et de camp, avait été autorisé à émigrer avec sa famille. M. Koriogine devait rejoindre la Suisse. Militant des droits de l'homme, M. Koriogine continue de dénoncer l'usage de la psychiatrie contre les opposants. Ainsi, dans un article publié lundi 13 avril par le quotidien ouest-allemand Die Welt, il suggère la création d'une commission d'experts pour contrôler le cas des « patients » détenus pour raisons politiques. — (AFP.)

DANEMARK : Mort du chef du Parti communiste. — Le chef du Parti communiste danois, M. Jørgen Jensen, est décédé lundi 13 avril, à l'âge de soixante-sept ans, après une longue maladie, a annoncé un porte-parole du parti à Copenhague. Jørgen Jensen avait été membre du comité directeur du PC danois durant un quart de siècle et en assumait la direction depuis 1977. Il sera remplacé par M. Jan Andersen, qui avait été désigné, dès la semaine dernière, en raison de la défection de l'état de santé de M. Jensen.

Le Parti communiste danois comptait sept représentants au Parlement jusqu'en 1978, mais n'en a plus aujourd'hui. Sa baisse de popularité, est due, pense-t-on, au fait que M. Jensen était devenu très fidèle à Moscou. — (AFP.)

Principal témoin de l'affaire Jean Moulin René Hardy est mort

Moins d'un mois avant l'ouverture du procès de Klaus Barbie à Lyon, René Hardy est décédé, à l'âge de soixante-quatre ans, pendant la nuit du dimanche 12 au lundi 13 avril, dans une chambre de l'hôpital de Malte (Deux-Sèvres) où il était soigné depuis 1982, comme nous l'indiquait notre correspondant à Niort, Raymond Sillard.

René Hardy avait été accusé d'avoir trahi Jean Moulin, président du Conseil national de la Résistance, qui fut arrêté par la Gestapo avec six de ses compagnons le 21 juin 1943, à Caluire, dans la banlieue lyonnaise. Klaus Barbie s'est toujours targué d'être l'auteur de cette arrestation, mais l'affaire Jean Moulin, étant tenue pour un crime de guerre aujourd'hui prescrit et non pour un crime — imprescriptible — contre l'humanité, ne serait pas, en principe, évoquée au procès de la cour d'assises du Rhône.

Né le 31 octobre 1911 à Mortrée (Orne), René Hardy avait été élève de l'École supérieure des chemins de fer avant d'être nommé attaché à la SNCF, poste qu'il occupera jusqu'en 1939. Mobilisé comme officier à la Légion étrangère, puis dans un bataillon de chasseurs alpins jusqu'à l'armistice, il dirigea dès 1940 des sabotages de voies ferrées avant d'être emprisonné à Toulon de 1941 à 1942 par les autorités de Vichy.

Dès sa libération, il reprit son activité clandestine, préparant notamment un plan de neutralisation de l'ennemi en vue du débarquement des Alliés. Bénéficiant en 1943 d'un arrêté de non-rendre, il fut remis à la Gestapo, mais s'évada de l'hôpital de Lyon pour rejoindre Alger, au mois de mai 1944. De retour à Paris au moment de la Libération, René Hardy est arrêté au mois de décembre et, après cinq années d'emprisonnement et deux procès retentissants en 1947 et 1950, il est enfin acquitté au terme du second par le tribunal militaire de Paris.

Au premier procès, en janvier 1947, devant la cour de justice de la Seine, il s'agissait de savoir si René Hardy avait pu avoir une responsabilité dans l'arrestation de Jean Moulin. Il est acquitté, mais, trois mois plus tard, la preuve est apportée qu'il a menti sur un point essentiel, comme le rapporte Jean-Marc Théodolyne dans le Monde daté 13-14 mai 1984. Un nouveau procès lui est donc fait, en 1950, qui s'achève par une nouvelle fois par un acquittement : « D'abord — c'est le nom de résistance de René Hardy — est libre.

Ces quatre années, où l'affaire Hardy a pris la dimension d'une affaire d'État, resurgissent en 1983, lorsque, le 12 novembre sur Antenne 2, M. Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, affirme que, si l'affaire Jean Moulin n'avait pas été retournée contre son client, c'est parce que le premier président du Conseil national de la Résistance avait été en réalité trahi et remis à la police allemande par d'autres résistants.

Les 3 milliards de la dernière chance pour CDF-Chimie

Comme M. Serge Tchuruk, président du conseil d'administration de CDF-Chimie, l'avait espéré, l'État va faire son devoir d'actionnaire. Pour renflouer l'ancienne filiale des Charbonnages de France devenue propriété publique directe depuis décembre 1986, l'État va lui verser 3,1 milliards de francs, une somme très voisine de celle que M. Tchuruk avait demandé pour redresser son groupe.

Il était temps. Miné par des déficits à répétition, le troisième groupe chimique français (20,6 milliards de chiffre d'affaires en 1986) était exsangue. En dix-neuf ans d'existence, il a perdu 12 milliards de francs courants (soit 2,4 milliards l'an) contre 965 millions en 1985) provenant surtout des engrais (600 millions) et des charges exceptionnelles (près de 2,1 milliards de francs) liées à la restructuration. L'apport de l'État s'effectuera en partie grâce à l'écoulement tiré des privatisations.

Deux milliards de francs seront versés avant l'été et 1 milliard, début 1988. Mais les pouvoirs publics espèrent régler une fois pour toutes ce dossier. Ce sont en quelque sorte les 3 milliards de la dernière chance. Le plan de M. Tchuruk a en effet séduit en haut lieu. Le nouveau président de CDF-Chimie a réaffirmé sa volonté de ne pas démanteler le groupe et de le restructurer en donnant la priorité aux spécialités. A moyen terme, la proportion de la chimie lourde (60 % des activités actuellement) devrait être ramenée à 40 % et les spécialités être portées à 60 %. Le président de CDF-Chimie devrait rendre public son plan détaillé le 10 mai. En attendant le 21 avril prochain, CDF-Chimie sera doté d'un conseil d'administration, et M. Tchuruk sera nommé PDG.

A.D.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 • LEMONDE

A B C D E F G

Sur le vif Obsédées !

C'est fou ce qui se passe ! Le SIDA, les Russes ont prétendu que c'était un truc échappé après des tests de la CIA pour envahir les pays de l'Est, non je blague pas, il y a un grand article là-dessus dans le Figaro. Et puis là maintenant, voilà que c'est ma faute à moi. Non, c'est pas les Soviétiques qui le disent, c'est l'Eglise. Un certain abbé Thomas, de Saillans, une bourgade de la Drôme. Il est monté en chaire le jour des Rameaux et il m'a dérangé du doigt.

Enfin, pas moi uniquement... J'aurais pas pu déclencher cette catastrophe à moi toute seule. C'est la faute à Philippe Bourvart et à ses grosses têtes obsédées. A Pierre Parat et ses ruses sales, à Collaro et à ses filles à poil, à Gainsbourg, Lama, sardou et autres sauteuses, diffuseurs de l'érotisme animal (sic). Il va falloir bayer ces canailles de toutes les émissions familiales pour l'humanité retrouve la paix, le bonheur et l'unité (re-sic).

Parait qu'il s'écrit à Pasqua, M'sieur le curé, tellement il est furax : c'est bien de mettre à l'index les journaux pornogra-

phes, mais c'est pas assez ! Le pire c'est que c'était marqué dans Libé et que mon rédacteur en chef l'a vu. D'abord il a sauté en l'air, ensuite il m'a sauté dessus. Enfin pas exactement... Quand j'ai débarrqué à la conférence du matin, il s'est planqué derrière son bureau et il a aboyé :

— Qu'est-ce que j'apprends ! Tu filles des giclées de virus aux braves ménages coincés entre leur évier et leur planche à repasser, t'es pas honte !

— Arrête, je postillonne pas dans le micro de RTL. Et puis, le SIDA, faut pas croire, ça s'attrape par le sang, le sperme, pas par la gaudriole.

— La preuve que si ! Alors, tu vas me faire le plaisir de te passer les mains à l'eau de javel avant de taper tes billets et de m'accepter un peu tout ça. Les capotes à la française et les petites culottes au choclate, terminé ! Tu vois qu'à cause de toi, on n'ose plus acheter le Monde pour cacher New Look ! Ça serait la fin !

CLAUDE SARRAUTE.

A Jouques (Bouches-du-Rhône)

Trente fils de harkis observent une grève de la faim pour obtenir un emploi

MARSEILLE de notre correspondant régional

Une trentaine de jeunes Français musulmans observent une grève de la faim depuis le vendredi 10 avril dans la cité d'anciens harkis du logis d'Amne, sur la commune de Jouques, au nord d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Ils réclament des logements décentes et surtout des emplois stables « pour sortir de leur marginalisation ». Le secrétaire d'État aux rapatriés, M. André Sautin, doit se rendre sur place, le jeudi 16 avril.

Installés au milieu des pinèdes entre Peyrolles et Jouques, la cité d'anciens harkis du logis d'Amne, créée en 1962, héberge, dans trois hameaux, une soixantaine de familles. La moitié d'entre elles vivent encore dans d'anciennes baraques de chantier insalubres, construites par l'Office national des forêts et EDF. Les premiers arrivants ont été employés dans un chantier de forage aujourd'hui en voie d'extinction. Leurs enfants sont confrontés à un grave problème de chômage, puisque sur quatre-vingt-dix jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, une quinzaine seulement disposent d'un emploi stable. « Depuis des années, nous demandons du travail et des conditions de vie normale, explique le porte-parole des grévistes, M. Hamouche Zerrouki. Nous ne pouvons plus nous satisfaire de promesses jamais tenues. Notre grève de la faim est une lutte pacifique pour notre survie ».

L'administration a cependant tenté de résoudre les problèmes de la cité en lançant un programme de réhabilitation concernant une trentaine de logements et en proposant

Le numéro de « Monde » daté 14 avril 1987 a été tiré à 478 155 exemplaires

des solutions pour réduire le chômage des fils de harkis (neuf emplois à terme et une vingtaine de stages d'insertion dans la vie professionnelle).

Les jeunes Français musulmans repoussent, eux, la perspective de nouveaux stages « qui ne débouchent sur rien ». Ils demandent la création de nouveaux chantiers de forage et une embauche ferme et définitive dans les services d'entretien ou de surveillance du centre d'études atomiques de Cadarac, à 15 kilomètres de Jouques.

G. P.

Premier défenseur d'Abdallah

M. Boyer suspendu pour « violation du secret de la confiance »

M. Robert Boyer, le premier défenseur de Georges Ibrahim Abdallah, pen après l'arrestation à Lyon en 1984, a été suspendu, lundi 13 avril, pour avoir refusé par le conseil de l'Ordre des avocats pour « violation du secret de la confiance ».

Cette suspension, décidée par les vingt et un avocats du conseil de l'Ordre sous la présidence de M. Yves Berger, devra être motivée dans les prochains jours, mais elle revêt cependant un caractère préventif, même si elle doit être affichée à l'intérieur des palais de justice de la région Rhône-Alpes.

Le conseil estime, en effet, que M. Boyer, qui avait notamment déclaré à Lyon-Figaro, le 11 mars dernier, que Georges Ibrahim Abdallah lui avait affirmé dès décembre 1984 savoir que M. Jean-Paul Mazurier était un agent de la DST, avait, par ces propos, violé le « secret de la confiance ».

ABTS EXCEPTIONNEL

PHILIPS
P3200-25 compatible AT

Moniteur 12 inches
Imprimante 136 col.
Projeteur LOBI :
compta, factures, paye,
stocks, clients, fournisseurs

312 Ko RAM
disque dur 25 Mo

PRIX : 49800 F HT*
* Dans la limite des stocks disponibles

Possibilité
Cédit total

Recevez commerciale
ABTS : 42 33 36 37

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE
CHOISSENT LES - 35 %
D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh Plus
14.990 F TTC*

Offre exclusivement réservée aux
établissements d'enseignement
et aux enseignants



**INTERNATIONAL
COMPUTER**

La micro sans frontières

26 rue du Renard Paris 4 • 42.72.25.26
64 av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03

كلمة من الله